Année. N° 22.

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

15 NOVEMBRE 1932

		Pages.
e de Fels	*Les Richesses de la France : le Blé.*	241
Hermant	*Souvenirs de la Vie frivole.* — II. . .	251
ues Chenevière. .	*Une Amie d'enfance : Madame de Ségur.*	281
lbert-Petit	*L'Enseignement primaire en France.*	305
ait Istrati.	*La Maison Thüringer.* — III	323
ri Piéron	*J. P. Pavlov*	359
rges Roux.	*La Hongrie et le Problème danubien.*	377
garet Kennedy . .	*L'Idiot de la Famille.* — IV	393
nand de Brinon. .	*Le Plan français de désarmement* . .	422
stantin Photiadès.	*Les Concerts*	434
ry Bidou	*Le Mouvement littéraire*	450
ert Flament. . . .	*Tableaux de Paris*	460

Jean Poirier : *Parmi les Livres.*

Copyright 1932 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

La REVUE DE PARIS ***publiera prochainement***

Les Primitifs d'Avignon

par GABRIEL HANOTAUX

de l'Académie française

Le Mystère Frontenac

par FRANÇOIS MAURIAC

Christine

par PAUL GÉRALDY

Souvenirs de Russie

(Journal intime)

par EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ

Les Élections américaines

par BERNARD FAŸ

L'Énigme de Charleroi

par le GÉNÉRAL DE LARDEMELLE

LES RICHESSES DE LA FRANCE

LE BLÉ[1]

« Il n'y a pas en France de problème du blé, il n'y a pas de politique du blé. Ce sont des histoires pour amuser la galerie et des prétextes à oraisons, à l'heure des toasts. »

Telle est la fin de non-recevoir qu'à la date du 3 août 1931, le grand organe du négoce et de la minoterie, le *Bulletin des Halles*, opposait aux conclusions de notre étude sur ce qu'il est permis plus que jamais d'appeler le « problème du blé ».

Il n'y a pas de problème du blé, mais, tout récemment encore, la rédaction du *Bulletin des Halles* a pu apercevoir de ses fenêtres un long cortège d'exploitants agricoles se ruant à l'assaut de la Bourse du Commerce et apportant sa protestation tumultueuse contre les cotations du blé pratiquées à cet endroit.

Il n'y a pas de problème du blé, mais, dans les pays de grande production, tels que la Beauce, nous voyons se produire des scènes évoquant le souvenir des soulèvements populaires dont, en 1907, la Narbonnaise fut le théâtre au temps de Marcellin Albert, le rédempteur. Les maires des communes rurales envoient leur démission en masse au gouvernement et jurent de ne point reprendre leurs fonctions

1. La présente étude fait suite aux articles que nous avons publiés dans la *Revue de Paris* le 1er août et le 1er décembre 1931, sous le titre « une Politique du Blé ». Le lecteur qui voudrait bien s'y reporter trouverait sans doute que la crise actuelle du blé leur confère une nouvelle actualité.

aussi longtemps que les cours du blé ne seront point redevenus normaux.

Il n'y a pas de problème du blé, et, dans un meeting agricole de plus d'un millier de personnes à Évreux, les résolutions les plus violentes ont été arrêtées. Des sévices ont été exercés sur un membre de la Chambre des Députés présent à la réunion.

Il n'y a pas de problème du blé, mais d'inoffensives associations agricoles, qui, jusqu'ici, n'avaient montré que docilité et déférence envers le pouvoir, ont adopté nettement l'attitude révolutionnaire et menacé de sanctionner par la grève de l'impôt l'impuissance du gouvernement à faire remonter les cours.

N'ayons pas la cruauté d'insister. Quand nous remontrions l'année dernière l'absolue nécessité de résoudre d'une façon définitive, à la lumière de la politique expérimentale, le problème du blé dans le double intérêt de l'équilibre économique de la nation et de la paix sociale, nous n'avions qu'un trop juste pressentiment de ce que nous réservait cette année climatérique de 1932, lieu géométrique de toutes les échéances. « Les questions non résolues, aimait à répéter Cavour, sont sans pitié pour le repos des peuples et des gouvernements. » Cela peut se dire avec plus de vérité peut-être de la question du blé que de tant d'autres dont on parle davantage et qui ne présentent pas autant d'importance.

***

D'où vient cette émotion inusitée qui s'est emparée de nos campagnes dont les doléances, modérées dans la forme, ne sortaient pas jusqu'ici du cadre de la légalité? Ce n'est pas la première fois, depuis quatorze ans surtout, qu'elles ont été désagréablement surprises au moment de la récolte par une brusque dépréciation des cours? D'où vient que leur patience et leur résignation traditionnelles se sont converties cette année en accès d'une colère presque émeutière.

Il nous est aisé de répondre.

C'est que, dans l'opinion des agriculteurs et des producteurs de blé, on n'a jamais trouvé, dans l'état du marché,

de moindres raisons de baisse que cette année. Cette baisse déconcertante, imprévue, est venue littéralement assommer le monde rural au moment où il y pensait le moins. D'où sa stupeur suivie d'une réaction violente.

En apparence, la campagne actuelle avait débuté, contrairement aux années, 1929 et 1930, avec un report des stocks réduit au minimum et avec des importations aussi limitées que possible. Les évaluations officielles fixaient à environ quatre-vingt-dix millions de quintaux le chiffre de la récolte. Bonne année moyenne, plutôt déficitaire qu'excédentaire. Et l'homme des champs avait l'intuition que ce chiffre dégageait une approximation raisonnable. La stabilisation des cours apparaissait probable avec légère tendance à la hausse. Au mois de juillet dernier, le quintal de blé était coté au taux moyen de 164 fr. 87. Au mois d'août, coup de théâtre, changement à vue. C'est l'effondrement brutal des cours. Vers le milieu d'août, le quintal de blé est tombé à 119 fr. 10. Il tombera encore plus bas au début de septembre. Des affaires seront traitées à moins de 100 francs. C'est l'avilissement que rien n'explique, ni ne justifie.

Qu'un sursaut de colère ait alors soulevé nos campagnes, c'est d'autant plus compréhensible qu'elles se tenaient pour assurées contre de nouveaux mécomptes en conséquence des mesures prises par M. André Tardieu, durant son brillant passage au ministère de l'Agriculture.

Personne, parmi les producteurs de blé, grands, moyens ou petits, qui ne crût le gouvernement entièrement maître de la situation annonaire et qui ne s'en reposât sur lui, en toute confiance, du soin de prévenir un trop brutal retour du pendule. Et c'est même d'une telle sécurité, qui, à l'usage, s'est révélée fausse, hélas! qu'on arguait pour combattre notre système du monopole de l'importation dévolu à un *corps intermédiaire*, sorte de *wheat executive*, fonctionnant sous le contrôle du ministre de l'Agriculture.

Qu'avez-vous besoin, nous objectait-on, de nous proposer un nouveau mécanisme de stabilisation, alors qu'il en existe déjà un solidement forgé?

Le pouvoir conféré au gouvernement de relever le droit de douane par décret, la faculté de fixer souverainement le

pourcentage des blés exotiques à incorporer aux farines panifiables : n'était-ce pas plus qu'il n'en fallait pour permettre au département de l'Agriculture, à la condition qu'il fût attentif, de régler l'entrée des blés exotiques et de mesurer avec précision l'incidence des importations sur les prix nationaux? L'institution des primes de stockage ne devait-elle pas permettre de reporter les excédents des années grasses sur les années maigres? L'élargissement et la réorganisation du crédit à l'agriculture n'étaient-ils pas faits pour permettre aux producteurs d'échelonner leurs ventes et de lutter à armes égales avec les négociants et les minotiers?

Il faut songer, pour prendre une idée des mesures de résistance, de garantie et de précaution accumulées par M. André Tardieu, à seule fin de maîtriser la crise du blé, qu'il n'a pas été mis en vigueur sous son principat, en vingt et un mois, moins de vingt-cinq lois, décrets et arrêtés.

Enfin, croyait-on, une politique française du blé nous était née, elle se fondait sur la loi du 1er décembre 1929, laquelle avait été édictée en vue de mettre notre marché national à l'abri des fluctuations qu'il n'avait que trop fidèlement épousées jusque-là.

Les agioteurs ne se faisaient pas faute, naturellement, d'accentuer encore l'amplitude de ces oscillations au détriment des producteurs et des consommateurs français.

Un régime d'admission temporaire, très imparfait, aggravait encore ce déplorable état de choses.

En conséquence d'une définition défectueuse des types de farine, au lieu de réexporter des farines panifiables on envoyait au dehors des farines bises et des remoulages en conservant frauduleusement de bonnes farines qu'on jetait ensuite sur le marché, sans avoir acquitté le droit de douane.

Les barrières douanières, au lieu d'équivaloir à une cloison étanche, n'étaient qu'un filet aux mailles relâchées.

Le gouvernement de M. Tardieu, c'est une justice qui lui doit être pleinement rendue, n'a jamais, comme disait le poète, passé l'éponge ou tiré le rideau sur les noires couleurs de ce triste tableau.

Il n'a cessé de déplorer, en manifestant une ferme volonté d'y remédier dans toute la mesure de ses possibilités, le défaut

d'organisation de notre marché intérieur, la funeste habitude des ventes massives, faute de crédit dès la moisson.

Il a très bien discerné l'importance économique et sociale du problème du blé qui, resté en suspens, finissait par devenir un danger mortel pour la vie nationale. Le blé n'est-il pas, avec sa valeur moyenne annuelle de douze à quatorze milliards de francs, la plus importante de nos productions rurales? N'est-il pas la source principale où s'alimente la trésorerie paysanne?

Animé de cette conviction, M. Tardieu s'est efforcé par un ensemble très bien lié de lois, décrets et circulaires qui ont grossi démesurément le Dalloz, de maintenir envers et contre la crise mondiale un cours raisonnablement rémunérateur et d'assurer la priorité du blé indigène, d'en finir avec les fraudes qui annulaient pratiquement cette priorité, de réprimer les excès de spéculation dont la Bourse de Commerce était le théâtre et enfin de discipliner le marché et de financer la récolte.

Protection, contrôle, assainissement, organisation, stabilisation. Rien ne manquait à ce programme qui a reçu son accomplissement de point en point. Comment les producteurs n'eussent-ils pas été induits en quiétude et en sécurité par cette législation de circonstance, improvisée dans leur intérêt et qui, toute affaire cessante, allait au-devant de leurs doléances et de leurs requêtes?

Et comment, lorsqu'ils se sont brusquement rendu compte, au mois d'août que ce formidable appareil législatif était resté inopérant n'auraient-ils pas touché le fonds de la déception et de la désillusion, comment n'auraient-ils pas été incités à sortir de leur tempérament? Pour quiconque est le moindrement averti de la psychologie paysanne, le doute devient impossible. Jacques Bonhomme est sous l'impression d'une immense moquerie qu'on a faite de lui. Eh quoi! après tant de lois, tant de décrets, tant de circulaires, tant de promesses, quand la récolte s'atteste normale et moyenne, quand aucun élément pertubateur n'affecte le marché intérieur, le blé est vendu à des prix dérisoires! La récompense de tant de bonne volonté manifestée par l'acquisition des progrès techniques et l'amélioration des méthodes culturales doit-elle être la gêne et la ruine? De qui se moque-t-on ici? Et quelles

puissances secrètes et souveraines ont la vertu d'avilir la denrée sacrée sans autre règle que leur fantaisie et leur bon plaisir?

***

Le changement de gouvernement consécutif aux élections législatives a amené, au département de l'Agriculture, l'honorable M. Abel Gardey, sénateur du Gers qui rapportait généralement le budget avec distinction. Le nouveau ministre paraît avoir été le premier surpris par l'événement. Lui aussi s'était endormi sur le mol oreiller d'une fausse sécurité. Et le réveil lui a été pénible. Ses moyens d'action, à cette époque de l'année, sont très limités. Il s'efforce d'organiser et d'activer le stockage. A l'heure où nous écrivons, des gens en posture d'être bien renseignés nous affirment que les quantités de blé ainsi immobilisées ne dépassent pas 4 millions de quintaux.

Il est trop tard, et le sort de la campagne en cours ne saurait être changé. Il fallait prévoir ce coup de la baisse au moment de la récolte, coup classique s'il en fut. Non que tout espoir de hausse doive être abandonné. La hausse ce n'est pas le producteur, mais l'agioteur qui la fera quand il jugera le moment venu de réaliser ses bénéfices. Qui dénombrera les quintaux de blé introduits en contrebande et qui, évidemment, opposent aux stockages du producteur une contre-partie triomphante?

Le problème du blé n'est donc pas résolu.

Il se complique, il s'envenime.

Notre école dirigeante en mesure-t-elle le péril? Et les partis nationaux et modérés, protecteurs-nés du monde rural, comprennent-ils que le fiasco incontestable de la législation annonaire de 1929-30 appelle leur intervention décisive s'ils ne veulent pas que la solution collectiviste n'apparaisse, dans un moment donné, aux ruraux, comme la suprême branche de salut?

Il leur appartient, suivant le mot historique de Charles Dupuy, d'enfermer le gouvernement dans un dilemme.

Ou il a manqué à son devoir de vigilance en négligeant

d'utiliser les armes forgées par le précédent ministère, ou les dites armes sont inefficaces.

Nous avouons notre penchant pour le second terme et c'est alors que notre proposition de confier l'intendance supérieure de l'importation à un organisme en possession de l'exercer avec compétence et impartialité prend toute sa valeur.

Nous avons été très sensible à l'écho que nos articles de l'année dernière avaient éveillé, aussi bien dans les couches profondes agricoles, que parmi les spécialistes de l'économie rurale et les journalistes politiques de toutes opinions. Les appréciations publiées, notamment par la *Dépêche de Toulouse*, le grand journal languedocien, témoignaient d'une grande sympathie pour nos idées, en même temps qu'elles nous renseignaient sur l'état d'esprit des campagnes tel qu'il se manifeste aujourd'hui. Nous avons été copieusement discuté dans toutes les provinces françaises et même dans l'Afrique du Nord. Nous en rapportons moins l'honneur au mérite de notre travail qu'à l'importance de la question qu'il soulevait.

A l'heure actuelle, dans notre opinion, il n'est plus permis d'hésiter. Le gouvernement a le devoir de s'attribuer le privilège de l'importation. Seul, comme nous l'écrivions l'an dernier, à pareille époque, le département de l'Agriculture est en possession d'ouvrir ou de fermer à bon escient le robinet des importations en ayant toujours présente à l'esprit la nécessité de réduire à leur minimum les variations des cours. Bien entendu, cette prérogative aurait pour corollaire l'obligation, pour ledit département, de déterminer le prix moyen de revient du blé à la production, après enquête minutieuse.

A toute fonction, il faut un organe. *Département de l'Agriculture* est bientôt dit. Dans son état actuel, il récuserait peut-être la tâche dont nous voulons le charger, par crainte des responsabilités et des suspicions. Nous avons prévu, dès l'année dernière, la création d'un *corps intermédiaire*, d'un *Wheat executive*, mot à mot *Exécutif du Froment*, conçu sur le modèle international qui a été utilisé pendant la guerre. Ce corps intermédiaire pourrait être composé, sans être trop nombreux, de façon à réaliser une synthèse harmonieuse

des intérêts en concurrence et à réunir l'élite des techniciens en tous genres.

Et donc, à chaque retour de moisson, le *Wheat Executive* fixerait le prix normal et moyen du quintal de blé. Rien de la taxation socialiste. La liberté des transactions sur le marché intérieur ne s'en trouverait pas lésée.

Tâche scabreuse et délicate, dira-t-on?

A cette objection il nous est facile de répondre que cette tâche, le gouvernement l'a déjà assumée, d'une façon subreptice et déguisée sans vouloir en convenir. Toute la législation touffue et confuse votée depuis deux ans n'a eu d'autres fins que de confier au pouvoir la maîtrise souveraine de la question du blé. Mais il est aujourd'hui prouvé que, pour des raisons que nous renonçons à approfondir, ce mécanisme compliqué, fonctionne mal ou ne fonctionne pas du tout. D'où l'invitation que nous adressons au ministère de l'Agriculture d'avoir à se saisir ouvertement, résolument, efficacement d'une prérogative qu'il s'est en réalité réservée, mais dont pratiquement il ne tire pas parti.

La seule différence que l'adoption de notre système apporterait dans l'état de choses actuel serait toute de franchise, de simplification et de réalité.

L'admission temporaire, qui est la cause de tout le mal avec ses fraudes inévitables, aurait vécu. C'est auprès du *Wheat Executive* que les minotiers devraient se mettre en instance qui estimeraient, à plus ou moins juste titre, avoir besoin d'une certaine quantité de blés exotiques pour satisfaire aux convenances d'une clientèle spéciale.

Nous ne pouvons évidemment reproduire dans son intégralité notre copieux exposé publié l'année dernière. Il nous faut toutefois rappeler que nous avons prévu une méthode libérale et, selon nous, opérante, pour provoquer le producteur à s'entendre avec l'acheteur et à mettre à la disposition du *Wheat Executive* les renseignements dont celui-ci ne saurait se passer pour éclairer ses décisions.

Mais, il est un point que la crise budgétaire actuelle nous dissuade par-dessus tout d'omettre. Ce sont les gros profits financiers que le gouvernement trouverait dans l'exercice de sa prérogative importatrice, étant donné que l'écart du prix

national et du prix mondial oscille aux environs de 100 francs. *Une importation éventuelle de 10 millions de quintaux de blé ferait donc tomber, à la grande joie de nos argentiers, une somme d'un milliard dans le Trésor public où elle serait certainement mieux placée que dans la poche des agioteurs et des fraudeurs. Pareille perspective est-elle négligeable?*

La pierre d'angle de notre économie nationale, telle que celle-ci résulte de la géographie physique et humaine, c'est le blé stabilisé à un cours dont les oscillations doivent être enfermées dans les limites de 150 et de 180 francs.

On peut argumenter là contre, à perte de vue. A tout ce qu'on pourra épiloguer et alléguer nous n'aurons qu'une réponse à faire, tirée de la nécessité. Il faut que les choses aillent ainsi sous peine des plus graves désordres financiers, économiques, politiques et sociaux. Ce n'est d'ailleurs pas contesté par l'immense majorité des Français moyens et de leurs gouvernements.

Or, nous sommes au regret de constater que le régime protecteur appliqué au blé présente une fissure que nul expédient réglementaire et législatif n'a été jusqu'ici capable d'obturer. La baisse catastrophique de 1932 ne peut s'expliquer autrement que par des importations de contrebande que la plus récente législation a été impuissante à prévenir ou à réprimer. Dans ces conditions, la liberté même relative, même réglementée, des importations doit cesser d'exister.

Nous renouvelons l'affirmation qu'il est nécessaire de créer près le ministre de l'Agriculture un comité conçu sur le modèle du *Wheat Executive* interallié du temps de guerre, investi du privilège exclusif de l'importation des céréales, institution qui, comme nous l'écrivions l'an dernier, semble également éloignée des excès de l'économie classique et de ceux de l'économie française.

Nous irons même jusqu'à avancer que, plus le temps nous gagne et plus cette solution devient la carte forcée. Il faut en venir là, ou se résigner à l'anarchie présente, incompatible d'ailleurs avec l'existence d'un gouvernement régulier.

L'initiative est de nature à tenter un gouvernement désireux de mettre fin, une bonne fois, à ses démêlés chroniques avec les producteurs de blé et d'instituer un régime

annonaire normal et stable. L'annonce seule du projet suffirait à ramener le calme dans les esprits échauffés au village en leur faisant voir, de la part des pouvoirs publics, une réelle volonté de vaincre l'obstacle.

Non qu'un miracle doive être escompté. La politique expérimentale ne se repaît pas de chimères. Nous le savons mieux que personne; l'instrument qu'il s'agit de construire sera délicat à manier dans l'incertitude des statistiques.

Rappelons d'ailleurs ici que, en ce qui concerne ces statistiques que le ministère de l'Agriculture s'avère incapable de dresser, nous avons déjà indiqué une méthode, qui intéresserait le producteur, sans aucune contrainte, à déclarer sa récolte au syndicat du chef-lieu de canton.

Mais, du moins, l'agiotage attaqué jusqu'ici de biais et indirectement, et, par conséquent, infructueusement le sera-t-il directement sur son terrain et dans son moyen d'action essentiel. On a trop mésusé de l'importation, depuis quelques années, au mépris de l'intérêt social et au profit des intérêts particuliers. On vient encore d'en mésuser cette année d'une manière particulièrement insolente et provocante. On sera mal venu dans de certains milieux à se plaindre de représailles devenues indispensables.

Quoi qu'il en soit, il est grand temps que surgisse dans la République, au sein ou en dehors de son École Dirigeante, l'homme d'État, qui, continuant la politique de Méline, stabilisera le prix du blé et assurera ainsi la sécurité aux paysans français et par suite la prospérité de notre économie nationale.

FELS

SOUVENIRS DE LA VIE FRIVOLE[1]

II

LE BOULEVARD ET L'ESPRIT

Les précisions, soit de la statistique ou de la chronologie, ne sont bonnes qu'à fausser le sentiment de l'histoire vivante : elle est dans le temps, mais elle ne tient pas compte des chiffres. Le fameux proverbe, qui plaît tant aux vieillards, « On n'a que l'âge que l'on paraît », s'applique aux époques bien plus justement qu'aux personnes.

D'abord, jamais les siècles ne commencent en un et ne finissent en cent. On cite, notamment, le XVIIIe siècle, qui, pour faire son entrée dans le monde, a trouvé convenable d'attendre la sortie de Louis XIV, mais qui s'est, en revanche, traîné jusqu'à Waterloo. Le XIXe siècle a, cependant, accompli ses cent années et même un peu plus, car il ne s'est achevé qu'au mois d'août 1914. Les quatre années qui viennent ensuite n'appartiennent proprement à aucun siècle, et le XXe, à qui nous attribuons plus de trente ans, a treize ans tout au plus.

Mais ce sont les mœurs surtout qui mettent le désordre dans l'art illusoire de vérifier les dates. Certains aspects de la société, une institution, tel usage, maint snobisme, sur qui les révolutions, qui emportaient tout, semblent n'avoir eu aucune prise, ont l'air de survivre au régime avec lequel ils sont nés, avec lequel ils auraient dû mourir; mais ce n'est qu'une espèce de fantasmagorie, et ils sont bien morts, en effet, en ce sens qu'ils n'ont aucun point de contact, aucune rela-

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er novembre.

tion d'échange avec ce qui est, même s'ils continuent d'être, et qu'ils appartiennent au passé révolu. C'est le cas du Boulevard et de la troisième République.

Elle peut dire, sans mentir à la rigueur : « J'ai connu le Boulevard », puisqu'elle était déjà bien plus que majeure quand il s'est résigné à finir, faute de boulevardiers. Mais il était essentiellement du second Empire, et il l'était resté un tiers de siècle après le Quatre-Septembre. Il n'avait rien appris, c'était assez son genre; mais il n'avait non plus rien oublié. Il ne s'était même pas soucié de faire des recrues pour maintenir ses effectifs, et, un beau jour, il a disparu, par extinction.

L'Empire a eu, sous le nouveau régime, d'autres prolongements, qui échapperont sans doute aux historiens, manque de documents authentiques. Seuls des témoignages puérils, comme celui-ci, pourraient leur en sauver l'impression; mais s'il n'est, pour voir, que l'œil de l'enfant, plus pénétrant que l'œil du maître, on ne peut guère prendre d'instantanés à l'âge où l'on ne sait lire et écrire que matériellement, et la mémoire, sauf de rares exceptions, est inconstante, sinon infidèle. C'est une loi de la nature. Elle doit, pour continuer de s'enrichir, sacrifier la plupart de ses premiers acquêts dont elle ne soupçonne pas le prix.

De loin, j'ai le sentiment que les dix premières années au moins de cette République ont été dépourvues de toute originalité. Elle a improvisé son installation dans le bric-à-brac. Elle a emprunté un peu à tort et à travers à tous les provisoires précédents, à Quarante-huit, qui n'était pas si loin, et même à 1830 : cette fameuse histoire du drapeau blanc, qui nous semble aujourd'hui incroyable, a désolé, mais non pas étonné les fidèles du comte de Chambord.

Il va de soi que la jeune République a surtout emprunté au second Empire, dans les meubles de qui elle s'installait, ou, plutôt, elle l'a tout naturellement continué. La mode — c'est ce qui frappe d'abord les yeux, surtout les yeux neufs — n'a pas été bouleversée du jour au lendemain, comme il est arrivé après l'autre guerre. Ce que les couturiers en leur langage appellent la silhouette féminine, n'a pas souffert de changement brusque. Nul, et c'est un point capital, n'a songé à réformer le code de la civilité puérile et honnête. Les mots

comme il faut et *bien élevé* ont gardé exactement le même sens qu'ils avaient aux Tuileries ou dans les familles bourgeoises, et n'ont pas pris soudain un sens diamétralement opposé, comme nous l'avons vu aussitôt après l'armistice. La société a gardé son bon et son mauvais ton. Enfin, cette vieille gaîté française et la blague ont survécu telles quelles à la fête impériale qu'elles avaient un peu relevée, ou animée; et ceci me ramène au Boulevard, dont la devise était apparemment celle de la Compagnie de Jésus : *Sint ut sunt, aut non sint*, qui n'a jamais évolué comme on dit, et que j'ai vu mourir avec le siècle dans l'impénitence finale, ou, si l'on préfère une comparaison plus avantageuse, aussi à cheval qu'Henri V sur le principe qui était sa raison d'être.

On pense bien que je n'étais pas du Boulevard à neuf ans. Mais je n'en ignorais pas le nom, ni le prestige, et je savais aussi que c'était un lieu difficilement accessible, un peu comme le Faubourg Saint-Germain, le Faubourg; mais je me souciais peu du Faubourg, peut-être par esprit de contradiction et parce que j'y avais des alliances lointaines (dont mon père ne parlait qu'avec un souverain mépris), tandis que j'avais déjà, comme on dit très vulgairement, louché du côté du Boulevard.

J'avais remarqué d'ailleurs qu'on disait « le Faubourg » au singulier, et plus ordinairement « les Boulevards », comme « les Français » ou « les Italiens ». Ce pluriel, de courtoisie peut-être, m'imposait. En ces temps d'innocence et de grande simplicité, les personnes comme il faut pouvaient encore, sans se déclasser, se promener le dimanche, et même faire un brin de toilette. Cela n'avait pas l'air calicot. « Je vous croyais commis... » disait Thérésa, mais sans aucune intention péjorative, dans cette aimable chanson dont le refrain était : « Autour, tout autour de la tour Saint-Jacques. »

On rencontrait, soit aux Champs-Élysées ou aux Boulevards (mais je préférais les Boulevards qui me paraissaient plus « grand garçon »), des familles entières. Le père, en redingote et coiffé d'un chapeau de haute forme, alors quotidien, non pas réservé comme à présent aux cérémonies nuptiales ou funèbres, avait un air de dignité qu'il devait, du moins en partie, à son embonpoint.

Il donnait le bras à celle qu'il appelait « ma femme »; cette

expression était si répandue que les jeunes gens même qui n'avaient pas encore contracté de mariage légitime osaient en honorer leur amie, qu'ils n'appelaient plus depuis longtemps leur maîtresse. Quant au mot « amant », il n'avait cours que dans le commerce de l'adultère; il était réservé aux « correspondants » (comme disent les Anglais) des honnêtes femmes, mariées d'autre part. Les enfants, d'ordinaire en petit nombre, marchaient avec lenteur devant le couple des parents. Comme il n'y avait pas de bousculades, ni même de coudoiements, rien ne risquait de déranger la belle ordonnance de ce cortège, si deux rangs suffisent pour former un cortège.

L'épouse et mère était habillée sans doute un peu paquet, mais ses toilettes (dont la ligne n'était pas encore modifiée, chaque saison) lui donnaient l'air d'être ce qu'elle était. Son chapeau était fermé, c'est-à-dire qu'il encadrait bien le visage et qu'il était retenu, sans l'aide d'épingles meurtrières, par des brides sagement nouées sous le menton. Cet attirail peut nous sembler ridicule, mais que dira-t-on dans soixante ans, ou plus tôt, de ce que nos contemporaines se chiffonnent sur la tête, qui n'a de nom dans aucune langue, et qui ne mérite, en effet, d'être baptisé que par l'argot?

L'allure des familles qui se promenaient sur les Boulevards le dimanche ne nous semblerait pas aujourd'hui moins étrange et moins compassée que leurs ajustements. Entre les divers gestes humains, celui des jambes qui marchent, bien que l'on y prête moins d'attention, est peut-être le plus significatif. Il marque le rythme de la vie. Les personnes même qui ne sont pas au courant des choses militaires ne sauraient voir défiler sous leurs fenêtres un bataillon de chasseurs à pied sans être averties par la seule cadence du pas que c'est là une troupe d'élite. Le pas, dit improprement accéléré, des régiments de ligne annonce une tout autre psychologie. Pendant les quinze ou vingt premières années de cette troisième République, le pas de promenade était un ralenti qui, maintenant, nous ferait bouillir. Le fait est qu'il me donnait déjà terriblement sur les nerfs. J'appartenais, sans le savoir encore, à une génération agitée, et mes mouvements, par anticipation, se réglaient sur une cadence plus rapide. Les

promenades, l'été, à la campagne, avec des pauses tous les cent pas, suivies de remise en train, me tuaient d'ennui et de fatigue. Je supportais mieux la flânerie sur les Boulevards, bien que la flânerie me parût de trop. J'anticipais encore : par le temps qui court — c'est bien le cas de le dire — le mot flânerie n'a plus aucun sens.

Plus que les gratte-ciel et les annonces lumineuses, ce changement d'allure de la figuration a changé toute l'apparence du décor. Lorsque je confère mes souvenirs avec les aspects d'aujourd'hui et avec ce que nous pouvons juger de ceux d'il y a cent ans d'après les documents de littérature, le Boulevard de mon adolescence me paraît ressembler davantage à celui de « Mardoche » qu'à la présente cohue. Musset a cependant risqué ce dernier mot dans le poème cruellement démodé dont je viens de rappeler le titre :

Un dimanche (observez qu'un dimanche la rue
Vivienne est tout à fait vide, et que la cohue
Est aux Panoramas ou bien au boulevard).

Mais il parle aussi du « grand tapage » que faisait, en passant devant Tortoni, le « landeau de louage » de Mardoche, lequel portait un habit marron.

Où donc s'en allait-il? Il allait à Meudon.
Quoi? si matin, si loin, si vite...

Si loin, pour Meudon, et si vite, pour un landau de louage, voilà qui date la pièce. Ni la distance, ni le temps n'étaient encore vaincus. Ce que nous conte Musset advint à son ami Mardoche en l'an 1820; mais une cinquantaine d'années plus tard, c'est-à-dire sensiblement à mi-chemin entre les jours de Mardoche, et « le vierge, le vivace et le bel aujourd'hui », la mesure, tant de la durée que de l'espace, n'avait guère varié.

Les moyens de transport étaient aussi lents et toujours les mêmes, sauf les landaus de louage qui ne servaient plus que pour les noces et pour les duels. « La grisette, à pied, trottait comme un perdreau », mais les honnêtes femmes, qui allaient également à pied, auraient trouvé le trot, à plus forte raison le galop, incompatibles avec leur honnêteté, comme avec leur dignité bourgeoise, et le Boulevard était si bien un lieu de promenade sans but, que l'on y voyait encore,

ça et là, des chaises de jardin : il y en avait, notamment, deux ou trois devant le perron de Tortoni, et les gens de loisir pouvaient commodément s'asseoir pour voir passer à grand fracas le locatis de Mardoche.

Il se peut bien que je me sois aussi reposé, quelque dimanche de mon enfance, sur ces chaises; mais, si j'avais une notion, assez vague, du Boulevard, j'ignorais la renommée universelle, au moins européenne, de Tortoni. J'étais moins bien informé que madame Prudhomme, que son mari, quand elle avait été très sage, emmenait voir consommer des glaces au coin de la rue Taitbout. Ce spectacle n'aurait pas excité ma curiosité, ni satisfait ma gourmandise. J'était encore à l'âge du pâtissier, qui précède celui du café-glacier.

A cette époque d'innocence, on ne goûtait chez le pâtissier que le dimanche, le boulanger, avec ses croissants de deux sous, suffisant aux jours ouvrables; mais le droit au pâtissier, le jour du Seigneur, était sacré, et je me souviens encore de l'autorité avec laquelle je donnais à la famille pour point de direction : Frascati!

Ce nom, si je ne me trompe, datait du Directoire, et j'y songe : ce n'est pas seulement au Boulevard de Mardoche (1820) que devait ressembler le boulevard des premières années de Marianne, mais à celui des Muscadins et des Incroyables; et voici maintenant qu'il me semble y avoir rencontré des gens à collet noir brandissant leur « pouvoir exécutif »; mais c'était peut-être le Mardi Gras, ou bien les airs et les costumes de *La Fille de madame Angot* m'obsèdent et ma mémoire s'embrouille.

Lorsque j'ai lu, plus tard, en divers livres d'*Arrigo Beyle, milanese*, les descriptions du bastion de la porte Orientale où se faisait à Milan le corso, j'y ai bien aussi retrouvé quelque chose de notre ancien Boulevard, moins la bonhomie : le boulevardier parisien a toujours été plus soucieux de tenue, voire un peu gourmé, et les Parisiennes n'auraient pas souffert, comme les dames de Milan, que leur cocher descendît du siège pour venir leur faire la conversation à la portière, en attendant quelque interlocuteur d'un rang social plus élevé. Même en notre temps de débraillé et de conduite intérieure, les femmes les plus simples, qui supportent, sans d'ailleurs s'en aperce-

voir, le contact de leur chauffeur, n'en supporteraient pas la causerie.

Mais, sur le Boulevard comme au bastion, c'était ce ralenti des gens qui ont du temps à perdre et qui savent le perdre agréablement. Ces mots semblent maintenant dénués de signification. J'imagine même que « perdre le temps agréablement » doit choquer les gens d'affaires. Le Boulevard aurait-il été, à une de ces époques que l'on appelle « de transition », le dernier asile du loisir, des propos inutiles et de l'esprit?

J'ignorais Tortoni, mais je savais déjà que l'on disait « l'esprit du Boulevard » : mes oreilles d'enfant ne laissaient rien perdre (ni, plus tard, mes oreilles d'adulte). Je recueillais même des bribes de cet esprit du Boulevard, par le canal d'un assez proche parent, à peu près contemporain de mon père, qui était devenu homme de cercle à la suite d'infortune conjugale et de séparation. Il passait une heure à la maison quand il était trop désœuvré, et il blaguait. Je voyais bien que mon père, dans les yeux de qui je lisais avant de savoir lire dans les livres, n'aimait ni sa blague ni sa bohème, et en conséquence je les méprisais, comme les enfants savent mépriser. Rien ne me rendait si honteux que de rire malgré moi quand une des histoires qu'il nous racontait me semblait drôle. Il est vrai que cela n'arrivait pas une fois sur cent.

Sa spécialité était de colporter des calembours ineptes, attribués à Victor Hugo. A cette époque, Victor Hugo n'était considéré comme un dieu que par des poètes déjà mûrs et d'assez peu ses cadets. A titre d'homme, il n'inspirait, même à la jeunesse de lettres, que le sentiment du respect : c'est le deuil sans éclat de l'admiration. Il était « le père Hugo ». Saint-Simon a écrit : « Le bonhomme Corneille. »

Il aurait moins sauvé de son prestige, s'il n'avait pris une attitude politique; mais c'était justement cette politique, et surtout l'attitude, qui mettaient en défiance les milieux bourgeois. Thérésa chantait, environ la fin de l'Empire : « Rien n'est sacré pour un sapeur! » Les sapeurs importent peu; mais rien alors n'était sacré pour les bourgeois, et, vu leur nombre, ce parti pris d'impiété n'allait pas sans d'assez graves inconvénients. On eût fort étonné ces sceptiques moyens, si l'on eût entrepris de leur remontrer que le génie

a des droits, qu'il n'est peut-être pas par delà le bien et le mal, mais qu'il est à coup sûr par delà le ridicule, et que les gens qui osent en sourire ne mettent pas les rieurs de leur côté.

Ajoutez que Victor Hugo était mal pensant. Il l'était même au delà de toute expression. Le Père, qui n'était plus « là-bas dans l'île », pouvait-il manquer de devenir un épouvantail pour les trembleurs qui s'intitulaient modérés? Ils n'avaient pas souhaité son retour. C'étaient les mêmes qui disaient du chef de l'État, libérateur du territoire et ancien ministre de Louis-Philippe :

— Monsieur Thiers s'est rendu impossible par ses compromissions avec les rouges!

Je les ai entendus; ces bêtises ne tombaient pas dans l'oreille d'un enfant sourd.

On ne parlait pas si sérieusement de Victor Hugo. On se contentait de lui imputer toutes les plaisanteries d'almanach qui traînaient. Je me suis demandé longtemps d'où pouvait bien venir cet usage imbécile; je pense aujourd'hui que c'est sa punition d'avoir écrit : « Le calembour est la fiente de l'esprit qui vole. » Je ne connaissais pas cet aphorisme, ni d'ailleurs une seule ligne de Victor Hugo, mais les pauvres blagues de notre parent eurent cet heureux effet de me rendre dès lors hugolâtre par réaction. Elles m'inspirèrent de surcroît un mépris et un dégoût dont je me félicite pour l'esprit de club ou de petit café.

Je sais bien que ce n'est pas l'esprit du Boulevard, mais j'ai dû attendre plusieurs années avant de faire la distinction. Si l'on m'avait bourré la mémoire de prétendus calembours de Victor Hugo, en revanche, on n'avait répété devant moi — mais combien de fois, hélas! — qu'un seul mot véritablement, authentiquement boulevardier, celui d'Henri Rochefort qui avait fait, dit-on, les délices des Tuileries : « La France compte trente-six millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement. »

Douterai-je de l'avouer? Si j'hésite, c'est, on peut le croire, par modestie, pour ne pas trop me prévaloir d'un goût hâtivement formé, rebelle aux influences des grandes personnes, enclin à s'affirmer contre l'opinion et à braver le consentement

universel. Après tant de précautions oratoires, je puis enfin me livrer : la phrase illustre de Rochefort ne me paraissait pas de qualité supérieure aux drôleries d'almanach que les petits bourgeois attribuaient au Père. Je conçus, dès lors, à l'endroit de l'esprit boulevardier, un sentiment qui n'était sans doute que la défiance, mais qui ressemblait terriblement au dédain.

Ai-je atténué plus tard la sévérité puérile de mon jugement? Peut-être. Pour d'autres raisons que je dirai. Mais je ne l'ai jamais réformé, et je suis fier d'avoir pris position si tôt. Je ne suis du moins jamais revenu ni sur Henri Rochefort, ni sur les trente-six millions de sujets sans compter les sujets de mécontentement.

Si peu que m'attirât le Boulevard, je ne laissais pas dès lors de songer qu'il faudrait bien pourtant, un jour, en être — par raison pratique. Je n'avais pas fait le grand serment de Rastignac au Père Lachaise : A nous deux, Paris! — A nous deux Boulevard! Je n'étais à aucun degré infecté de romantisme. Mais j'étais déjà possédé du démon de la littérature, et je croyais ingénument que c'était une condition *sine qua non*, une obligation de carrière, de m'affilier à ce Boulevard qui m'inspirait de si médiocres sympathies.

Une naïveté pareille m'a fait, quelques années plus tard, rechercher les milieux naturalistes dont m'éloignaient tous mes penchants, mes antécédents, l'éducation bourgeoise de ma sensibilité, l'éducation classique de mon intelligence et où je me suis toujours senti dépaysé. Je ne pouvais, du moins, me sentir dépaysé au Boulevard, qui n'était pour moi qu'un autre nom de Paris, parce que, né parisien de parents qui l'étaient aussi et dans les deux lignes depuis plusieurs générations, j'avais une sorte de patriotisme de clocher qui allait jusqu'à la superstition et au fanatisme.

Je serais fier de pouvoir dire que mon clocher, c'étaient les tours de Notre-Dame et qu'elles étaient l'*H* de mon nom, comme elles étaient, selon Auguste Vacquerie, l'*H* du nom de Victor Hugo. Mais je dois humblement confesser que ma paroisse n'était que Saint-Augustin. Paris est beaucoup trop développé pour pouvoir être considéré dans son ensemble comme une petite patrie : c'est le quartier où l'on est né et où l'on demeure qui tient cet emploi, qui le tenait surtout

à une époque où les transports étaient lents et où il y avait encore des distances.

On aurait eu beau me remontrer que la Cité, où est Notre-Dame, est le berceau de Paris, on ne m'aurait pas persuadé que la cathédrale n'est pas dans un quartier excentrique, et que le centre n'est pas où je suis. Mais, quel que fût le point de la ville où je situais alors, arbitrairement, ce centre, il ne me semblait point possible que l'on pût exister autre part : je me rappelle l'angoisse qui me saisit, un jour de vacances que je visitais avec les miens l'une des plus désirables villes de la Touraine, à l'idée que je pourrais, si je me faisais professeur, accepter la servitude d'être domicilié là. Il me suffisait d'ailleurs de traverser la Seine pour me sentir exilé, et trop loin de ce Boulevard contre lequel, cependant, j'étais si prévenu.

Je l'étais moins, à mesure que les années passaient, mais c'est qu'à vrai dire je n'avais plus guère l'occasion ni le temps d'y songer; ma curiosité était en quelque sorte différée : je me promettais d'y repenser quand j'aurais achevé mes études, que je prenais au sérieux.

J'étais aussi diverti de cette frivolité par les autres frivolités, du théâtre et du monde. J'avais d'autres buts de promenade, les jeudis et les dimanches; mes compagnons habituels n'étaient pas de ceux qui eussent jeté au Boulevard le défi de Rastignac. Nos goûts, nos admirations, nos jeunes envies, et peut-être nos snobismes à l'état naissant, nous appelaient plutôt vers le Bois.

Je ne repris — avec d'autres camarades — le chemin du Boulevard que l'année de mon service militaire, les dimanches de permission. Encore ne dépassions-nous point le seuil de cette terre promise : j'entends le Café de la Paix, où nous nous donnions rendez-vous environ la fin de la journée, avant de rentrer dîner chacun chez soi; nous nous retrouvions, les mêmes, deux heures plus tard, à la gare, à la vieille gare Saint-Lazare, et nous prenions tous ensemble le dernier train de Rouen.

Mais ces réunions du dimanche au Café de la Paix n'avaient rien de proprement boulevardier. Nous y allions, parce que c'était alors l'endroit où il fallait être vu à six heures : nous y allions, souhaitant et à la fois tremblant d'y être vus, en

effet, par nos officiers, qui ne devaient pas nous voir en civil. C'est pourtant mon service militaire, après que je l'eus terminé, qui fut la cause, par contre-coup, de ma première prise de contact avec le vrai Boulevard.

L'école naturaliste, après avoir donné du roman cette définition encore modeste, « l'histoire de ceux qui n'en ont pas », rêvait maintenant d'en faire une encyclopédie en action; les gens d'esprit malveillants, notamment ceux du Boulevard, disaient : une collection de manuels Roret. Il était fatal que l'armée y passât comme les divers métiers civils; d'autant que, grâce à la loi militaire nouvelle, les jeunes classes de la littérature, astreintes à une année au moins de régiment, pouvaient, comme on dit justement dans l'argot du quartier, se rendre compte par elles-mêmes.

Réduite à l'information de seconde main, la génération aînée avait d'abord totalement ignoré l'homme de troupe, et n'avait pu connaître les officiers, soit en civil ou même en uniforme, qu'aux heures de leur vie mondaine ou bourgeoise. Il ne semble pas qu'elle les ait traités avec beaucoup de déférence, voire de ménagement, quand elle introduisait un de ces personnages dans une pièce ou dans un livre. *La Grande duchesse de Gérolstein* n'est sans doute qu'une opérette — un chef-d'œuvre; mais ce n'est pas un chef-d'œuvre respectueux.

Quand, au cinquième acte de *Maître Guérin*, le fils de ce notaire véreux se manifeste tout d'un coup « en grande tenue de lieutenant-colonel de la troupe de ligne, la croix de commandeur au cou; sur la poitrine les médailles de Crimée, d'Italie et du Mexique », Guérin, le père, « grommelle entre ses dents » : « S'il croit m'imposer! » Après que le lieutenant-colonel est sorti, il s'avoue à lui-même que « la quincaillerie de ce gars-là lui a pourtant fait quelque chose... Ce que c'est que de nous! » Et il ajoute après réflexion : « J'aurai son portrait en pied dans mon étude, pour les clients. »

Maître Guérin est de 1864. On peut douter qu'en 1887 ceux que l'on devait appeler un peu plus tard « les Vive l'Armée » eussent toléré sur la scène de la Comédie les impertinences de ce vilain homme. Si l'on n'avait joué en costumes de 1846 *Le Gendre de M. Poirier*, jamais ils n'eussent toléré que le duc de Montmeyran rappelât sans indignation et sans

tirade qu'il s'était naguère « moqué des idées patriotiques au Café de Paris »; et je me demande comment ils eussent accueilli « bête comme son sabre », par quoi l'ami des femmes, si j'ai bonne mémoire, ose définir un officier de cuirassiers.

C'est que, depuis la guerre de 1870, le public était devenu terriblement chatouilleux; il ne souffrait pas que l'armée fût un sujet de conversation, à plus forte raison, de littérature. L'armée, chose curieuse, était devenue sacrée en même temps qu'elle cessait d'être une caste, et que tout Français pouvait se targuer d'être soldat. Mais l'opinion, et surtout la sensibilité populaire sont faites de ces inconséquences.

Il est vrai qu'à ce moment les journalistes en possession de leurs rubriques n'avaient pas eu, pour la plupart, l'honneur de porter l'uniforme. Ils n'en étaient que plus sévères. Ils avaient accueilli, cependant, avec faveur, et même avec attendrissement, ce que l'auteur du *Cavalier Miserey* appelle, dans une préface quelque peu hautaine, « le memento sentimental des volontaires d'un an ».

Ce fut une autre affaire quand parurent des études plus sérieuses, et en premier lieu celle dont le titre vient d'être cité. Ce fut positivement une « affaire », et à rebours de ce qui semblerait naturel, les militaires de profession n'y jouèrent pas le principal rôle. Ils jouèrent du moins franchement celui qui était de leur emploi, et, s'ils eurent le tort de déférer aux tribunaux l'auteur de *Sous-Offs*, celui du *Cavalier Miserey* leur doit cet hommage que, pour ce qui le concerne, ils n'en appelèrent qu'au jugement de Dieu.

Ce juge, dont la clémence est infinie, peut-être ironique, renvoya, comme on dit, les adversaires dos à dos, sans grave dommage de part et d'autre. Mais le jeune romancier, qui avait encore une certaine candeur, fut bien étonné de ne pas voir tous ses confrères prendre parti pour lui comme un seul homme. Ils ne prirent pas non plus parti contre lui; et afin de ne se compromettre ni dans un sens ni dans l'autre, ils se bornèrent à lui témoigner une prudente et patriotique hostilité.

Un chroniqueur, dont j'ai oublié le nom, comme tout le monde, mais qui, jusqu'au lendemain de sa mort, a joui sur le Boulevard d'une enviable réputation, disait à peu près ceci, au début de son article, ou de sa semonce : « Je n'ai pas lu

Le Cavalier Miserey et je ne veux pas le lire. Il est des livres qui ne devraient pas être écrits, et qui, du moins, ne doivent pas être lus. »

Cette formule me parut d'un bon comique; mais je m'aperçus avec surprise qu'elle ne faisait rire personne et qu'elle ne provoquait même pas, à défaut de la gaîté, l'indignation. J'en ressentis quelque inquiétude, et je songeai, parce que tel est mon caractère, à me mettre en état de défense. Il s'agissait de gagner à ma cause un ou deux de ces brillants chroniqueurs qui étaient, en ce temps-là, les directeurs de l'opinion. Je n'avais aucune relation parmi la presse du Boulevard, mais mon éditeur, Georges Charpentier, n'ignorait personne de ce très petit clan que l'on appelait déjà « le Tout Paris », ou même « la terre entière ». Rien que la terre.

Je lui demandai conseil. C'était un homme charmant et désabusé, déjà triste de vieillir à quarante-trois ans. Il se méfiait de la destinée, non qu'elle l'eût malmené plus que de raison, mais elle l'avait doucement forcé de suivre une route qui n'était pas celle qu'il eût choisie. Il avait dû succéder à son père, fondateur de la bibliothèque Charpentier, et la peinture l'attirait plus que l'édition. C'était le temps des peintres. Il les connaissait tous et ne cachait pas le faible qu'il avait pour eux.

Il connaissait aussi tous les gens de lettres; et il les fréquentait, il les recevait chez lui le mieux du monde, mais comme on reçoit sa famille, parce qu'il faut bien: les peintres étaient ses camarades ou ses amis d'élection. Il avait récemment créé un journal illustré pour marier les arts du dessin avec la littérature, et cette union n'avait pas été heureuse, du moins matériellement. Il doutait en général du succès de ses entreprises : le succès n'aime pas que l'on doute de lui. Il avait de la mélancolie et de la timidité. Il avait, je pense, durement senti durant toute son enfance et sa première jeunesse, l'autorité d'un père terrible, le pire caractère de Paris, disait-on.

Lorsqu'Émile Zola, débutant, après avoir frappé à la porte de tous les éditeurs, était venu, par manière d'acquit et sans se faire aucune illusion, tenter une suprême démarche rue de Grenelle, il avait été agréablement surpris de trouver,

à la place du vieux monsieur qui échangeait des coups de poing avec Balzac, un homme tout jeune encore, à la fois bon garçon et réservé. Il fut trop heureux de signer un traité qui ne lui promettait pas la fortune, mais qui eût assuré celle de son éditeur, si Charpentier ne s'était empressé de le déchirer spontanément après le magnifique départ de *L'Assommoir*. On voit que Charpentier n'était pas un commerçant ordinaire.

Le succès de Zola lui donnait une étiquette naturaliste; il n'avait cependant point rompu avec la *Revue des Deux Mondes*, ni même avec l'Académie, ni surtout avec le Boulevard qui prenait alors parti contre l'École de Médan. Je me souviens d'un article d'Aurélien Scholl contre Céard et Huysmans, dont les noms étaient travestis par le chroniqueur en Chouya et Bou ou. Zola y répondit simplement en le citant phrase par phrase, et en répétant d'un air ingénu après chaque phrase, cette question : « Franchement, est-ce que vous trouvez cela très drôle? » Le procédé est élémentaire, mais d'un effet certain : l'article d'Aurélien Scholl, ainsi dépiauté, semblait purement inepte.

C'est à Aurélien Scholl, roi du boulevard (j'emprunte le style de l'époque), c'est à son vieil ami Aurélien Scholl que Charpentier m'adressa, comme au seul capable de me prêter main-forte contre les ennemis ligués du *Cavalier Miserey*. Il ne me cacha point, d'ailleurs, que cette démarche n'aurait probablement aucun résultat. Il ne la faisait pas moins, parce qu'il croyait devoir la faire. Tout ce qu'il croyait devoir faire, il le faisait consciencieusement, mais il ne le faisait que pour l'acquit de sa conscience. C'est le sûr moyen de ne pas parvenir. Les plus médiocres montagnes, les taupinières ne se laissent soulever que par la foi.

J'allai donc, un matin, porter à Scholl le mot d'introduction que Charpentier m'avait donné pour lui. Je n'y allais aussi que pour l'acquit de ma conscience et je n'espérais point tirer profit d'une visite qui m'ennuyait, peut-être ne le désirais-je point. Je ne pressentais, entre ce prince de l'esprit parisien — de qui, au demeurant, je ne reconnaissais pas la princerie — et moi-même, aucune affinité élective. Je savais d'avance que je lui déplairais, et il ne me restait à son égard qu'une curiosité dont la bienveillance n'était pas le fond :

cela m'amusait assez de voir dans son privé une des vedettes de cette génération que la mienne poussait alors de l'épaule.

Les jeunes gens de la génération présente, qui poussent la mienne — c'est bien son tour — n'ont pas le loisir de la réflexion quand ils font une démarche de ce genre. Ils sautent dans un taxi-auto, à moins qu'ils n'aient déjà leur voiture de maître, et le trajet le plus long à travers Paris n'est que de quelques minutes. Soit à pied, soit en fiacre, les moindres courses étaient alors des voyages, et les voyages, à cette époque, ne s'improvisaient pas. On reprochait même aux voyageurs de si bien les préparer à coups de documents qu'ils avaient leur opinion faite avant le départ et qu'ils n'avaient plus besoin de partir.

J'avoue que mon opinion était faite quand j'arrivai chez le grand chroniqueur, rue de Clichy, je crois : j'avais répété tout le long du chemin, en l'imaginant à mesure, la scène que nous allions jouer; j'avais même planté le décor et arrêté la mise en scène. C'est par où, naturellement, la réalité commença de ne point s'accorder avec mes anticipations.

Réduit, faute d'expérience, à fabriquer ce décor de toutes pièces, j'en avais du moins emprunté les éléments au meilleur fournisseur : j'avais situé Aurélien Scholl dans un logis de journaliste décrit par Balzac. Ce n'était point raisonner si mal; puisqu'il était dès lors universellement reconnu — c'était un lieu commun, presque un cliché — que l'auteur de la *Comédie Humaine* n'a pas créé ses divers types d'après les modèles que lui offraient ses contemporains, et qu'au rebours il a proposé des modèles à leurs épigones. On a mis sur tous les plus fameux de ses personnages des noms de gens qui n'étaient pas nés quand il est mort.

Certaines particularités cependant ont échappé à cet anticipateur qui ne doutait de rien. Il n'a pas prévu, notamment, le vent de bourgeoisie qui, depuis la monarchie de Juillet jusqu'à nos jours, a soufflé sur la bohème. Au premier soupçon de succès et de sécurité, elle se range. Et même, elle exagère. Dès qu'elle compte, elle lésine, et elle aime que les accessoires dont elle s'entoure, la bordure où elle s'encadre aient je ne sais quoi d'un peu concierge.

Je n'oserais certes affirmer après si longtemps que le rez-de-

chaussée d'Aurélien Scholl eût cet aspect, qui aurait excité la verve d'Henri Monnier, sans lui déplaire; à vrai dire, la mémoire de mes yeux, ordinairement implacable, n'en a rien retenu; mais cette défaillance même n'est-elle pas un indice de banalité absolue? Il ne me souvient seulement pas d'avoir aperçu par la fenêtre ce petit jardin dont j'avais beaucoup entendu parler, qui avait, disait-on, servi de terrain à plusieurs duels historiques.

Après une station fort courte dans l'antichambre, je fus introduit dans une pièce qui me parut un petit salon : Scholl y était aux mains de son coiffeur qui le rasait. Il tenait le billet de mon éditeur que je venais de lui faire passer. Il y jeta un coup d'œil sans remuer la tête, crainte des coupures; puis, sans m'honorer d'un regard, probablement pour la même raison, sans se soucier de voir comment j'étais fait, il me pria de m'asseoir, s'excusa de me faire assister à sa toilette, me dit qu'il n'avait pas voulu me faire attendre et reprocha fort durement au coiffeur de ne l'avoir pas rasé d'assez près. Il se plaignit d'avoir une barbe difficile et de n'être pas présentable le soir quand il s'était rasé le matin.

Je ne pus me défendre de remarquer que ce faiseur de mots n'en avait pas fait un seul depuis dix minutes que j'étais là; mais, comme je suis juste, je reconnus que ce n'était pas l'occasion et qu'il n'aurait pu faire que des mots plaqués; tout de même, je ne trouvais pas le Boulevard brillant, à l'heure de la barbe.

Scholl, d'ailleurs, ne chercha pas à se rattraper lorsque son Figaro nous eut quittés. Il semblait mal éveillé, d'humeur médiocre, « mixte » comme on disait alors : cette élégante épithète n'est plus en faveur, d'autres l'ont remplacée. Je crus devoir lui expliquer en peu de mots l'affaire du *Cavalier Miserey*. Il me coupa la parole, me dit qu'il était au courant, qu'il ne pouvait rien pour moi, que ce n'était pas un sujet de sa compétence et qu'il allait me donner un mot pour Rochefort. Je le remerciai avec d'autant plus d'effusion que rien ne pouvait m'être si désagréable. Je voyais déjà Rochefort (qui n'était pas encore devenu militariste enragé) injurier à mon propos toute l'armée française, et ce n'était point ce que je souhaitais. Je ne pouvais cependant pas refuser la lettre, qu'Aurélien Scholl avait déjà commencé de griffonner.

Il me la remit cachetée! L'incorrection de ce procédé me suffoqua et ne me mit pas en confiance. Sitôt que je fus dehors, j'ouvris l'enveloppe et je lus : « Je vous engage à y regarder deux fois avant de vous fourrer dans cette histoire-là. » Je gardai précieusement l'autographe, et je remis à plus tard l'honneur d'entrer en relations avec l'homme aux trente-six millions de sujets sans compter les sujets de mécontentement. L'occasion ne s'est jamais retrouvée.

J'ai au contraire fréquenté Aurélien Scholl, et précisément au titre boulevardier, peu d'années, peu de mois plus tard : je ne crois pas qu'il ait daigné se souvenir de notre première rencontre, il n'y a jamais fait allusion, et je n'ai pas jugé à propos de lui raconter que j'avais eu la prudence d'ouvrir l'enveloppe qu'il avait eu l'impertinence de me remettre fermée. Je lui fus présenté officiellement une seconde fois, par le même Georges Charpentier, à la terrasse de Tortoni où il était le doyen du dernier carré des habitués. C'est de ce poste d'observation que j'ai vu mourir le Boulevard.

On ne pouvait dès lors, à voir la maigreur de l'effectif, douter que sa fin ne fût prochaine. La réunion était, les soirs d'été, sur le trottoir, auprès du fameux perron où un Anglais parisien, faisant le point, plaçait le centre du monde, et, pendant la mauvaise saison, dans la salle du rez-de-chaussée, d'où partait un escalier conduisant à une autre salle, au premier étage.

C'est là que jadis les gens du monde allaient prendre des glaces, ou que montaient ceux d'en bas quand toutes leurs tables étaient prises; mais il y avait des siècles que ce phénomène n'était plus observé, et je n'ai jamais gravi l'escalier pour ma part. J'ai seulement ouï raconter qu'à l'époque du second Empire, quand il y avait une discipline sociale, quand les femmes du demi-monde étaient exclues du pesage de Longchamp, elles l'étaient également du premier étage de Tortoni, et que le patron d'alors était allé dire à Anna Deslions un soir qu'elle s'y était glissée contre le règlement :

— Mademoiselle, personne, ici, n'a le droit de faire ses affaires, que moi.

Le plein de Tortoni était environ six heures; avant sept heures, tous les consommateurs s'en étaient allés, soit dîner

en famille ou s'habiller pour le théâtre; car les critiques dramatiques eux-mêmes n'auraient pas assisté à une première en ce qu'ils appellent aujourd'hui leur tenue de travail, et par exemple, n'ayant jamais eu lieu de visiter Francisque Sarcey à domicile, je suis de ses innombrables contemporains qui ne l'ont jamais vu qu'en habit.

Chaque jour, un peu avant la dislocation, l'un ou l'autre des habitués faisait un signe au patron, qui s'approchait de sa table avec une lenteur d'étiquette et un sourire obséquieux.

— Prêtez-moi donc cinq louis, disait le client, sans façon.

Le patron s'inclinait et s'en retournait du même pas vers le comptoir où trônait son épouse et caissière. Elle lui faisait une scène à mi-voix, dont les éclats, d'ailleurs, n'échappaient à aucune des oreilles présentes.

— Tu ne vas pas encore lui prêter cent francs!

Elle disait cent francs pour cinq louis : c'était une nuance qui marquait le peu de cas qu'elle faisait du client. Mais, après avoir crié, — tout bas, elle tirait de la caisse le billet, que le patron s'empressait de transmettre au client avec des démonstrations de discrétion parfaitement inutiles. Ce dernier faisait aussitôt signe au garçon et, pour payer son absinthe, dont le prix était de cinquante centimes, jetait négligemment le billet de cent francs sur la soucoupe. Le garçon lui rapportait quatre-vingt-dix-neuf francs cinquante, et il laissait généreusement deux sous de pourboire. Telles étaient les mœurs de café, mœurs patriarcales, quand ce siècle — l'autre — avait entre quatre-vingts et quatre-vingt-dix ans.

J'ai ouï-dire, quand le patron de Tortoni est mort, qu'il faisait remise par testament de tous ces cent francs prêtés naguère au jour le jour, que les emprunteurs, pour la plupart, avaient négligé de lui rendre. Je n'ai nommé personne. Je puis maintenant citer quelques noms, qui appartiennent à la petite histoire.

Il en est aussi qui m'échappent, ceux notamment des chroniqueurs alors en vogue (c'est le seul provisoire qui en France ne dure pas). Mais, au prix d'Aurélien Scholl, ils n'existaient pas. Lui-même n'existait plus guère, ni comme écrivain, car il ne produisait plus, ni comme duelliste, car il n'allait plus sur le terrain, mais il était président d'une

salle d'armes : c'était sa retraite et comme bretteur et comme journaliste.

Il était même devenu assez avare de ses mots, sa verve était ralentie, son humeur ordinairement morose. Je l'ai entendu cependant dire deux ou trois choses assez drôles, par exemple d'un polémiste beaucoup plus jeune, à qui une ambition impatiente échauffait le sang et dont le visage était tout fleuri d'acné :

— C'est un homme qui ne demande qu'à percer.

Le plaisant est que l'homme en question, qui, malgré une absence totale de scrupules sur le choix des moyens de percer, n'y arrivait pas, fut transpercé sur le terrain par un adversaire qui ne cherchait pas la piqûre au poignet, et ce séton, qui aurait pu le tuer, le purifia : il reparut, trois semaines plus tard, à Tortoni, avec un teint d'enfant.

Scholl disait d'un autre, qui venait de perdre sa malheureuse femme :

— Il a fait un bien mauvais mari ; mais il fera un excellent veuf.

Mon Dieu! ce n'est pas du La Rochefoucauld, mais c'est encore la manière classique, et c'est pourquoi il faut regretter cet esprit parisien du Boulevard, même facile et médiocre, qui savait se donner des airs d'être français. Scholl était le seul à Tortoni qui eût cette manière, Hébrard se tenant éloigné du perron et préférant les brasseries.

Alfred Stevens, qui venait religieusement chaque soir, considérait son absinthe d'un œil morne, obstiné, et ne soufflait mot. Un jour, on lui présenta son compatriote Maeterlinck, il ne trouva d'autre compliment à lui faire qu'une traînante onomatopée : *Hou...* Mais il commenta ce mot d'un geste immense.

A la table des bons garçons, qui était celle de Charpentier, on ne faisait pas plus d'esprit qu'il ne faut : on se contentait de la blague. Il y avait là un peintre qui peignait peu, et un graveur qui gravait moins encore. Le peintre, Paul Robert, était un grand bel homme, point sot du tout et qui avait de la conversation, mais qui était si noir de partout, de cheveux, de moustache, de peau, que je n'ai vu de ma vie un être humain si noir; même le poète dijonnais Stephen Liégeard, quand il était octogénaire, tout blanc et merveilleusement teint.

Le graveur, Fernand Desmoulin, était né brillant second,

comme d'autres naissent témoins. Il était celui qui ne peut pas être seul, et j'ai songé à lui, plus tard, quand j'ai entendu pour la première fois le mot d'Ibsen : le plus seul, le plus grand. Il était naturellement complémentaire. Il ne manquait pas de personnalité, mais c'était une personnalité d'ombre. Je l'ai toujours vu suivre, toujours inséparable de quelqu'un, mais tantôt de celui-ci, tantôt de celui-là. Tenant d'ailleurs cet emploi jusqu'à l'héroïsme : il suivait Zola pendant l'affaire Dreyfus, et c'est lui qui conduisit jusqu'en Angleterre l'auteur de la lettre *J'accuse*. Il suivait Mendès aux dernières premières où le critique du *Journal* assista. Je l'ai surtout connu accompagnant l'éditeur Charpentier, qui lui avait commandé quelques eaux-fortes. Il finit par se faire medium et il suivit les fantômes; mais c'était bien après la fin du Boulevard, et cet avatar suprême du suiveur ne me regarde plus. Au demeurant, avec le fonds d'égoïsme féroce du vrai méridional, le meilleur fils du monde; mais tous ceux qui méritent ce titre m'ont inspiré de la méfiance dès mes plus jeunes ans, et l'expérience de la vie n'a pas dissipé mes préventions.

Je pense n'avoir oublié aucun personnage important. Au reste, ceux qui l'étaient l'étaient si peu qu'une défaillance de mémoire serait excusable, et sans conséquence. La brièveté de ma liste étonnera sans doute; elle montre bien le genre « petit café » de Tortoni, le genre « café de province », partant très parisien : n'a-t-on pas dit, et justement, que Paris est la plus grande ville de province du monde? A certains égards, notamment pour donner à l'opinion de la gent comme il faut des directions sur les lettres, les arts et le théâtre, Tortoni jouait à peu près le même rôle qu'un Café du Commerce dans une sous-préfecture.

On ne saurait dire que ce fût un rôle d'animateur. Je n'ai pas connu plus réactionnaire en tous sens qu'Aurélien Scholl, à qui il faut bien que je revienne : non qu'il fût proprement un chef, ou, si l'on veut, le major de cette table d'hôte par petites tables; mais il était, comme on dit, représentatif, et le seul survivant d'une génération dès lors tout entière disparue. Sa devise n'était pas ce vers de La Fontaine, dans la comédie de *Clymène* :

Il me faut du nouveau, n'en fût-il point au monde.

Il n'avait pas cette superstition de la nouveauté, ou ce snobisme, qui peut irriter ou faire sourire, mais qui est un principe utile de mouvement et, à ce titre, mérite l'indulgence. Il n'était pas non plus un conservateur doctrinaire à la façon des plus grands d'entre les anciens Grecs, pour qui « les choses nouvelles » avaient quasi le même sens que la « révolution ». Il ne visait pas, il ne pensait pas si haut. Non, j'imagine que son hostilité, son aigreur contre tout ce qui dérangeait ses habitudes, n'était causée que par l'âge. Son esthétique, si l'on peut employer ce grand mot, était d'un vieux garçon qui n'a d'autres goûts que des manies.

Vingt ans après l'Empire et la première agitée de *Tannhaüser* il n'avait pas encore pardonné à Wagner qui, dans son œuvre, n'a pas ménagé une place suffisante au corps de ballet. Comme ce personnage des *Corbeaux* à qui l'on demande : « Que préférez-vous, la grande ou la petite musique? » qui répond : « La petite », et qui n'a pas volé cette réplique : « Ce sont des mollets que vous voulez voir », Scholl n'aimait pas la grande musique, ni d'ailleurs probablement la petite, et je ne sais même pas si au temps où je l'ai rencontré il était encore très curieux de mollets; mais un opéra sans tutus, c'était pour lui le monde renversé.

Je ne pense pas qu'il ait pris part à la manifestation dite des marmitons contre *Lohengrin*; mais il était certainement de cœur avec ces gamins. Quant à la *Tétralogie*, il ne m'a pas caché un jour que tous ces dieux aux noms baroques l'assommaient : il ne voyait pas plus loin que leurs noms, et l'on peut croire que je n'ai pas perdu mon temps à lui révéler leur humanité passionnée, douloureuse, sous le masque et la friperie de la divinité.

Je me suis rappelé ces dieux « embêtants » bien des années plus tard, en 1915 ou 1916. Un cadet de Scholl, mais de son style sinon de sa génération, me parlait de neveux qu'il avait au front, et me disait :

— Ils font une guerre embêtante.

Cette façon de juger et le choix de l'épithète sont tout à fait second Empire : je note une fois de plus cette survivance, au moins dans le domaine de la frivolité, jusqu'en un temps où la troisième République était assez grande fille pour dire :

— A mon âge, tous les régimes qui m'ont précédée étaient déjà morts.

Aurélien Scholl — et le Boulevard — n'ont pas témoigné plus de sympathie à Ibsen : je fais remarquer en passant que la sympathie, en ces matières, tient, ou devrait tenir, autant de l'intelligence que de la sensibilité. Aurélien Scholl et le Boulevard n'ont su que gouailler le Théâtre-Libre : toute critique est permise, mais la blague est la honte de l'esprit boulevardier. Elle n'a pas épargné Maeterlinck (à qui elle n'a pas fait grand mal); on n'est pas autrement fier d'avoir assisté à certaine représentation de *Pelléas*, aux Bouffes, où la réplique *Je ne suis pas heureuse ici*, chaque fois qu'elle revenait, était saluée de facéties comme : « Eh bien! qu'est-ce que nous dirons, nous? » Les nerfs sont les plus forts, il était impossible de ne pas faire chorus avec les imbéciles, je veux dire, avec les gens d'esprit. Mais après, quel remords!

Et pourtant, — car il faut être juste, même envers l'esprit du Boulevard, injuste la plupart du temps — peut-on refuser l'hommage d'un regret à cette chose décidément morte, qui fut durant plus d'un siècle le charme agaçant de Paris? Rien de pareil, ou presque pareil, ne l'ayant remplacé, nous sentons le vide : on l'avait pressenti quand le Boulevard, sédentaire par définition, avait commencé de s'étendre, d'excéder ses limites naturelles, de pousser des pointes jusque dans la « périphérie », enfin de se commettre à Montmartre.

On se brouillerait avec ses meilleurs amis si on ne s'attendrissait pas au souvenir du Chat Noir, et d'ailleurs on n'a pas tant besoin de se forcer pour avouer qu'on aime ces manières de chefs-d'œuvre : *L'Expulsion*, *Le bal de l'Hôtel de Ville*; mais il est certain que le ton a changé : ce n'est plus l'air classique de Tortoni, cette façon de rédiger qui rappelait encore, par instants, le Grand Siècle, quasi toujours le dix-huitième, ces mots bien frappés, comme celui de l'amour et des auberges d'Espagne, qu'Adrien Hébrard répétait si volontiers qu'on avait fini par croire qu'il était de Chamfort.

Sur le Boulevard même, dans l'enceinte autrefois réservée, le jardin secret, en terre sainte, il semblait que la grande tradition fût à la veille de se perdre. Il suffit d'un déména-

gement pour achever cette ruine, et quel déménagement! Le Boulevard traversé, rien de plus.

On était loin de la belle époque où le patron de Tortoni disait à une Anna Deslions : « Personne ici n'a le droit de faire des affaires, que moi. » Les Anna Deslions du jour n'auraient jamais eu l'idée baroque de venir tenter de faire leurs affaires chez Tortoni, et c'était le patron qui ne faisait plus du tout les siennes.

Il dut céder son local à un « chausseur » comme on dit aujourd'hui, et à l'enseigne du Chat Noir : a-t-on pris garde à cette coïncidence? Les magasins de chaussures n'étaient pas encore ce qu'ils sont devenus depuis : des espèces de cuirassés. La décoration du *Chat Noir*, ex-Tortoni, était des plus discrètes, et les anciens habitués pouvaient aisément reconnaître le lieu où ils avaient consommé tant d'absinthes et débité tant de propos; mais le souvenir à vif n'en était que plus douloureux.

Les uns désertèrent et tout bonnement cessèrent d'aller au café. Ceux qui ne pouvaient point se passer de ce divertissement, allèrent en face, au Napolitain. Mais c'est comme dans le Bordelais où, immédiatement après l'étroit terrain d'un grand cru, pousse une vigne qui donne un vin clairet sans bouquet et sans corps : on n'a jamais cité un mot qui ait été dit au Napolitain.

Doit-on imputer cette soudaine déchéance au seul changement de lieu, ou aussi au changement du personnel? Il s'était renouvelé tant bien que mal, et des doublures tenaient l'emploi des premiers rôles. L'une de ces vedettes — je ne dis pas de province, car la province est difficile — avait apporté là un genre qui eût fait frémir les boulevardiers attachés aux traditions. C'était un garçon souffreteux et malitorne dont je préfère ne pas écrire le nom, quoiqu'il y ait peu de chance que personne aujourd'hui s'en souvienne : il a suffi largement d'un quart de siècle et d'une guerre pour le faire oublier jusqu'à l'os.

Ce Quasimodo blafard était arrivé au Napolitain précédé d'une manière de légende qui lui valut sur le boulevard, et même dans certains salons ultra-snobs, quelques semaines de célébrité. On racontait que des gens du meilleur monde ou de

ce qu'on appelle ainsi l'avaient, sur une simple lettre de recommandation et sans prendre de plus amples renseignements, donné pour précepteur à un tout jeune homme, et qu'il avait d'abord conduit son élève dans les boîtes de nuit (c'est un euphémisme). La famille n'avait pas cru pouvoir le laisser en fonctions plus longtemps, mais cette aventure lui avait fait une publicité magnifique, et il réussit dès lors dans le journalisme.

Il publia même un petit livre qui fut qualifié de chef-d'œuvre selon la coutume, et que les femmes entichées de littérature laissèrent traîner huit jours sur leur table de style moderne. Il amusait sur le boulevard des Italiens, parce qu'il avait l'esprit des boulevards extérieurs. Encore devait-il moins son autorité aux choses qu'il disait qu'au ton dont il les disait : on suppose toujours de l'esprit à Gavroche, moins pour sa drôlerie naturelle que pour sa voix de gouape; de même toutes les Américaines passent pour douées d'une ironie supérieure, par la seule raison qu'elles parlent du nez.

On commençait d'ailleurs à galvauder le nom, l'idée de l'esprit et à en reconnaître plusieurs variétés : c'est une hérésie des plus dangereuses. Il n'y a qu'une sorte d'esprit, celui qui selon une antique définition sait apercevoir entre les choses des rapports cachés; mais on veut également nommer esprit l'esprit de contradiction à l'égard de la civilité puérile et honnête, et un impudent parti pris de dire ce qui ne doit pas être dit, de faire ce qui ne doit pas être fait. Cet affranchissement des convenances est une bien grande commodité, et assure aux gens mal élevés un avantage décisif dans les entretiens du monde, ou même du café.

Tel était le genre d'esprit du personnage : nous sommes loin de Scholl et du Boulevard, et c'est bien la fin du Boulevard, et ce n'est pas la fin de l'esprit, parce qu'il ne doit pas finir, mais c'est le moment d'une de ses étranges éclipses, qui sont chez nous périodiques. Il est certain qu'à ce tournant de notre histoire, les jeunes, et même les adultes en pleine possession de leur talent, faisaient de l'esprit peu de cas. Ils le dédaignaient presque au même titre que la vieille gaîté française. L'une des causes de ce discrédit passager semble avoir été le peu d'ouverture des « Tortonistes », leur

entêtement pour toutes les vieilleries, sous prétexte de tradition, leur résistance peureuse et hargneuse à toutes les entreprises nouvelles. Ils ne savaient faire que des chroniques et des mots, ils ont rendu un temps méprisables les chroniques, les mots et, par un fâcheux contre-coup, l'esprit même.

Le peuple qui s'intitulerait volontiers le plus spirituel de la terre, s'il avait plus de naïveté, moins de goût, et un sens moins avisé du ridicule, semble, par intervalles, éprouver une étrange lassitude de l'esprit. Il y avait une véritable crise de l'esprit, environ cette fin de siècle. Nombre de jeunes, qui n'avaient rien à y perdre, en prenaient aisément leur parti; elle scandalisait leurs aînés du même bord, qui cependant n'avaient guère à se louer du Boulevard, mais qui voulaient rester vieille France. Je me souviens d'une altercation, au Grenier d'Auteuil, entre Goncourt et Zola, qui médisait de l'esprit un peu lourdement.

— Pour oser en parler, — lui répondit vertement Goncourt, — il faudrait d'abord en avoir.

Goncourt avait d'autant plus de mérite à soutenir cette cause qu'on n'aurait su dire précisément qu'il eût lui-même de l'esprit.

Il est, en revanche, assez curieux que Barrès, qui avait, lui, un charmant esprit de conversation, ait pris position officiellement de l'autre côté de la barricade : « Ceux qui veulent rire, écrivait-il, sont priés d'aller ailleurs. »

En même temps que l'esprit du Boulevard agonisait au Napolitain, celui qui en était le dernier représentant attitré, Aurélien Scholl, faisait mine de prendre sa retraite, puis finissait par mourir et quittait sans regret apparent, mais sans bonne humeur, un monde qui lui était devenu étranger. Ce fut, dans la petite histoire de Paris, un de ces événements énormes — auxquels personne, sur le moment, ne prend garde — quand Aurélien Scholl éprouva le besoin d'aller respirer de temps en temps l'air empoisonné de la campagne et se rendit propriétaire, à Étampes, d'une maison bourgeoise entourée d'un jardin.

Scholl appartenait à une génération de Parisiens qui avaient la campagne en horreur, fût-ce la campagne première; il

n'était même pas requis d'être boulevardier de profession pour partager ce sentiment. J'ai vu, aux jours de mon enfance, mon grand-père paternel, ancien chef de bureau au Ministère des Finances et qui, de sa vie, je le jurerais, n'avait mis le pied à Tortoni ou dans aucun autre café, je l'ai vu ne pouvoir supporter Rueil, Rueil-ville, jusqu'au bout seulement d'une saison. Habituellement, il rentrait chez lui du bureau, « en se promenant », disait-il, — en se promenant, mais tout droit —. Et quand il semblait, chose rare, d'humeur à flâner, ma grand-mère lui conseillait d'aller encore prendre un peu l'air au passage Choiseul.

On ne se flatte d'apprendre à personne que le Paris des Parisiens commençait alors à la Madeleine et finissait au Gymnase. Victor Hugo, qui, dans les *Chansons des rues et des bois*, s'écriait :

Donc fuyons Paris! plus de gêne!
Bergers, plantons là Tortoni!

(et qui faisait rimer *Tortoni* avec *infini*), Victor Hugo, qui posait cette insidieuse question :

Pourquoi pas montés sur des ânes?
Pourquoi pas au bois de Meudon?

Victor Hugo n'était rien moins qu'un boulevardier. On s'en doutait.

Si la banlieue fut mise à la mode, environ la fin de l'Empire, par de petits et de moyens bourgeois qui n'avaient point affaire à Compiègne, ni même à Saint-Cloud, je me demande s'il n'y eut pas là-dessous quelque anglomanie, un naïf dessein d'imiter l'homme d'affaires de Londres, qui a son bureau dans la Cité, son logis dans les *suburbs*. Mais aucun boulevardier, ni Aurélien Scholl qui les représente comme un type, ne pouvait être suspect d'anglomanie. Quand il s'installa, d'ailleurs pour des séjours intermittents et brefs, à Étampes, ce fut, en même temps qu'un démenti au plus essentiel de ses principes, celui de la résidence, un premier symptôme de lassitude, un abandon, un adieu boudeur à la jeunesse qui l'avait déjà quitté.

Tircis, il faut songer à faire la retraite
La course de nos jours est plus qu'à demi faite...

Lorsqu'il fit cette retraite, il avait bien le double de l'âge auquel les contemporains de Racan croyaient avoir dépassé le milieu du chemin de la vie. Il était encore droit et solide; il avait seulement laissé pousser sa barbe, afin de dissimuler le fané du visage et du cou. Je ne pouvais le voir ainsi transformé en roi barbu qui s'avance, sans me ressouvenir de la scène du coiffeur, rue de Clichy.

Il m'honorait maintenant d'une amitié protectrice, plus agréable que pratiquement utile. Je fus invité à Étampes et je le vis de près dans son ermitage. Il semblait s'y ennuyer extrêmement. Il ne faisait plus de mots, grave symptôme; ou bien, symptôme plus grave encore, il répétait imprudemment ses mots d'autrefois que je connaissais. Il trouvait sans doute que c'était assez bon pour la campagne, ou pour moi.

Jamais je n'avais si bien compris qu'il n'était pas à mes yeux quelqu'un, mais, comme l'Opinion publique dans *Orphée aux Enfers*, un personnage symbolique : l'Esprit du Boulevard exilé — ah! n'exilons personne! — l'Esprit en peine, l'Esprit qui s'est retiré du monde et qui a fait vœu de renoncer à tout, même à l'esprit. J'avais le sentiment qu'en lui rendant visite, je remplissais une espèce de devoir de famille : c'est tout dire.

Le symbole devait être poussé plus loin, jusqu'au bout. Peu de temps après avoir vu l'Esprit dans sa morose retraite, il me fut donné d'assister aux funérailles de l'Esprit, et d'y prendre part. Aurélien Scholl fut mon premier mort, je veux dire le premier confrère devant la dépouille de qui je fus appelé à prononcer quelques paroles émues. Ce fut encore une cérémonie bien significative dans sa banalité, et, à raison de cette banalité même, quelque chose de bien parisien, de tout à fait « sur la rue ».

Je venais, à peine d'être élu président de la Société des Gens de Lettres. Je dus, en cette qualité, faire, au cours des mois qui suivirent, maintes oraisons funèbres. Il n'y a pas de justice; car j'ai sur l'éloquence les mêmes idées que Pascal, voire que Verlaine, et, comme dit ce dernier, je lui tordrais

volontiers « son » cou. J'eus à inaugurer des statues, celle de Balzac entre autres — excusez du peu. Je parlai aux fêtes du du centenaire d'Alexandre Dumas, à Villers-Cotterets. Je dis un adieu suprême à plusieurs confrères, notamment à ce pauvre Chincholle, ci-devant le Dangeau du général Boulanger, puis l'historiographe au jour le jour des divers présidents de la République, qu'il accompagnait en tous leurs déplacements. Ce ne fut point à sa demeure dernière que je conduisis ce reporter vagabond : ce fut — encore un symbole! — à la gare, et je prononçai son éloge devant la portière close d'un wagon, debout, tête nue, sous un soleil féroce de juillet.

Mais ni ce jour-là ni les autres je n'éprouvai d'émotion comparable à celle de mon début, qui eut lieu sous le porche de Notre-Dame-de-Lorette, ou, plus exactement, en plein air sur les marches du perron, dans un grand bruit de voitures et de tramways. Le Paris qui circule ne prêtait nulle attention à cette cérémonie, qu'il croyait banale — ah! que la mort est quotidienne! — Il ne se doutait guère que l'on célébrait en quelque sorte ses propres funérailles et que, sans jouer les Charles-Quint, il aurait au moins pu faire mine d'y assister. Mais Paris, que l'on dit sensible, ne l'est pas plus que l'indifférente nature, et il regarde du même œil sec ce qui demeure ou ce qui passe.

J'avais, bien entendu, tout écrit, et de temps en temps, pour me remettre en confiance, je tâtais mon papier dans ma poche. On ne me fit pas trop languir : le président des Gens de Lettres parlait le premier. Je ne fis guère attendre moi-même l'orateur qui me suivait, qui était Jules Claretie, au nom des journalistes parisiens : mon discours était bref. Je ne m'en rappelle rien, sauf une allusion, qui me semblait délicate et ingénieuse, aux talents d'escrimeur de l'écrivain que je louais.

Lorsque j'achevai ma lecture, je fus bien aise, d'abord d'en avoir fini, puis de laisser la parole à Jules Claretie; car j'avais obéi au protocole, mais j'étais en confusion d'avoir eu le pas sur un confrère de cet âge et de cette importance. Mon sentiment de gêne était d'autant plus vif que j'éprouvais, à l'endroit de l'éminent administrateur, une sympathie dont assurément il ne se doutait pas.

Les raisons en étaient fort puériles, bien que je fusse adulte depuis assez longtemps : j'avais gardé de l'enfance cette horreur naïve de l'injustice qui ne souffre ni excuse ni tempérament, et ce besoin de redresser les torts qui, sauf chez les âmes généreuses comme j'espère qu'est la mienne, survit rarement à l'année de la première communion. Les jugements que j'avais entendu porter sur Jules Claretie me révoltaient par leur évidente fausseté plus encore que par leur iniquité.

On lui reprochait d'avoir peu de caractère, parce qu'il n'affichait pas un caractère détestable. Son imperturbable aménité le faisait taxer de fadeur, et il avait une façon si courtoise et si charmante de refuser qu'on le prétendait de bonne foi incapable de jamais refuser rien. Il n'a, disait-on, aucune volonté; on ne lui accordait que l'entêtement; mais l'entêtement n'est-il pas une forme (et la plus effective) de la volonté, plutôt que de l'aboulie, si j'ose emprunter au jargon scientifique ce mot si utile, qui fait défaut au langage courant? Enfin, sans connaître, ou presque, l'administrateur de la Comédie-Française, j'avais une sorte d'inclination pour lui, et je fus probablement beaucoup plus ému que lui-même d'un petit accident qui lui arriva.

Son discours n'était pas plus improvisé que le mien. Il l'avait écrit sur plusieurs feuilles volantes qu'il remettait chacune, après qu'il en avait achevé la récitation, sous le paquet des autres. Avait-il négligé de vérifier si elles étaient en ordre, ou bien les brouilla-t-il par mégarde? Comme il arrivait au bout d'une page qui se terminait par ces mots : « Adieu. Scholl, toi qui... » au haut de la large suivante, il ne trouva point la proposition relative que le *qui* eût exigée. J'eus cette sueur d'angoisse que connaissent bien les habitués de l'Opéra trop sensibles et sujets aux pressentiments, qui croient toujours que le ténor va manquer sa note à effet. Jules Claretie, d'un doigt impatient, tournait et retournait les feuillets de son manuscrit, les brouillait davantage et répétait machinalement : « Adieu Scholl »... Soudain, cette malheureuse page, qui s'était on ne sait comment égarée, se retrouva on ne sait comment. La réaction de l'orateur fut si brusque, si vive, qu'il ne put se défendre de lancer comme en fanfare un

dernier *Adieu, Scholl*, et la suite; et une allégresse inattendue anima tout le reste de la funèbre péroraison.

Je me rappelai — pourquoi? — une des formules favorites de Sarcey, décédé peu d'années auparavant : « Il doit y avoir du symbole là-dessous ». Je ne démêlais pas trop bien quel symbole, mais il me suffit d'avoir pensé un tel mot pour donner au souvenir du spectacle pittoresque de mort et de tohu-bohu où je venais de jouer un double rôle d'acteur et de témoin, une portée plus haute, mal définie d'ailleurs.

Je rentrai à pied, par ces Boulevards, dont l'agitation vaine me choquait aujourd'hui comme une inconvenance ou peut-être comme une fausse apparence, un mensonge. Et j'eus un accès subit de ce qu'on appelle l'esprit de l'escalier; je m'avisai de ce que j'aurais dû leur dire, là-bas, et que je n'avais pas dit — heureusement — savoir que l'homme dont je prononçais l'éloge par manière d'acquit ne comptait guère, que la raison de notre deuil, c'était ce paragraphe d'histoire parisienne auquel sa mort mettait le point final; et aussi cette petite flamme, depuis longtemps déjà diminuée, vacillante, mais dont il avait été un moment le gardien, qui venait de s'éteindre avec lui.

ABEL HERMANT

(*A suivre.*)

UNE AMIE D'ENFANCE,

MADAME DE SÉGUR[1]

QUELQUES ASPECTS DE SON TALENT ET DE SON ŒUVRE

Fermons les yeux et laissons, dans les remous de notre mémoire, l'enfance renaître peu à peu en images... Reverrons-nous une chambre d'écolier d'où l'on entendait rouler les fiacres? Quelque drame du piano ou des problèmes? Un campement d'Indiens sous le sureau-baobab, ou le tremblement de lumières sur le sapin que survole un ange; ou bien la forme silencieuse penchée, à l'heure de l'oreiller, sur notre demi-sommeil, pour le dernier baiser de la journée et le premier baiser de la nuit qui orientait nos songes? Laissons-nous dériver, les yeux clos, vers le temps des genoux nus, des étrennes émerveillées : voici bientôt paraître, parmi les formes et les couleurs qui fuient, un rectangle carmin à dorures... S'il fallait désigner le symbole d'un des plus sûrs plaisirs de cet âge-là, et que l'on interrogeât des multitudes, gageons qu'un des volumes de la bienheureuse Bibliothèque serait l'élu de ce plébiscite irréel, pour lequel des voix s'élèveraient de partout : de la chambre où le soldat de plomb fait la guerre près d'un trousseau de poupée, jusqu'au fauteuil où le vieillard achève de se souvenir... Et même dans le pays des Ombres on enten-

1. Copyright by N. R. F.

drait nommer madame de Ségur... Après les albums « indéchirables » et les petits récits en grosses lettres, c'est sous le cartonnage rouge que nous apprîmes l'orgueil de ne plus longer la ligne avec l'index pour aborder aux rives imaginaires.

Toutefois le pouvoir de Sophie Rostopchine, comtesse de Ségur, n'est pas attesté que par ces suffrages-là. Louis Veuillot, ami de l'aïeule qui s'improvisa conteuse à cinquante-sept ans et qu'il appelait avec un tendre respect « maman Ségur », disait : « Ses livres... vivront par la grande qualité, celle qui fait vivre, le naturel. » Opinion d'écrivain et d'adulte, à laquelle nous souscrivons sitôt que nous tentons l'épreuve amusante et légèrement mélancolique de rouvrir un des livres roses. Le naturel, oui; la facilité, le ton juste, la vivacité des choses familières nous prennent dès les premières lignes : plus que nous encore, l'enfant se laissera donc emmener par la main, à vive allure. Et voilà, captés au vol, ces deux papillons : son attention, sa curiosité. Sans préparations ni explications, c'est l'entrée en scène et aussitôt la présence des personnages dont il devient l'ami, l'ennemi ou le complice. Attaque décisive de la partie que madame de Ségur continue à jouer — et qu'elle gagne — avec une sorte de désinvolture, inconsciente des difficultés. Dès lors, son public en miniature la suivrait jusqu'au bout du monde... Elle est si « naturelle », comme disait le polémiste ultramontain. C'est lui qui décida de cette carrière littéraire, un soir d'automne 1856, dans la campagne normande, aux Nouettes[1], chez la vieille madame de Ségur. Elle lui avait lu, par hasard, quelques contes de fées, écrits pour deux de ses petites-filles — « Camille et Madeleine » de Malaret — qui allaient quitter la France avec leurs parents et qu'il fallait distraire dans leur exil d'enfants. Elles n'entendraient plus, aux côtés de leurs cousins et cousines, « grand'mère de Ségur » inventer des histoires de vive voix. « Publiez cela! » dit Veuillot charmé qui porta le manuscrit à Hachette. Le succès fut de ceux qui obligent un auteur : l'aïeule sortit de sa réserve et, abandonnant les fées, devint franchement romancière. Désormais, de cinquante-sept à soixante-dix ans,

1. Une grande propriété près de Laigle (Orne) où, pendant quelque cinquante ans, madame de Ségur groupa autour d'elle, plusieurs mois par an, ses enfants et petits-enfants.

madame de Ségur laissa jaillir la source tardive et ravissante. Vingt-trois volumes se suivirent, œuvres de « vieillesse », œuvres toutes jeunes.

Ouvrons par exemple les *Vacances*, les *Deux Nigauds*, *la Sœur de Gribouille*. Avec quelle prestesse la situation et le milieu sont fixés par quelques mots où tient l'essentiel. Plusieurs êtres existent sur-le-champ. « Tout était en l'air au château de Fleurville... » Quatre petites filles se bousculent gaîment et préparent les chambres des cousins qui vont arriver; les deux mères, paisibles, sourient dans le salon. Ailleurs voici, sous la lampe, des bourgeois de province que harcèle une progéniture « nigaude », folle de Paris à l'avance; ou bien la chambre d'une malade pauvre, veillée par sa fille aveugle et son fils Gribouille qui essaie de recoller les pages d'un livre, mais les arrache avant que la colle ait séché. Trois degrés sociaux bien différents, également vrais, où nous sommes soudain « chez nous » grâce à la parfaite vérité du ton. Et le portrait acéré, noir, de madame Mac-Miche, tricotant et guettant par la fenêtre le bon petit diable Charles, sa victime qui, dès ses premiers pas dans la chambre, y montre la malice, le bon vouloir aussi, de ses treize ans. *La Fortune de Gaspard*, *le Mauvais Génie*, débutent par quelques répliques d'une pertinence instantanée : les caractères, leurs contrastes sont établis en un style parfait — de comédie celui-là — où le moindre vocable porte. L'auteur adopte même, pour plus de vivacité, la disposition typographique des répliques de théâtre. On l'imagine donc lisant, ou racontant, avec les changements de voix ou d'allure qui suffisent à désigner celui des héros qui parle, et dans quelle humeur. Et cette présentation aérée du dialogue accélère le plaisir enfantin.

Les descriptions explicatives seraient oiseuses. Madame de Ségur, d'instinct, a su qu'il fallait faire trotter le récit. La logique des petits est sans pitié comme leur mémoire : donc, pas un détail erroné, et pas une minute à perdre si l'on ne veut perdre du coup leur confiance. Aussi la romancière improvisée, et qui d'emblée fut sûre d'elle-même, n'y va-t-elle pas par quatre chemins, elle qui, sans écrire, fut toujours conteuse, depuis le temps de la lointaine Russie où son père, le comte Rostopchine, appelait « Sophaletta » sa toute petite fille

Sophie qui déjà « aimait à inventer des historiettes ». Que surviennent les passages narratifs indispensables, ils sont des modèles de concision aisée. Oui, on dirait que madame de Ségur a « essayé » d'abord ses récits, de vive voix, dans son salon des Nouettes sur un petit public inflexiblement attentif. Puis, la plume à la main, elle imaginait encore, assis autour d'elle, son auditoire aux yeux levés, aux yeux avides. « On parle enfant comme on parle français », disait-elle. Expérience de conteuse verbale qui la guida sans cesse. Et qu'on nous pardonne de penser une seconde, à propos de cette vieille grande dame, à une autre expérience analogue peut-être — avec quelle différence de style et de décor! Celle que l'on prête à Courteline, entre le bock et le « mazagran », sur le guéridon de marbre, dans l'âcre compagnie des cigarettes, à Courteline aiguisant par des versions orales successives certains de ses brefs chefs-d'œuvre.

Ces qualités de promptitude sont tout instinctives chez madame de Ségur qui travaillait vite. Elle utilisait des souvenirs : parfois même recopiait une scène vécue. Mais, dans l'usage de ces éléments authentiques, la romancière-née, quoique née bien tard, faisait preuve d'une impeccable sûreté. Sûreté d'écriture, d'abord; non que le style soit toujours soigné, mais il est direct, vivant, sans repentirs. Les enfants aiment cela — et nous aussi quand c'est l'histoire elle-même, et rien qu'elle, que nous voulons. Reconnaissons en outre, de bonne foi, que madame de Ségur dans ses livres sans prétentions, montre les dons les plus efficaces du romancier. Parfois elle jette dans le récit des péripéties extérieures à l'action ou aux caractères mêmes : retour du matelot Lecomte naufragé, en une après-midi des *Vacances*; tableaux d'une captivité chez les sauvages; imprudent pique-nique dans des ruines dont les souterrains sont un terrier de voleurs; tentative d'assassinat contre le général Dourakine, bandits, bataille, juge d'instruction; guerre de Crimée. Émotion ou drôlerie, elle n'est jamais à court. Mais le plus souvent c'est par le progrès logique et hardi des caractères que le lecteur est emporté. Aussi, même vingt ou trente ans après son plaisir d'enfant, s'aperçoit-il que madame de Ségur excelle à faire évoluer la situation selon les démarches de la personnalité qui est en jeu. Nous voyons

les héros s'affirmer tantôt dans leurs conflits avec les événements — comme les deux nigauds de province à qui Paris et leur tante Bonbeck donneront la meilleure des leçons, ou Jean qui grogne et Jean qui rit, en voyage loin du hameau natal; — tantôt engendrer eux-mêmes par leurs actes leur destin. Telle est Sophie, cause de ses propres malheurs comme, dans un autre livre, son émule en insoumission, l' « amour d'enfant », capricieuse, gâtée et nocive; ou Dourakine de plus en plus absurde et providentiel; ou encore Alcide, le mauvais génie qui dissout le caractère de Frédéric, mené par le mensonge et le vol jusqu'au conseil de guerre. Enfin les deux personnages peut-être les plus étonnants de la Bibliothèque rose : Gribouille, le candide, le merveilleux ahuri; et, tout à l'opposé, Gaspard, sec, ambitieux et Tartuffe, qui, reniant ses parents et le sol natal, gravit les degrés de sa fortune.

A voir s'aligner ces noms, peut-être serions-nous tentés de sourire avec une condescendance de grandes personnes. Historiettes pâlottes? Non; écouter la voix de ces livres, qui ne feint ni ne s'enfle, c'est nous laisser convaincre de nouveau et sentir en nous cette fièvre, sans doute plus légère que jadis, mais réelle, que cherche le lecteur de romans : une des formes de l'avidité humaine les plus mystérieuses, puisqu'elle ne se nourrit jamais que d'illusion.

***

Après son début : les *Contes de fées*, madame de Ségur, pour les autres volumes roses, fruits inattendus et savoureux de sa vieillesse, choisit d'abord ses sujets à côté d'elle dans sa famille : et ce furent les *Petites filles modèles*, leurs *Vacances*, et les *Bons enfants*. Mais, en faisant vivre sur le papier ce monde puéril, elle avait retrouvé une autre fillette, bien lointaine, une Russe qu'elle seule avait connue : ses *Malheurs* sont à peu près une confession à laquelle Sophie de Ségur put s'abandonner sans remords, après plus d'un demi-siècle! A ces récits presque autobiographiques s'ajoutèrent les *Mémoires d'un Ane*, puisque autour du quadrupède illustre — qui vraiment s'exprime comme un ami de la famille Ségur — ce sont les forêts et fermes normandes qui vivent, et les jeunes turbulents

des Nouettes. Voilà, de la Bibliothèque rose, les volumes non les plus singuliers, mais les plus touchants. C'est la grand'mère qui s'y exprime et rien qu'elle, pour ainsi dire. Ils sont confidentiels et tièdes encore de tendresse. La vingtaine de petits-enfants, nés de deux fils et de trois filles de la comtesse, devaient se reconnaître de page en page, et rire ou se pousser du coude en regardant rougir la sœur ou le cousin au souvenir d'une mésaventure... Sous le voile mince du roman, nous trouvons les annales d'un cœur, d'une maison, d'un jardin. Annales un peu démarquées, par pudeur, puisque toute la France enfantine va être initiée à ces intimités-là et se lier avec Pierre, Camille, Jacques, Elizabeth et les autres, qui ne sont pas « inventés ». Prénoms devenus célèbres — petits Ségur, Malaret, Pitray, Fresneau... Ils auront ainsi, jusqu'à leur vieillesse, le privilège — ou la mélancolie — de voir leur enfance toujours vive et chérie de tous les enfants. Qui de nous, en effet, à l'âge de l'innocence, ne s'est hissé sur l'échine rêche de Cadichon et n'a piqué des deux talons pour cavalcader sur la prairie des *Vacances*?

Mais madame de Ségur ne s'est pas bornée à un jeu de conteuse-mémorialiste qui l'amusait elle aussi. Son pouvoir d'invention s'affirmant, sa seule imagination va créer des êtres caractérisés, parfois caricaturaux, mais assez vrais dans leurs outrances mêmes pour que l'enfant — qui en cela ne se trompe guère — leur donne aussitôt sa haine ou son amitié, c'est-à-dire ne doute plus de leur existence. Et, même estompés dans notre mémoire d'adultes, ils nous restent si intimement associés, qu'il suffit d'un rien pour qu'ils nous réapparaissent et que leurs noms nous servent de symboles.

Une vieille Écossaise rapace est la tutrice harpie d'un « enfant terrible » au cœur gai. Évoquer un antagonisme de ce genre, c'est confronter aussitôt, comme tout à l'heure, madame Mac Miche et Charles, bon petit démon qui glisse des diableries jusque dans son fond de culotte. Et voici qu'accourt madame Bonbeck, main leste, parler cru, généreuse mais emportée, qui, par ses apostrophes et ses soufflets, terrorise ses deux nigauds de neveux et même l' « amour-des-chats » et l' « amour-des-chiens », puis passe le reste de ses colères sur son violon-martyr. On dit bien qu'elle rappelle la vicomtesse

Henri de Ségur née Porte-Lance, qui brûlait de passion pour Euterpe : la « cousine aux onze violons[1] », violente, charitable, verte d'allure et de propos, qui toussait trop fort, crachait à distance dans son mouchoir et se battit victorieusement, à coup d'invectives, avec un charretier tortionnaire d'un chat... Sans compter un coup de fusil au gros sel, tiré dans un derrière de vieille paysanne chapardeuse de poires crépusculaires. Un modèle? Soit. Mais copier seulement c'est tuer. Tandis que madame de Ségur confère à sa dame une furieuse réalité.

Nous voici dans l'univers de la Bibliothèque rose. On peut avoir oublié le détail des intrigues, mais les personnages, non. Épisodiques ou essentiels, ils sont, pour la plupart, des types. Madame de Ségur, en les dessinant si vivement, savait-elle qu'ils lui vaudraient sa plus jolie gloire? Cohorte où nous retrouvons des amis éternels, d'impardonnables ennemis. Leur stature diffère, et leur humeur, mais ils sont là, et pour toujours. Certains même ont pris cette forme de réalité légendaire qui les installe dans la mythologie enfantine.

... Bousculant tout le monde, en son sans-gêne impétueux de gros *barine*, ses joues rouges sous les favoris toutes gonflées d'imprécations ou de rires, voici le général Dourakine. Son ventre chasse à droite et à gauche sa pelisse géante; la pointe vernie de la botte sort de l'étroit pantalon à sous-pieds. « Rien ne me fatigue comme de contenir mes sensations! » soupire-t-il en s'épongeant le front. *Dourak* veut dire idiot... Il méritait mieux, pour son patronyme, qu'une telle racine, car s'il est brouillon, — et parfois d'une violence atroce, dont le corps du pauvre Torchonnet garde à jamais les traces — il sait être fin comme l'ambre et d'une désarmante bonté! Jupiter tonnant de Gromiline, et Providence, au pays de l'*Ange Gardien*... Vorace, comique, déchaîné et sensible même le knout au poing, avant tout, il rêve d'être aimé.

A distance respectueuse, mais non sans dignité, voici, pointant ses oreilles de peluche, et sortant ses longues dents en un sourire herbivore, Cadichon. Le général ne lui fait pas peur, à cet âne malin qui voit tout, comprend tout, mord les maraudeurs au derrière, sait être méchant, mais s'amende sur le tard, murmure des aphorismes et devient l' « âne chré-

1. Vicomtesse de Pitray, *Ma chère maman*.

tien », comme l'appelait le comte Eugène de Ségur, le mari de la conteuse. Avant Cadichon, l'âne avait déjà eu son heure touchante, au bord de la Crèche, puis ses grands jours de fatigue sacrée, en Égypte, lors de la Fuite, puis sa gloire inconsciente et docile, à travers la matinée des Rameaux. Plus tard il avait été « chargé de sel » et « chargé de reliques »; un meunier et son fils l'avaient agacé au point qu'il s'était vengé une autre fois sur le lion malade, par un coup de pied fameux. L'âne avait donc déjà eu la « vedette ». Mais Cadichon l'écrivain — à son humble rang profane et sans vouloir autre chose que distraire son « petit maître Henri » — a conféré une dignité nouvelle à ces quadrupèdes charmants dont les hommes (eux toujours si instruits, si peu têtus, si conciliants) ont délivré brevet d'ignorance et d'obstination. « Les hommes ne sont pas tenus de savoir ce que savent les ânes », dit Cadichon, dans son auréole de gloire et de sagesse.

La sagesse n'est pas votre fort, Sophie qui montrez, entre vos bandeaux lissés, une face écarquillée et ronde. Votre casaquin ajusté, votre petite jupe à cage vous donnent un air de poupée second Empire, mais vous êtes, en nos souvenirs d'enfants, éternelle et aussi vraie que Cendrillon l'est dans nos rêves. Devant l'inconnu de la vie, du devoir, du péché, vous avez de merveilleuses hardiesses. Vos malheurs eussent pu être les nôtres, ou les furent. Toute petite Ève dans les paradis de la désobéissance, vous y êtes heureuse, effrayée, et puis sanglotante. Et aussitôt prête à recommencer.

Mais quel est ce fracas de potiches brisées? Gribouille époussette... Ne riez pas trop fort : voici peut-être, de madame de Ségur, la création la plus humaine. Gribouille, « de son vrai nom Babylas », dit honnêtement la comtesse, rappelle par certains traits, paraît-il, *la Sœur de Jocrisse*, « spirituelle *bêtise* de MM. Duvert, Varner et Lausanne » (??)... Non. Gribouille est de la Bibliothèque rose, Gribouille immortel. Pour ne faire que rire de lui ou le plaindre avec dédain, il faudrait n'avoir jamais été timide, ni rêvé d'être à la fois habile et bon, et de pouvoir toujours dire toute la vérité sans commettre les pires erreurs. Il faudrait ignorer la tristesse de se voir faible parmi les forts, bredouillant parmi ceux dont la parole est ailée, n'avoir jamais été trop crédule — peut-être n'avoir

pas de cœur... — c'est-à-dire n'être pas tout à fait un humain, pour ne pas se sentir, en secret, solidaire du petit frère de Caroline. Le monde a décidé que Gribouille n'est qu'un ahuri qui s'abrite de la pluie dans un étang — et qui volontiers s'assiérait à côté des chaises. Madame de Ségur ne l'a pas fait si ridicule. Dans les mornes difficultés quotidiennes, il montre surtout le non-conformisme, donc la maladresse, d'un enfant prodigieusement animé de bon vouloir. Il réfléchit sans être assez intelligent pour réfléchir bien. Il veut avoir trop de « bonnes idées ». S'il verse la compote de fruits sur une pyramide de mousse et installe le perroquet en milieu de table, c'est pour que le dîner offert par ses maîtres éblouisse la petite ville. Il sème certes beaucoup de dégâts sur sa route, parce qu'il est un innocent. D'instinct, il n'eût pas cru à la méchanceté humaine : longtemps il tint pour son pire ennemi l'oiseau rouge et vert. Quand il découvrit que les hommes étaient pires, il ne s'aigrit point, mais n'en chérit que mieux sa sœur et le souvenir de sa maman morte. Madame de Ségur l'a nuancé avec pitié, avec humour et, sans le savoir peut-être, dépassant de loin son propos initial, nous a donné une image à la fois caricaturale et pudique de ce qu'est parfois la destinée d'homme. Par gentillesse, Gribouille se borne à faire rire les enfants, mais pouvons-nous le railler, nous autres, sans un peu d'émoi fraternel? Et même à côté de son dernier lit, on sourirait presque dans les larmes en se souvenant comment l'enfant assassiné a évoqué sa fin prochaine et la rencontre parmi les anges avec sa mère, près de laquelle il réservait une place à Jacquot le perroquet, sa victime, dans les éternelles clartés.

Au pays-des-personnages-de-romans, chacun ne vit pas avec autant d'éclat, ni aussi longtemps que le voisin. La grande affaire y est — comme ailleurs — de durer. Or mainte dame ou seigneur qui fit une entrée superbe en cette contrée où la mode ni l'intrigue ne comptent plus, n'y fut bientôt qu'une ombre languissante et mourut. En bonne compagnie, parfois : près du Grand Cyrus par exemple, ou des créations de madame Cottin. Mais madame de Ségur a installé là plusieurs êtres qui ont pour toujours bon pied, bon œil. Ils possèdent même le privilège des humains fictifs qui, décédés aux pages d'un épilogue, ressuscitent comme d'incessants Phénix. Ainsi la

fille du comte russe prend sa place avec la discrétion d'une femme d'esprit, dans le cénacle des teneurs de plume qui ont ajouté au monde visible quelques êtres irréels et indubitables. Certes, les résonances, les « harmoniques » de ceux-ci n'égalent point celles de leurs plus illustres compagnons. Mais Dourakine, Gribouille, Sophie, semblent posséder, à leur rang modeste, la même existence irréfutable, indestructible, que M. Pickwick, le père Goriot et *Little Dorritt*...

Dickens, Balzac... Ces deux noms, est-il excessif de les glisser parmi des réflexions sur une grand'mère modeste, qui, elle-même, n'en demanderait pas tant? Ses ouvrages n'espéraient que de conquérir l'enfance, mais il arrive qu'un de leurs traits, un de leurs moments, fasse penser une seconde aux maîtres. Le bon petit Diable meurtri n'est pas loin de ces garçons douloureux, espiègles, parfois en haillons, que fit naître le créateur d'Olivier Twist, de Kit, et de ce Nicholas dont Charles Mac Lance, justement, lisait l'histoire. Chez l'un et l'autre narrateur, on perçoit au moins un sens analogue de ce que l'abandon, la détresse imposent à un être qui apprend à vivre; et l'on reconnaît les sombres caricatures d'écoles où sévissent des tourmenteurs, pions et élèves, et les châtiments infligés on ne sait pourquoi au corps d'un enfant. Quant à la grâce, à la générosité timide et hardie des adolescentes — Florence Dombey, la petite Dora, Nell Trent — qui éclairent les sombres pays de Dickens, il s'en retrouve un peu chez Juliette, l'amie aveugle du bon petit Diable, chez Natacha, nièce de Dourakine, chez Mina l'héritière de dix-huit ans que Gaspard, au faîte de sa « fortune », offense en l'épousant... Dans les unes et les autres l'espièglerie fait scintiller la pureté. Une esquisse peut déjà suggérer toute l'âme qu'une grande œuvre exprimera : ainsi, plusieurs des jeunes filles de la Bibliothèque rose ne seraient point dépaysées dans le *Magasin d'Antiquités*, ou près de Chuzzlewitt et de Copperfield. La dernière nuit de Gribouille, sinistre et venteuse, le guet dans la maisonnette noire, le brigand furtif et le meurtre pourraient être un instant des *Grandes espérances*. Et la fin du héros tendre et absurde rappelle ces rencontres de la jeunesse et de la mort, telles que Dickens les montre avec une pathétique pudeur.

Mais, écartant les séductions douloureuses de la pitié et

des adieux, laissons s'approcher encore quelques êtres créés en un tournemain par la comtesse, et qui ne sont qu'à elle. Figures parfois secondaires mais qui font honneur à la troupe, en lui ajoutant leur mouvement et leur couleur. Les citer toutes nous ferait tourner la tête... Voici pourtant que grimacent les pseudo-baron et baronne de Castelsot, anciens laquais enrichis, toujours pressés de se mettre en avant. M. Georgey, grand cœur, et britannique avaleur de dindes au pays du *Mauvais génie*, décoche un salut réservé à madame Fichini en crinoline, boudinée dans son corset, ses petites bottines, ses gants courts, madame Fichini dont les rages empourprent le visage bouffi. Les deux nigauds, Innocent et Simplicie, feront bien de se tenir à distance d'elle, crainte de quelque soufflet. Blaise lui-même, — pauvre Blaise! — en sa blouse de petit jardinier d'un bleu aussi lavé que celui de ses yeux purs, pourrait bien être bousculé... Il faut dire que certains orgueilleux jugeront que là n'est pas la place d'un fils de concierge. Car tous ne sont pas amènes, dans la compagnie ségurienne; même les comparses... Voisins de campagne que madame de Fleurville invite à dîner dans le château des petites filles modèles, grands bourgeois mi-campagnards, ventres à gilets brodés et belles breloques, orgueils et avarices, robes à falbalas, coiffures hérissées de fleurs en étoffe, « bonnes dames » de petite ville qui s'entre-déchirent. Enfin, grâce à Dieu, passe le bon curé villageois dont la servante est une demi-mégère en attendant — espérons-le — de gagner le ciel. Et il fait tenir tranquille tout ce monde... un instant! Oui, une manière de *Comédie humaine*, issue de l'aristocrate romancière que l'on appela une fois le « Balzac de la jeunesse ».

***

Comédie humaine... Avec Balzac, cette comédie est souvent le drame de l'ambition, de l'arrivisme — qu'il s'agisse de fortune, de rang social ou même d'exploits sentimentaux. Or, cet aspect-là des hommes, nous le trouvons aussi dans la Bibliothèque où tout n'est pas rose... Et deux livres apparentent madame de Ségur au monde balzacien : *Après la pluie le*

beau temps son dernier ouvrage, et surtout *la Fortune de Gaspard.*

Là, plus rien d'autobiographique; ces romans ne sont même plus « enfantins ». Le sujet, les personnages, leur stature ont changé. Les aînés des petits-fils et petites filles de madame de Ségur sont devenus de grands collégiens et des « jeunes personnes », comme on disait. Le récit se hausse à leur taille, pour les intéresser encore, mais — est-ce là une habileté de plus? — semble à peine vouloir proposer, à travers le plaisir, un enseignement. Même si la grand'mère pédagogue a encore ce louable souci (qui ne l'a pas conduite à n'écrire que des livres tout entiers innocents) dans *Après la pluie,* et dans *la Fortune de Gaspard,* les forces de l'invention romanesque, l'emportent sur les bonnes intentions!

Ces deux livres ne sont point des plus célèbres, mais des plus révélateurs par la hardiesse du sujet, sa dureté même. Les autres récits déjà, fût-ce les plus candides, laissaient deviner le rôle décisif joué par l'argent dans le monde imaginaire dont nous voyions la peinture souriante ou sombre. Mais, dès la seconde moitié d'*Après la pluie,* le désir de capter par un mariage odieux la fortune d'une orpheline gouverne les actes à la fois débiles et cruels de M. Dormère, tuteur de celle-ci. De là l'indulgence qu'il témoigne à son fils, adolescent menteur qui devient un scélérat mondain. Et voilà une histoire, destinée à la jeunesse, qui ouvre d'aimables échappées sur certaines âmes de grande bourgeoisie où les bonnes manières déguisent mal les combinaisons de la cupidité. Or si, dans ce cas-là, les complots échouent et si le roman se termine par un mariage d'amour et par la confusion des aigrefins, ceux-ci et leurs agissements nous sont montrés comme des êtres et phénomènes en somme fréquents et quasi naturels. Nous voyons tout ensemble chez la vieille Française de sang russe une singulière expérience de ce que les familles, les tutelles, les héritages et les dots peuvent susciter de haines avides — et une autorité d'écrivain qui, en quelques traits, sans s'accorder le loisir d'un commentaire psychologique, nous impose des personnages retors et terriblement exacts.

Avec M. Dormère et son fils Georges, on se trouve une fois de plus dans « le monde » (sans particules, toutefois, ni châ-

teaux, ni « grand train » — c'est « le monde » mais moins chic, tout de même, que celui des *Petites Filles Modèles*. Est-ce une précaution voulue?) N'importe, nous sommes dans « la société ». Madame de Ségur avait donc pu s'inspirer de modèles vivants.

Avec Gaspard et sa « fortune » la part d'invention est beaucoup plus grande. Le père Thomas, fermier peu opulent, a deux jeunes fils : Lucas, le rustique, déteste l'école, tandis que Gaspard, tête « bien faite » et cœur glacé, n'aime que les livres, les chiffres et méprise l'humble patience que réclament les champs. Il tient en piètre estime son frère, ses parents aux mains rudes. Déjà il rêve aux millions, sans cesse accrus, de M. Féréor, leur voisin maître de forges qui, garçon cloutier à ses débuts, « possède des usines partout » et que l'on sait dur comme ses minerais. Comment se fera la fortune de Gaspard? M. Féréor et son concurrent, M. Frölichein, autre métallurgiste puissant (allemand celui-là), se disputent le jeune paysan qu'ils savent tenace et doué. L'ambition de Gaspard fermente; il ne songe qu'à secouer sur sa famille la poussière de ses sabots — et il se donne au plus offrant. D'emblée il gagne la confiance de M. Féréor — on n'oserait dire : son cœur — par une humilité feinte et une réelle ardeur au travail. De plus il observe, espionne, ses compagnons de tâche. Par mille soins, menues délations, critiques hypocrites, Gaspard flatte son patron, suggère des réformes, puis des sanctions. Patiemment, il déblaie sa propre route. A peine un remords fugitif de devenir un dénonciateur. A tout prix il veut séduire le maître, donc la fortune. Il faut dire qu'à l'égard du seul Féréor, l'honnêteté de ce cafard est impeccable. Si bien qu'il monte vite en grade. Par ailleurs il se borne à étrangler proprement quiconque pourrait gêner son ascension. Madame de Ségur peint là un joli monstre au visage loyal. On se demande si elle s'en doute.

Or, Gaspard brûle de faire sa « première affaire ». Depuis trois ans il voit à peine son papa fermier, le jugeant « inutile ». Mais un bel héritage indirect échoit au père Thomas. Aussitôt, Gaspard exploite sournoisement les perplexités du paysan alarmé par les démarches et par le voyage qui s'imposent. Avec une dextérité inquiétante, le fils obtient en sa faveur la renonciation paternelle moyennant une somme qu'il versera

sur-le-champ, aidé par M. Féréor que ce projet enchante. Gros bénéfice pour Gaspard. Sa « première affaire » est faite sur le dos de ses père et frère. Que madame de Ségur est à l'aise parmi ces personnages cyniques et procéduriers, dont l'honnêteté s'aventure aux extrêmes limites du légal! Sûre d'elle et sans une hésitation, elle oppose, en un débat impitoyable, le vieux rustre dont les arguments sont l'injure, le coup de trique, son fils aîné aux ruses froides, le cadet Lucas, ignare au bon cœur, qui se dresse brutalement comme un ennemi de son frère. Entre ces trois-là manœuvre un notaire trop complaisant; en marge, Féréor, mielleux, guide Gaspard... S'agissait-il, au début, d'un livre pour les enfants? Nous en sommes loin. Peu importe : une romancière est aux prises avec des êtres qui ne la laissent plus peser le pour et le contre, le bien et le mal. Mettons que certains de ses héros lui inspirent cette sorte d'intérêt qui est une des formes passionnées de l'antipathie; mais tout sauf de l'indifférence. Et elle ne se prononce pas, au sujet de MM. Gaspard et Féréor, elle qui en d'autres cas, juge ou du moins laisse voir comment elle jugerait...

Et Gaspard continue à entortiller le Féréor. Singulier dialogue, progressif, qui dure plusieurs années, entre deux êtres méfiants, mais que lie leur commune passion pour le gain. Féréor regarde parfois Gaspard avec une sorte d'émoi : l'élève se révèle capable de dépasser le maître; mais dès que ce maître risquerait d'en prendre ombrage, il montre tout juste la servilité qu'il faut. Une complicité se noue, bon gré mal gré; c'est ce qu'ils appellent de l'affection.

Au bout de huit ans, le vieux renard subjugué se décide à prendre le jeune loup comme fils adoptif. Gaspard va, cette fois, renier totalement sa famille. Enfin, se sentant « arrivé » il se met à parler de Dieu, s'attendrit sur Féréor et sur lui-même, estime que la céleste bienveillance récompense leurs efforts communs. Dupe-t-il donc aussi madame de Ségur? Non, sans doute : mais voyant soudain où l'a emmenée le Tartuffe, elle voudrait se ressaisir et tente au moins de jeter sur lui une petite lueur édifiante. Si elle n'y a pas regardé de trop près — ce qui l'eût contrainte, au nom de sa chère morale, à condamner tout le roman — c'est que son sujet la tenait bien.

L'industriel Frölichein a volé des secrets techniques de Féréor : si Gaspard refuse d'épouser sa fille Mina, l'Allemand ruinera son rival. Moyen romanesque sommaire, mais qui nous fait voir Gaspard, tremblant, accepter de « se sacrifier » en épousant l'héritière haïe... Toutefois il a soin, au préalable, d'alarmer si bien Féréor que celui-ci, en récompense de l'immolation, reconnaît d'emblée à son fils adoptif la moitié de tous ses biens — soit « six millions rapportant 10 pour 100 ». Gaspard cette fois tient le morceau, Féréor et lui rivalisent de grandeur d'âme l'un envers l'autre, et ils ont tout l'air de croire à la beauté de ces attitudes morales et financières. Ils reparlent de Dieu, invoquent sa présence protectrice qui erre là autour, comme une illusion blasphématoire. Et M. Féréor, béat, se dit à propos de son fils : « Il doit être bien « heureux à présent qu'il sait à un million près quelle est ma fortune! »... Cette pensée résume, en une sombre bouffonnerie, l'état d'esprit d'une société où la qualité des rapports de famille dépend, en partie des « portefeuilles » et des « espérances », questions d'autant plus obsédantes entre parents et enfants qu'on les enveloppe d'un silence pudique et surexcitant. Les deux industriels fixent les conditions du marché, devant Gaspard qui refuse de voir sa fiancée avant la minute du mariage. Même, le Frölichein parti, Féréor père et fils combinent gaiment la vie qu'ils réservent à Mina : elle ne sera épouse que de nom et n'habitera point avec son gracieux époux. Le fermier Thomas meurt de joie en apprenant que son ex-fils touche six millions. Gaspard démontre vite à Féréor l'avantage d'un tel deuil qui empêchera toute fête nuptiale. Suivant des considérations qui sont des perles : M. Féréor songe qu'il mourra un jour et se doute qu'il a été égoïste et dur... « mais ses yeux se tournaient avec complaisance vers Gaspard. La pensée de la reconnaissance que lui témoignait son fils adoptif par le sacrifice de son bonheur intérieur, lui donnait un sentiment de calme et de bonheur. En voyant toutes les joies et toutes les consolations que procure une bonne action, il songea au bien qu'il aurait pu faire autour de lui... Sa résolution fut prise : son âme, touchée par la grâce divine, comprit, que, dans la pratique seule du bien... » etc., etc... Tel est le ton. L'auteur, ironique sans le vouloir, dévide alors une série de

propos optimistes. Serait-ce qu'il convient de se rassurer vite lorsque des millions sont de la partie? Dieu sans nul doute — que demander de plus? — approuve tout. En somme c'est comme s'Il daignait signer le contrat. Et Gaspard, pour un oui ou un non, se met à prier avec ferveur. La veille du mariage, il apprend par le notaire que sa fiancée passe pour pieuse. « Tant mieux, répond-il, elle s'amusera à faire la charité, à aller voir les pauvres, à visiter les églises, et elle ne nous gênera pas. »

Les futurs époux font connaissance à la mairie. Il était à prévoir que Mina serait jolie, élancée, éclatante, etc., etc... Et, par surcroît, digne et modeste. Elle a seize ans, ses yeux sont pleins de larmes. Gaspard a quelques remords... parce que la mariée est belle et qu'il s'aperçoit que l'affaire est bonne de ce côté-là aussi. Les cérémonies expédiées, Mina est conduite à son appartement, où elle pourra se distraire avec sa vieille bonne. Gaspard, pour la première fois de sa vie, n'est pas enchanté de lui-même. Nous en savons gré à madame de Ségur. Il va coucher dans une chambre contiguë à celle de son père adoptif.

Après s'être appelés « monsieur » et « madame » pendant plusieurs jours, à l'heure des repas, les époux en viendront à l'intimité... de leurs prénoms. Gaspard borne ses effusions à mener sa femme à la messe, où il n'allait jamais (M. Féréor le trouve aussitôt plein de tact), et à lui donner le bras pour se rendre à table : Mina, peu exigeante, a l'air plus content... C'est là un bien joli personnage, épouse-vierge qui laisse briller un peu de malice à travers ses pleurs, conquiert tout le monde, et surtout la fermière Thomas qu'elle embrasse, et Lucas le rustaud, et enfin Féréor, aussi tendre que ses feuilles de zinc. Elle est irrésistible d'innocence. A vrai dire ce mariage ultra-blanc l'étonne, l'agace même un peu... Elle va devenir amoureuse, la pauvre! « Je demanderai à Gaspard de mettre un lit dans ma chambre, pour ma bonne, parce que j'ai peur toute seule dans mon bel appartement! » Et elle traite si gentiment Gaspard qu'il veut être généreux, déménage et promet à sa femme, « de la tutoyer, de demeurer près d'elle, de l'embrasser matin et soir ».

Madame de Ségur ne paraît pas avoir senti le ridicule de ce

Gaspard pédant et glacé. Si elle l'humanise un peu, c'est tout juste de quoi contenter les jeunes lecteurs qui se font du mariage une idée à la fois mystérieuse et sommaire : « la tutoyer... l'embrasser matin et soir ». En réalité, Gaspard se met à trouver plaisante la jeune Mina. Mais il enguirlande cette convoitise de pieuses raisons... Et, désormais, ses prières et celles de Mina se multiplient : cette fois, madame de Ségur veut sincèrement nous convaincre — et se convaincre — que le jeune loup est devenu agneau bêlant. Peine perdue : la première peinture était trop hardiment vraie pour que le badigeon candide, si vite appliqué, nous la cache. Féréor, lui-même gagné par la contagion, distribue à droite et à gauche des bénédictions de patriache... Gaspard offre beaucoup de cadeaux à Mina (notons un « charmant piano en bois de rose incrusté de nacre et d'ivoire et un joli meuble du même travail rempli de livres de musique »). Et Mina chante avec une « suavité exquise »; la fenêtre est ouverte, et de jeunes passants s'arrêtent pour écouter : ils applaudissent. Mina est flattée, mais Gaspard, furieux. S'il se pouvait qu'il devînt jaloux, que Mina lui fît voir un peu de pays! Non : la chère aïeule n'entend pas de cette oreille-là : Gaspard vivra une vie conjugale bénie. « Nous nous entendrons avec les curés, dit-il, pour faire régner l'aisance et la religion dans toutes nos propriétés. » Nos propriétés! Le gaillard est là tout entier : il semble se dire que la générosité pourrait être encore un placement.

Livre singulier, écrit pour les enfants qu'il déconcerte, alors qu'il nous révèle une romancière — et peut-être une femme — que nous ignorions. Après des récits amènes, elle a été surprise là par son sujet et par elle-même. Elle qui entendait parfois sonner, près des Nouettes, les marteaux de l'usine de Bois-Thorel, elle eut l'idée de conter simplement l'histoire d'un petit paysan qui fait fortune dans l'industrie — car elle aimait à voir le mérite récompensé. Comme d'habitude elle se mit à l'œuvre sans trop réfléchir. Or peu à peu les personnages échappent à son contrôle de bonne grand'maman chrétienne. Chose étrange, elle ne s'en émeut pas; elle leur cède, à eux et à son tempérament de créatrice. De temps à autre elle

s'efforce bien, par quelques coups de barre tardifs, de ramener ces êtres dans les eaux du bien, mais ils ne se laisseront faire qu'après avoir mis la main sur ce qu'ils convoitent. Si le tact moral de la bonne dame se trouve ici en défaut, c'est peut-être parce qu'il s'agit d'affaires, d'argent, domaine où les femmes ont des critères à elles, parfois désinvoltes. Et voilà qui aide madame de Ségur à se contenter d'une vertu finale apparente, à distribuer des absolutions rapides. Elle s'est tirée comme elle a pu d'une situation difficile, créée par son talent. Certaines œuvres, témoins inattendus, en disent plus long sur leur auteur que celui-ci ne s'en doute — ou ne le voudrait. A cet égard *la Fortune de Gaspard* méritait qu'on s'arrêtât. Livre moins célèbre, moins aimé que les autres, parce qu'il dépasse l'horizon riant des *Vacances* et nous mène au sombre pays de l'homme.

***

La plume de romancière que la vieille madame de Ségur avait saisie en 1856 et qu'elle avait dû déposer à jamais en 1869 après une attaque, elle l'avait déjà rendue agile — avant de se risquer à ses premiers *Contes* — par des milliers d'entretiens épistolaires, la plupart inconnus ou disparus; elle s'y laissait aller à sa propre vie, en toute liberté et primesaut. Mais, jusqu'à la soixantaine, rien d'autre ne prépara cette femme du monde, mère de huit enfants et plus de vingt fois grand'mère, au métier d'écrivain qu'elle abandonna à soixante-dix ans; ni la discipline qu'est la récolte quotidienne de « souvenirs », ni même, semble-t-il, une intimité avec de grands livres. Que sait-on de ses goûts littéraires — disons simplement de ses lectures? Ceci, pourtant : « C'est un tort, dit-elle, de rendre en vers les belles pensées... Voilà sans doute un sens qui me manque. Je n'aime pas les vers; ceux de Hugo, de Lamartine m'ont trouvée insensible. Je n'aime que les vers de Molière, d'Émile Augier et d'Anatole[1], parce que rien en eux ne rappelle la versification et les règles. » Ne prenons pas acte, gravement, de ce jugement-là. Mais il est impossible d'entre-

1. Son second fils (lettre à madame de Pitray).

voir chez madame de Ségur, à travers des préférences ou des réflexions critiques, les prémisses d'une vocation, même différée. Le prodige d'une fleur soudaine, qui rend émouvantes les métamorphoses de la jeunesse, deux écrivains ses amis, Eugène Sue et Louis Veuillot en furent témoins un beau soir, dans un salon campagnard, en face d'une vieille dame charmante, et vive, et racée, qui leur lisait ses *Nouveaux contes de fées*, premier essai. Peut-être s'étonnait-elle elle-même d'avoir osé s'aventurer en conteuse dans les forêts bleues découvertes par Perrault. Or, au retour de cette escapade, la comtesse Eugène de Ségur, née Rostopchine, fille d'un héros russe et européen qui brûla Moscou, — madame de Ségur, grand-maman gigogne, vit une foule si enthousiaste accueillir les héros ramenés par elle du pays enchanté, qu'elle fut, bon gré mal gré, forcée d'apprendre un métier avec son seul instinct pour guide. Or tels étaient ses dons ignorés, que son inexpérience même la servit, en la laissant naturelle et comme insoucieuse des difficultés. L'audace de la jeunesse fut le premier privilège de cette femme âgée devenue inopinément une professionnelle, et qui en treize ans écrivit — et réussit — vingt romans, un traité d'hygiène enfantine et trois copieux volumes dialogués d'édification religieuse.

Pourtant — elle l'a dit elle-même — elle s'engageait sans plan dans chaque nouvelle œuvre, laissant le sujet foisonner, les personnages se modeler d'eux-mêmes, les trouvailles se faire toutes seules. A Paris, où elle ne passait que peu de mois, elle travaillait mal; mais elle se rattrapait dans les longs séjours campagnards chez elle, aux Nouettes, à Kermadio, résidence bretonne près d'Auray de sa seconde fille madame Fresneau — ou dans la Haute-Garonne, chez d'autres de ses enfants, le baron et la baronne de Malaret. Là, au milieu d'une famille souvent turbulente, elle ne donnait même pas un tour de clé à sa porte pour avoir la paix. Si *Pauvre Blaise* la tracassa trop longtemps, les chères indiscrétions enfantines y furent pour une bonne part. « Ce n'est pourtant pas le petit Louis... car je le vois à peine un quart d'heure dans la journée aux Nouettes et une demi-heure le soir au salon. Les petites travaillent et jouent ensuite. Mais c'est un va-et-vient dans ma

chambre, ce sont des appels de l'un et de l'autre... qui me ravissent tout mon temps et surtout mon repos d'esprit. » A Kermadio, les jeunes Fresneau, malgré les ordres de leur mère, l'arrachaient sans cesse à *François le Bossu*. « Ils font des invasions continuelles et dérangent le cours de mes idées qui ne naissent que dans le repos. » Le repos, quand le connut-elle? A Malaret, autre villégiature, il fallait que la maisonnée se dispersât en excursions pour que l'écrivain respirât. « Je vais être bien tranquille; je pourrai commencer et finir mon âne. »

Ses manuscrits, toutefois, — ses brouillons — ne reflètent pas un travail entrecoupé d'intrusions. De petits feuillets, non réglés, tous pareils, que noircit à peine une écriture légère, aiguë, en ordre; les ratures même, très rares, sont propres. On dirait à première vue les cahiers monotones où une jeune fille d'autrefois aurait écrit ses « narrations ». Puis, en feuilletant, on découvre que ces 292 pages contiennent l'éclatant Dourakine, ces 219, les expériences de Sophie. Et le tout a l'aspect le plus méthodique, le plus sage. Les mémoires de Cadichon, eux aussi, courent de la page 1 à la page 293, comme dictés d'une haleine par le quadrupède à sa secrétaire. Or cette main qui semble avoir tenu si paisiblement la plume était la vélocité même, puisque *François le Bossu*, par exemple, attaqué le 7 novembre, était achevé le 15 décembre. *Gribouille*, quoique distrait, galopa presque aussi vite, et les deux *Jean* commencèrent et finirent de rire et de grogner en cinq semaines, au printemps 1865. Une telle promptitude émerveille, surtout chez un auteur de cet âge et qui, avançant à la découverte de son sujet, risquait de se trouver soudain dans une impasse. Parfois elle soupirait, certes, comme lors de *François le Bossu*. « Il a besoin d'être revu et corrigé, car le défaut d'idées et de plan au commencement du livre amènent des incohérences qui doivent disparaître. » Mais le plus souvent elle se tirait avec bonheur d'un dénouement improvisé. Pour Gribouille elle décida soudain qu'il serait assassiné et qu'il « s'y préparait ». Et, dès le lendemain, elle annonçait « avec une joie féroce l'heureuse mort de Gribouille. Il n'y a plus qu'à l'enterrer et à marier Caroline avec l'ami de Gribouille,

un excellent brigadier pour lequel il est mort et auquel il lègue sa sœur. C'est touchant mais pas trop, c'est gai mais pas trop non plus, enfin je le trouve bien. »

Or la romancière n'était point toujours aussi contente. Il lui arrivait, au cours de son travail, de demander à l'une de ses filles : « Est-ce bête?... Est-ce commun? » Parfois les aînés des petits-enfants eux-mêmes étaient retenus au passage pour écouter un chapitre. L'aïeule se rassurait par cette épreuve-là — surtout quand approchait le moment de soumettre le nouveau livre au verdict de la maison Hachette.

Car, ce qui peut étonner, madame de Ségur semble n'avoir jamais abordé sans quelque anxiété d'auteur ses éditeurs pourtant fort aimables avec elle, pour mille raisons. Selon la coutume de l'époque elle leur céda ses droits contre de modestes sommes, qu'elle se sentait d'ailleurs pressée de toucher. Voici *Blaise* achevé : « Trois jours suffiront pour le relire deux fois. Je prie pour que M. Hachette le trouve à son goût et me le prenne immédiatement. » Elle espère être payée dans les huit jours. Or c'était là son cinquième ouvrage, suivant les *Mémoires d'un âne*, qui venaient de triompher (on en vendit — en quelque trente ans, il est vrai — un demi-million d'exemplaires, et Cadichon « continue » gaillardement). A la veille de livrer *Pauvre Blaise*, après deux soirées passées à le corriger — elle ne pouvait s'y mettre que le soir, après le coucher tardif de son mari malade — madame de Ségur ajoutait : « Camille (l'aînée des jeunes Malaret, l'une des Petites Filles modèles) le lit, succès complet, intérêt immense : elle pleure depuis la seconde partie, je commence à perdre mes inquiétudes sur l'acceptation du manuscrit. » Cinq jours après, sans réponse d'Hachette, elle tremble, en se rappelant que Camille — âgée de douze ans — « a estimé après lecture que Blaise était trop parfait ». M. Hachette « trouvera peut-être qu'il est trop pieux et qu'il prie trop ». Enfin elle annonce, délivrée, que M. Hachette a « pris et payé le volume avec empressement ». N'est-elle pas touchante, cette conteuse admirable que sa modestie tient comme suspendue au jugement d'une petite fille et d'un éditeur dont ses livres contribueront à faire la renommée et la puissance?

D'ailleurs d'excellents rapports l'unissaient à M. Hachette et surtout à son associé, Émile Templier, gendre du fondateur de la maison. C'est avec lui qu'ayant en poche l'autorisation maritale de signer, elle débattait ses traités — oh! un débat bien sommaire sans doute, car les écrivains d'alors n'essayaient même point d'avoir les dents longues. C'est Templier lui aussi qui, le manuscrit en mains, demandait à madame de Ségur de restreindre ce qu'il tenait pour les écarts d'une imagination « trop russe ». Coupures copieuses dans les nombreux passages violents ou dramatiques propres à trop effrayer les enfants... Cette vigilance d'éditeur ne fut pas exagérément rigoriste : elle n'a point fait perdre à l'œuvre certains de ses caractères frappants. Madame de Ségur, en général, se défendait. Pourtant M. Templier alla jusqu'à obtenir la conversion d'un animal : Cadichon, à l'origine, arrêtait ses mémoires après avoir précipité dans une mare le méchant Auguste. Dénouement subversif : une vengeance! Madame de Ségur céda, Cadichon se repentit, devint un saint âne. Admettons que le livre n'y a pas perdu ce que la morale y gagna.

Mais, le texte achevé et revêtu de *l'imprimatur* par l'éditeur avisé, un amusant souci prenait la comtesse : l'entrée en scène du dessinateur. Doré, alors à ses débuts — ses *Contes de Perrault* ne parurent que trois ans après — créa pour madame de Ségur ses premières forêts ensorcelées, entre les chênes tortueux desquelles surgit un manoir aigu vers quoi un Prince galope; le réaliste et malicieux Bertall éclaira les visages des petites filles modèles sous les vastes chapeaux de paille d'Italie — puis, à leurs côtés, campa les cousins des *Vacances*, en longs pantalons serrés et vestes courtes. Presque tous les autres volumes furent illustrées par Castelli et Bayard. Au premier, l'honneur d'avoir montré Sophie, les yeux écarquillés, capturant l'abeille sur la vitre, madame Bonbeck furieuse, les Nigauds endimanchés, et Gribouille qui a trop grandi dans ses manches, et Charles au genou nu sous la jupette écossaise. Dourakine reçut de Foulquier sa première effigie dans l'*Auberge*, mais, dans le *Général*, Émile Bayard le reprit avec plus de verve et anima autour de lui les petits Russes bottés et en fourrures. Il hérissa madame Papovski et lissa les suaves

bandeaux de madame Dabrovine, comme il ébouriffa Paolo près de François le bossu.

Madame de Ségur savait bien que ces artistes allaient confirmer pour toujours dans l'âme enfantine la réalité de chaque héros. Aussi voulut-elle guider leur plume. Elle choisissait les épisodes à illustrer, soulignait au crayon la phrase qui devait faire naître l'image. Elle décidait de même le physique à donner aux personnages. Ainsi figures et caractères seraient ceux qu'elle voyait s'agiter en elle; ainsi put-elle se déclarer « ravie du portrait gravé de Cadichon ». Elle chargeait l'artiste de montrer ce qu'elle n'avait pas voulu écrire, tout en voulant que cela fût. Dès lors le texte et la vignette réagissent à jamais l'un sur l'autre et s'appartiennent mutuellement. Et, par un agréable miracle, la vérité des dessins d'autrefois dépayse aujourd'hui les histoires et leur donne aux yeux des enfants une sorte d'attrait légendaire où leur imagination se plaît.

Cette femme singulière, si bonne, prodigieusement pieuse — mais si vive qu'un vieux « prote », effrayé de ses reproches au moment des épreuves et des coquilles, disait qu'elle avait des yeux comme des pistolets — cette comtesse de Ségur, née Rostopchine était donc devenue professionnelle des lettres. Certes oui, à en juger par son abondance méthodique et par son acharnement à produire : « Quel dommage que je n'aie pas *d'idées*, s'écriait-elle vers la mi-décembre 1861, j'aurais eu le temps d'écrire un volume pour février! » Quelques mois avant, elle se réjouissait d'avoir fini *Gribouille*, d'en toucher bientôt le prix, et ajoutait qu'elle espérait composer « encore un livre cet été et avoir des poneys pour faire le trajet de Livet. Mais il me faut au moins 1 500 francs pour l'équipage complet. » — Livet, la demeure normande de sa fille Pitray, à côté des Nouettes. Le travail littéraire était devenu l'une des formes de son intrépide énergie. En décembre 1866, Mgr de Ségur, son fils aîné, aveugle, entré dans les Ordres et qui suivait avec la plus bénigne indulgence le labeur littéraire de sa mère, écrivait à l'une de ses sœurs que la comtesse « voyageait en train express sur la route des Nouettes à Hachette. Le jeu en vaut certes la chandelle : 10 francs par page, 100 à 150 francs par jour : je souhaite toutes sortes de béné-

dictions à ce *Mauvais Génie!* » Dix francs la page... Ainsi madame de Ségur au sommet de sa renommée gagnait quelque trois mille francs avec un de ces volumes dont le filial prélat nous apprend que « pour obtenir du bon Dieu une bénédiction toute particulière sur les livres qu'elle composait pour les enfants, chaque fois qu'elle en commençait un, elle faisait vœu de faire célébrer un certain nombre de messes pour la délivrance des âmes du Purgatoire. Elle comptait beaucoup sur leur reconnaissance une fois qu'elles seraient au Ciel. »

Curieuse dame qui, âgée et dévote, se met à écrire par hasard, crée du coup un genre, y triomphe sans savoir comment, travaille dès lors à toute vitesse et n'hésite jamais dans ses créations — mais n'offre que timidement ses manuscrits, en cherchant du moins, on vient de le voir, à leur assurer des protectrices de sa façon...

JACQUES CHENEVIÈRE

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE EN FRANCE

SON ORGANISATION ET SON ESPRIT

Le ministère de l'Instruction publique s'appelle, depuis le mois de juin dernier, le ministère de l'Éducation nationale. C'est un beau nom : répond-il à une réalité? Voyons d'abord l'organisation de l'enseignement primaire; ensuite, nous en verrons l'esprit.

Le développement des institutions scolaires est une des caractéristiques de la troisième République. Elle s'est inspirée du mot de Danton gravé sur le socle de sa statue du boulevard Saint-Germain : « Après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple. » Au lendemain de la guerre franco-allemande de 1870, un savant des plus réputés, Michel Bréal, publia un volume qui fit sensation : *Quelques notes sur l'Instruction publique en France.* Il attirait l'attention sur les défauts de notre enseignement aux trois degrés, sur le rôle que ces défauts avaient joué dans notre défaite, sur la nécessité de commencer par la base, c'est-à-dire par l'école, le travail urgent de restauration nationale. Ce fut le cri du jour.

Il s'agissait, à la fois, d'assurer l'instruction des masses par l'obligation de l'enseignement primaire, de réformer l'éducation de l'élite intellectuelle en adaptant l'enseignement secondaire aux conditions du monde moderne, de vivifier notre enseignement supérieur en groupant par Universités nos Facultés d'enseignement supérieur isolées, enfermées dans leur spécialité, sans initiative ni grande influence même dans leurs comparti-

ments respectifs. Nous ne parlerons ici que de l'enseignement primaire.

Les réformes de l'enseignement primaire sont dues particulièrement à Jules Ferry. Dans un pays de suffrage universel, le peuple est souverain. Le souverain doit être éclairé. Le minimum qu'on puisse lui imposer, c'est l'ensemble de connaissances élémentaires qui constitue l'enseignement primaire. Pour cela, il faut d'abord que l'école primaire existe partout, soit à la portée de tous les enfants qui ont besoin d'elle. Guizot, sous Louis-Philippe, par la loi du 28 juin 1833, avait ordonné à toutes les communes d'avoir au moins une école de garçons. Les écoles de filles étaient prévues, même encouragées, non obligatoires. Duruy, sous Napoléon III, combla cette lacune. La loi de 1867 exige une école de filles pour les communes de cinq cents habitants. Au-dessous, l'école primaire serait mixte. En fait, il y avait des écoles primaires un peu partout à la fin de l'Empire, mais très inégalement fréquentées. Il n'y avait qu'à continuer un mouvement en bonne voie. « Nous construisons 3 000 écoles par an », dira un jour Jules Ferry.

En second lieu, il faut à l'école primaire publique un personnel capable. Guizot avait écrit : « Il ne faut pas qu'il y ait une seule commune sans une école primaire, ni un seul département sans une École normale. » La première, celle de Strasbourg, date de 1810; on en comptait 12 en 1830, 47 en 1848, 76 en 1863. Ici encore, il n'y avait qu'à compléter et surtout à faire pour la préparation des institutrices ce qui n'avait pas paru nécessaire jusque-là parce que les écoles de filles étaient à peu près uniquement tenues par des religieuses. Pour elles comme pour tous les congréganistes enseignants, qu'ils fussent dans l'enseignement libre ou dans l'enseignement public, le brevet de capacité était remplacé par une lettre d'obédience délivrée par l'autorité épiscopale. Ce privilège, qui remontait à la loi Falloux du 15 mars 1850, ne sera supprimé que par une loi du 16 juin 1881, votée sur l'initiative de Jules Ferry. Presque tous les départements possédaient une École normale d'hommes en 1870, mais il n'y en avait encore que 19 pour les femmes. Cette disproportion va disparaître.

On aura ainsi les établissements voulus pour former le

personnel. Mais qui formera les professeurs chargés de former les instituteurs? Qui préparera les futurs professeurs d'Écoles normales et subsidiairement les inspecteurs primaires? On avait, au début, fait partiellement appel au personnel secondaire local. Mais l'enseignement primaire en France voulait se suffire à lui-même et se former lui-même. Deux Écoles normales supérieures spéciales furent créées, celle de Fontenay-aux-Roses, pour les femmes, en 1880, celle de Saint-Cloud pour les hommes en 1881. C'est une de nos particularités : partout ailleurs, le personnel des Écoles normales primaires est formé dans les établissements d'un degré supérieur.

Avoir les locaux et le personnel, c'est mettre l'enseignement primaire à la portée de tous et dans de bonnes conditions. Encore faut-il qu'aucun enfant n'en soit privé, faute de pouvoir le payer. On s'en était préoccupé. La Constitution de 1791 prévoyait « qu'il serait créé une instruction publique commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties de l'enseignement indispensables à tous les hommes ». La Convention, plus modeste, avait décidé que le quart des élèves seulement bénéficierait de la gratuité. La loi Guizot de 1833 s'engagea dans la même voie. Les familles pauvres étaient exemptées de la rétribution scolaire, mais l'autorité jugeait des cas où cette exonération devait être accordée, et la règle du maximum limitait la proportion des indigents capables d'en bénéficier. En réalité, beaucoup d'enfants n'allaient pas à l'école et certains parents, pour les en excuser, alléguaient l'insuffisance de leurs moyens. En 1860, on comptait encore un tiers de conscrits ne sachant pas lire; 30 p. 100 des hommes et 45 p. 100 des femmes étaient incapables de signer leur acte de mariage. Duruy, par un décret du 28 mars 1866, supprima la règle du maximum; l'école primaire restait payante, mais gratuite pour tous ceux, quelle qu'en fût la proportion, qui étaient reconnus indigents. Un nouveau pas fut fait par la loi du 10 avril 1867 qui autorisait les communes à établir elles-mêmes la gratuité absolue moyennant quatre centimes additionnels aux quatre contributions directes. A partir de ce moment, les élèves payants sont la minorité.

Allait-on en rester là? Dès le début de la troisième Répu-

blique des propositions de loi instituant la gratuité complète, en même temps que l'obligation, furent déposées. Les deux questions paraissaient liées aux yeux des groupes de gauche. La Ligue de l'Enseignement, fondée en 1867 par un Alsacien d'adoption, Jean Macé, pour propager les bibliothèques communales, lança, en faveur de l'instruction obligatoire, une pétition monstre qui recueillit 1 267 000 signatures. L'Assemblée nationale l'enterra sans la discuter. La question reparut en 1877, après l'échec du 16 mai, sous forme d'une proposition Barodet, et fut enfin discutée sous forme d'un projet de loi déposé par Jules Ferry le 20 janvier 1880, avec Paul Bert pour rapporteur. La discussion fut longue et animée. La droite demandait que la gratuité, si on la jugeait nécessaire, fût aussi assurée aux élèves des écoles libres par une subvention proportionnelle de l'État. Le débat se termina par le vote du projet Ferry à 301 voix contre 143. Le Sénat ratifia avec une modification de forme (17 mai 1881) et la Chambre vota le texte définitif à mains levées (le 11 juin 1881). La loi, promulguée le 16 juin, était la première des grandes lois constitutives de l'enseignement primaire actuel.

L'obligation sera votée à part, bien que les deux projets eussent été déposés le même jour. La gratuité préjugeait l'obligation dans l'esprit de ceux qui l'avaient réclamée. Le principe de l'obligation ne fut pas positivement combattu. Ce qui était combattu par les conservateurs, c'était l'obligation de fréquenter l'école publique, seule existante dans la plupart des communes rurales, et dont l'esprit leur paraissait suspect au point de vue religieux. La gauche voulait exclure des programmes l'enseignement religieux et y inscrire une morale laïque indépendante des croyances; la droite voyait dans cette école non confessionnelle une « école sans Dieu » appelée à devenir tôt ou tard une école athée. « Instruction morale et religieuse », disait le programme de Guizot. « Instruction morale et civique », disaient les nouveaux programmes. La loi votée par la Chambre en décembre 1880 ne le fut définitivement au Sénat que le 23 mars 1882 : c'est la loi du 28 mars 1882, jour de sa promulgation. Elle déclarait « l'instruction primaire obligatoire pour les enfants des deux sexes de six à treize ans révolus ».

Remarquons que ce qui est obligatoire, ce n'est pas l'école publique, c'est l'enseignement. Il peut être donné dans la famille ou dans les écoles libres : la seule obligation est qu'il soit donné, ce qu'un contrôle annuel vérifiera pour les enfants instruits à domicile. Quant à l'enseignement religieux, il est stipulé qu'il ne peut être donné à l'école publique par l'instituteur, ni dans les locaux scolaires par les ministres des différents cultes. Mais il est indiqué que les écoles publiques vaqueront un jour par semaine en outre du dimanche, ce qui permettra aux parents de faire donner l'instruction religieuse à leurs enfants. Dans les écoles privées, l'enseignement religieux est facultatif, ce qui équivaut à l'admettre. Enfin, la neutralité était solennellement garantie respectueuse de toutes les consciences. « Si, avait proclamé le ministre, un instituteur public s'oubliait assez pour instituer dans son école un enseignement hostile, outrageant contre les croyances religieuses de n'importe qui, il serait aussi sévèrement et aussi rapidement réprimé que s'il avait commis cet autre méfait de battre ses élèves ou de se livrer sur leurs personnes à des sévices coupables. »

La loi sur l'obligation amorçait la laïcité, ou, pour mieux dire, en réalisait la moitié : la laïcité des programmes. Il restait une autre forme de laïcité, non moins réclamée comme complément logique de la première : la laïcité du personnel. Non seulement l'enseignement libre était à peu près exclusivement entre les mains des congréganistes, mais une grande partie de l'enseignement public, surtout pour les écoles de filles, était également donnée par des Frères et des Sœurs. En 1863, au début du ministère Duruy, le personnel des écoles de l'État était congréganiste dans la proportion d'un quart pour les garçons, des deux tiers pour les filles. C'est seulement la loi du 30 octobre 1886 qui établit la laïcité du corps enseignant dans les écoles publiques. Elle était déjà très générale pour les écoles de garçons, rare pour celles des filles. Désormais, elle devait être absolue. Les membres des congrégations religieuses et les ministres des différents cultes étaient exclus de l'enseignement public. Comme il fallait tenir compte des situations acquises, des circonstances locales, un délai de

cinq ans était prévu pour la laïcisation effective des écoles de garçons. Elle demandera un peu plus. Pour le personnel féminin, la laïcisation ne devait avoir lieu que par extinction. Elle demandera un quart de siècle, car il restait encore 30 000 institutrices congréganistes en fonctions.

La laïcisation des écoles publiques accrut notablement le nombre des écoles libres congréganistes. Il s'en créa plus de 3 000 de 1887 à 1895, avec 273 000 élèves de plus, tandis que celles de l'État en perdaient 350 000. En 1901, on comptait un million et demi d'enfants dans les écoles libres congréganistes en face de quatre millions dans les écoles laïques. C'est ce qui explique l'anticléricalisme scolaire du parti radical qui arrive précisément alors au pouvoir.

La loi de 1901 sur les associations mettait à part les congrégations. Elles étaient exclues de la liberté d'association. Il fallait une loi pour autoriser une congrégation, un décret rendu en Conseil d'État pour autoriser chaque établissement d'une congrégation une fois autorisée. Par contre, un décret ministériel suffisait pour dissoudre une congrégation ou un de ses établissements. Les congrégations enseignantes se trouvaient soumises à ce régime. Non seulement celles qui n'étaient pas autorisées ne pouvaient ouvrir aucune école, mais leurs membres ne pouvaient enseigner nulle part. Celles qui étaient autorisées, mais dont les établissements ne l'étaient pas nommément, devaient demander l'autorisation pour leurs maisons déjà existantes. C'était le cas de presque toutes les écoles primaires libres. Le ministère Waldeck-Rousseau admit qu'elles n'avaient pas besoin d'autorisation rétrospective, que seules y seraient astreintes celles qui seraient ou auraient été ouvertes depuis la loi de 1901. Le ministère Combes, après les élections radicales de 1902, se montra moins accommodant. Il ferma d'abord 125 écoles de congrégations autorisées comme ouvertes après la loi, puis s'attaqua à celles qui, se croyant couvertes par le gouvernement précédent comme antérieures, n'avaient pas fait de demande d'autorisation ou l'avaient retirée. Elles furent fermées comme ayant dépassé les délais légaux, quitte à refaire une demande ultérieure. Il y en avait 3 000. Cette fermeture ne se fit pas sans troubles.

Restaient les congrégations non autorisées qui demandaient à l'être. Les enseignantes comme les autres se heurtèrent à un refus de la part de la Chambre, ce qui enlevait au Sénat la possibilité de se prononcer. Tout ce qu'obtinrent les congrégations enseignantes, ce fut de finir l'année scolaire. Plus de 10 000 de leurs maisons furent fermées en un an, mais la moitié rouvrirent avec un personnel laïque, ou, plus souvent, laïcisé. Pour déjouer les sécularisations individuelles de pure forme, la Chambre interdit alors aux membres des congrégations dissoutes d'enseigner pendant trois ans dans leur commune ou dans les communes voisines de celle où ils avaient exercé.

Seules survivaient 3 500 écoles libres appartenant à des congrégations autorisées, comme celle des Frères des Écoles chrétiennes. Une dernière loi, celle du 7 juillet 1904, enleva le droit d'enseigner à tout membre d'une congrégation sans distinction, dans le délai de dix ans. Cette fois, la laïcisation était complète; l'enseignement était interdit à tout membre d'une congrégation; il n'y avait plus de congrégations enseignantes autorisées. Sur les 3 000 écoles congréganistes qui subsistaient encore, 1 900 furent fermées tout de suite, les autres le seront à mesure que les écoles publiques paraîtront en état de recevoir leur clientèle. Il ne reste plus officiellement d'écoles primaires congréganistes en France, mais il reste plus de 12 000 écoles libres groupant en chiffres ronds 800 000 enfants, dont les deux tiers de filles. Les 68 000 écoles primaires de l'État comptent 4 millions 100 000 élèves en 1931 avec 130 000 maîtres dont les deux tiers sont des femmes.

L'enseignement primaire élémentaire n'est qu'un minimum. L'enseignement secondaire, par sa longue formation classique, ne peut être que celui d'une minorité aspirant aux carrières libérales. Un enseignement primaire plus approfondi, plus large, plus prolongé sans remplir toute l'adolescence, avait été prévu dès la loi de 1833, qui avait même ordonné à tout chef-lieu d'arrondissement et à toute commune de 6 000 âmes d'entretenir une école primaire supérieure. Quelques-unes seulement avaient été fondées, comme Chaptal, Turgot. La loi Falloux (1850) laissa tomber cet enseignement qui comp-

tait pourtant déjà plus de 400 établissements. Duruy cherchera à obtenir quelque chose d'analogue par la création de « l'enseignement spécial » dans les lycées et collèges. C'est seulement sous la troisième République, par la loi d'ensemble du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire, que l'école primaire supérieure sera définitivement établie ou rétablie. Le nom de Ferdinand Buisson, directeur de l'enseignement primaire, y reste attaché. Les décret et arrêté du 21 janvier 1893 ont donné à l'enseignement primaire supérieur sa charte, ses sanctions, son autonomie, son personnel. Nous avons aujourd'hui plus de 300 écoles supérieures avec 40 000 élèves dont 3 000 en Algérie. Un brevet d'enseignement primaire supérieur couronne cet enseignement. Les Écoles primaires supérieures sont la pépinière des Écoles normales.

Complété par en haut, l'enseignement primaire le sera aussi par en bas. Les anciennes salles d'asile sont remplacées et absorbées par les écoles maternelles ou par des classes enfantines annexées aux écoles primaires. Ces écoles et ces classes sont confiées à un personnel féminin qu'on cherche de plus en plus à spécialiser. Elles reçoivent des enfants de deux à six ans, au nombre de 300 000 rien que pour les écoles publiques.

L'école primaire, quoi qu'on fasse, est à elle seule insuffisante. Elle n'a pas eu le temps de bâtir solidement. Comment retenir ce qui fuit, compléter ce qui manque? Les vieux cours d'adultes, très encouragés par Duruy et peu à peu tombés en somnolence, n'ont pu être très ravivés : un tiers tout au plus du personnel s'en préoccupe. On compte plutôt sur les œuvres complémentaires de l'école, les unes officielles, les autres dues à l'initiative privée : Association polytechnique, philotechnique, philomathique, etc. « Les sociétés d'enseignement, les institutions scolaires et post-scolaires, a dit M. Raymond Poincaré, remplissent avec profit un double objet. Tant que l'enfant fréquente l'école, elles fortifient l'autorité du maître et secondent la famille; elles placent l'élève dans un milieu éducateur; elles l'enveloppent d'une atmosphère appropriée, saine et vivifiante. Lorsqu'il a terminé ses études primaires, qu'il se trouve isolé, démuni, livré aux tentations de l'oisiveté et aux suggestions des mauvais exemples, elles offrent à son adolescence inquiète

ou désœuvrée l'hospitalité bienfaisante de leurs cours; elles lui permettent de continuer ce qu'il a commencé, de pousser plus avant son instruction, de redresser au besoin des notions inexactes. Elles lui apportent, dans cette période décisive qui s'étend de l'enfance à la majorité, le précieux soutien d'un éducation complémentaire. » On ne peut mieux dire. Il s'agit moins aujourd'hui d'enseigner les premiers éléments aux illettrés que d'entretenir, de l'école au régiment, l'acquis scolaire et surtout de permettre aux jeunes bonnes volontés de l'accroître dans le sens qui leur agrée. Les sociétés d'instruction populaire ouvrent, chaque année, plusieurs centaines de cours (549 en 1924). Il faut y joindre plus de 30 000 conférences variées auxquelles le Musée Pédagogique, dépendant du Ministère, fournit des vues et des films; les patronages, associations d'anciens élèves, cercles populaires, jouent également un rôle éducatif; les bibliothèques, dont chaque école doit être pourvue (il en existe 40 000), donnent au village ce qui lui manque le plus. L'enseignement libre a des institutions analogues.

Malgré tout, il reste encore 5 p. 100 des conscrits qui ne savent pas lire (8 400 sur 153 000 en 1929) et beaucoup de ceux qui ont obtenu naguère le certificat d'études primaires (47 000 sur 153 000 en 1929) ne font pas honneur à ce modeste parchemin. La fréquentation scolaire n'est pas assurée, les commissions locales chargées d'y veiller et présidées par le maire se résignent difficilement à appliquer les sanctions prévues. Un dixième des enfants inscrits à l'école tant publique que privée, n'y viennent pas.

***

Cette puissante organisation donne-t-elle, du point de vue de l'éducation nationale, tout ce qu'elle promet? Le budget de l'instruction populaire, qui était de 50 000 francs sous Napoléon Ier atteint aujourd'hui deux milliards et demi avec les constructions scolaires. L'État en a-t-il pour son argent?

La question eût paru naguère oiseuse. On ne se la posait pas. L'école, et l'école publique encore plus que toute autre, a pour objet de former des hommes et des citoyens conscients

de leurs droits et de leurs devoirs. Il ne s'agit pas, comme au temps du Premier Empire, de tout utiliser, même le catéchisme, pour prêcher l'obéissance au souverain. Au-dessus des gouvernements, forme passagère de l'État, « il y a la France », pour reprendre un mot fameux. L'éducation nationale a pour but de faire, non pas des adeptes de tel ou tel régime, de tel ou tel parti, mais de bons Français en France, comme de bons Anglais en Angleterre, de bons Allemands en Allemagne, etc. Le loyalisme envers son pays n'a du reste en soi rien d'hostile aux autres, pas plus que le dévouement à la famille n'exclut la sympathie pour le prochain. L'internationalisme est parfaitement compatible avec le patriotisme. L'école, surtout l'école primaire, qui est celle par laquelle tout le monde commence et que beaucoup ne dépassent pas, semble devoir être, par définition, une école nationale. Elle l'a été d'abord chez nous; elle l'est encore partout, et même de plus en plus.

L'école primaire en Italie est une véritable école du soldat, elle n'est pas seulement civique, elle est militarisée. Les enfants sont enrégimentés dans des formations qui les suivent jusqu'à leur entrée dans la vie active. Cette conception est d'ailleurs hautement proclamée, sans aucune réserve ni précaution oratoire. L'État fasciste n'éprouve aucun besoin de s'excuser de jouer son rôle d'éducateur national et ses dirigeants ne dissimulent pas leur peu d'estime pour les pays où ce devoir n'est pas compris et rempli. Il en va de même en Allemagne où l'enfance et la jeunesse des écoles sont mobilisées sous toutes les formes, sous toutes les bannières, au service de l'idéal patriotique. L'école primaire, vraiment unique puisque tout le monde doit, sauf de rares et transitoires exceptions, passer par celle de l'État, est étroitement nationale, on peut même dire nationaliste. Le gouvernement allemand n'y met pas plus de discrétion que le gouvernement italien : la tiédeur patriotique n'est pas tolérée dans l'enseignement. Pour le pays des Soviets, la démonstration n'est pas à faire. L'école est uniquement et brutalement communiste, il n'en existe pas d'autre, elle n'a pour objet que de former des recrues pour la classe régnante, elle s'en vante et, de tous les éloges que se décernent les gouvernants de Moscou, c'est assurément le plus mérité. Ce communisme, il est vrai, se qualifie d'international, mais à

l'usage externe. En Russie, il est russe spécifiquement et reste fidèle en politique étrangère au mythique testament de Pierre le Grand. Ses prétentions sur la Bessarabie l'attestent chaque jour. Il est superflu de rappeler qu'en Turquie, en Hongrie, dans les pays du Nouveau Monde, la mainmise sur l'enfant est tout aussi absolue. On pourrait faire le tour du globe sans trouver un pays qui se désintéresse de la préoccupation nationale.

Que penser, dans ces conditions, de ce qui se passe chez nous? On est bien forcé de voir, à moins de fermer les yeux, que la majorité du corps enseignant primaire se pique d'être internationaliste et qu'une minorité grandissante se vante d'être antinationale.

Qu'on n'attende ici ni prosopopées, ni adjurations. Ce sont les faits qui parlent et qui comptent. Évidemment les fondateurs de l'école primaire moderne n'ont pas voulu ce qui est arrivé et ils auraient frémi de le prévoir. Ne parlons même pas de Guizot. L'école primaire de la monarchie de Juillet n'éprouvait pas le besoin de donner un enseignement national *ex cathedra*. Le respect de l'autorité, du gouvernement et de la patrie était une base morale que nul éducateur n'aurait eu l'idée de discuter. Cela allait sans dire et ce n'est pas à ce propos que Talleyrand aurait ajouté : « Cela ira encore mieux en le disant. » Du reste un régime censitaire aurait pu se désintéresser relativement de l'éducation politique de la masse, qui ne fait pas partie du « pays légal ». Sous le second Empire, régime de suffrage universel avec candidature officielle, l'école primaire est plus enrégimentée. Elle fait du prosélytisme pour le gouvernement. Les préfets ont la haute main sur les nominations du personnel enseignant pour bien montrer que le gouvernement entend surveiller l'éducation populaire, et pas seulement au point de vue pédagogique. Il y avait confusion voulue entre le loyalisme envers la patrie et le loyalisme envers le régime.

Avec la troisième République, une conception plus libérale va-t-elle prévaloir? Les républicains avaient combattu sous l'Empire le rôle du préfet dans l'enseignement primaire. Ils le lui laissent, un peu en s'excusant, à titre provisoire, un provisoire devenu peu à peu définitif. Les devoirs envers la

patrie sont maintenus, toujours avec la confusion commode entre la patrie et le régime, ce dernier terme prenant peu à peu l'acception plus restreinte de parti au pouvoir. Mais, du point de vue patriotique, il n'y a pas d'hésitation. Les grands ministres dont les noms restent attachés à l'histoire de l'enseignement primaire depuis plus d'un demi-siècle, et dont Jules Ferry est le plus représentatif, sont volontiers anticléricaux, ils ne sont jamais tièdes du point de vue national.

Les programmes d'enseignement moral et civique font toute leur place aux devoirs envers la patrie; les manuels les plus avancés, les plus laïques, comme on dirait maintenant, ceux de Burdeau ou de Paul Bert, sont aussi catégoriques à cet égard que les plus modérés. Ils peuvent être tendancieux du point de vue religieux, la neutralité n'y est pas toujours bienveillante, mais, pour le reste, c'est bien la morale traditionnelle. Les livres de lecture, les livres d'histoire, sont d'esprit généreux, rendent hommage aux idées d'humanité, de progrès social, de justice internationale dans le cadre de la Déclaration des Droits de l'homme, qui, malgré son caractère universel, est bien, suivant le mot de Barnave, « un catéchisme national ». Tout cela se fait sans grandes phrases. Sur la couverture du livre d'histoire de Lavisse, on voit une bordure de fleurs et de fruits, avec cette légende : « Enfant, tu vois sur la couverture de ce livre les fleurs et les fruits de la France. Dans ce livre tu apprendras l'histoire de France. Tu dois aimer la France, parce que la nature l'a faite belle, et parce que son histoire l'a faite grande. »

Nous n'en sommes plus là. On a refait les manuels et surtout les commentaires ont changé de ton. La petite histoire de France, écrite par Lavisse avec tant de scrupule et de respect de toutes les consciences, est condamnée même par des gens qui ne se croient pas révolutionnaires. Récemment, un instituteur écrivait à l'*Œuvre* (20 septembre) pour déplorer qu'elle figurât encore sur les listes départementales d'ouvrages autorisés alors que le manuel édité par l'*École émancipée* n'y est pas admis. L'*École émancipée* est l'organe primaire bolcheviste. L'*Œuvre* ne parut pas s'en douter; en tout cas, elle ne

fit aucune réserve sur la condamnation du Lavisse ni sur l'éloge de l'œuvre militante indiquée comme préférable.

Nous ne voulons pas abuser des citations antipatriotiques qu'il est facile de relever dans certains manuels. Ce qui compte, ce n'est pas telle incartade systématique d'ouvrages rarement employés sinon interdits. Des outrances plus scandaleuses se lisaient déjà, au début du siècle, dans l'*Histoire de France* de M. Gustave Hervé qui, depuis, les a désavouées et regrettées amèrement. On en trouvera une ample moisson dans un volume paru en 1905 et couronné par l'Académie française, *La Crise du Patriotisme à l'école* (Vuibert), par M. Émile Bocquillon, lui-même instituteur public à Paris. Le ton, aujourd'hui, est plus mesuré. Ce qui est grave, c'est qu'il est le même à peu près partout. On a corrigé dans cet esprit les anciens manuels pour en sauvegarder la vente. Suivant le mot d'un éditeur, qui avait indigné madame Paul Bert il y a près de trente ans, « il ne faut plus parler de patriotisme à l'école ». Paul Bert, dans son manuel d'instruction civique, avait enseigné qu'un citoyen doit être toujours prêt à défendre sa patrie attaquée, en déplorant, d'ailleurs, que cette éventualité fût encore à craindre. Il avait commis en outre le crime de recommander aux enfants de « saluer le drapeau tricolore, symbole de la patrie ». Aucun manuel civique ne commet aujourd'hui cette imprudence, ni aucun manuel d'histoire. Il serait d'ailleurs sûr de n'être pas inscrit sur les listes départementales, ou, s'il y était inscrit, d'être mis à l'index par la grande majorité du corps enseignant.

Il faut savoir, en effet, comment sont choisis les livres de classe susceptibles d'être mis en usage dans l'enseignement primaire. C'est un décret du 21 février 1914 qui a fixé la procédure restée en vigueur. Cette liste est dressée et révisée chaque année par des conférences cantonales comprenant tous les instituteurs et institutrices titulaires sous la présidence de l'inspecteur primaire. Les propositions cantonales, avec motifs à l'appui, sont transmises à l'inspecteur d'Académie et soumises à une commission siégeant au chef-lieu. Cette commission, présidée par l'inspecteur d'Académie, comprend les inspecteurs primaires, le directeur et la directrice des deux

Écoles normales, les élus primaires au Conseil départemental, et deux délégués cantonaux désignés par ce même Conseil départemental. Il est manifeste que c'est le personnel primaire qui y règne en maître, surtout depuis que l'inspecteur d'Académie peut être pris et commence à l'être parmi les anciens inspecteurs primaires.

La liste arrêtée par la commission est soumise au recteur. S'il l'approuve, elle est définitive; s'il a un scrupule, il en réfère au ministre qui statue après avis de la commission permanente du Conseil supérieur. Chaque instituteur est libre de choisir dans la liste de son département. La seule garantie pour les parents qui estimeraient qu'un livre mis entre les mains de leurs enfants est contraire à la neutralité est d'en réclamer au ministre l'interdiction et, en dernier recours, d'en appeler au Conseil d'État, ce qui n'est ni simple ni expéditif.

On comprend, après cela, que les manuels les plus irréprochables ne soient pas nécessairement les plus employés. Et le commentaire oral du maître est encore plus difficile, presque impossible, à surveiller. Le corps enseignant primaire est, en somme, maître chez lui. Il le sera encore davantage le jour où un projet amorcé au dernier congrès du Syndicat national sera devenu une réalité. L'ancienne « Bibliothèque de l'Éducation » doit être transformée en une société d'Éditions ayant pour gérant le secrétaire adjoint du Syndicat national. Il n'est pas difficile de prévoir que les ouvrages publiés par cette firme seront choisis automatiquement, sinon tout à fait obligatoirement, par les adhérents du Syndicat, c'est-à-dire par l'immense majorité du personnel, comme est déjà obligatoire l'abonnement à sa revue, l'*École libératrice*.

Qu'est-ce que ce Syndicat? C'est l'ancienne Fédération des Amicales, transformée illégalement en Syndicat et officiellement traitée comme légale depuis que les ministres de l'Instruction publique ont été pris dans le parti radical-socialiste. Le dernier grand-maître de l'Université « modéré » a été M. Léon Bérard. Ce Syndicat national n'a rien de national du point de vue politique. Cette épithète lui donne pourtant une apparence de pondération qui répond de moins en moins à la réalité. Il est affilié à la Confédération générale du Travail

et suit son mot d'ordre. Sur 130 000 membres du personnel primaire, il en a groupé jusqu'à 85 000 en 1930. Il a baissé depuis la grève des examens en 1931 qui provoqua des indisciplines et des démissions, voire des radiations. Son budget de cette année ne fait état que de 70 000 cotisations, ce qui est encore la majorité. C'est lui qui dispose des Conseils départementaux, fait les élections au Conseil supérieur, traite avec le Ministre, collabore avec les Inspecteurs d'Académie à l'avancement. Son organe, l'*École libératrice*, servie à tous les adhérents et à laquelle on ne peut s'abonner si l'on n'est pas adhérent, exerce une influence à laquelle nulle autre ne saurait faire contrepoids.

A gauche du Syndicat se place le groupement intitulé la « Fédération unitaire des Syndicats de l'Enseignement laïque ». C'est le groupe affilié au communisme et qui a pour organe l'*École émancipée*. Il a compté jusqu'à 15 000 adhérents au lendemain de la guerre. Il en a perdu à ses deux ailes. Une partie s'est ralliée au Syndicat national, les syndicats du Finistère et de l'Indre, par exemple, d'autres ont évolué au contraire vers le bolchevisme intégral et sont rattachés à la Confédération du Travail unitaire (C.G.T.U.). Autant qu'on en peut juger à défaut de documents précis, il ne doit pas compter plus de 2 000 à 2 500 membres, encore que l'*École émancipée* tire à près de 10 000 exemplaires. Les purs des purs, les bolchevistes cent pour cent — où trônent les révoqués, les uns réintégrés, les autres en congé, — sont à la tête de « l'Internationale des travailleurs de l'Enseignement » qui comprend aussi des maîtres de l'enseignement secondaire et qui patronne les groupes de jeunes en train de « noyauter » les Écoles normales et les débutants. Cette avant-garde extrémiste flotte entre 4 000 et 6 000 adhérents.

En face de ces forces de désagrégation se dresse modestement la « Fédération des Groupements professionnels », restée fidèle à la cause de la légalité, de l'ordre, de la dicipline. C'est ce qu'on appelle communément la Fédération Sennelier, du nom de son président et fondateur, ancien directeur d'école à Paris. On lui attribue environ 10 000 membres, groupés surtout dans la Seine et en Meurthe-et-Moselle, auxquels se joindraient la plupart des hésitants, s'ils n'en étaient détournés par le peu de sym-

pathie que témoigne aux modérés l'administration. « Nous nous heurtons constamment, dit le rapport moral présenté à la commission permanente de cette fédération, à l'indifférence, souvent hostile, des pouvoirs publics. » Un exemple, comique à force d'être piteux, de la peur qu'inspire leur simple contact à l'entourage ministériel, mérite un peu de publicité. Il y a quelques semaines, le Ministre constitua une commission pour examiner les propositions de suppressions d'écoles primaires supérieures. Il y fit entrer, ce qui paraissait naturel, un représentant de l'Association des Directeurs. Hélas! Cette association ne fait pas partie du Syndicat cégétiste du personnel des Écoles primaires supérieures. Une délégation dûment mandatée fut chargée de rappeler le Ministre à l'orthodoxie. Le chef adjoint du cabinet, ancien instituteur et militant syndicaliste très qualifié, prodigua tous les apaisements, déclara qu'il y avait eu étourderie et que le Syndicat seul serait invité à donner son avis. Le Ministre n'a pas capitulé; il a obéi à un rappel à l'ordre quasi hiérarchique, puisque la hiérarchie est à l'envers.

La presse primaire peut-elle réagir? En dehors des organes corporatifs elle est plus que réservée. Ces journaux, purement pédagogiques au début, ont peu à peu donné place à une partie générale, mais aujourd'hui ils sont surtout attentifs à ne pas se compromettre. Le plus répandu, et en même temps le doyen, est le *Manuel général de l'Instruction primaire* qui compte de 30 à 40 000 abonnés et qui célèbre, cette année, son centenaire. Il a été dirigé jusqu'à sa mort par Ferdinand Buisson, ce qui explique à la fois sa tendance avancée et ses scrupules de conscience. Il est, dit-on, aujourd'hui sous le contrôle de M. Félix Pécaut, Inspecteur général et Directeur de l'École normale de Saint-Cloud. Le *Journal des Instituteurs* (environ 20 000 abonnés) est plus éclectique, plus indépendant à l'égard du syndicalisme. Il n'approuve pas sans restriction toutes les réformes; il s'est permis de remarquer, à l'occasion de la rentrée, que l'école unique, sous la forme du lycée gratuit, n'est pas sans inconvénients pour l'enseignement primaire en général et pour l'enseignement primaire supérieur en particulier. Il est dirigé par M. Maurice Kuhn, professeur à J.-B. Say, ancien professeur à l'École normale d'Auteuil. L'*École et la Vie*,

d'allure plus libre au début, a beaucoup baissé de ton et de tirage (peut-être 10 000). Elle se pique de se cantonner dans l'information. Son comité directeur est formé surtout d'inspecteurs généraux qui allient la prudence de l'âge à celle de la fonction.

Aucun de ces organes, on le remarque, ne défend les idées d'autrefois, famille, patrie, morale spiritualiste. *L'Instituteur français* qui s'y est longtemps obstiné a fini par disparaître faute de soutien.

Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que toutes les élections primaires soient dans la main du Syndicat national. La Fédération modérée ne compte plus pour toute la France qu'un seul représentant : au Conseil départemental de la Seine. Partout ailleurs règne sans partage le Syndicat national, sauf quelques sièges laissés à la Fédération communiste lorsqu'on a eu besoin d'elle pour battre les modérés. C'est ce qui explique l'attitude des Conseils départementaux en matière disciplinaire, quand des incartades leur sont déférées. Il n'y a, il est vrai, que quatre délégués du personnel enseignant primaire dans chacun. Mais les inspecteurs primaires, les directeurs et directrice des deux Écoles normales, font eux-mêmes partie de syndicats affiliés aussi à la C. G. T. Quant au représentants des Conseils généraux, ils sont presque tous radicaux-socialistes et comme tels à la remorque des syndicats primaires.

Au Conseil supérieur, l'homogénéité est la même. Un accord intervenu entre les syndicats cégétistes a réparti les six sièges : un pour les directeurs d'Écoles normales, un pour les inspecteurs primaires, deux pour l'enseignement primaire supérieur, deux pour les membres des conseils départementaux. Chaque syndicat intéressé désigne, la Fédération générale entérine et le corps électoral obéit.

Ceux qui affirment que le corps primaire n'est pas aussi fort en couleur que ses représentants n'ont pas tort, mais le résultat n'en est pas moins acquis. Il est vrai qu'un quart environ du personnel reste à l'écart des groupements que nous avons mentionnés. C'est, comme on dirait à la Chambre, le groupe des « sauvages », qui sont peut-être 30 ou 40 000. Ce sont pour la plupart des esprits sages, mais flottants, qui,

faute de se sentir encouragés, laissent faire ce qu'ils déplorent souvent. Comment en serait-il autrement, alors qu'ils constatent que tout est pour les syndicalistes, qu'eux seuls sont reçus par les ministres, qu'eux seuls sont à l'honneur et au profit? Après la grève des examens, les « jaunes », qui avaient assuré le service et fait leur devoir, ont été sacrifiés. Les palmes et décorations ont été à ceux qui s'étaient dérobés à leur fonction. Dans ces conditions, il n'y a, pour le moment, aucun espoir de voir le personnel revenir à une attitude plus réservée, plus respectueuse de la neutralité politique, religieuse et sociale. La guerre a montré que le patriotisme n'était pas éteint chez beaucoup de ceux qui ne voulaient plus en parler ni en entendre parler. C'est ce qu'on peut dire de plus consolant, nous n'osons ajouter de pleinement rassurant.

A. ALBERT-PETIT

LA MAISON THÜRINGER[1]

Ce revirement le fit, du coup, passer d'un extrême à l'autre. Il n'eut plus d'amour pour son travail. Cet amour aussi était une servitude de larbin. Hé quoi? Allait-il faire une carrière de son état actuel? Se forgerait-il cette âme servile qu'il voyait à « M. Weber », à « M. Aron », ces « hauts » employés de la maison qui, au passage des patrons, ou en leur parlant, prenaient des attitudes dont on ne savait s'il fallait plus en « admirer » la visible bassesse ou l'hypocrisie dissimulée? Ces gens-là bavaient d'envie devant la situation de leurs maîtres. Faibles et lâches, ils n'étaient corrects dans leur travail que juste ce qu'il fallait pour ne pas se faire prendre en défaut. Mais ils s'initiaient en secret dans l'art de faire du commerce avec l'étranger et, toutes les fois que cela leur était possible, volaient à leurs patrons des clients, susceptibles de travailler plus fructueusement avec les firmes louches qu'ils dirigeaient en sous-main, sous le nom d'un père, d'un frère ou d'un cousin. C'est ainsi que la maison Thüringer, peu méfiante, avait perdu une bonne partie de sa clientèle. Lorsqu'on s'apercevait de l'œuvre sournoise d'un employé malhonnête, il était trop tard. Le renvoi de celui-ci ne réparait rien.

« Pourquoi m'attacher à ces brasseurs d'affaires? se disait Adrien. Propres ou louches, les grosses affaires se font toujours aux dépens de l'homme pauvre. Or, je suis et resterai toute ma vie celui qui n'a d'autre fortune que ses deux bras. Ce n'est pas avec des pourboires et les complets usagés dont vos

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 octobre et 1er novembre.

maîtres vous comblent de temps à autre, que justice se fera sur la terre. Ma destinée est donc celle de tous les déshérités, ma place est à leurs côtés, que cela me plaise ou non ! »

Il se mit à penser aux moyens d'agir. Toute son énergie se concentra sur ce mot : agir. Mais par où commencer? Seul, ce n'était pas possible. Il ne pouvait tout de même pas adopter le système de cet illuminé de père Stéphane. Et, à Braïla, il n'y avait que des idéalistes isolés, comme lui, mais aucune espèce d'organisation. Encore, ne voulait-il pas trop se frotter à tous ces idéalistes « libertaires » et anarchisants dont la plupart n'étaient que de parfaites fripouilles. On ne les entendait jurer que par Kropotkine et ils avaient réponse prompte à tout, sauf lorsqu'on leur demandait de préciser leurs moyens d'existence. Non, il lui fallait un club socialiste, comme à Bucarest. Là, au moins, on voyait clair : des ouvriers ânonnaient sur des brochures telles que *Le livre du travailleur* ou *Que la lumière soit*, et chantaient faux des hymnes révolutionnaires, mais il n'y avait pas à s'y tromper, c'étaient des ouvriers, tandis qu'avec les anarchistes, on ne savait jamais à qui on avait affaire. Le camarade irréprochable coudoyait le mouchard authentique.

Un soir du commencement d'août, Adrien n'y tint plus et alla voir un homme qu'il aimait beaucoup, pour sa belle âme et sa vie exemplaire. C'était un cordonnier nommé Avramaki, dont le passé douloureux imposait encore plus de respect.

Orphelin à l'âge de six ans, un oncle forgeron s'était chargé de son éducation; c'est-à-dire qu'il l'avait installé sous le gros soufflet en cuir de sa forge en lui intimant l'ordre de « souffler ou de crever là », s'il voulait être « nourri, logé, vêtu ». Le petit Avramaki « souffla » de trois heures du matin à neuf heures du soir, s'évanouissant plusieurs fois par jour. L'oncle le ramenait à la vie en le frappant avec une tringle, parfois incandescente. Il en fut ainsi jusqu'à sa dixième année : alors il se sauva, une nuit, le corps couvert de cicatrices et quelques os cassés, car l'oncle n'avait pas toujours des tringles à la portée de sa main, mais aussi et surtout son marteau, qu'il lui lançait droit dessus. Avramaki, fuyant sa ville natale, marcha pendant une semaine, sans savoir où il allait, mendiant dans les villages, traversant des forêts et des ruisseaux, et couchant dans les

meules des champs : il arriva à Braïla, où le premier habitant qu'il rencontra, un brave cordonnier, effrayé de son aspect l'interrogea, l'emmena chez lui, le considéra comme son neuvième enfant, à côté des huit qu'il possédait déjà, et lui apprit son métier.

— Ah, j'étais heureux! — racontait Avramaki. — Je ne concevais pas une existence plus douce au paradis, malgré notre travail intense et la pauvreté qui régnait dans le ménage.

Mais il « était écrit » que ses souffrances allaient recommencer sous une forme inouïe. Il avait vite appris le métier, ainsi qu'à lire et à écrire, et justement, pour ses treize ans, on venait de lui accorder un petit salaire, comme argent de poche, quand, un dimanche, allant livrer une paire de bottines à une maudite femme aux mœurs abominables, celle-ci retint le garçon à déjeuner avec elle, le soûla et...!

Avramaki jurait qu'il ne se souvenait plus de ce qui s'était passé ensuite, mais il s'aperçut, quelques jours plus tard, qu'il souffrait d'une « maladie honteuse », dont il avait entendu parler. A son âge cela lui parut monstrueux. Il cacha tout, souffrit cruellement, sans se soigner, maigrissant à vue d'œil, puis deux affreux bubons surgirent des deux côtés de son bas-ventre. Alors la douleur fut telle que, par crainte de se voir trahi, il déserta la maison de son bienfaiteur, tout comme il avait fui la forge de son oncle, avec la différence que cette fois il marchait en s'appuyant contre les palissades et qu'il abandonnait une maison accueillante. Il alla s'écrouler devant la porte de l'hôpital communal, où il fut facilement découvert par son patron et ami, qui le plaignit, ne lui fit aucun reproche et, après la guérison, le ramena au bercail. Avramaki y resta jusqu'à ses vingt et un ans, quand, exempté du service militaire, il épousa la fille de celui qui par deux fois l'avait ramassé sur la route et dont il devint l'associé.

Les années s'écoulèrent. Les vieux moururent. Avramaki et sa femme furent tous deux gagnés aux idées socialistes qui étaient alors, pour la première fois dans le pays, propagées par des intellectuels tels que Gherea, Mortzoun, Nadejde, Diamandy et autres. Avramaki, dont l'âme était préparée par la lecture de tout ce qu'on écrivait et traduisait de mieux à l'époque, devint rapidement l'apôtre braïlois

de la foi nouvelle. Il transforma sa maison en club socialiste, s'abonna aux graves revues marxistes *le Contemporain* et *Littérature et Science*, fit venir à Braïla des orateurs de marque et prit part à tous les mouvements de la rue. Puis, lors des fusillades de Slatina et de la trahison de la plupart des chefs « marxistes » qui allèrent avec armes et bagages « former l'aile gauche du parti libéral », Avramaki subit le sort de tous les apôtres : il fut terriblement martyrisé dans les caves de la police et sa maison saccagée.

Ces événements s'étaient passés cinq ou six années auparavant. Il furent, pour l'âme du pauvre cordonnier, désastreux. Réduit à la misère, ayant perdu la foi dans la force de caractère des hommes, il s'enferma chez lui, avec son excellente compagne, ses bonnes lectures et une lueur d'espérance dans l'avenir lointain de l'humanité. Comme ils n'avaient point d'enfants et qu'ils avaient perdu toute leur clientèle riche, ils se contentèrent de deux pièces minuscules, couchant dans l'une, travaillant dans l'autre. Et comme maintenant le travail d'un seul, avec les gros sous des clients miséreux, ne suffisait plus à nourrir le ménage, la femme apprit aussi à ressemeler et à rapiécer des savates. On les voyait, tous deux assis, sur leurs tabourets bas, derrière les fenêtres de la rue, les visages paisibles, le regard résigné. C'étaient des gens qui venaient de passer la quarantaine; elle, un peu grosse, blonde, les mouvements lents, lui, deux yeux bleus dans une tête toute noire, poilue, chevelue.

Comme tout cordonnier, il était un peu poète. Déclamant volontiers, il intercalait timidement, mais avec un certain talent, des « pièces » personnelles parmi des œuvres d'Eminesco, de Cosbuc, de Heine ou de Petœfi. Lorsqu'il recevait un camarade, il lui lisait quelque poème nouvellement « commis », promenant religieusement son regard sur la collection de pontifes du socialisme dont les murs de son foyer étaient garnis : Marx, Engels, Lassalle, Bebel, Singer, Kautzki.

Ayant été pendant longtemps son voisin, Adrien le connaissait de longue date, mais il ne se souvenait que vaguement de l'époque héroïque de la vie d'Avramaki. Du reste, plus

tard, Adrien aima moins, dans le cordonnier, le socialiste et le poète, que l'homme affectueux et le lecteur averti. Quant au militant, il le séparait, un peu arbitrairement, de tous ses semblables. Il trouvait qu'Avramaki était un socialiste comme on n'en voyait pas d'autre à Braïla, sauf en ce qui concernait sa lavallière et sa barbiche, par où il ressemblait à tous les hâbleurs ignorantins du socialisme de province. C'est pourquoi, malgré toute l'éloquence doctrinaire du maître, le disciple s'obstina à n'apprécier que l'ami tendre, l'homme honnête, l'idéaliste solitaire, le connaisseur de tous les bons livres, ce qui fâchait parfois le cordonnier, qui aimait le tempérament d'Adrien et, voulant y « greffer » le scion révolutionnaire militant, blâmait en lui le dilettante.

Et Adrien venait justement faire étalage de ce grain d'ardeur militante que l'autre désirait voir naître dans le cœur de l'adolescent.

Il était dix heures du soir. Les époux rêveurs se trouvaient dans leur chambre, elle, raccommodant du linge, lui, lisant à haute voix un fameux livre, nouvellement paru en roumain : *Le Père Goriot*. Au moment où Adrien pénétrait dans la boutique, Avramaki levait les bras au ciel et criait :

— Ah! ah! ah! Que c'est humain. Que c'est grandiose! Mon pauvre « père Goriott! »

— Pas *Goriott*, mais *Goriot*, — dit Adrien, en leur tendant les deux mains. — Mikhaïl m'a dit qu'en français, ce *t* de la fin ne se lit pas.

— O Adrien! ô mon cher enfant! Que le diable emporte tous les *t* de la fin des mots français! Mais si tu connais déjà ce livre, ainsi que tu en as l'air, tu avoueras que les hommes, un jour, même les muets, mugiront, devant ce personnage, comme des bœufs : *mmm! mmm!*

— Sacré Avramaki! Voilà pourquoi je t'aime! Tu n'es pas grand quand tu me rases avec ta *Conception matérialiste de l'histoire*, mais tu l'es quand tu hurles sur ce brave « père Goriot ». Toutefois, tu te trompes si tu crois que les bœufs humains ont un plus grand besoin de Père Goriot que de foin.

— Eh bien, non! Finissons-en avec le problème du foin, et tous les hommes demanderont des Pères Goriot!

Adrien se moqua :

— Finissons-en avec le problème du foin, et tous les hommes demanderont à danser!

Et devenant furieux :

— Espèce de vieux fou! Sais-tu où mes camarades d'école primaire, dont la plupart sont aujourd'hui promus au baccalauréat, passent leurs soirée? Eh bien, dans les *Salons de danse Weber!* Tiens, en face de ta boutique habite justement un bachelier, le fils du *vataf* Grigore. Veux-tu parier avec moi, non seulement qu'il ne sait pas mugir sur le Père Goriot, mais qu'il l'ignore même? Je te dis cela, parce qu'un jour, le rencontrant, je lui ai parlé d'un autre livre de Balzac, *Eugénie Grandet*, et il m'a regardé comme un imbécile. Or, il aurait dû l'avoir lu dans le texte, car il a appris au lycée la langue de Voltaire, bonheur que ni toi ni moi n'avons eu.

Le savetier, la tête renversée sur le dossier de sa chaise, souriait avec tristesse. Il pensait, dans son cœur, comme Adrien, mais sa foi était mieux protégée contre les chocs des vérités pessimistes. Sans cela il n'aurait pas pu vivre.

— Néanmoins, — reprit Adrien, — je suis de ton avis : la société doit assurer, d'abord, à tous ses membres le pain quotidien. Je suis prêt à combattre pour cela.

— Ah! — sursauta Avramaki. — Tu es prêt? On t'a converti à Bucarest? Mes félicitations, jeune combattant, mais comment lutteras-tu, sans avoir la foi?

— Quelle foi? Dois-je croire que tous les hommes seront un jour comme toi, comme Mikhaïl ou comme moi, pour vouloir qu'ils mangent, dès à présent, à leur faim? Non. Pour cela, mon besoin de justice me suffit.

— Tu n'espères donc pas une amélioration de la pâte humaine, le jour où elle n'aura plus faim?

— Jusqu'à un certain point, oui. Mais je ne puis espérer que le fils de Grigore vienne te chercher et te baiser les mains, à toi, bougre de cordonnier, simplement parce qu'il t'aura vu pleurer sur un livre de Balzac. Si cela pouvait être, il n'aurait pas attendu ta propagande. Il y a lontgemps qu'il t'aurait découvert, comme j'ai découvert, moi, Mikhaïl, sans y être poussé par aucune propagande.

— Alors tu combattras pour peu de chose!

— Comment peu de chose? Ne serais-tu pas heureux de

voir, par exemple, nos débardeurs ne plus s'entre-tuer, ni assommer leurs femmes, ni se soûler crapuleusement, ainsi qu'ils font aujourd'hui? Voilà une amélioration de la pâte humaine. C'est tout et c'est énorme! Je donnerais volontiers ma vie et ma liberté pour contribuer à cette amélioration de l'homme. Même je viens te demander si tu ne veux pas prendre l'initiative de la création d'un syndicat ouvrier mixte, à Braïla.

— Il existe, ce syndicat mixte.

— Depuis quand?

— Depuis deux mois.

— Tu en es?

— Bien entendu. C'est toi qui n'en es pas.

— J'en serai, pas plus tard que demain. Je m'inscrirai, comme peintre en bâtiments, car je retournerai bientôt à mon barbouillage. Y a-t-il quelque autre peintre?

— Il y a Costa et Pamfil.

Adrien fit la moue :

— Ça va pour Pamfil, mais Costa... Mouchard. Joueur enragé. Menteur. Et avec ça plein de prétentions, parce qu'il a été du premier mouvement socialiste. *Connais-tu les bases de la social-démocratie ou le programme d'Erfurt?* Voilà sa question éternelle, celle qu'il pose, avec ou sans à-propos, tous ceux qui, comme lui-même, ignorent ces « bases » ou ce « programme ». Non. Je n'aime pas ce type!

Avramaki poussa un gros soupir :

— Mon cher Adrien, tu fais fausse route! Dans un mouvement de masses, on n'aime pas toujours ses camarades, mais là n'est pas la question. Nous ne faisons pas du christianisme, et nulle part la doctrine socialiste ne dit : « Aimez-vous les uns les autres », mais : *Organisez-vous! Soyez solidaires! Renversez le capitalisme et bâtissez la société communiste!*

— Avec qui bâtir cette société? Avec les hommes, tels qu'ils sont?

— Parbleu! Tu ne voudrais pas que chacun s'en fabrique à son image?

— Et la moralité?

— On en exige de tous les camarades. Ceux qui n'en ont point, sont jetés par-dessus bord, et c'est tout. On va de

l'avant. On n'a pas le temps de chercher midi à quatorze heures. Sympathies, antipathies, ce sont des sentiments qui n'ont rien à faire dans une organisation révolutionnaire. Là, on est un soldat, pas autre chose. Ce que tu veux, toi, c'est l'idéal, et l'idéal est l'ennemi de l'homme. J'ai appris cela à mes dépens. Corrige-toi donc, si tu veux combattre dans les rangs. Et si les rangs ne te conviennent pas, file, pendant qu'il est encore temps, ou bien les masses passeront sur toi! Car, sache-le : le cœur, ça reçoit toutes les balles! On a vu ça, en France, il y a cent ans, quand des têtes plus belles que la tienne ont roulé comme des courges.

Sanda, la femme d'Avramaki, mit le samovar sur la table, et la vue de cet affectueux objet de famille, rare dans les ménages roumains, tomba sur la sensibilité malmenée d'Adrien comme une douce caresse amicale. Il fit des efforts pour retenir ses larmes.

Les sentences glaciales du militant socialiste lui avaient bouleversé l'âme. Il venait, lourd de tendresse, de piété, d'amour et de révolte, offrir son cœur, c'est-à-dire tout son avoir, au mouvement révolutionnaire, et un camarade expérimenté lui disait que ce cœur n'était bon qu'à recevoir des balles des deux côtés de la barricade. Pourquoi cette cruauté? Simplement parce que lui, Adrien, voulait que l'homme de demain fût différent de celui d'aujourd'hui. Mais cela lui semblait tout naturel! Comment! Des hommes allaient couper la tête à d'autres hommes, et il ne fallait pas demander aux premiers d'être exempts des appétits des seconds? A quoi bon lutter, alors? Pour permettre aux uns de prendre la place des autres?

Cela n'intéressait pas Adrien.

— A quoi penses-tu? — lui demanda Sanda, lui offrant d'une main le verre de thé et de l'autre caressant ses beaux cheveux. — Il ne faut pas te mettre en peine. Vous n'avez jamais été d'accord sur ces questions-là et je pense que vous ne le serez jamais. Pourquoi ne parlez-vous pas plutôt littérature? Là, vous vous entendez à merveille.

Avramaki avala son premier verre de thé, en se brûlant la gorge, puis alluma une cigarette et tourna son honnête visage vers Adrien, qui fumait, pensif :

— Comme tout militant socialiste, — lui dit-il, — je tiens beaucoup à faire des disciples, et tu pourrais en être un de marque, car tu as de belles qualités, mais, pour cela, il faudrait que tu te dédoubles : l'homme de cœur ne doit pas se mêler des affaires de l'homme d'action. Je n'ai pas compris cette vérité, lors de mes débuts révolutionnaires, et j'en ai bien souffert. J'ai hébergé, nourri et vêtu des camarades que je croyais des amis et que j'ai aimés. Certains d'entre eux ont disparu un jour après m'avoir volé. D'autres sont allés rapporter à la police toutes mes pensées. Et deux ou trois ont même tenté de souiller ma compagne. Enfin, la trahison collective de nos chefs, que j'adorais comme des idoles, m'a fait faire une maladie dont je n'espérais plus me relever. Car j'avais le tort de croire le triomphe de l'idée lié à tous ces crimes contre le cœur.

— Pourquoi « le tort »? — interrompit Adrien. — Cela n'a-t-il pas été parfaitement prouvé? Tout votre hybride échafaudage n'a-t-il pas croulé?

— Justement, mais pourquoi? Précisément parce que nous avons mêlé l'affection et ses déboires à l'action révolutionnaire. Nous nous attachions aux hommes, non à l'idée. Nous aimions bien plus ceux-là que celle-ci, que nous ne voyions qu'obscurément. Les uns nous la masquaient avec leur tendresse éphémère, les autres, avec leur rayonnante mais égoïste personnalité. Et le jour où tous ces hommes ont flanché, la pauvre idée aussi était par terre. Eh bien, non! Dans notre guerre sociale, pas plus que dans une guerre capitaliste, le soldat doit lâcher pied, pour la raison sentimentale qu'à l'arrière tel chef, tel ami et même sa femme le trahissent. Pour rien au monde nous ne devons abandonner le combat, entends-tu? Les patries bourgeoises peuvent disparaître par la lâcheté de leurs armées d'esclaves, et nous ferons tout pour qu'elles disparaissent un jour. La patrie humaine, elle, ne peut pas disparaître! Chaque siècle, elle découvre dans sa marche invincible vers le mieux les héros qui doivent la servir à tel ou tel moment historique. Aujourd'hui, c'est-à-dire en ce siècle, c'est nous, le prolétariat, qui sommes les héros désignés. Veux-tu comprendre cela, Adrien?

Adrien se taisait, le regard dans son verre de thé.

— Bon! — dit le cordonnier. — Réfléchis! Mais dis-moi, avant de partir, si tu es venu chez moi avec une idée précise, après m'avoir laissé pendant une année sans la moindre nouvelle de toi.

Le jeune homme releva sa tête, comme un vaincu :

— Je viens t'apporter une nouvelle qu'il faut garder pour toi, momentanément. Tu connais les deux élévateurs sur rails qui sont dans les docks et qui soulèvent les blés des silos pour les charger sur des navires. On sait que ces machines font un mal énorme aux débardeurs, car, non seulement elles les remplacent par centaines, mais aussi elles déprécient la main-d'œuvre. Tu sais que, lors de leur première mise en marche, les ouvriers, pris de colère, ont failli les précipiter dans le bassin des docks, et que la répression de cette révolte a fait quelques veuves et plusieurs estropiés pour la vie. Eh bien, cette histoire va se répéter sous peu. Hier, grâce à une indiscrétion, j'ai appris que la maison Oléano et Cie de Hambourg, dont les frères Thüringer sont actionnaires, a expédié à Braïla trois élévateurs *flottants*. Leurs « coupes », au lieu de plonger dans le silo, descendent dans le ventre du chaland chargé de grains. Ainsi cette invention, après avoir soufflé aux ouvriers une bonne partie de travail dans les docks, va leur en enlever bientôt une autre sur le Danube. Et le sang va couler de nouveau.

Avramaki bondit comme une panthère :

— Voilà, voilà où tu es un excellent camarade! Cette nouvelle vaut, pour nous, plus que mille discours du plus éloquent propagandiste. C'est nous, les socialistes, qui devons les premiers l'annoncer aux débardeurs, non point pour les inciter à jeter à l'eau ces machines diaboliques, mais afin de les organiser et de mettre un jour les élévateurs au service de la collectivité communiste, après avoir supprimé le capitalisme qui rend aujourd'hui funeste aux travailleurs toute conquête technique.

— C'est ce que je pensais moi-même. Je connais bien le mécanisme du travail dans le port et je t'initierai à cela. En parlant aux manœuvres, tu dois tomber sur le point sensible, car le débardeur méprise tous ces discoureurs électoraux qui n'ont cure de ses misères. Il ne faut pas qu'il te

confonde avec eux. Le *vataf* sera ton grand cheval de bataille. Attaquer de front cette sangsue monstre du travail du port, c'est une œuvre que personne encore n'a osé entreprendre, vu la force politique que représentent les *vatafs*. Il est certain que cette offensive, menée courageusement au nom de l'idée socialiste, fera une profonde impression sur l'esprit du débardeur, homme méfiant qui sait depuis toujours que derrière chaque discours il y a une candidature à soutenir. Cette fois il s'apercevra que c'est une idée, non pas un « type », qui pose sa candidature. Je te donnerai des faits et des chiffres sur l'origine et la formation scandaleuse de quelques grosses fortunes des vatafs, ainsi que sur les mœurs de ces cannibales...

— Mais, puisque tu es tellement au courant, pourquoi ne parlerais-tu pas toi-même à ceux qui te savent des leurs?

— Justement! Les débardeurs n'ont aucune estime pour un des leurs. « Que sais-tu de plus que moi », te disent-ils. Puis je suis trop jeune, je n'ai pas de moustaches. Et ce sont des hommes d'âge mûr qui, à tout propos, ont l'habitude d'empoigner leurs moustaches et de te les montrer, en te disant que « les mioches feraient mieux d'aller téter que d'enseigner aux vieux comment ils doivent vivre ». Une autre raison qui m'empêcherait de leur parler, c'est que j'ai une peur mortelle de prendre la parole en public. Mon cœur s'arrête, quand je vois quelqu'un monter à la tribune. Je me demande comment ils font, ces orateurs, pour ne pas tomber morts au moment où on les annonce au public.

Il se leva pour partir :

— Maintenant je m'en vais; il est tard, et mon état domestique m'oblige à être debout dès cinq heures du matin.

— A propos, — fit le cordonnier, — tu disais vouloir quitter cet état pour retourner au « barbouillage ». Eh bien, restes-y encore un peu. Il pourrait nous être utile. Tu seras notre homme dans le clan des machinations bourgeoises.

— Oui... jusqu'au jour où le clan aura vent de la chose!

Le lendemain soir, Adrien alla rue Plevna, où se trouvait le modeste siège du « Syndicat ouvrier mixte ». Une salle pas beaucoup plus grande qu'une chambre ordinaire, quatre bancs, une tribune enveloppée de drap rouge, les portraits habituels des fondateurs du socialisme et, peint à même le

mur, le fameux commandement : *Prolétaires de tous pays, unissez-vous!* Le secrétaire non rétribué de ce syndicat, un ouvrier électricien, venait tous les soirs passer là une heure pour recueillir de nouvelles inscriptions éventuelles. Le connaissant, Adrien n'eut besoin d'aucune recommandation. Il paya la taxe, ainsi que la cotisation pour trois mois, six francs en tout, prit « sa Carte de membre » et, sortant dans la rue, se heurta à un ami d'enfance dont l'adhésion aux idées anarchistes les plus violentes et le caractère désagréable avaient brisé la vie, mais dont la puissante et honnête personnalité gardait toute l'admiration d'Adrien.

C'était l'étudiant en physique et chimie Jean Rizou, surnommé *Tchioupitoux*[1], à cause de son visage affreusement marqué de petite vérole. Il allait passer ses derniers examens à la faculté des sciences de l'Université de Bucarest quand son père, riche quincaillier ruiné au jeu, se tua. Resté sans ressources, le jeune Rizou eut encore le chagrin de s'apercevoir qu'un de ses professeurs l'avait pris en grippe à cause de ses idées anarchistes et le « recalait » pour la troisième fois, au même examen de chimie analytique. Comme il savait que cet universitaire n'était pas insensible à certaines sommes d'argent que des étudiants versaient à son secrétaire la veille de leur examen, il l'invectiva en plein cours, le traitant de « professeur véreux ». Ce fut la fin d'une carrière qui s'annonçait brillante. Exclu de l'Université, réduit à la misère, Jean Rizou se vit obligé de gagner sa vie en préparant des élèves au lycée de Braïla et en fabricant des fusées et des pétards qu'il vendait lui-même dans les fêtes populaires. Pour comble de malheur, une femme, une seule, traversa sa solitude afin de la lui rendre encore plus atroce. Il devint tout fiel avant d'avoir vécu. On ne lui connaissait aucune amitié. Nul ne savait dans quel taudis il broyait ses idées noires. Les anarchistes mêmes l'évitaient. Seul Adrien allait parfois le retrouver à la *Ceainaria* populacière où il prenait régulièrement son thé du soir, s'isolant dans le coin le plus obscur. Et, à l'égard d'Adrien, sa misanthropie était moins amère. Il estimait en lui le garçon sincère et l'autodidacte, qu'il avait laissé sur les bancs de l'école primaire.

1. *Le Marqué.*

Toutefois, le voyant sortir du siège du « Syndicat mixte », il ne put résister au plaisir de lui décocher une méchanceté :

— Tiens! — fit-il, étonné. — Tu es, toi aussi, mêlé à cette marmelade mixte? Je ne l'aurais pas cru! A quand donc votre candidature de député socialiste, M. Adrien Zograffi?

Adrien vit son aspect minable et ne releva pas l'ironie. Le prenant par le bras, il l'entraîna avec lui :

— Allons prendre le thé ensemble. Il y a longtemps qu'on ne s'est vu.

Rizou fut touché. Il savait qu'Adrien, à l'exemple de tant d'autres, aurait pu facilement répondre à son sarcasme en plaisantant sa chimie et son anarchie, toutes deux réduites à la fabrication de feux d'artifice. Aussi, il fut heureux de l'avoir échappé belle, car rien ne lui était plus pénible que les allusions désobligeantes, parfois cruelles, à ces deux passions de sa vie : ses idées anarchistes et la chimie qu'il avait espéré illustrer un jour du haut de la chaire universitaire.

Ils firent tout le chemin sans plus échanger un mot. A la maison de thé, bondée de pêcheurs russes barbus qui puaient l'alcool et le poisson, Rizou dit à Adrien, dès qu'ils furent installés dans leur coin :

— Tu me pardonnes ma méchanceté de tout à l'heure?

— Mais je sais bien que tu n'es pas méchant.

— Oh, si! je le suis. Que veux-tu, la vie n'est plus pour moi qu'un fardeau. Alors? On me frappe. Je frappe. Ou, plutôt, je mords, comme un paria impuissant.

Adrien regardait son visage marqué par l'impitoyable maladie et le trouvait sympathique, avec ses yeux noirs, brûlant de passions contenues.

— Dis-moi, Jean : pourquoi ne veux-tu pas qu'on se voie plus souvent? Tu vis trop seul.

Il voulut lui prendre une main. L'autre la retira :

— Il ne faut pas être trop affectueux avec moi. Je n'y tiens pas. Je m'en suis déshabitué et je ne sais pour quelle raison j'en reprendrais l'habitude. On est affectueux pour la vie ou on ne l'est pas. Il n'est guère possible d'aimer un homme et de haïr tous les autres. Or, maintenant, c'est la haine qui me nourrit. Je déteste jusqu'à mes idoles. Regarde un Élisée Reclus. Au fond, même ce grand type n'a pas pu résister

jusqu'à la fin au plaisir de s'asseoir confortablement sur les gros revenus de ses bouquins. Tant pis pour les disciples qui se sont fait casser la figure, poussés par la beauté des écrits du maître. Non. J'aime mieux Georges Sorel. Il est bien plus conséquent avec lui-même.

— Tu sais que je ne suis pas anarchiste, — dit Adrien, — mais, parfois, j'approuve votre action directe, la suppression de celui qui est l'ennemi de l'humanité, ou le sabotage, la destruction des machines qui enlèvent aux hommes le pain quotidien. Certes, cela ne mène à rien, mais c'est une satisfaction du cœur. Ainsi, les trois élévateurs flottants qui arriveront sous peu à Braïla : c'est avec plaisir que je les verrais sauter, quitte à les voir remplacer, l'année suivante, par un nombre double.

— Je n'ai rien entendu dire au sujet de ces élévateurs flottants, — dit Rizou. — En as-tu la certitude?

— Ils seront en état de marche dans quinze jours. Mais n'en parle à personne.

— Je n'ai pas l'habitude de me déboutonner, tu le sais bien.

Rizou changea aussitôt la conversation. Peu après, ils se séparaient. Adrien insista pour fixer un prochain rendez-vous. L'anarchiste refusa.

***

L'affaire des nouveaux élévateurs était d'une importance capitale pour tout le commerce de l'exportation des céréales de Braïla, mais elle l'était surtout pour les deux maisons principales, Thüringer et Carnavalli, qui faisaient venir ces trois machines à leurs risques et périls. Les péripéties dramatiques qui avaient accompagné, dix ans plus tôt, l'installation des deux élévateurs sur rails des docks, étaient encore dans la mémoire de chacun. Et pourtant, c'était l'État qui avait introduit cette innovation, ce qui n'avait pas empêché les débardeurs de prendre les machines d'assaut. Qu'allait-il se passer maintenant que de simples particuliers, et des étrangers par surcroît, voulaient prendre cette initiative?

Le gouvernement, pressenti par les intéressés, avait répondu qu'il ferait tout son possible pour maintenir l'ordre; toute-

fois, il ne leur avait pas caché ses inquiétudes, les élévateurs étant impopulaires, voire odieux, non seulement aux ouvriers, mais aussi aux vatafs, tyrans électoraux dont dépendaient tous les politiciens du département. Le ministre de l'Intérieur, à qui il avait été demandé si les propriétaires des machines pourraient à l'occasion compter sur le concours de l'armée, répondit qu'en aucun cas cette intervention n'irait jusqu'à l'effusion du sang.

— Autrement dit : débrouillez-vous! — concluait-on.

Les frères Thüringer et Carnavalli tenaient presque tous les jours des conciliabules d'où rien ne transpirait. Vu la belle récolte de l'année, ils avaient risqué tous leurs capitaux en de gros engagements. Anna racontait à la cuisine que les stocks de blé que ces deux maisons accumulaient quotidiennement dans le port étaient tels qu'on ne savait plus où les mettre. Des centaines de wagons étaient versés à même le pavé. Des milliers de wagons gisaient dans les chalands et dans les entrepôts. Pour le transport, on avait affrété une trentaine de cargos qui allaient arriver incessamment. Si les chargements, dans les termes des contrats, n'étaient pas possibles, la ruine complète attendait aussi bien Carnavalli que les Thüringer.

Cette fièvre qui régnait dans la maison suspendit presque tous les divertissements. On ne jouait plus et l'on ne sortait que rarement. Adrien courait vingt fois par jour à la poste porter des télégrammes longs comme des lettres. Quand il pensait au coup que les socialistes préparaient contre les exportateurs, et auquel il n'était pas étranger, sa conscience éprouvait parfois des remords. Anna lui avait dit un soir :

— Si les affaires réussissent cet été, Carnavalli et les nôtres ont décidé de créer un fonds de secours qui doit assister en hiver tous les nécessiteux du port. Et M. Max te proposera d'aller en Allemagne apprendre, aux frais de la maison, les sciences commerciales. Il dit que tu n'es pas fait pour être domestique.

« Ah! pensait Adrien. Il veut m'envoyer en Allemagne, et moi, je veux le ruiner! Car la grève qui va éclater au moment où nous annoncerons aux ouvriers l'arrivée des élévateurs, ne sera rien de moins que sa ruine. »

Ces projets des trois exportateurs le rendirent très malheureux. Tout de même, ces hommes n'étaient pas des canailles. Oui, il savait bien qu'Avramaki aurait taxé de « philanthropie bourgeoise » tous les « fonds de secours » destinés à rendre supportables aux ouvriers la misère et la servitude que leur impose l'exploitation capitaliste, mais que pouvait la froideur d'une loi sociale, contre la loi de son cœur? Il était impossible à Adrien de ne pas distinguer le bien du mal, de mettre tout le monde dans le même panier. Il avait vu Carnavalli et les Thüringer aider des hommes, subvenir à l'entretien de veuves chargées d'enfants, rapatrier des familles. Il avait vu aussi de richissimes seigneurs cravacher leurs domestiques et lâcher leur chien sur les mendiants. Pouvait-on appliquer la même mesure aux uns et aux autres? Que les hommes fussent d'un côté ou de l'autre de la barricade, il les regardait « avec le même cœur ». Le cordonnier lui avait dit que ce cœur était précisément de ceux qui reçoivent « toutes les balles ». Eh bien, s'il ne pouvait être justicier, mieux valait être victime que bourreau.

Le soir où Anna crut lui faire plaisir en lui dévoilant les généreux projets des Thüringer, Adrien s'était jeté à ses genoux et avait pleuré de honte. La jeune femme, se souvenant de lui avoir parlé des élévateurs, lui demanda s'il n'avait pas commis quelque indiscrétion. Or, c'était plus qu'une indiscrétion, c'était un plan de bataille qu'il avait exposé à Avramaki, pour l'affaire des élévateurs. Anna croyait qu'il pleurait de joie :

— Tu comprends, — lui disait-elle, — tu es maintenant considéré comme de la maison. Ton avenir est ici, pas ailleurs.

« Je me fiche pas mal de tous les « avenirs » de la terre! — pensait Adrien. — C'est la bonté de ces hommes qui me crève le cœur, non pas le souci de mon avenir. »

C'était leur bonté et quelque chose encore : sa passion pour Anna, dont il avait beau se défendre; elle le nourrissait de la meilleure substance de la vie, le rêve. Ses rébellions contre cette « servitude » qu'il jugeait nuisible à son élan révolutionnaire ne faisaient que la lui rendre encore plus indispensable. Même l'amour charnel de Julie était impuissant à diminuer son besoin d'Anna. Adrien ne l'avait, du reste, jamais espéré

ni souhaité. Et mieux il connaissait tout ce que pouvait lui donner Julie, plus il adorait tout ce qu'il n'était pas au pouvoir d'Anna de lui refuser.

Celle-ci, ne le redoutant plus, s'était habituée à ses câlineries de serpent mystérieux. Lorsqu'il la boudait, c'est elle qui le cherchait. Elle venait souvent dans sa chambre, où Adrien aimait « se retrouver », aussitôt la journée finie. Car, pour ce qui est de la soif humaine de s'évader dans le rêve, Anna, toutes proportions gardées, pouvait aussi avouer que son professeur de gymnastique, qui connaissait bien l'équilibre du corps, ignorait totalement celui de l'âme, et qu'il n'était pour sa belle maîtresse que ce que Julie était pour Adrien. C'est pourquoi, devant une caresse du cœur, elle se trouvait tout aussi frémissante, tout aussi accueillante qu'une jeune fille.

Maintes fois, quand Adrien lui touchait les bras de ses mains ou de sa joue brûlantes, ou quand il se jetait à ses pieds et lui enlaçait les genoux, son plaisir dépassait de beaucoup tout ce qu'elle savait de l'amour charnel, et elle résistait difficilement au besoin de prendre la tête du jeune homme et de la couvrir de baisers. Et même, un jour qu'elle surprit Adrien le visage enfoui dans ses corsages pendus dans l'armoire, elle en fut tellement émue, qu'elle lui dit :

— Embrasse-moi, sagement, ici, sur le cou.

— Non! — répondit Adrien, — sur le cou j'embrasse Julie. A vous, je vous embrasserai les pieds.

Et il se jeta à terre et les lui baisa.

« Qu'il est bête! » — pensa-t-elle les joues en flammes.

Chair dévorante de femme ou grâce idéale, bonté des hommes, désir de justice, amour de la vie, révolte, tout cela, pêle-mêle, Adrien l'enfermait dans son cœur et le promenait journellement dans ce port en effervescence. Là, il aimait à plonger son être bouillonnant, dans le vacarme des cris, les sifflements des sirènes, la bousculade, la poussière, la sueur. Là, les hommes étaient tous bons. L'héroïque dieu Travail les engloutissait dans son vertigineux tourbillon d'activité, besogne à la tâche où chacun, se crevant, pouvait faire sa belle journée. Le torse et le visage embrasés et boueux, fébriles, les yeux injectés de sang, ils couraient en files inin-

terrompues, le sac sur l'épaule, faisant craquer les ponts sous leur poids, et perdant parfois leurs caleçons.

Un samedi, vers le milieu d'août, Adrien allait, le nez au vent, chercher, le long des quais, le chef des dépôts de la maison, afin de lui transmettre un ordre urgent, quand le père Stéphane, le limonadier, le saisit par le bras :

— Demain dimanche, à neuf heures, nous inaugurons la *Maison des Travailleurs du Port.*

— Quelle « Maison »?

— Tu ne sais pas? Nous sommes deux cents, maintenant, et nous avons loué une propriété entière avec une belle salle rue Grivitza.

— Mais qu'avez-vous pu dire aux débardeurs, pour en rassembler deux cents?

— Je leur ai dit qu'il doivent s'aider mutuellement, en se cotisant. Pour le cas de maladie ou de mort, un franc par mois. Pour les frais généraux, un autre franc. Et ceux qui veulent avoir, en hiver, du bois de chauffage sec et pas cher, n'ont qu'à verser dix francs par semaine, pendant deux mois, et ils seront les associés d'une coopérative de bois de chauffage qui leur en fournira cinq mille kilos chaque année. C'est la moitié du prix que nous payons pour du bois vert ou trempé par les pluies.

— Et vous avez trois coopérateurs qui vous versent ces dix francs par semaine?

— J'en ai trouvé cinquante et nous avons déjà acheté dix wagons de bois. Mais l'exemple sera suivi par bien d'autres, dès qu'ils verront que personne ne touche à leurs sous, car j'ai mis ces cinquante coopérateurs dans le Comité.

— Qui dirige ces hommes?

— Ils se dirigent tout seuls. Moi, ils m'ont prié de ne plus vendre de la limonade, d'habiter avec ma famille une dépendance de la « Maison », comme gardien, et de vendre du bois au détail, un peu au-dessous du prix du jour, en partageant le bénéfice par moitié. Cela assure le pain à mes enfants et rien de plus.

« Cela, — pensa Adrien, — équivaut à zéro, mais tu auras, brave vieux, fixé le point de départ. Nous nous chargerons de la suite. »

— Tu me ferais plaisir si tu voulais venir demain dire deux mots d'encouragement à nos hommes. Je suis trop seul.

— J'y serai. Et j'amènerai des camarades.

Le soir même, il alla raconter à Avramaki les exploits du père Stéphane.

— En voilà un qui vous en bouche un coin, à vous autres militants bourrés de doctrine, — conclut Adrien, mélancoliquement. — Ce vieux, dont le vocabulaire ne dépasse pas deux cents mots, a gagné un débardeur par chacune de ses paroles, sans discours, ne parlant que maladie, mort, bois de chauffage et distribuant des canifs à ceux qui abandonnaient le couteau. Tu vois donc combien il leur faut peu de chose, aux hommes, pour les décider à de grandes actions. Car il n'y a pas de doute, ce limonadier illettré a planté le premier jalon d'un mouvement qui ne s'arrêtera pas à la maladie et au combustible. En balbutiant des exhortations stéréotypées, il a fait, seul, ce que tous vos doctes chefs n'ont pas réussi, malgré leur éloquence. Maintenant, c'est à toi, demain, de lancer la bombe des élévateurs et de jeter les bases du « Syndicat des Travailleurs du Port ».

Cette réunion du lendemain contraria Avramaki. Il était un chasseur passionné et se préparait justement à louer un canot et à rester du samedi soir au dimanche à midi dans les marécages.

— Je t'attendais, — dit-il à Adrien, — pour te proposer de m'accompagner, comme jadis. Quoique tu ne sois pas chasseur, je sais que tu aimes à rôder au clair de lune dans le maquis du Danube.

— Renvoyons ce plaisir à huitaine. Maintenant, c'est le moment de faire exploser notre bombe.

Sanda venait de rentrer, à la minute même, d'une course en ville. Comprenant de quoi il était question, elle fit passer les deux révolutionnaires sous une douche froide :

— Votre « bombe », — leur dit-elle, — n'est déjà plus qu'une *trakatrouka*! On a appris ce soir dans le port que les trois élévateurs sont dans les docks de Galatz, où on les met au point. Allez un peu voir ce qui se passe en ville. Tous les bas quartiers sont sur pied.

Adrien respira soulagé : « C'est mieux comme cela, — se

dit-il. — Si quelque chose de grave arrive aux bons Thüringer, au moins je n'y serai pour rien. Tant pis pour la bombe. »

Avramaki ne pensait pas ainsi.

— Malheur! Voilà un coup raté. Nous aurions dû agir plus tôt, aller dès le début de cette semaine parmi les débardeurs et leur annoncer la nouvelle. Comment se fait-il que tu n'aies rien flairé de l'arrivée des élévateurs à Galatz?

— Ce soir à sept heures j'étais encore dans le port : on n'en savait rien. Et dans la maison je n'ai rien pu apprendre, pendant la semaine.

Les deux hommes sortirent. La chaleur était suffocante. Ils firent un tour dans le terrible quartier de *Comorofca*, où se trouvait la « Maison des Travailleurs » qu'on allait inaugurer le lendemain et où pas un policier n'osait s'aventurer, puis ils redescendirent la rue Grivitza et s'engagèrent sur la grande artère populeuse qu'est la moitié nord de la rue de Galatz. Partout, des montagnes de melons et de pastèques, éclairées par des lanternes fumeuses. Les débardeurs en achetaient tant qu'ils pouvaient en tenir dans les bras. Les voituriers en chargeaient par dix et vingt, régal populaire du mois d'août, à la portée de toutes les bourses.

Devant tous les cabarets, des attroupements. On buvait peu et sans joie. On n'entendait pas un tsigane râcler de son violon. En revanche, on jurait à faire crever la voûte céleste :

— Ah, ces messieurs du gouvernement! Ils sont pour le progrès, ha? Et nous? nous? Qu'on veuille bien nous dire ce que nous sommes, nous! Toujours ceux qui paient la casse? Eh bien, non! Cette fois, nous allons répandre quelques entrailles remplies de fine graisse!

C'était un colosse qui lançait ces imprécations, crachant et ne regardant personne parmi la foule qui l'entourait, tant il était furieux. Un sergent de ville, planté à son poste, au milieu de la rue, murmura, après l'avoir écouté :

— Mon vieux... Si tu n'as pas ce soir même les côtes cassées à la police, ce sera pour demain, quoique tu aies bougrement raison.

— Tiens! — fit tout à coup Adrien. — Voici le père Stéphane!

Il le montra au cordonnier, qui ne le connaissait pas. Le limonadier, vêtu de sa blouse grise rapiécée, un chapeau troué sur la tête et chaussé de savates en loques, allait de bistrot en bistrot, répétant la même phrase :

— Venez demain matin à *votre maison*, on fera une bénédiction et on parlera des élévateurs.

Les deux socialistes restèrent bouche bée :

— Bénédiction et élévateurs! Ça, alors, c'est vraiment de la limonade!

Et cependant, jamais orateur célèbre et cause populaire n'ont rassemblé à Braïla les foules qu'on vit se diriger, ce dimanche-là, dès sept heures du matin, vers la « Maison des Travailleurs du Port », *leur maison*, ainsi que le père Stéphane eut la géniale idée de la nommer.

L'immeuble était un rez-de-chaussée, à l'angle de la rue Grivitza et de la rue de la Quarantaine, face à la fameuse Comorofca des Codine vindicatifs. Il comprenait une grande salle, trois pièces attenantes et une vaste cour, celle-ci déjà à moitié pleine de bois. Salle et cour pouvaient contenir mille personnes. A huit heures, elles étaient combles. Une heure plus tard, mille autres personnes environ stationnaient autour du local, se bousculant près des portes et des fenêtres ouvertes, pour entendre le père Stéphane qui, hissé sur une chaise, parlait à tout un peuple debout.

Débardeurs et voituriers étaient venus, la plupart accompagnés de leurs femmes, dont certaines portaient un bébé ou tenaient un enfant par la main. Tous, endimanchés : les hommes vêtus du classique et cher complet de cheviote ou kangar noir, coiffés de l'immanquable « Borsalino » et chaussés d'escarpins vernis. Rasés de frais, la matraque noueuse de cornouiller à la main et l'encolure étranglée par le col étroit d'une chemise fortement empesée, ils écoutaient le limonadier d'un petit air narquois, toussotant, approuvant ou désapprouvant discrètement de la tête, tout en tordant leur moustache et en regardant fièrement leur lavallière rouge ou bleue. De temps à autre, pour marquer leur dépit, ils changeaient la position du chapeau, l'envoyant tantôt sur la nuque, tantôt sur une oreille ou sur le front.

— Frères, — disait le père Stéphane, — je vous ai appelé dans cette maison, qui est la vôtre, parce que c'est la nécessité qui nous pousse. Tant que nous sommes sur la terre, il y a la vie, il y a la maladie, il y a la mort. Il y a aussi les enfants. Nous devons veiller à tout. Vous achetez toujours du bois humide et cher. Pourquoi n'aurions-nous pas notre médecin et notre bois, à nous? Lorsqu'on en achète par wagon, on est beaucoup mieux servi. Même le pharmacien se moque de nous, avec ses prix excessifs. Et tout cela, parce que nous ne sommes pas solidaires. Voici votre comité et les registres de cinquante personnes. Pour dix francs par semaine, pendant deux mois, et pour cinquante centimes en plus par semaine, vous devenez « *coopérateurs pour le bois et membres, avec toute votre famille, contre la maladie* ». Ainsi, vous aurez chaud en hiver et le docteur sera à votre disposition avec tous les médicaments. Car les enfants, qui sont presque toujours malades, c'est Dieu qui nous les donne, mais nous n'y pouvons rien, c'est pourquoi il y a la science.

— Et les élévateurs? — cria une voix.

— Eh bien, les élévateurs, ça c'est le progrès des négociants en céréales qui trouvent que c'est moins cher ainsi.

La même voix interrompit, hurlant fort :

— Et nous, nous trouvons qu'il faudra les noyer dans le Danube, lorsqu'ils arriveront.

— Oui, à l'eau! à l'eau! — vociféra toute la salle.

Le père Stéphane, l'air très malheureux, regarda par-dessus les têtes pour découvrir Adrien et lui passer la parole, car il ne savait que dire au sujet des élévateurs. Il ne vit pas Adrien, qui, flanqué d'Avramaki, se cachait au fond de la salle. Ils attendaient, pouffant de rire, que le vieux en finît avec la maladie, le bois et l'aspersion.

— Voilà le prêtre! — s'écria le limonadier, sauvé. — Laissez passer le prêtre! Et vous allez jurer tout de suite, sur le saint Évangile, que vous renoncerez au couteau et vous contenterez du canif!

Le pope, très jeune, s'avança fièrement vers la table couverte d'une nappe blanche qu'on lui avait préparée.

— Pardon, camarade, — lança brusquement Avramaki, — je demande la parole au sujet des élévateurs.

— Après la bénédiction! — répondit le père Stéphane.

Des voix ripostèrent :

— Donnez-lui la parole! Les élévateurs, c'est plus important que la bénédiction.

Le prêtre, vexé, monta sur une chaise et voulut dire quelque chose, mais, en cet instant, un gros tumulte éclata à la porte principale. C'était un commissaire de police, accompagné de quatre agents, qui venait d'arriver au pas de course. Une bousculade se produisit, des femmes crièrent. Le policier posta ses agents dehors et, jouant des coudes, arriva jusqu'au père Stéphane :

— Que faites-vous ici? — demanda-t-il, essoufflé et rouge de colère. — Qui vous a permis de vous rassembler et de parler des élévateurs?

Sans attendre la réponse du vieux, qui ne l'intéressait pas, il regarda autour de lui pour découvrir d'autres meneurs, vit le prêtre, hissé sur la chaise, et le fit descendre d'un coup de poing.

— Et toi, pope? qu'est-ce que tu fiches là? Est-ce ton affaire, les élévateurs? Allez, oust! Débarrassez-moi le plancher, tous!

Le prêtre, tremblant et blême, disparut sans une protestation. Alors, Avramaki s'approcha du commissaire :

— Maintenant, monsieur, — dit-il avec calme, — vous allez suivre le pope, et un peu plus vite que ça.

— Oui, qu'il s'en aille! — crièrent des voix.

Le policier perdit la tête et se jeta dans un coin, derrière le père Stéphane. Avramaki monta sur la chaise :

— Camarades! — dit-il. — Je vous prie d'écouter, en silence, ce que je vais dire au représentant de l'autorité. Ainsi, vous apprendrez comment il faudra à l'avenir recevoir un homme de la police.

Descendant et se tournant vers le commissaire :

— Monsieur, — dit le cordonnier, — veuillez expliquer à tous ces hommes, qui sont ici chez eux, ce que vous êtes venu faire ici, sous notre toit?

— Et vous? Qui êtes-vous pour me le demander? — fit le policier, outré.

— Je suis un travailleur, bien connu de ces gens, et qui

vous parle en leur nom. Nous sommes *chez nous*. Cette salle est à nous. Et vous?

— Mais... mais c'est une assemblée.

— Parfaitement.

— Qui s'occupait des élévateurs.

— Qui peut s'occuper de tout ce qu'elle veut, dans les limites des lois, une assemblée qui, sans votre intervention, allait même être aspergée d'eau bénite, ce qui du reste va très mal à une réunion d'hommes fâchés...

Un rire homérique souleva la salle :

— Bravo, Avramaki!

— Depuis quand la police se permet-elle de troubler une réunion de gens paisibles? Et quoi? Sommes-nous en état de siège? Non! Alors? Ne savez-vous pas que la Constitution du pays, base de toutes les lois, nous donne le droit de nous réunir et de discuter paisiblement, sans vous demander aucune autorisation? Et ignorez-vous que, en ce moment, par votre présence ici, vous commettez un acte illégal, vous foulez aux pieds une des dispositions les plus sacrées de la Constitution? Aussi, monsieur le commissaire, je vous invite, au nom de ces deux mille hommes, à quitter immédiatement ces lieux et ne plus y revenir que nanti d'un mandat dûment signé par un juge d'instruction. Pouvez-vous nous montrer un tel mandat? Non! Eh bien, voici la porte, monsieur le commissaire!

La salle était déchaînée tandis que le policier s'en allait :

— Bravo! bravo, Avramaki! Parle-nous des élévateurs, nom de Dieu.

Le cordonnier se dressa, souriant :

— Maintenant que le policier et le pope sont partis, la moitié de l'État bourgeois-capitaliste est chassée de cette salle et nous pouvons parler de tout.

Avramaki fit d'abord une longue digression à propos de l'incident avec la police et expliqua aux hommes les droits et libertés que la Constitution octroie à tout le peuple roumain. Il appuya ses dires de citations de certains articles de la loi fondamentale, qu'il lut dans une brochure dont il s'était muni.

— Vous voyez, — conclut-il, — nos lois sont bonnes, mais

cela ne suffit pas. Il faut encore que chaque citoyen les connaisse, sans quoi le premier « flic » venu les foule aux pieds, pénètre chez nous, vous arrête et vous maintient arrêté illégalement. C'est pourquoi une solide éducation civique de tous les travailleurs est absolument nécessaire, s'ils veulent combattre avec succès leurs exploiteurs, et cette éducation ne peut se faire que dans les organisations syndicales. Je ne dis pas que ce n'est pas bien d'être « *coopérateur... pour bois* » et « *membre avec toute sa famille contre la maladie...* », ainsi que vous le recommande notre cher et dévoué père Stéphane...

— Vive le père Stéphane!

» — Mais ce n'est là qu'une faible défense. En voulez-vous un exemple? Le voici : c'est justement la terrible menace des élévateurs. « Les noyer dans le Danube », ce n'est pas une solution, d'abord parce que l'armée serve du capitalisme est là pour vous tirer dessus, et puis, pour un élévateur détruit, dix autres sont mis en chantier. C'est le progrès de la technique moderne, dont je vous expliquerai un jour le rôle dans l'histoire de notre temps. Pour l'instant je vous dirai seulement que la seule lutte efficace contre le machinisme qui jette sur le pavé des milliers de chômeurs est l'organisation syndicale et la solidarité internationale. Dans la mesure où la machine arrache le pain de la bouche de vos enfants, exigez la diminution des heures de travail et l'augmentation des salaires. Au besoin, pour obtenir ces améliorations, ayez recours à la grève. Mais la grève, cette arme à deux tranchants, c'est encore le syndicat qui la manie le mieux.

Ici, Avramaki brosse un magnifique tableau de l'*Internationale Syndicale* ouvrière, organisation mondiale toute-puissante dont les syndicats nationaux sont les cellules, qu'elle soutient, matériellement et moralement, en toute circonstance difficile, grâce à ses vastes moyens. Et ici le cordonnier frappe son grand coup :

— Si vous étiez en ce moment solidement organisés dans votre syndicat, vous arrêteriez tout le travail du port, vous vous débarrasseriez de vos poux, *les vatafs*.

— A bas les vatafs! Mort aux vatafs!

— Et, si l'on avait osé charger les navires à l'aide des élévateurs, avant que l'on eût satisfait à toutes vos exigences,

eh bien, vous auriez averti vos frères de l'Internationale des Transports et tous ces navires eussent été immobilisés en mer! Voilà un effet de la solidarité ouvrière internationale!

L'enthousiasme fut indescriptible. La salle délira. Avramaki fut hissé sur des épaules. Les hommes et les femmes pleuraient. Quelques voix sanglotantes crièrent :

— Vive le syndicat! Vive la *solidarité internationale!* Bravo Avramaki!

Dès qu'il échappa aux mains de ses adorateurs, Avramaki cria du haut de sa chaise :

— Camarades! Maintenant, aux actes! Nous allons, sur-le-champ, jeter les bases du premier *Syndicat des Travailleurs du Port* de Roumanie. Je vais faire le procès-verbal de la séance, l'envoyer au Comité Central de Bucarest et lui demander des statuts, des cartes de membres et l'affiliation. Veuillez donc nommer douze camarades, que vous sachiez parfaitement honnêtes et sérieux. Nous allons constituer le Comité.

— Dimitri le Borgne!

— Radou Popa!

— Gavrila le Long!

Une voix contesta le dernier :

— Non! Gavrila est honnête et sérieux, mais il boit un peu trop!

— Un autre, qui boit moins! — dit Avramaki, la plume à la main, assis à la table qui devait servir à la bénédiction.

Le comité constitué, Avramaki lui demanda de se donner un secrétaire.

— Mais c'est vous le secrétaire! — dirent les hommes. — Nul d'entre nous ne saurait se débrouiller dans cette machinerie!

— Moi, mes amis, je peux vous aider de mes modestes lumières, mais vous avez besoin d'un homme qui soit là en permanence, pour les multiples occupations qu'impose le secrétariat d'une grande organisation comme sera la vôtre avant demain soir. Et, voyez-vous, j'ai mon métier de cordonnier, vous savez bien que je ne peux pas le quitter. C'est mon gagne-pain.

La foule protesta, insista; Radou Popa cria :

— Vous allez quitter vos savates! Nous aurons ce soir mille

adhérents. En ne versant que vingt centimes par mois, ils vous assureront le pain à vous et à votre femme. Vous nous êtes indispensable! Sans vous, tout ira au diable avant même de commencer!

Le cordonnier promit de répondre, après avoir consulté sa femme. En attendant, il accepta le secrétariat provisoire et honorifique. On signa le procès-verbal, puis on passa aux inscriptions :

— Pour le moment, — dit Avramaki, — celui qui veut s'inscrire ne paiera qu'un franc, la taxe d'inscription. Plus tard, quand toute la paperasse sera là, chacun prendra son statut, sa carte de membre et paiera sa cotisation mensuelle.

Le père Stéphane sauta sur la chaise :

— N'oubliez pas non plus le franc pour la maladie, ainsi que la coopérative de bois. Et surtout, pour l'amour de Dieu, déposez ici vos couteaux!

— Oui, camarades! — intervint Avramaki. — Vous ne pourriez pas être des syndicalistes et porter cet affreux couteau! Allons! Prouvez que vous êtes des hommes conscients!

Il y eut un mouvement général. On voyait des centaines de mains soulevées, dans la salle, dans la cour, dehors, chaque débardeur tenant dans une main le franc et dans l'autre son couteau. Les femmes, pleurant, criaient :

— Père Stéphane! Avramaki! Que le Seigneur vous octroie la santé! Vous débarrassez nos hommes d'un fléau! Jamais nous ne vous oublierons!

Il fallut faire venir trois autres tables, qu'on installa partout, jusque dans la rue. Chacun, donnant son nom et son franc, déposait le couteau sous la table. Et tout allait pour le mieux, les inscriptions montaient déjà à mille, quand, vers midi, trois voitures vinrent stopper devant l'immeuble bondé de monde et de curieux.

C'était le parquet, accompagné du même commissaire et de quelques agents. Le premier procureur de la ville, un jeune homme au visage assez fin et au regard réfléchi, demanda un délégué.

— Avramaki, notre secrétaire! — répondirent cent voix.

Le cordonnier se présenta, calme et digne.

— Qu'est-ce que vous faites là? — interrogea le magistrat d'une voix aimable qui fit excellente impression sur les esprits.

— Nous venons de jeter, monsieur le premier procureur, les bases du *Syndicat des Travailleurs du port* de Braïla. Voici le procès-verbal, signé par le comité et par moi-même, en qualité de secrétaire.

— Qui êtes-vous?

— Avramaki Constantin, cordonnier, habitant cette rue.

— Vous êtes socialiste?

— Oui.

— Vous irez demain, muni de tous vos papiers, au commissariat de votre circonscription, pour vous y faire connaître.

— Très bien, monsieur le premier procureur.

Le magistrat regarda le monceau de monnaie :

— Qu'est-ce que cet argent?

— La taxe d'inscription, qui sera déposée à une caisse d'épargne, au nom de trois hommes désignés par le syndicat. Du reste, nous aurons une comptabilité en règle.

— Et ces couteaux? — s'exclama le procureur, reculant un peu et regardant sous la table.

— Ce sont les couteaux qui vous donnent tant de travail, monsieur le premier procureur, et auquel les ouvriers, une fois syndiqués, renoncent d'eux-mêmes.

Cette réponse tomba bien. Les membres du parquet remontèrent dans leurs voitures et repartirent au milieu des cris de la foule :

— Vivent les magistrats honnêtes! Vive la Constitution!

***

Ce dimanche fut suivi d'une semaine lourde, orageuse, qui pesa sur toute la ville. Dès le lundi matin, ceux qui connaissaient de longue date la physionomie coutumière du port vieux comprirent que le jour était venu de faire ses adieux à tout un passé de joyeuse tradition.

Un premier signe des temps à venir se produisit à l'aube, au moment de la formation des équipes. Les vatafs, mobilisés par l'épouvante du gros événement de la veille, décidèrent de « laisser sans pain », en les rayant de leurs listes de travail, tous ceux qu'on appelait désormais les « syndicalistes ».

— Si le parquet et les lois ne peuvent rien contre ces gueux, — disaient les vatafs, — eh bien, nous les aurons par le ventre!

Ils essuyèrent, promptement, un rude échec. On croyait les

syndicalistes peu nombreux et on comptait sur le classique moyen de l'intimidation. On se heurta à une masse de deux mille hommes qui, à la première menace, s'emparèrent de la plupart des postes de travail, déclarant qu'on ne les délogerait que morts.

Ce conflit ne dura qu'une heure, le temps nécessaire aux armateurs pour sauter de leurs lits, réveillés par les téléphones du port, et pour communiquer au préfet de police que la moindre défaillance survenue à la bonne marche du travail leur causerait, dans les conditions actuelles, des pertes considérables. Les vatafs durent céder, furieux, mais avant que midi eût sonné, ils tentèrent de prendre leur revanche en recourant cette fois au moyen tout aussi classique de la provocation. Ils soûlèrent leurs créatures et stipendièrent toute la racaille policière, donnant le mot d'ordre de provoquer tout le jour tant de bagarres sanglantes que l'activité du port en serait arrêtée. Ils ne réussirent à provoquer que des escarmouches insignifiantes, car les syndicalistes étaient prévenus par Avramaki de ce qui allait se passer, et, de son côté, le préfet avait donné des ordres sévères aux inspecteurs de police pour arrêter tout homme ivre qui chercherait à faire du scandale. Ainsi, au lieu de « mauvaises têtes syndicalistes », on dut, bon gré mal gré, conduire au cachot les « bras droits » des vatafs.

Les jours suivants, le mardi et le mercredi, furent décisifs pour l'avenir du mouvement dans le port. Certes, les hautes autorités locales mirent toute leur bonne volonté à découvrir des « meneurs », des « chefs socialistes », et se trouvèrent bien contrariées de n'en pas surprendre un seul en flagrant délit de propagande « subversive » parmi les équipes au travail. La raison de cette absence de chefs était bien simple, les deux promoteurs du mouvement étant, l'un occupé à vendre du bois, l'autre à réparer des savates. Il ne restait aux ouvriers qu'à s'en tirer tout seuls, et ils le firent avec un instinct de conservation unique dans les annales du socialisme roumain.

Du jour au lendemain, des milliers d'hommes comprirent que leur sort et celui de leurs enfants dépendaient, devant la menace des élévateurs, de la promptitude qu'ils mettraient à rompre, ne fût-ce que momentanément, avec un passé de débauche, de violences et de nuisibles rivalités, causes de

tous leurs malheurs. Il serait facile à l'historien de constater, aussitôt après l'apparition du syndicalisme à Braïla, le fléchissement brusque de la courbe du graphique annuel indiquant la criminalité dans cette ville. Mais l'auteur de cette chronique est le témoin oculaire de faits et gestes dont aucune statistique ne s'est jamais occupée et dont la portée morale est d'une importance sociale encore plus considérable. C'est la modification spontanée du tempérament de l'homme du port et la disparition presque soudaine du fameux costaud querelleur et assassin, tel qu'on le voit dans notre récit intitulé *Codine*.

Car ce n'était pas le crime proprement dit qui était l'aspect le plus sinistre de la vie de la banlieue braïloise, mais l'existence même de cette affreuse nature de brute inhumaine qui, sans aller toujours jusqu'au crime, tyrannisait les siens et répandait la terreur dans tout un quartier, le faisant vivre sous la menace constante de la matraque, du couteau et du risque de l'incendie provoqué en pleine nuit. Le plus souvent, la brute n'était ni un costaud à réputation d'assassin, ni même un homme mauvais, mais un brave travailleur, bon père et bon époux, qui changeait d'humeur et devenait méconnaissable dès qu'il avait avalé son troisième verre d'eau-de-vie. C'est pourquoi on voyait la cour d'assises de Braïla acquitter ou n'appliquer que le minimum de la peine à la plupart des criminels qu'on amenait devant elle. Les jurés étaient obligés de reconnaître que l'homme chargé de chaînes qu'ils avaient sous les yeux était lui-même une victime. Et cependant, qu'elle était abominable, cette victime! Que d'innocents, que de gens paisibles ce brave homme n'était-il pas capable de faire sortir en chemise, et de mettre en fuite au milieu de la nuit, lorsqu'il se soûlait, ne fût-ce qu'une fois par mois. C'est que cet homme-là était le type du débardeur du port. Plus ou moins, ils se ressemblaient tous. Et on ne pouvait pas l'abattre, comme on abat un chien enragé, car on le savait honnête et travailleur, on l'aimait, c'était un bon voisin ou un ami, qui venait le lendemain faire des excuses, en se frappant la tête pour exprimer ses remords d'avoir fait du tapage la veille, sans toutefois jamais se corriger et recommençant sa sarabande à la première occasion.

Eh bien, ce type de perturbateur-tyran changea de nature.

Devant le spectre de la machine ennemie qui allait le remplacer et contre laquelle nulle force humaine ne pouvait lutter, il fut saisi d'une mystique de la solidarité. Jusque-là, il se savait le facteur indispensable d'un rouage social et se croyait fort. Il eut la preuve de sa misérable faiblesse. On le rejetait comme un outil superflu. Ni l'État ni Dieu ne voulaient se demander ce qu'il allait devenir, avec sa femme et ses enfants.

Cependant, si! Un sauveur pointait à l'horizon de son désespoir : le syndicalisme, le fraternité nationale et internationale de toutes les victimes du machinisme. Mais, pour que ce sauveur pût exercer sa force, jouer son rôle, il était absolument obligatoire que lui, le débardeur, ne fût plus le même homme. On exigeait de lui des vertus dont il s'était toujours moqué. On le voulait soucieux de la menace qui allait peser sur tout le reste de ses jours, autant que sur l'avenir de sa progéniture. Ne plus boire déraisonnablement, ne plus chercher chicane à son compagnon et aux siens, répudier toute la mascarade d'une vie lourde d'ignominies, c'était la première condition du succès qu'il pouvait attendre d'un combat qui s'annonçait terriblement dur. De ses droits civiques, de ses devoirs sociaux, qu'il avait systématiquement méprisés et dont ses maîtres, exploitant son ignorance, tiraient de gros profits, il devait faire à l'avenir ses armes de guerre sociale.

Il apprit tout cela de la bouche d'orateurs tels qu'il n'en avait jamais entendu, des hommes impressionnants que le Comité Central de Bucarest, ému de l'importance de l'événement, avait dépêchés à Braïla pour le meeting qu'Avramaki organisa le jeudi de cette même semaine, jour férié dont l'énergique secrétaire du nouveau syndicat profita pour infuser à ses néophytes l'esprit révolutionnaire.

Prévoyant une grande affluence, le cordonnier loua, pour le matin de ce jour, la grande salle du théâtre Rally, qui, malgré sa capacité, craqua sous le poids de la foule serrée dans son parterre, ses loges et son paradis. Il n'y eut aucune convocation par voie d'affiches. Un mot soufflé mardi soir au comité syndical suffit à mettre en branle dans tout le port la nouvelle du meeting et à rendre populaires les noms des deux orateurs syndicalistes délégués par le « Centre », Cristin le matelassier, de Bucarest, et Gorghi le charpentier, de Ploesti.

C'étaient deux jeunes et vigoureuses pousses issues du terroir, le lendemain de la mort pitoyable du frêle arbre exotique qu'était le parti socialiste doctoral, desséché faute de fumier indigène. Cristin, longue perche, à peine sorti de l'adolescence, avait un débit facile émaillé de coq-à-l'âne, mais dont la violence sentimentale soulevait les masses. On le faisait toujours parler le premier, afin de pouvoir, après lui, tempérer l'enthousiasme agressif de l'auditoire et écarter le risque d'un assaut aux barricades dont l'imberbe militant ne manquait jamais de parler, en écumant. Avramaki lui conseilla de modérer prudemment son langage habituel.

Gorghi, espèce de tsigane à l'abondante chevelure frisée, tout aussi grand et maigre, différait profondément de l'autre par son naturel dramatique, curieusement imprégné du plus surprenant humour. Originaire de la région pétrolifère, il avait passé son enfance les yeux ouverts sur des hommes qui sortaient des sondes en flammes et brûlaient, torches vivantes, en courant à travers la campagne. Racontant, dans sa propagande, la vie infernale de ces bagnards de l'or noir, il arrachait des larmes à l'assistance, puis, sans transition, mais avec beaucoup d'à-propos, il improvisait une anecdote qui égayait tous les visages. Il ne manqua pas d'en placer une fameuse, à ce meeting de Braïla.

Il monta à la tribune après Cristin, dont les discours étaient pleins de nébuleuses démonstrations sur la lutte des classes et d'une interprétation assez pittoresque du rôle de la machine dans l'avenir de l'humanité. Gorghi étonna les auditeurs par sa connaissance précise de la vie du débardeur braïlois, auquel il ne ménagea pas de sévères reproches pour ses mœurs abominables qui l'avaient rendu tristement fameux dans tout le pays. Le sens de sa harangue fut une charge à fond contre l'inhumain progrès de la technique moderne, dont les capitalistes seuls devaient être les bénéficiaires, au détriment des travailleurs qui en payaient la rançon avec leurs membres amputés, avec leur vie et allaient grossir l'armée des crève-la-faim.

— Aussi, — dit-il tout à coup, gouailleur, — je fus stupéfait de lire ce matin dans votre presse locale, non pas des échos des souffrances qui vous attendent, vous, avec l'apparition des élévateurs, mais les lamentations des scribes à la solde des

bourgeois, s'apitoyant sur le sort des armateurs et sur celui des vatafs, les uns et les autres menacés, paraît-il, dans leur existence, par votre subversive intention de défendre votre peau. Toujours est-il que ces armateurs et ces vatafs trouvent que leur vie commence à être dure. Cela me rappelle la fable suivante :

« Dans une écurie, et à la barbe d'une pauvre rosse, une voiture et un traîneau se plaignaient, comme des commères, de leur triste destinée : « Tout l'été, disait la voiture, je dois rouler par une chaleur qui me dessèche les entrailles. Je n'en peux plus! — Moi, tu sais bien, surenchérissait le traîneau, je gèle d'un bout à l'autre de l'hiver, ahanant sur des routes impossibles. Ma vie est un enfer — Sacrés misérables que vous êtes! s'écria la rosse. Et moi donc qui vous traîne l'une et l'autre, été et hiver? Que dois-je dire de mes pauvres os? »

« Avez-vous deviné la morale, mes amis? La voiture, ce sont les armateurs. Le traîneau, les vatafs. Et l'éternelle rosse, c'est vous! »

L'imprévu de ce meeting fut, pour toute l'assistance, le chœur d'une cinquantaine de jeunes voix qu'Avramaki avait improvisé en moins de trois jours et qu'il fit paraître sur la scène, dans l'ébahissement général, à la fin de la réunion. Fillettes et garçonnets, les yeux naïvement suspendus aux lèvres du cordonnier, entonnèrent, avec un entrain qui mit tout le monde debout, l'*Internationale* et *Frères soldats, ne nous tuez pas!* Dans leur enthousiasme, les débardeurs faillirent démolir la salle. Ils voulaient se précipiter sur la scène, pour embrasser les enfants, d'autant que les mamans syndicalistes, confondant cette manifestation avec la fête du couronnement du premier roi de Roumanie, avaient habillé leurs fillettes du splendide costume national aux riches broderies multicolores. Les regardant traverser le centre de la ville, en tête du cortège qui se forma tout seul dans la rue, le premier procureur dit au préfet de police :

— Allez commander aux soldats de tirer sur ces... « internationalistes » qui se parent du costume national et supplient qu'on ne les tue pas!

Cette affirmation fut illustrée d'un émouvant incident qui se produisit sur-le-champ. Un capitaine d'artillerie aux tempes grisonnantes et portant brassard de deuil, quitta brusquement

la terrasse du café où il se trouvait en compagnie de camarades, courut au groupe de choristes et emportant dans ses bras une mignonne fillette âgée de six ans environ, disparut avec elle dans une grande confiserie. Tout le cortège s'arrêta. La mère de la petite fille se détacha de la masse des manifestants et voulut suivre le ravisseur, mais elle n'osa pas pénétrer dans le beau magasin, d'où l'officier sortit, conduisant par la main l'enfant qui tenait avec difficulté un gros cornet de bonbons. Après l'avoir couverte de baisers, il la remit à sa mère, expliquant à celle-ci son geste par le chagrin qu'il venait d'éprouver par la perte récente de son unique enfant une fillette de même âge.

— Elle ressemble tellement à la mienne, — dit le capitaine, retenant péniblement ses larmes, — que j'ai cru revoir mon Olgoutsa, le jour où elle vint, parée comme la vôtre, me féliciter pour mes cinquante ans.

La femme pleura sur la main du malheureux père. Le public qui regardait pleura aussi.

Un état d'esprit nouveau, en rapport avec ce vigoureux mouvement populaire se créa dans la ville. On ne pouvait pas contester aux travailleurs du port le droit de se défendre contre une innovation technique qui menaçait leur existence. Ces six mille travailleurs, avec leurs familles et leur nombreuse parenté en ville et à la campagne, formaient les trois quarts de la population du département. Ils avaient des enfants dans les écoles et à la caserne. Ils faisaient vivre la plus grosse partie du commerce de la cité, car les riches, par snobisme, s'habillaient, se chaussaient, faisaient tous leurs achats domestiques à Bucarest ou à l'étranger. On citait des familles, qui, à l'occasion d'un mariage, commandaient à Paris jusqu'aux torchons de cuisine.

Le débardeur, lui, embarquait un dimanche femme et enfants dans la voiture du frère ou du beau-frère, la paraît de fleurs et allait passer la matinée à faire des emplettes pour tout le monde. Le marchand le saluait de loin, avec un grand coup de chapeau, l'appelant par son prénom et le félicitant pour le nouveau-né que sa femme allaitait en pleine rue. Parfois, la concurrence obligeait le négociant de poster sur le chemin de l'acheteur éventuel une armée d'apprentis-commerçants, petits rustres qui se déployaient en tirailleurs, saisis-

saient l'homme par la manche, ou même s'emparaient de son bonnet, pour le décider à venir visiter le magasin. Après un gros achat, client et marchand allaient au bistrot « s'honorer » d'un verre de vin, chacun payant son litre.

Tout ce monde du commerce populaire, — et il n'y en avait presque pas d'autre à Braïla, — prit le parti de l'homme qui portait le sac au dos, non seulement par intérêt, mais aussi par sympathie, étant de même souche que lui. On oublia le socialisme, cette « invention de la juiverie internationale qui visait à la maîtrise de l'univers », ainsi que l'appelaient les antisémites.

— Les élévateurs, — répondait le commerçant, — cela aussi c'est une invention de la juiverie internationale, et elle ne vient pas, comme le débardeur, visiter mon magasin. Donc, tant pis pour elle!

Devant cette tournure de l'opinion, nettement favorable aux syndicalistes, armateurs et autorités reculèrent. Les machines prêtes à fonctionner, durent rester encore dans les chantiers de Galatz. On était certain que leur seule apparition dans le port déchaînerait un ouragan de colère justifiée.

Mais il fallait tout de même, dans huit ou quinze jours, faire venir les élévateurs. Aussi chercha-t-on à traiter. Avramaki fut convoqué un matin dans le cabinet du préfet départemental, où il se trouva en présence des frères Thüringer et de Carnavalli. Le préfet lui demanda s'il n'y avait pas moyen de s'entendre :

— Vous ne me direz pas, — fit-il, — que vous croyez à la suppression pure et simple de ces machines! Elles sont là. Elles travailleront, tôt ou tard.

— Certes! — répondit le secrétaire du syndicat. — Mais si je ne crois pas à leur suppression, je crois à autre chose, et là encore nous ne nous entendrons pas. Seulement, sur cette question, je pense que vous serez seul, monsieur le préfet, à ne pas y croire, car ces messieurs les armateurs, eux, y croiront.

— A quoi donc?

— A la suppression des vatafs! Vous reconnaîtrez, à votre tour, que les vatafs ne peuvent pas prétendre à l'innovation technique. Ce ne sont pas des élévateurs. Ceux-ci ont de l'avenir, en dépit de tout. Eux, non. C'est une institution surannée, lourde d'injustices à l'égard des travailleurs. Des

hommes responsables, délégués par le syndicat, peuvent facilement les remplacer. Si vous y souscrivez, je me charge du reste.

— Nous y souscrivons tout de suite! — s'écria Carnavalli.

L'homme du gouvernement baissa la tête, rouge de colère :

— Vous êtes un peu pressés, messieurs. C'est moi qui traite ici.

« Je le savais bien, pensa Avramaki. Il y a des raisons politiques! »

Le préfet le congédia :

— C'est très bien, monsieur le secrétaire. Nous y réfléchirons.

Et quand le cordonnier eut fermé la porte :

— Pourquoi ne me laissez-vous pas faire? — dit-il aux armateurs. — Pour vous, les vatafs c'est une quantité négligeable. Pour nous, ils font la pluie et le beau temps dans la politique du département, car ces ignares-là sont tous des hommes fortunés et chacun d'eux possède sa dot électorale. Tandis que les débardeurs... Vous savez que chez nous, toute la paysannerie, ainsi que le citadin qui n'est pas propriétaire d'un immeuble, qui ne possède pas son certificat d'études primaires, vote par délégation, c'est-à-dire, il faut cinquante paysans ou autant de débardeurs pour donner droit à *une voix*! Vous comprenez, maintenant? Ce n'est pas facile.

— Vous est-il plus commode, — demanda Max Thüringer, — de renoncer à cette unique voix des cinquante débardeurs, en fusillant tous les votants par délégation? Elle sont jolies, votre loi électorale et votre politique! Mais cela vous regarde. Cependant, nous n'admettons pas d'en faire les frais, dans ce conflit. Il nous faut les élévateurs, qui sont là avec l'autorisation du gouvernement.

— Je me fais fort de les mettre à votre disposition, sans toucher aux vatafs. Je toucherai, en revanche, à ce cordonnier improvisé secrétaire, qui n'est pas de notre ville et que j'expédierai dare-dare à son pays d'origine. Après quoi, les débardeurs seront plus sages. Croyez-m'en!

PANAÏT ISTRATI

(*La fin dans le prochain numéro.*)

J. P. PAVLOV

Il y a vingt-huit ans que le prix Nobel de Médecine fut attribué au physiologiste russe J. P. Pavlov qui, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-trois ans, continue à diriger le travail de nombreuses équipes de collaborateurs, s'initie à des disciplines nouvelles, telles que la psychiatrie, fait construire un nouvel Institut, ne craint pas de traverser l'Océan à plusieurs reprises, étonnant le monde par son énergie et sa vigueur. Et ce n'est certes pas une figure banale que celle de ce vieux maître que je n'ai eu l'occasion d'approcher que depuis la guerre : une première fois, en décembre 1925, quand il traversa Paris pour se rendre aux États-Unis, où il avait été appelé par diverses Universités, les physiologistes français, sur l'initiative du regretté Eugène Gley, ayant tenu à lui offrir un banquet, et la Société de Psychologie l'ayant invité à faire une conférence à la Sorbonne, dans l'amphithéâtre Richelieu, où les auditeurs se pressaient pour l'entendre; une deuxième fois, l'été de 1929, au Congrès de Physiologie de Boston d'abord, où l'entourait la curiosité admirative d'une foule de physiologistes américains, puis au Congrès de Psychologie de New-Haven, qui l'avait convié à faire une de ses grandes conférences générales, et où il se trouvait assailli par de multiples objectifs photographiques et cinématographiques; une troisième fois, en septembre 1931, à Leningrad même, dans son actif laboratoire de l'Institut de Médecine expérimentale, proche de la Néva, où l'on garde comme un pièce historique la salle d'opérations dans laquelle

il a réalisé ses premières expériences, alors qu'il rentrait du Congrès international de Neurologie de Berne où il avait été l'objet de manifestations de vive et admirative sympathie, et que je venais de quitter Moscou, siège de la conférence internationale de Psychotechnique, trouvant auprès de lui un bien touchant accueil d'affectueuse cordialité; enfin une dernière fois, au mois d'août dernier, à Copenhague, au Xe Congrès international de Psychologie, ou il était le seul représentant russe, se rendant ensuite au Congrès de Physiologie de Rome, au cours de ce qu'il disait être son dernier voyage hors de son pays.

Quelque familiarisé que l'on soit avec cette physionomie, popularisée déjà par l'image, dès le premier abord, on ne laisse pas d'être impressionné par la profondeur du regard jaillissant de l'ombre des voûtes sourcilières au-dessus desquelles se déploie la puissance du front, par l'énergie que révèlent, et les traits du visage dont la base se perd dans une épaisse broussaille blanche, et la voix, restée si jeune, dans ses conversations animées que gêne seulement l'obligation de faire appel à quelques mots d'allemand pour se faire directement comprendre des étrangers, par l'étonnante vivacité de sa mimique, enfin, au cours des conférences où s'exprime une pensée imprégnée d'intense conviction, impatiente de se développer quand la nécessité de faire appel au traducteur l'astreint à de périodiques recueillements.

Quelle est l'œuvre qui a valu au professeur de l'Académie militaire de Leningrad cette réputation mondiale et cette curiosité universelle?

La première partie de cette œuvre, à laquelle fut décerné le prix Nobel, est actuellement un peu oubliée, et il est nécessaire de la rappeler, un lien direct l'unissant à la seconde, qui a débuté en même temps que le siècle, et qui a créé une étroite association du nom de Pavlov avec une expression, celle de « réflexe conditionnel », devenue d'un usage si courant dans toute une littérature scientifique, et extra-scientifique aussi.

***

Pavlov n'a guère écrit de livres, trop préoccupé de recherches pour s'arrêter à des synthèses, et tel volume

publié sous son nom n'est qu'un recueil de conférences et de courts articles, représentant des essais de mise au point provisoires et successifs. Toutefois, son livre sur le *Travail des glandes digestives*, traduit en français en 1901, par Pachon et Sabrazès, de la Faculté de Médecine de Bordeaux, représentait bien une synthèse d'une œuvre considérable et de grande importance, qui faisait de Pavlov le maître de la physiologie des glandes digestives, et qui portait sur les sécrétions du pancréas et du foie, sur le suc gastrique et la salive.

Pavlov étudia l'action d'une exclusion fonctionnelle du foie en détournant, par la fistule d'Eck, le courant circulatoire de l'appareil hépatique; il montra, dès 1874, que l'innervation du pancréas permettait l'action de divers excitants sécrétoires, tels que des graisses ou des acides, au contact de la muqueuse duodénale; il établit que le suc pancréatique, recueilli directement, restait inactif quand on le mettait en contact avec des albumines, mais se trouvait activé par union avec du suc intestinal grâce à l'intervention d'un ferment propre à ce suc et auquel il donna le nom d' « entérokinase ».

Il procéda surtout à une analyse remarquable de la sécrétion gastrique. Il a imaginé, dans ce but, la méthode du repas fictif, qui consiste à faire écouler au dehors les aliments pénétrant dans l'œsophage après mastication par l'animal, grâce à une fistule abouchant à la peau l'extrémité sectionnée de l'œsophage, tandis qu'une autre fistule, porte d'entrée sur l'estomac, permet d'étudier les sécrétions de l'appareil gastrique privé de la réception des aliments.

Il réalisa, d'autre part, l'isolement d'une portion d'estomac, d'une poche gastrique, qui a gardé le nom de « petit estomac de Pavlov », ce qui permit, grâce à une fistule, d'étudier la sécrétion gastrique, cependant que les aliments ingérés passaient réellement cette fois dans le grand estomac, continuant à travailler dans des conditions normales, pour suivre ensuite leur chemin dans le tube intestinal.

Grâce à ces méthodes révélatrices d'une ingéniosité et d'une habileté expérimentale qui firent à ce moment comparer Pavlov à Claude Bernard, des données de grand intérêt purent être dégagées d'une série de recherches systémati-

quement poursuivies, et qui ne furent jamais abandonnées, dans son laboratoire, où l'on voit encore aujourd'hui en expérience des chiens porteurs d'un petit estomac fistulisé. Parmi ces données, il en est deux qui méritent d'être particulièrement signalées : la première, c'est qu'il se fait une adaptation quantitative et qualitative de la sécrétion du suc gastrique à la nature des aliments; la seconde, c'est qu'il existe une régulation psychique de la sécrétion, comportant excitation ou inhibition : quand on donne le repas fictif à un chien, et qu'on recueille le suc gastrique, on s'aperçoit que l'estomac, pendant deux ou trois heures, va s'efforcer de digérer le repas fantôme escamoté par le physiologiste, et même l'intensité de la sécrétion — c'est-à-dire la quantité de suc et la grandeur de son pouvoir digestif — représente en quelque sorte une mesure du plaisir éprouvé par l'animal au cours de la mastication de ses aliments; lorsqu'un chien préfère la viande crue, celle-ci entraîne une abondante sécrétion qui fait défaut avec la viande bouillie; chez un autre chien, de goûts opposés, —d'ailleurs plus rarement rencontrés,— c'est l'inverse qu'on constate. Et tout dégoût entraîne une inhibition immédiate de la sécrétion.

Le suc « d'appétit » peut même apparaître dès la vue des aliments, quand ceux-ci paraissent agréables au chien qui en éprouve le désir. Susciter l'appétit, c'est mettre l'estomac en activité digestive, mais l'absence d'estomac en revanche, comme le montra Pachon, fait diparaître l'appétit. Étroitement lié à la sécrétion gastrique, le « suc d'appétit » justifie physiologiquement l'action bienfaisante, sur la digestion, d'une cuisine savoureuse et des prémisses agréables du repas.

Vraiment, le Club des Cent ne se devrait-il pas d'appeler Pavlov à une présidence d'honneur?

Les observations, faites sur le suc gastrique, furent répétées sur la salive, plus facile à obtenir. Une petite fistule permet de recueillir sous la gorge du chien la sécrétion des glandes sous-maxillaires, une autre, latéralement, la sécrétion des parotides.

Or, les deux mêmes faits se constatent encore : il se manifeste une certaine adaptation aux aliments de la salive sécrétée, en quantité et en qualité, les substances acides ou

salées provoquant une salivation abondante et aqueuse, tandis que la viande suscite une salivation moindre mais très visqueuse. Et il se produit une sécrétion psychique à la vue seule des aliments agréables, l'adaptation de la salive se faisant ainsi, comme le montra Malloizel, en 1903, au laboratoire de Dastre, sous l'influence des perceptions visuelles ou olfactives. La facilité d'étude de cette sécrétion psychique salivaire conduisit Pavlov au seuil du problème général des mécanismes psychiques, et c'est ainsi que s'ouvrit la deuxième phase de son œuvre.

***

Le fait, bien connu, que l'eau vient à la bouche à la vue ou à l'odeur d'un fruit savoureux est la donnée fondamentale exprimée par le terme de réflexe conditionnel (ou réflexe conditionné, comme dans les traductions anglaises de l'expression russe) : alors que le réflexe normal est directement produit par une stimulation définie grâce à un mécanisme héréditaire, qui ne doit rien aux expériences individuelles, ce même réflexe, du moment qu'il est suscité par une stimulation différente, dont l'efficacité est née d'une association habituelle avec la première (comme à la saveur d'une pêche son image), présente un caractère tout autre, car il naît de l'expérience, et se montre fragile, ne résistant pas à quelques déceptions; il n'apparaît que grâce à une liaison habituelle de l'excitant direct, absolu, inconditionnel, du sel mis sur la langue, par exemple, et de l'excitant, qui n'obtient de pouvoir réflexogène que sous condition et par transfert, tel que l'image visuelle de la pincée de sel qu'on approche.

Pouvoir fragile que celui qui est ainsi acquis : esquissons le geste de mettre du sel sur la langue sans jamais l'achever, et nous constaterons qu'après quelques répétitions le geste est devenu inefficace; le chien ne salive plus, et ne recommencera à le faire que si, à nouveau, le geste est réellement suivi d'effet, si plusieurs fois de suite le sel est bien mis dans sa bouche.

Le transfert de l'action sialogène peut être obtenu avec des excitations très variées, si l'on fait suivre régulièrement celles-ci — bruit d'un gong, éclat d'une lampe qui s'allume,

grattage cutané — de l'administration du sel, ce qui donnera une salive aqueuse, ou de celle de poudre de viande, la salive sécrétée étant alors très visqueuse.

La perception visuelle, sonore, tactile, du chien se révélera, après association avec le stimulus gustatif, par la réponse salivaire, par le réflexe conditionnel. Cette réponse, d'ordre physiologique, nous fournit donc un moyen d'exploration psychologique indépendant de toute subjectivité. Et c'est la valeur objective de cette méthode de « psychologie animale expérimentale » que Pavlov indiqua pour la première fois dans une conférence retentissante au Congrès international de Madrid, en avril 1903.

En 1906, à Londres, dans sa « lecture Huxley » au Charing Cross Hospital, il donnait les premiers résultats de cette investigation, qui permit de préciser les capacités sensorielles du chien, et d'affirmer, par exemple, qu'une discrimination d'un quart de ton était facilement obtenue par notre commensal doué d'une réellement fine oreille.

Quand nous nous adressons, non à nos frères inférieurs, mais à nos congénères, pour savoir de l'un d'eux s'il possède une oreille fine, nous lui faisons entendre une note, puis une note voisine et lui demandons s'il remarque ou non une différence de hauteur. Nous adressant au chien, nous lui faisons entendre une note après laquelle nous lui donnons de la poudre de viande, puis une note voisine après laquelle nous ne lui donnons jamais rien. Au bout d'un certain temps, si la première note le fait saliver et non la seconde, c'est la preuve qu'il les distingue; car, dès qu'il ne perçoit plus de différence, toutes deux continuent à provoquer une égale salivation, malgré la répétition des associations positives et négatives. En réduisant progressivement l'intervalle de hauteur entre les deux notes, on arrive à préciser ce que l'on appelle le seuil différentiel de sensibilité tonale.

Des déterminations d'acuité sensorielle — révélatrices d'ailleurs de différences individuelles aussi considérables chez les chiens que chez les hommes — ont pu être réalisées par cette méthode pour l'ouïe (perception des hauteurs, des intensités, des rythmes, etc.), pour la vue (perception des luminosités, des couleurs, des formes, des grandeurs, etc.), pour le tact,

pour l'odorat, au cours de recherches nombreuses et prolongées. Mais ce qui intéressa Pavlov, ce fut surtout de tenter une analyse des mécanismes impliqués par la formation et la dissolution des liaisons conditionnelles, de préciser par là les lois du fonctionnement de l'écorce cérébrale, et de rendre compte des phénomènes psychologiques — généralement examinés du point de vue subjectif, en tant que faits de conscience — tout en restant sur le terrain strictement physiologique. Dans l'introduction à l'ouvrage sur les *Réflexes conditionnels* traduit en français en 1927, il attribue cette tentative, qui orienta définitivement sa carrière scientifique, à l'influence profonde d'un petit livre, publié en 1863 par Setchenoff, « père de la physiologie russe » sur les réflexes cérébraux. « Que l'influence surtout sur la jeunesse est donc profonde, dit Pavlov, bien que souvent cachée, d'une idée forte par sa nouveauté et sa vérité. Dans cette brochure était exposée, sous une forme brillante, la tentative, vraiment extraordinaire pour l'époque, de représenter notre monde subjectif en se plaçant à un point de vue purement physiologique. » Les recherches poursuivies dans cette voie pendant plus de vingt-cinq ans, grâce au concours d'une centaine de collaborateurs, ont conduit Pavlov à ramener le fonctionnement cérébral à deux processus antagonistes, l'excitation d'une part et, d'autre part, l'inhibition, découverte justement dans les centres nerveux par Setchenoff, qui jeta par là pour la première fois un véritable lustre sur la science russe de la vie.

Une forte excitation comme celle que produit la nourriture, se produisant en un point donné du cerveau, aurait un pouvoir d'irradiation tel que les excitations se produisant en d'autres points, sous l'influence de stimulations sensorielles quelconques, seraient drainées par l'incitation la plus forte et concentrées au point d'application de cette dernière; et tout se passerait désormais, à la répétition des stimulations sensorielles ainsi drainées, comme si leur point d'action était celui même vers lequel elles se sont trouvées concentrées. Tel serait le mécanisme du transfert caractérisant le réflexe conditionnel.

Toute excitation engendrerait une onde d'irradiation,

s'étendant momentanément à la totalité des hémisphères cérébraux, puis reculant, se rétrécissant pour se limiter enfin au point d'application, et c'est au cours du mouvement de cette onde que l'association génératrice du réflexe conditionnel pourrait s'effectuer, à condition toutefois que l'excitation drainée se soit déjà produite, car toute impression postérieure à l'excitation forte, telle que celle qui est due à la nourriture, est en quelque sorte annulée et demeure inefficace; si je fais résonner une clochette, après avoir donné la poudre de viande, jamais le son de cette clochette ne provoquera la salivation, tandis qu'elle y parvient facilement si elle précède la nourriture, et d'autant mieux que l'intervalle se rapproche davantage d'un certain optimum au delà duquel l'association devient de plus en plus précaire, faisant même entièrement défaut pour un intervalle assez long.

Ce phénomène d'irradiation de l'excitation avec concentration ultérieure a été particulièrement étudié au moyen de stimulations portées à la surface de la peau, une phase de généralisation cutanée étant suivie d'un rétrécissement progressif de la localisation efficace.

L'irradiation se manifesterait surtout dans le processus d'inhibition, antagoniste de l'excitation, et susceptible de diminuer, et même d'annuler entièrement l'effet de cette dernière. De même qu'un dégoût empêche la salivation que provoquerait normalement la vue de quelque aliment, toute impression sensorielle qui se répète sans se trouver jamais associée à une stimulation gustative prend par là même une efficacité empêchante vis-à-vis d'une autre impression sensorielle qui a gagné, par associations répétées, le pouvoir de susciter la salivation.

En opposant une impression excitatrice et une impression inhibitrice, on peut mesurer la force comparée de l'une et de l'autre d'après la grandeur de l'effet résultant, en comptant le nombre de gouttes de salive s'écoulant en un temps donné. Soit deux impressions réflexogènes, dont l'une donne une salivation double de l'autre; sous l'influence d'une impression inhibitrice, alors que la première verra son action réduite des deux tiers, mais restera encore manifeste, la seconde se trouvera entièrement masquée; une autre impression inhibi-

trice ne réduira la salivation que d'un tiers dans le premier cas, laissant encore apparaître quelque effet de la seconde impression moins forte; les deux puissances inhibitrices sont par là précisément évaluées et l'on peut en faire une comparaison quantitative. Travail délicat, à coup sûr, exigeant un effort patient, continu, dans des conditions propres à éviter toutes perturbations extérieures, tout bruit, tout changement de milieu, ce qui fut rendu possible par la construction spéciale d'un Institut adapté à ces recherches, et que l'on désigne à Leningrad sous le nom de « Tour du Silence ». De petites cellules sourdes à doubles parois épaisses, d'éclairage et de température constants, contiennent l'animal, maintenu devant une cavité où peut apparaître dans une mangeoire la poudre de viande grâce à une commande extérieure à la disposition de l'expérimentateur, qui observe le chien au moyen d'un véritable périscope, et, grâce à un jeu de poires placées sous sa main, provoque à son gré diverses stimulations sonores, lumineuses ou tactiles, tandis que la salive, s'écoulant par un long tube, voit cet écoulement quantitativement enregistré sur un appareil *ad hoc*.

Grâce à une technique admirablement mise au point dans des conditions matérielles parfaites, les déductions de la théorie générale conçue par Pavlov furent constamment soumises au contrôle des faits, ces derniers servant ensuite de base à de nouvelles inductions théoriques.

En 1923, Pavlov, résumant en une sorte de schéma simplifié sa conception générale, disait que « les hémisphères représentent, à l'état de veille, une immense mosaïque comprenant, d'une part, des points excités et, de l'autre, des points inhibés, c'est-à-dire à l'état de sommeil chronique ». « C'est la présence de ces points étroitement entremêlés, les uns excitables, les autres endormis, ajoutait-il, qui règle tout le comportement animal. »

La conduite des animaux se trouverait entièrement expliquée, en faisant encore intervenir, outre l'excitation et l'inhibition, le phénomène de l' « induction réciproque », d'après lequel toute excitation tend à susciter une inhibition consécutive et inversement, et le processus d'irradiation, qui entraînerait, par exemple, le sommeil, par extension d'une

action inhibitrice à toute l'étendue des hémisphères cérébraux.

***

Dans l'énorme masse de travaux de l'école de Pavlov, dont il n'est possible de donner ici qu'une esquisse très générale et fort sommaire, de nombreux faits mériteraient d'être mis en lumière, tels que l'apparition rythmique de la salivation, lorsque la poudre de viande est apportée à intervalles réguliers, comme si le temps devenait l'excitant conditionnel efficace, ou la production de la salivation sous l'influence d'une stimulation douloureuse associée à la poudre de viande, avec disparition corrélative des réactions de défense, comme si le transfert donnait un caractère agréable à la stimulation douloureuse (électrisation cutanée ou piqûre), ce qui fit dire au grand physiologiste anglais Sherrington, assistant à ces expériences au Laboratoire de Pavlov, qu'il comprenait désormais la psychologie des martyrs.

Actuellement les recherches qui se poursuivent dans un grand nombre d'institutions de l'U. R. S. S. sont davantage dirigées vers les problèmes d'application pratique : le rôle du mécanisme d'association conditionnelle parut jouer un rôle essentiel dans l'éducation et la formation sociale de l'individu, d'où un ensemble de travaux impressionnants sortis de laboratoires consacrés à l'étude de l'enfance, la méthode des réflexes conditionnels ayant été adaptée à des réactions motrices et non plus seulement salivaires; d'autre part, les conceptions générales de Pavlov, sur les relations des processus antagonistes d'excitation et d'inhibition, l'ayant conduit à envisager la santé mentale comme liée à un équilibre convenable de ces processus, et des troubles d'allure réellement névrosique ayant été observés chez le chien sous l'influence de perturbations caractérisées par la dominance excessive de l'un ou de l'autre d'entre eux, la psychiatrie est apparue comme un domaine auquel pourraient utilement s'appliquer les notions déduites du réflexe conditionnel, et Pavlov lui-même, fréquentant les cliniques de pathologie mentale, propose actuellement une théorie explicative des grandes affections de l'esprit, qui seraient caractérisées par une

prédominance d'excitation (comme la manie) ou d'inhibition (comme la démence précoce). Et l'on commence à soumettre les aliénés à une exploration des réflexes conditionnels.

L'extension prise, sur le terrain de la sociologie, de la pédagogie, de la psychiatrie, par la conception physiologique du fonctionnement cérébral, et par là même mental, dégagée de l'étude du réflexe conditionnel, explique la curiosité croissante d'un public plus large pour l'œuvre et la personne de Pavlov. Mais, si le vieux maître russe a longtemps tracé droit son sillon avec une admirable obstination, sans lever les yeux, ne commençant à le situer que depuis peu à côté d'autres sillons parallèles ou divergents, il est nécessaire, pour prendre de cette œuvre une vue plus exacte, de l'envisager en connexion avec le mouvement général de la biologie contemporaine.

Tout d'abord, si l'expression de réflexe conditionnel est due à Pavlov, la notion ne l'est point, comme il le reconnaît volontiers lui-même.

Charles Richet a rappelé récemment qu'en étudiant, en 1888, ce qu'il appelait les réflexes psychiques, il avait défini des « réflexes individuels d'acquisition », entraînant par exemple le tremblement du chien à la vue du fouet, mais seulement chez un animal préalablement fouetté, et qui correspondent bien aux réflexes conditionnels de Pavlov.

A vrai dire, pendant assez longtemps, le maître russe n'admit comme réflexes conditionnels que des réflexes véritables, du type du réflexe salivaire et non des réactions motrices quelconques, pouvant être volontairement réalisées, s'opposant en cela à son compatriote, le neuropsychiatre Bechterev, qui, sous le nom de « réflexes conjonctifs », généralisait la notion fondamentale et esquissait lui aussi une « psychologie objective » comme « réflexologie », voisine de la physiologie cérébrale de Pavlov, mais beaucoup moins solidement assise du point de vue expérimental.

Mais, aujourd'hui, Bechterev est mort et Pavlov, généralisant à son tour sa notion, admet que le mécanisme du réflexe conditionnel s'applique à des manifestations motrices quelconques, ce qui facilite l'extension de la recherche à des animaux très variés et à l'homme lui-même. Et ainsi le

réflexe individuel d'acquisition de Richet est bien un réflexe conditionnel avant la lettre pavlovienne. Et il s'agit là d'une notion qui s'est dégagée de l'observation des animaux et des enfants, tout à fait indépendamment des recherches de Pavlov, notion sur laquelle j'ai particulièrement insisté dans le livre de synthèse que j'ai publié en 1910 sur l'*Évolution de la mémoire* dans la Bibliothèque de Philosophie Scientifique de Gustave le Bon, en la désignant sous le nom de loi de « l'anticipation ».

Un grand psychologue américain de l'enfance, qui est presque devenu aujourd'hui notre compatriote, J. M. Baldwin, dans son beau livre sur le *Développement mental* (paru en 1895), signale, chez une enfant de quatorze semaines que l'éclat d'une allumette qu'on enflamme suffit à arrêter les cris de la faim, bien que ce ne soit que le signal d'une préparation encore assez longue de la nourriture, et il conclut à un processus mnémonique mettant « l'organisme en mesure d'anticiper les expériences prochaines, et par suite leurs résultats nuisibles ou bienfaisants ». Pavlov, en situant le réflexe conditionnel en biologie, a dit un peu plus tard à peu près exactement la même chose. La notion, retrouvée de façon indépendante par Pavlov, quand il fit du réflexe conditionnel le point de départ de ses recherches, n'était donc pas à vrai dire une notion nouvelle.

Si nous envisageons maintenant le point d'arrivée, comment se situent aujourd'hui les conceptions de Pavlov?

La grande théorie, limitant le fonctionnement cérébral à un jeu de deux processus antagonistes présentant des ondes passagères d'irradiation, et une induction consécutive réciproque, ne peut être considérée que comme une intéressante hypothèse, très générale d'ailleurs, encore bien éloignée du mécanisme intime dont on commence aujourd'hui à s'approcher d'assez près, hypothèse dont la valeur réelle ne pourra être jugée que plus tard, mais dont il apparaît dès maintenant comme douteux qu'elle puisse réellement suffire à rendre compte de toute la complexité des phénomènes.

Si l'on envisage le cas du sommeil, qui paraît bien résulter d'une inhibition, il n'est pas possible d'y voir le résultat d'une simple irradiation d'un processus général de l'écorce,

alors qu'il s'agit — des expériences décisives de Hess de Zurich, l'ont montré — d'une action des centres nerveux végétatifs sur la sphère des relations sensorimotrices. D'autre part, le fonctionnement cérébral n'apparaît plus comme celui d'une mosaïque d'éléments relativement autonomes. Et, corrélativement, à l'atomisme psychologique se substitue, sous la pression des faits, une conception nouvelle envisageant à la base le rôle de systèmes structuraux complexes dont ne se différencient des éléments isolables que par une analyse progressive. En biologie, de façon générale, les fonctions en apparence simples et élémentaires n'apparaissent que par différenciation, à partir d'un complexus initial; le réflexe lui-même, qui a été généralement envisagé comme une composante primitive des fonctions nerveuses, naît, ainsi que Coghill semble bien l'avoir montré récemment, d'une limitation partielle, dans des réactions globales, syncrétiques, qui, seules, ont un caractère vraiment primitif.

Certes, il ne peut s'agir actuellement, en ce domaine, de conceptions définitives, et les faits prêtent à des interprétations encore assez différentes; Pavlov, qui continue à diriger des recherches sur les effets des ablations cérébrales chez les chiens, — ayant actuellement, dans son laboratoire, un animal privé de ses deux hémisphères cérébraux depuis plus d'un an, — s'oppose très vivement, et non sans raison, semble-t-il, aux conclusions extrêmes que Lashley tire d'expériences faites sur les rats, et d'après lesquelles le cerveau aurait un rôle quantitatif sans différenciations fonctionnelles. Mais il ne maintient pas sans les adapter ses conceptions initiales, et reconnaît la nécessité de modifier sa pensée sur certains points, après avoir pris connaissance des exposés du psychologue allemand Köhler sur la « psychologie de la forme ».

Et, en fait, certaines des déductions atomistiques primitives (dans lesquelles chaque impression sensorielle était envisagée comme une unité autonome, avec un point isolé lui correspondant dans les hémisphères cérébraux) se sont réellement trouvées en désaccord avec les résultats expérimentaux : une même impression serait douée, dans des complexus différents, d'une valeur tantôt inhibitrice et tantôt excitatrice, ce qui est contradictoire, alors qu'en réalité, l'impres-

sion ne peut s'isoler de l'ensemble de la perception complexe qui, seule, a des propriétés définies, d'excitation ou d'inhibition (suivant la nature des expériences qui ont été associées à ce complexe perceptif). D'autre part, quand il a admis la généralisation de la notion du réflexe conditionnel à tous les processus d'associations mentales se manifestant par des réactions objectives, Pavlov paraît avoir méconnu une différence essentielle entre le processus dont il a étudié les lois avec une si belle maîtrise et d'autres processus qui ne suivent pas exactement ces lois.

Ce qui caractérise en effet, essentiellement, le réflexe conditionnel, c'est qu'il ne se maintient que dans la mesure où il est renforcé, où l'association est entretenue : si j'ai conféré au son d'une cloche le pouvoir de faire saliver le chien en donnant assez souvent de la poudre de viande après avoir fait entendre ce son, toutes les fois que la cloche résonnera sans que la poudre de viande attendue suive le son, toutes les fois qu'il y aura déception, il se développera une inhibition qui fera disparaître la salivation au bout de quelques-unes seulement de ces excitations auditives; à vrai dire, au bout de quelques jours de repos, la salivation pourra reprendre après le son de cloche, l'action réflexe, plus solide, s'évanouissant moins vite, quand l'oubli se fait, que l'inhibition, plus récente et plus fragile, mais cela au premier essai; car, dès le second ou le troisième, l'inhibition aura annulé définitivement la salivation.

Or, on attribue au mécanisme du réflexe conditionnel des associations engendrées au cours d'une expérience unique, sans renforcements ultérieurs, certaines phobies par exemple, ou certaines manifestations de fétichisme sexuel.

Et nous connaissons bien, en psychologie animale et surtout humaine, des associations durables, définitives parfois, après une expérience unique, sans renforcements ultérieurs. Il y a évidemment là un mécanisme un peu différent, comme, à la méthode des essais et erreurs, avec tâtonnements multiples, pour l'ouverture d'une boîte à mécanisme secret, chez des singes ou de jeunes enfants, et qui correspond à l'automatisme du réflexe conditionnel, peut se substituer l'apprentissage intelligent qui, une fois compris le mécanisme, permet,

sans erreurs nouvelles, l'ouverture de la boîte à coup sûr.

Le développement de la capacité de formation des réflexes conditionnels a pu paraître lié au progrès du système nerveux, mais, phénomène paradoxal, quand le niveau intellectuel des jeunes enfants s'élève, des régressions s'observent. C'est que des mécanismes nouveaux interviennent qui refrènent les automatismes auxquels appartient le réflexe conditionnel. Et, d'autre part, on ne peut plus admettre, comme le faisait Pavlov au début, que le réflexe conditionnel soit un processus appartenant exclusivement à l'écorce des hémisphères cérébraux. En effet, non seulement chez les poissons, qui n'ont pas d'écorce cérébrale, le processus apparaît nettement, non seulement il se manifeste, de façon tout à fait générale, chez les Invertébrés, mais encore on l'a mis en évidence chez des Protozoaires, et il peut même commander des réactions purement organiques. C'est ainsi que Metalnikov, à l'Institut Pasteur, dans des travaux qui ont été confirmés de divers côtés, a montré que des réactions leucocytaires, ou des manifestations sanguines d'un pouvoir agglutinant, provoquées par des injections microbiennes, pouvaient apparaître sous l'influence de stimulations sensorielles, telles qu'un bruit ou un grattage de la peau, quand ces dernières avaient été associées plusieurs fois aux injections.

L'étude du réflexe conditionnel ne peut donc être considérée comme représentant de façon exclusive un procédé objectif de psychologie expérimentale : mais, surtout, ce n'est pas la seule méthode objective d'investigation des processus mentaux, comme le pensa au début Pavlov, s'opposant aux psychologues dont il considérait que la méthode ne pouvait être que subjective.

L'investigation portant sur les manifestations réactionnelles, sur le comportement, est bien en réalité la seule qui puisse prendre valeur scientifique générale et la notion de psychologie objective, en dehors des exagérations que certains auteurs américains ont apportées dans leur conception du « Behaviorisme », tend aujourd'hui à s'imposer de plus en plus, conformément aux vues soutenues depuis bien des années déjà par Pierre Janet et par moi-même.

***

Ainsi, Pavlov ne peut être considéré comme ayant apporté la méthode objective à la psychologie expérimentale, il n'a pas été le premier à découvrir le processus auquel il a donné le nom de réflexe conditionnel; et de ses théories qui n'ont certainement pas une valeur décisive, il est difficile de savoir encore ce qui pourra demeurer.

Quel est donc son mérite et sur quoi se fonde la gloire qui l'entoure aujourd'hui, et les honneurs qui lui sont accordés par le gouvernement soviétique?

En ce qui concerne ce dernier point, il est en effet bien remarquable de voir la situation exceptionnelle dont jouit Pavlov en U. R. S. S., alors qu'il ne s'est jamais rallié au régime soviétique, et que son opposition, si elle est restée purement intellectuelle, et ne l'a pas empêché de rester fidèle à son pays malgré des offres américaines très séduisantes, ne s'est jamais dissimulée, en particulier vis-à-vis de la philosophie officiellement imposée, dans un pays qui n'est certes pas aujourd'hui celui de la tolérance. « Vous avez dû avoir les oreilles joliment rebattues par le matérialisme dialectique », me disait-il en m'interrogeant sur le Congrès de Moscou, où les communications scientifiques de nos collègues de l'U. R. S. S. comportaient, en effet, toujours une phraséologie doctrinale qui ne laissait pas de paraître aux Occidentaux bien superflue. Et si, dans les autres Instituts de Physiologie, les dix-huit volumes des œuvres de Lénine occupent la première place, Pavlov a toujours jugé qu'une telle œuvre n'avait rien à faire chez lui.

Or, Pavlov dispose de moyens matériels de travail pratiquement illimités, d'une phalange de collaborateurs appointés; il est, malgré son âge, maintenu dans sa situation de professeur sans obligations d'enseignement, bénéficiant pour son 80e anniversaire d'une dotation spéciale; on va lui construire, à Kaltenchi, aux environs de Moscou, où il dispose d'une maison, un nouvel Institut, rattaché à l'Académie des Sciences, et où il compte poursuivre des études de génétique, sur la transmissibilité des caractéristiques individuelles de l'activité cérébrale. Nulle part, il ne jouirait

actuellement de tels avantages. Et cela montre bien que l'on sait apprécier le bénéfice moral que la réputation mondiale du savant apporte au pays qui sait l'honorer.

Mais, dans le bel effort qui est actuellement poursuivi en U. R. S. S. en faveur de la science, les préoccupations doctrinales jouent toujours un rôle prépondérant, et, si l'on favorise si largement l'œuvre de celui qui demeure irréductible vis-à-vis du régime nouveau, c'est aussi que, tout en séparant la science de la philosophie, comme il nous paraît correct de le faire, — alors qu'en U. R. S. S. la philosophie marxiste domine toute science, — Pavlov, étudiant sous la forme de phénomènes cérébraux les processus psychologiques, a paru travailler dans la ligne du matérialisme orthodoxe qui est devenu une sorte de religion d'État, déchaînant aujourd'hui chez les jeunes un véritable enthousiasme mystique.

Et, d'autre part, de tout temps Pavlov a été un admirable organisateur du travail collectif, un chef d'équipe hors pair, alors que la notion de l'équipe prend dans l'organisation communiste la place prépondérante; il a été et reste un chef énergique, se dépensant sans mesure, donnant lui-même toutes les directives aux collaborateurs chargés d'exécuter la besogne. Or, on s'efforce de généraliser actuellement en U. R. S. S. une telle méthode qui, sous la conduite d'une haute intelligence, permet à coup sûr un rendement de la science très supérieur à ce que donnent les traditions individualistes. Non certes que celles-ci n'aient de sérieux avantages, en particulier pour la formation des esprits supérieurs capables d'être des guides dans notre médiocre humanité, non certes que l'organisation quasi industrialisée de la recherche ne puisse présenter aussi des dangers, comme on en vit un exemple, quand Pavlov dut rétracter certaines affirmations relatives à des faits — qui avaient paru admirables — d'hérédité de caractères acquis par dressage[1] et qui résultaient de truquages de collaborateurs trop zélés et surtout peu consciencieux.

1. Cette regrettable erreur risque aujourd'hui d'entraîner une méconnaissance de résultats, certes moins beaux, mais plus dignes de confiance, et qui semblent bien indiquer, au cours des recherches systématiques de Mc Dougall, qu'une trace des dressages s'inscrit dans le patrimoine héréditaire.

Mais, il est certain que l'œuvre immense de Pavlov n'a été possible que, grâce aux efforts dirigés de nombreux élèves, dont certains sont devenus des maîtres à leur tour, et qui ont bénéficié d'un magnifique exemple. Car c'est bien en cela que Pavlov mérite le plus l'admiration. Il a su poursuivre, sans défaillance, une recherche systématique à laquelle il a consacré depuis trente ans tout son temps, toute sa pensée, toute sa vigueur; il a su constamment devancer par l'imagination, les résultats de la recherche, tenter des prévisions généralement justifiées par les faits, édifier une systématisation provisoire, destinée à permettre des déductions qui pourraient appeler le contrôle, et susciter ainsi d'autres expériences, n'hésitant pas à modifier son système pour l'adapter aux données nouvelles, cultivant cette vertu nécessaire à la science qu'est la soumission docile à l'expérience, la forme la plus haute et la plus difficile du culte de la vérité, dont il est vraiment un des grands prêtres. Avoir su diriger le travail de centaines de collaborateurs, en les fournissant d'idées, en élaborant les résultats de leurs recherches, témoigne à la fois d'un caractère et d'une intelligence hors pair.

Dans la Préface d'une traduction des *Leçons sur l'activité du Cortex cérébral*, E. Gley a pu dire en 1929, de Pavlov : « C'est un initiateur et un conducteur », en une formule aussi juste que concise.

Pavlov aura donné un bel exemple et une grande leçon, et, sans tenir compte des quelques raisons extérieures à son œuvre qui ont pu accroître le retentissement mondial de son nom, nul doute que la postérité retiendra Pavlov comme l'un de ceux qui auront su mettre en œuvre les immortels principes exposés par Claude Bernard dans son *Introduction à l'Étude de la Médecine expérimentale.*

HENRI PIÉRON

LA HONGRIE

ET

LE PROBLÈME DANUBIEN[1]

Voici un peu plus de mille ans, une tribu asiatique de la famille des Huns est venue occuper l'Hungaria d'aujourd'hui. De cette ascendance mongole le pays reste indélébilement marqué. On y rencontre encore le pur type kalmouk; même l'étrange casque des gendarmes décèle une origine asiatique. Ces conquérants ont formé un peuple volontaire, énergique, brutal, d'une incontestable bravoure, rude jusqu'à la dureté, orgueilleux sans souplesse. Sans grande intellectualité aussi. De magnifiques soldats, plutôt que des politiques. Tout est en solidité et presque pas en surface. Détail caractéristique, les écrivains, et les plus grands, comme Herzeg Ferencz, restent des écrivains de terroir.

Séparée du reste de l'Europe par une langue qui n'est guère apparentée qu'avec le chinois et le finnois, la population magyare constitue une nation fortement originale, tranchant sur les autres races qui l'entourent. Dépourvue de toute communauté spirituelle avec ses voisins, repliée sur elle-même, c'est un peuple « clos ». Chez lui le patriotisme domine, un de ces patriotismes profonds, fiers et même un peu farouches, qui font les grandes nations.

Le sentiment national, vertu fondamentale des Magyars, se

1. Voir dans la livraison du 1er novembre : *L'Autriche d'aujourd'hui*, par M. Georges Roux.

trouve aujourd'hui fort surexcité. Le traité de Trianon fut de beaucoup le plus dur des traités de paix. Il enleva à la Hongrie 60 p. 100 de sa population, 71 de son territoire. Une telle mutilation ne compte dans l'histoire d'autre équivalent que le partage de la Pologne. Certes les territoires enlevés à la Hongrie étaient pour la plus grande part peuplés de races allogènes qui ont recouvré leur indépendance. Malheureusement près de trois millions et demi de Hongrois furent enlevés à la mère patrie. Perte qui correspond à 40 p. 100 de la population actuelle puisque ce royaume ne compte plus que huit millions de sujets. On imagine toutes les conséquences d'une pareille situation. Les nouvelles minorités ne peuvent ni recevoir des journaux magyars, ni envoyer les jeunes gens étudier dans les universités de Budapest, ni faire enseigner convenablement la langue maternelle. Elles désespèrent de conserver leur civilisation traditionnelle et se plaignent de se trouver assujetties à des cultures balkaniques considérées comme inférieures. Près de 400 000 réfugiés, soit expulsés, soit transfuges de leur plein gré, viennent sans cesse exciter leurs compatriotes par le récit de leurs misères. Le nationalisme hongrois s'en exaspère.

Depuis quatorze ans, les Hongrois vivent en révolte ouverte contre le traité de Trianon. La protestation, incessante, prend les formes les plus élevées comme les plus familières. Drapeaux en berne, monuments commémoratifs des quatre « Alsace-Lorraine », cartes des mutilations reproduites sur les murs, sur les assiettes, les carafes, jusque sur les pelouses des jardins publics... Il n'est pas de réunion qui ne se termine par le cri répété de « Nem, nem, Soha » : Non, Non, Jamais. Dans toutes les écoles, chaque jour, à l'ouverture des classes, les enfants jurent de ne pas accepter le partage de leur patrie. Ils récitent le « Credo hongrois », affiché dans toutes les salles d'études, reproduit à la première page de leurs livres de classes. En voici le texte : « Je crois en un Dieu et en ma Patrie unique. Notre Père, fais que notre Patrie redevienne libre et grande, sèche ses larmes, mets fin à ses pleurs, donne l'espérance et la confiance à tous les martyrs hongrois qui souffrent de la servitude étrangère; je crois à la justice de Dieu et à la résurrection de la Hongrie. » Tout le peuple est élevé dans une

mystique de deuil et de volonté nationale. De ces sentiments, analogues à ceux de la Pologne du XIXe siècle, on pourrait citer mille manifestations, tantôt touchantes, tantôt ridicules, toujours impressionnantes. A la fin d'août 1932, au Grand Théâtre de Budapest, j'assistais à une représentation de danses et chants du folk-lore hongrois. Au début du spectacle, l'hymne national, écouté debout, est repris par l'assistance. A la fin le rideau se relève, et voici sur la scène des petits garçons et des petites filles en costumes nationaux, qui s'agenouillent, puis, les mains jointes, prient Dieu, et s'écrient : « Justice pour la Hongrie! »

Réellement ce peuple souffre. Dans son patriotisme, dans son orgueil historique. S'imaginer qu'épuisé il finira par abdiquer, c'est le méconnaître : la résignation ne figure pas au nombre des vertus magyares. Avec le temps les minorités hongroises vont-elles s'accoutumer à leur sort et à la langue s'assimiler? C'est peu probable. Séparées de leurs nouveaux concitoyens par la langue, les coutumes et le souvenir d'un passé grand, elles s'opiniâtreront dans une opposition irréductible. L'ancien maître ne se laisse pas facilement domestiquer par son ancien vassal. Corps dur, bloc d'acier, la Hongrie est dressée au carrefour de l'Europe Centrale en une révolte farouche contre l'état de choses actuel.

Les préoccupations nationales relèguent au second plan les difficultés économiques pourtant considérables. La misère est grande dans la plaine danubienne; et le beau Danube bleu est aujourd'hui gris des soucis qu'il roule. Tous les États de l'Europe se sont fermés les uns aux autres; chacun prétend protéger ses propres produits et se replier sur lui-même. Les grands pays aux ressources variées supportent mieux cette autonomie forcée. Les petits pays sont les plus malheureux. Des barrières douanières infranchissables à l'exportation entourent de toutes parts les Hongrois. A l'heure actuelle, ils n'ont de traité de commerce qu'avec la Yougoslavie et la Roumanie, également États agricoles, avec lesquels il y a peu d'échanges. Les autres voisins ne cessent d'élever des restrictions à l'importation. Pratiquement les Hongrois ne peuvent plus échanger leurs produits agricoles et la valeur de ceux-ci baisse dans des proportions catastrophiques. Le blé, la grande

richesse du pays, devient tellement abondant qu'on ne sait plus qu'en faire. L'Autriche voisine fait venir son blé du Canada, la Tchécoslovaquie de l'U. R. S. S. Dans la campagne hongroise on trouve un poulet pour quatre à cinq francs. Un propriétaire me racontait qu'une de ses vaches, qui avait mangé de la luzerne, avait enflé et avait péri; de cette bête morte, encore intéressante pour ses abats, son cuir, son suif, ses cornes... il n'avait pu tirer qu'une trentaine de francs.

Les impôts rentrent malaisément. Il est question de les faire payer en nature, au moins pour partie. Le Hongrois, mauvais organisateur et terriblement dépensier, gère mal l'État et celui-ci se trouve dans une situation financière proche de l'abîme. Le cours officiel du pengö est précaire. La réserve d'or ne cesse de diminuer. Actuellement elle ne dépasse pas 400 millions de francs. Pour maintenir le taux de couverture des billets au chiffre encore modeste de 28 p. 100, on a été obligé de réduire la circulation fiduciaire avec une extrême rigueur. Les emplois publics, sans cesse comprimés, sont de plus en plus mal rétribués. Déjà la mensualité des fonctionnaires s'acquitte en deux fois et un projet de loi veut régulariser ces retards de paiement. Il semble que l'on soit à la veille de la faillite.

Et cependant, fait remarquable, malgré sa détresse la Hongrie ne donne aucun signe d'agitation révolutionnaire. Depuis la terrible dictature de Bela Kuhn, le communisme n'est plus représenté que par des individus isolés, poursuivis, traqués avec la plus grande sévérité. Nulle part on ne voit apparaître quelque désir de bouleversement. La lutte des partis se poursuit sans symptôme de fièvre politique. Dans sa situation quasi désespérée, la Hongrie ne s'agite pas et cela est impressionnant. Les pays qui ont de grandes revendications nationales présentent souvent de tels spectacles d'unanimité. En plus, ici, il faut tenir compte de la structure sociale du pays, principalement agricole, et où le paysan hongrois, solidement encadré par sa noblesse, reste encore soumis à une sorte de système féodal. Comme en Angleterre, une aristocratie terrienne de propriétaires fonciers constitue l'ossature principale de la nation. Aristocratie fort simple,

très attachée à ses paysans, sincèrement dévouée aux intérêts généraux de la nation. Habituée aux fonctions publiques, soutenue par un réel sentiment du devoir social, elle forme la classe la plus expérimentée, la plus politique du pays.

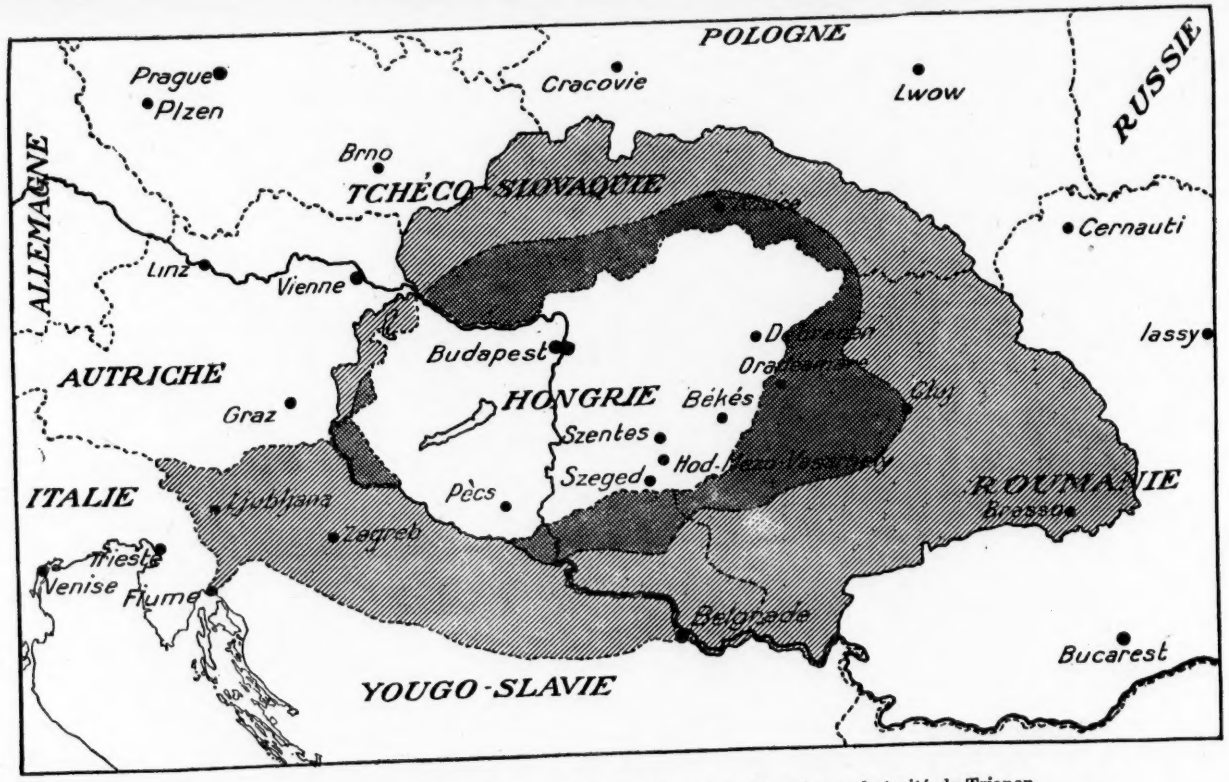
Son rôle prédominant est néanmoins tout près de se terminer. Une évolution sociale est en route : la noblesse, diminuée matériellement par la réduction de ses revenus et moralement par la pénétration des idées avancées, voit peu à peu se réduire son prestige et son influence. Une bourgeoisie hongroise, autrefois presque inexistante, s'est formée, surtout depuis la fin du XIXe siècle et depuis l'industrialisation forcée exigée par l'isolement du petit État du traité de Trianon. Cette bourgeoisie prend de l'importance, elle devient chaque jour plus désireuse du pouvoir, auquel elle participe au second plan. Elle forme des équipes de remplacement. L'une d'elles déjà prend le pouvoir avec le ministère Gomboes où, innovation, l'on ne voit figurer aucun comte. La vieille suprématie des « Grof » est menacée de s'éteindre.

On le voit bien aux mouvements des partis. Les gouvernements, pendant douze ans plus ou moins directement dirigés par le comte Bethlen, véritable chef du pays, étaient soutenus dans le Parlement actuel par une majorité de 173 députés sur 245. En face d'eux l'opposition, fragmentée en trois ou quatre groupes. Il semblait donc que ce qu'on appelle le régime Bethlen possédât dans le pays une assiette solide; mais il faut faire état du système électoral, ou plus précisément des systèmes électoraux, car il existe deux modes d'élection. A Budapest, et dans quelques autres grandes villes, on vote au scrutin secret. Il en va autrement dans les circonscriptions rurales, en majorité dans ce pays de population principalement villageoise. Là chacun doit exprimer son vote par déclaration verbale devant le bureau électoral. C'est en présence du juge de paix, représentant le gouvernement, de son propriétaire, de son curé, de son percepteur, que le paysan doit se prononcer. La pression officielle a beau jeu. Or les délégués élus par les villes au scrutin secret appartiennent pour la plupart à l'opposition, et les membres de la fidèle majorité gouvernementale ne se recrutent qu'au scrutin public.

Néanmoins depuis quelques mois, lors d'élections partielles, au scrutin public, l'opposition ne cesse de gagner des voix. Cette année, sur quatre sièges vacants, elle en a enlevé trois. Le 28 août 1932, Tibor Eckhardt, un jeune chef de parti de grand talent et de grand avenir, déjà député dans une autre localité, se présente dans une circonscription rurale, au scrutin ouvert, contre le ministre de l'Agriculture en fonction, propre gendre du Régent. Il bat Purgly. Ce grave échec gouvernemental provoque la démission du cabinet du comte Gyula Karolyi.

Rien apparemment ne peut plus arrêter les progrès de l'opposition. La majorité actuelle le sent bien. Les comtes hongrois, en grands seigneurs, semblent résolus à ne pas s'opposer au vœu quasi unanime de la nation. La veille même des élections partielles qui allaient marquer la défaite de son parti, l'ancien Président du Conseil annonçait le dépôt à la rentrée du Parlement d'un projet de loi généralisant le vote secret. On ne saurait agir plus élégamment ni plus sagement. Des élections libres doivent amener la fin de ce qu'on appelle le régime Bethlen. Dejà on voit craquer le bloc gouvernemental et se constituer un cabinet Gomboes aux tendances sociales plus avancées, favorable notamment à une réforme agraire analogue à celle déjà réalisée dans les États voisins et qui s'impose dans ce pays où la grande propriété représente encore 50 p. 100 de superficie cultivable. Voici la Hongrie à un point critique de sa politique intérieure. Dirigée par ses chefs ou abandonnée à ses impulsions, sur une cadence accélérée ou un rythme ralenti, elle s'achemine vers des formes plus populaires.

Une évolution parallèle s'opère sur la question de la forme de l'État. Jusqu'ici les Magyars paraissent profondément attachés à la royauté. Les archiducs jouent à Budapest un rôle de tout premier plan et gardent en Hongrie un grand prestige. Les Habsbourg cependant n'ont point d'attaches particulières avec le pays. Ils sont de souche extérieure. Contre les empereurs d'Autriche les Hongrois s'étaient soulevés en 1848 et ne furent vaincus qu'avec l'aide des armées russes; la paix s'est faite, mais la maison régnante restait une dynastie étrangère. La fidélité aux Habsbourg



Les parties hachurées représentent les territoires enlevés à la Hongrie par le traité de Trianon.
Les Hongrois modérés revendiquent seulement les territoires quadrillés situés en deçà de la ligne dite Rothermere.

s'explique surtout par le goût magyar de la correction. Rien ne mesure mieux la différence de caractère entre Autrichiens et Hongrois que la divergence de leur attitude envers leurs souverains. L'Autriche, œuvre des Habsbourg, oublie ses créatures. Conquise par eux de haute lutte, la Hongrie fait preuve de loyalisme à l'égard des vainqueurs sacrés de la Couronne de Saint-Étienne. Aux yeux des Hongrois la couronne incarne la Patrie. La « Sainte Couronne de Saint-Étienne » est la représentation mystique de la Hongrie millénaire. Le terme traditionnel « Pays de la Sainte Couronne » consacre l'unité de la nation. Il évoque une histoire glorieuse. Sous l'idée de restauration monarchique on relève la conviction que le rayonnement de cette Sainte Couronne exercerait son attraction sur les terres irrédentes. Cette croyance me paraît chimérique. Ni en Slovaquie, ni en Transylvanie, ni en Croatie, je n'ai senti la puissance d'attirance que l'on prête à la royauté magyare. La majeure partie des populations annexées peut conserver un grand respect pour l'ancienne monarchie; elle a pris goût à ses libertés nouvelles. La vieille histoire pourra difficilement se répéter, et l'ancienne domination magyare appartient à des temps désormais révolus. Cela, les Hongrois ne le comprennent pas encore, obsédés qu'ils sont par leur gloire passée.

Loyauté et patriotisme, telles sont les nuances du monarchisme hongrois. Il a pour lui la tradition; aussi la noblesse généralement reconnaissante de ses titres à la Maison d'Autriche; enfin le clergé catholique, très influent et fort attaché à cette famille des Habsbourg qui combla l'Église de donations. L'État hongrois continue de s'appeler « Royaume de Hongrie ». Ses postes, ses légations, ses administrations se dénomment « royales ». Même le chef de l'État porte le titre de « Régent du royaume ». Le trône est vide, mais le trône est là, signe d'une monarchie sans monarque. Le Roi, semble-t-il, n'a qu'à rentrer dans son royaume : tout est prêt pour le recevoir, ses sujets l'attendent toujours et, seule, l'empêche de revenir l'opposition étrangère des auteurs du traité de Trianon. Le retour du jeune prince Othon ne serait qu'affaire d'opportunité et de précautions dans le dessein, d'audace dans l'exécution. Voilà l'apparence. Cependant, même en dehors du veto inter-

national dont nous reparlerons, la Hongrie ne cesse de s'éloigner d'une restauration chaque jour plus difficile.

La rentrée des Habsbourg se heurte aux obstacles suivants :

1° Les bénéficiaires de la régence, conservateurs du régime actuel, adversaires personnels du roi : rangeons dans ce groupe le régent Horthy et surtout l'actuel président du Conseil, Gomboes, adversaire particulier des Habsbourg dont il a arrêté par la force la tentative de restauration de 1925. Longtemps ministre de la Guerre, il a peuplé l'armée de ses créatures et écarté systématiquement les officiers royalistes. Tant que Gomboes sera au pouvoir, la restauration sera impossible, et Gomboes, homme de caractère énergique paraît décidé à ne lâcher le pouvoir qu'à la dernière extrémité. Son cabinet n'est pas un ministère de transition, il paraît au contraire appelé à durer longtemps.

2° L'opposition de la partie orientale du pays appelée Transleithanie. Cette région est de religion protestante et l'on sait la tendance des protestants à être républicains. La capitale, Debrecen, grande et belle cité universitaire, s'appelle fièrement « la Rome Calviniste ». Les Habsbourg n'y furent jamais populaires. C'est dans le grand Temple de Debrecen que, le 11 avril 1849, la Diète hongroise avait proclamé la déchéance des Habsbourg.

3° L'importance croissante de la bourgeoisie qui n'a pas les mêmes raisons que la noblesse d'être attachée aux Habsbourg et paraît conquise à ces idées libérales qu'à l'étranger on appelle les idées françaises.

4° L'habitude, cet adversaire insidieux. Depuis quatorze années on vit sans roi. Le prince Otto est loin. Les archiducs habitant la Hongrie, et dont le plus en vue est l'archiduc Josef, font figure d'hommes excellents, extrêmement simples, très sympathiques, fort corrects, sans grand brillant, en somme assez effacés. En politique comme en amour, l'absence est une épreuve redoutable. La Hongrie perd le goût de la royauté; une restauration risque aujourd'hui d'apparaître comme une aventure.

5° Enfin il faut tenir compte d'un facteur nouveau dont l'importance ne s'est révélée à moi qu'au cours de mon dernier voyage : je veux parler de la jeunesse hongroise. Dans l'humi-

liation nationale et la misère matérielle, une jeunesse s'est formée, déliée des vieux préjugés. Elle considère l'avenir de la Hongrie tout autrement que comme une copie de son passé, elle croit que la patrie se reconstituera sous une forme nouvelle, elle pense que le problème moderne de l'État n'est plus enfermé dans ce dilemme vieilli : République ou Monarchie. Ces tendances, encore mal dégrossies, nous les verrons un jour se préciser, mais d'ores et déjà elles sont indifférentes, sinon hostiles, aux Habsbourg. Ce que les jeunes reprochent le plus à la restauration monarchique, c'est de ne pas apporter de solution vraiment pratique au grand problème magyar, celui de la réintégration dans la mère patrie des Hongrois actuellement annexés. On ne voit pas très bien quel élément nouveau les Habsbourg apporteraient au problème danubien, sinon une aggravation des méfiances existantes. Là est la grosse objection, car toute la vie intérieure hongroise est dominée par sa politique extérieure.

***

Cette politique extérieure est au fond ce qui chez les Hongrois nous intéresse le plus, nous Français. Elle a pour principal fondement le patriotisme ; de celui-ci découle la plus intéressante des réactions de la Hongrie : son extrême méfiance à l'égard du germanisme. Séparée par une frontière sans barrières naturelles de cette immense agglomération ambitieuse, le petit peuple magyar a toujours voulu rester lui-même. Son histoire est pleine de réflexes de défense nationale. Même sous les Habsbourg, il n'a jamais voulu accepter l'emploi de la langue allemande, et, jusqu'au milieu du XIXe siècle, en 1844 où une loi intervint, le latin demeure la langue officielle. L'accord dualiste de 1867 est marqué de cette irréductible volonté d'autonomie. Les sentiments de résistance au germanisme, loin de diminuer depuis la guerre, se sont plutôt accentués avec le réveil de l'esprit d'expansion du Reich. Lors de l'affaire de l'Anschluss de 1931, le gouvernement de Budapest a pris position avec une netteté et une fermeté qui depuis lors ne se sont jamais démenties. L'activité hitlérienne n'est pas de nature à les relâcher. Les Nazis consi-

dèrent ouvertement la Hongrie « non proprement », disent-ils, « comme un pays germanique, mais comme un avant-poste du germanisme dans l'État ». Elle représente pour eux la clef de la route de l'Orient. Ces menaces, les Hongrois sont trop proches pour ne pas les entendre; ils savent ce qu'après l'absorption de l'Autriche signifierait pour eux la frontière allemande passant à Hegyeshalom, leur gare douanière, et l'immense péril que constituerait la proximité de la terrible masse germanique pour leur petit pays si affaibli par les traités. Les Magyars entendent résister; ils ne veulent pas d'un nouvel Anschluss, ils se refusent à monter dans la prochaine « charrette ».

Ce réflexe national explique le manque d'enthousiasme des Hongrois à l'égard des projets de conjonction Autriche-Hongrie. Aux partisans de ce dessein, les Hongrois répliquent que, dans leur histoire, ils ont beaucoup souffert de la tutelle de Vienne et qu'ils ne tiennent pas à recommencer. Pour eux un Anschluss entre la petite Autriche et la petite Hongrie présente peu d'avantages pratiques, mais en revanche deux inconvénients :

1° Risquer de faire rentrer la Hongrie sous une direction germanique.

2° Surtout apparaître dirigé contre la Petite Entente.

Et voilà le plus grave. La constitution des États dits de la Petite Entente, Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie, est le grand fait de l'après guerre. Il domine désormais toute la politique de la région danubienne. La Hongrie doit d'autant plus compter avec ces nouveaux États qu'en dehors d'eux il ne s'offre point pour elle de solution viable. A regarder la carte, on s'aperçoit que le bassin danubien constitue une étonnante unité géographique et économique, « la plus parfaite de l'Europe », selon Elisée Reclus. L'histoire présente les mêmes constatations : les peuples de ce bassin ont toujours vécu plus ou moins ensemble. La géographie et l'histoire s'accordent à prêcher une entente des États danubiens. C'est la loi de cette région, loi physique et historique à laquelle on ne saurait échapper. Plus on réfléchit, plus on discute les autres solutions proposées, mieux l'on se convainc que l'avenir réside dans un accord de la Hongrie

avec la Petite Entente, accord économique doublé d'un accord politique avec un compromis sur la question des frontières. Il faut lier les deux questions; elles constituent les aspects inséparables d'un même drame. L'échec de tous les projets danubiens tient à ce qu'on n'a posé le problème que sur le plan économique sans oser aborder le plan politique. Or ici la politique domine l'économie. Des sentiments nationaux trop à vif contrecarrent jusqu'à présent toute organisation commerciale. De douloureux irrédentismes empêchent toute collaboration sincère. On ne résoudra pas le problème en le posant partiellement. Un double compromis politique et économique est une obligation inéluctable, et pour la Hongrie, et pour la Petite Entente.

D'abord pour la Hongrie qui ne peut vivre entourée d'États hostiles. Telle qu'elle a été constituée par les traités, la Hongrie isolée constitue ou bien un foyer d'agitation internationale ou bien une proie désignée par le germanisme.

Inéluctable aussi pour les États de la Petite Entente sans lien géographique entre eux, ne communiquant — et mal — que par des « pointes ». L'examen de la carte démontre ce que leur alliance a d'un peu artificiel. Entre eux aucun intérêt économique sérieux, peu d'idées communes, sinon la crainte d'une « revanche » hongroise. C'est surtout, d'un certain point de vue, une machine diplomatique ancien style, de conservation et de défense contre l'État qui précisément est situé au milieu d'eux, au centre géographique de la région, au point inévitable. La fonction de la Hongrie est de faire le pont entre les peuples situés sur les rebords du bassin. Sans la Hongrie, la Petite Entente est « décentrée ». Avec la Hongrie elle rétablirait son unité géographique et économique. Enfin l'accord avec leur ancien adversaire diminuerait pour ces États nouveaux : 1° leurs charges militaires écrasantes, que demain ils ne pourront peut-être plus supporter; 2° le poids de ces minorités inassimilables, sources incessantes de troubles, causes de faiblesse. Sans la Petite Entente, la Hongrie n'est qu'un État misérable condamné à végéter dans l'orbite de l'Allemagne; sans la Hongrie la Petite Entente ne peut donner toute la cohérence désirable à la combinaison diplomatique qu'elle représente.

Ces réalités, des contingences les masquent provisoirement. Les ombres douloureuses du passé viennent voiler les vérités essentielles. Ni à Budapest, ni à Prague, ni à Bucarest, on ne trouve encore une atmosphère vraiment propice à la confiance. Méfiance d'un côté, exagération de l'autre. Toute cette partie de l'Europe est livrée au jeu dangereux des intrigues diplomatiques. L'actuelle entente italo-hongroise en est un exemple. Va-t-elle jusqu'à être une véritable alliance appuyée d'un accord militaire, enchaînant les deux pays? Même si, comme je le crois, la Hongrie ne s'est pas liée irrévocablement à l'Italie par des textes formels, il est certain que les deux gouvernements ne cessent de se tenir en accord étroit et affectueux. Outre des raisons de sympathie politique intérieure, la Hongrie trouve dans la grande nation latine un appui d'autant plus précieux qu'il est le seul sur lequel aujourd'hui elle puisse réellement compter. Mais cette amitié n'a de sens que dans la protection qu'elle assure à la Hongrie contre les États de la Petite Entente. Or précisément l'avenir de la Hongrie est dans une association avec ces mêmes États. Aussi une politique italienne ne peut-elle à elle seule représenter le terme final de la politique hongroise.

Il y a des vérités si évidentes qu'elles finissent par s'imposer. La Hongrie ne pourra pas éternellement s'écarter de sa loi naturelle, de ce qui est sa raison d'être, sa fonction inévitable. Elle finira par le comprendre. Ses voisins y viendront aussi. Pour tous ces États du Danube il n'y a pas deux politiques possibles. On pourra tourner autour des questions danubiennes, on n'aura rien fait tant qu'on n'aura pas réinculqué à ces peuples la notion de leur solidarité et la nécessité de leur réassociation. Pour le moment, je sais de quelles barrières de haine s'entourent ces malheureux pays. Et cependant, sous la pression des dures réalités, la vérité commence à se faire jour. En Hongrie, lors de mon dernier voyage, j'ai pu constater que les Magyars avaient fait un pas sensible vers l'acceptation d'une collaboration avec leurs voisins. Il y a réellement là-bas un état d'esprit nouveau. On a fait des progrès à Budapest, il faut qu'on en fasse encore. Il faut qu'en Europe l'on soit rassuré sur les ambitions magyares. Le peuple hongrois a le droit de vivre sa pleine vie nationale,

mais il ne faut plus qu'il songe à ressusciter son antique domination. Elle appartient à un passé définitivement révolu. Le jour où l'on aura acquis la conviction que dans ses revendications nationales la Hongrie fait preuve de sagesse et de modération, ce jour-là la paix aura fait dans ces régions un pas décisif.

De leur côté les États de la Petite Entente, cessant d'être inquiets pour leur propre existence nationale, pourront mieux comprendre que les nécessités économiques, les difficultés intérieures, les agitations de minorités, les menaces séparatistes doivent les amener à désirer un état de choses plus rassurant.

La France ne pourra que les pousser dans les voies de la conciliation. Elle peut difficilement proposer elle-même un plan d'aménagement danubien. Tout ce qui vient d'elle est aussitôt suspecté d'arrière-pensées et taxé de « tentative d'hégémonie ». Au demeurant nous devons donner l'exemple du désintéressement. Nous n'avons guère que le droit de guider ces pays vers les compromis nécessaires. Les peuples danubiens devront régler eux-mêmes leur statut. C'est à un homme d'État de la Petite Entente qu'il appartiendra de prendre l'initiative d'une conférence danubienne. Voilà, semble-t-il, de quoi tenter un de ces grands esprits à la fois humains et prévoyants, de la qualité du président Masaryk, par exemple. Si ce geste était fait, si cette œuvre était menée à bien, elle aurait une portée immense. Une « association danubienne » servirait de modèle et peut-être de centre à une « association européenne ». Une « Société des Nations danubiennes » constituerait un essai et un exemple pour une « Société des Nations européennes ». Et celle-ci, sortant enfin des nuages, passerait du plan théorique sur le plan des réalisations pratiques.

Si ce rêve n'était pas exaucé, nous aurions au moins formé là-bas, au lieu de l'actuelle poussière d'États, un système régional plus cohérent. Il aurait des chances de rallier l'Autriche. Pour le moment la faible Autriche ne connaît qu'une masse d'attraction, la germanique. Si elle voyait s'en constituer une autre, si elle se sentait prise entre deux formations également fortes, l'Autriche hésiterait. Elle pourrait se sentir entraînée dans sa direction historique. Cela n'est

point impossible, et déjà quelques Autrichiens encouragent cette tendance. La constitution d'un bloc danubien est la seule parade possible à l'Anschluss. Mais il n'y a plus de temps à perdre.

***

Même sans l'Autriche, une association danubienne aura au moins l'avantage de mettre tous ses États définitivement hors du cercle de gravitation germanique. Il y a 70 millions d'Allemands au centre de l'Europe. Cette masse énorme, si elle est laissée sans contrepoids, défait tout équilibre. Ou bien nous construirons une Europe harmonieuse, ou bien l'Europe sera allemande. L'exemple de la petite République d'Autriche doit être retenu comme un enseignement.

Aussi doit-on considérer aujourd'hui avec une attention particulière cette Hongrie remarquable par les qualités et les défauts mêmes de sa race, autant que par sa situation géographique, au point capital de la vallée du Danube, bastion central sans lequel rien de durable n'est possible. La Hongrie pourrait bien, quelque jour, reprendre une place dans la politique européenne. Jusqu'ici elle n'y avait participé qu'indirectement. Depuis le XVIIe siècle, dirigée par les Habsbourg, elle se trouvait sous la tutelle d'une dynastie étrangère. Après 1867, elle avait fini par disposer d'une complète autonomie en politique intérieure; par contre, en politique extérieure, elle ne jouissait d'aucune indépendance. Les diplomates hongrois de la double monarchie, généralement peu nombreux, appartenaient à la classe aristocratique des hauts fonctionnaires « impériaux et royaux ». Jamais il n'y avait eu de politique extérieure hongroise, aujourd'hui il peut y en avoir une. Le traité de Trianon, qui pèse si douloureusement aux Magyars, leur a du moins donné ce bien inestimable : la liberté. La complète indépendance de la Hongrie ne date que de 1919. Toujours sous le coup de ses mutilations, la Hongrie n'a pas encore su comprendre tout ce qu'elle pouvait faire avec sa nouvelle situation. On le sent bien aux hésitations et aux maladresses de sa diplomatie. Cette

nation trop occupée de son présent douloureux, il faut l'aider à voir au delà de ses souffrances actuelles et à préparer l'avenir.

Nous le devons d'autant plus, nous autres Français, que la politique extérieure hongroise, une fois dégagée de ses contingences du moment, aura inévitablement deux directions essentielles : la résistance à une hégémonie germanique, la formation d'une organisation danubienne. Ces deux directions sont conformes aux lignes éternelles de la politique française. Nul doute que nos deux pays ne finissent par se rencontrer pour le bien de la paix européenne. Apport non négligeable que celui de ce peuple de dix à douze millions d'hommes, braves, forts, disciplinés. A l'heure où la situation de l'Europe Centrale et Orientale est plus trouble que jamais, la Hongrie représente un facteur d'une importance croissante.

GEORGES ROUX

L'IDIOT DE LA FAMILLE[1]

XIV

VIVRE DANGEREUSEMENT

Ce jour-là, Fenella ne fut pas tout à fait elle-même, car sans cela elle n'eût jamais trouvé le courage de tenir la promesse qu'elle avait faite à Sébastien. Même après qu'elle eut abandonné son bracelet-montre sur une plage déserte du lac, elle ne savait pas encore si elle enverrait ou non le marquis l'y chercher. Si grande que fût l'antipathie qu'elle éprouvât pour lui, à présent, une pareille action lui paraissait plutôt perfide.

Mais les événements du matin avaient donné aux choses qui depuis s'étaient produites l'apparence de choses rêvées, en sorte qu'elle se vit agir avec cette sorte d'irresponsabilité propre aux rêves. Contre sa propre conscience, elle accomplit, et très habilement, l'ordre de Sébastien. Elle se contenta de se lamenter, en présence du marquis, sur la perte qu'elle avait faite de son bracelet-montre et se laissa arracher le privilège d'aller le chercher, privilège disputé par plusieurs autres. Elle le vit partir avec un sentiment de malaise et de culpabilité, contre lequel elle ne pouvait se défendre, et sans cesse elle se répétait : « Se peut-il vraiment que je fasse une chose pareille? » C'était comme lorsqu'il lui arrivait de rêver qu'elle descendait Bond Street en chemise de nuit, avec l'espoir que tout cependant paraîtrait normal.

Ce fut ce double d'elle-même qui plus tard se glissa le long

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 octobre et 1er novembre.

du chemin, au bord du lac, pour aller retrouver Caryl. Le même sentiment d'irréalité persistait, contre lequel elle ne pouvait pas lutter.

Le soleil couché, les nuages avaient disparu, et une lune brillante s'était montrée. Elle voulut se hâter, mais elle avait la fièvre, et marchait lentement.

Sous les arbres, il faisait chaud. Elle trébucha dans cette obscurité tiède, s'avança, vive et nerveuse, et soudain elle entendit tout près un petit bruit. Effrayée, elle fit un saut en avant, et tomba dans les bras de Caryl. Elle se sentit soulevée et embrassée vingt fois avant de pouvoir trouver la force de s'écrier :

— Sébastien!

— C'est Caryl! C'est moi! Oh! Fenella! Ma chérie, ma chérie.

Elle pouvait à peine croire que ce fût Caryl. Il était si différent, si troublant. Elle sentait battre à grands coups contre sa poitrine le cœur du jeune homme, et elle était effrayée.

— Oh, non, non.

Il la lâcha aussitôt, honteux de sa propre brutalité.

— Très bien, — dit-elle d'une voix indécise. — Mais sortons de cet endroit si noir.

— Je n'ai pas pu m'empêcher, ma chérie... je suis fou... je croyais que vous ne viendriez jamais... Je pensais que je ne vous trouverais jamais.

— Oh, cher, cher Caryl! Ne vous inquiétez pas. Venez sur le chemin.

Il craignait de descendre sur le chemin découvert. Ils s'avancèrent sous les arbres, jusqu'au bord de l'eau, où ils trouvèrent une petite grève couverte de galets, déserte sous la lumière de la lune et entièrement cachée par la haute terrasse qui la surplombait. Caryl posa son manteau par terre, pour que Fenella pût s'asseoir, et il lui prit les mains en l'accablant de questions.

Est-ce qu'elle l'aimait encore? Avait-elle été aussi malheureuse que lui? Qu'avait-elle fait, dans les Dolomites? Avait-elle commencé à l'oublier? Était-elle encore décidée à l'épouser dès qu'elle aurait vingt et un ans?

Oui. Elle lui promit, et répéta sa promesse, qu'elle l'épouserait. Peu à peu, ses craintes disparaissaient. Elle se laissa entourer la taille, et ils restèrent ainsi longtemps, parlant à voix basse, contemplant les lentes ondulations de la lumière sur le lac.

— Mais il faut que vous veniez en Angleterre, — dit-elle enfin. — Nous ne pouvons pas rester plus longtemps séparés. Ne pourriez-vous pas trouver du travail à Londres?

— J'essayerai. Mais... je ne puis supporter cette attente.

— Je ne crois pas que nous ayons à attendre bien longtemps. Je ne serais pas surprise de voir mon père changer d'avis. Quand il vous connaîtra mieux, et quand il sera sûr que je ne puis être heureuse sans vous, je crois qu'il sera pour nous. Il ne partage pas les idées de ma mère sur la nécessité d'un mariage convenable. Je crois que nous pourrions nous fiancer très bientôt.

— Nous fiancer! — s'écria Caryl tristement, — mais c'est me marier que je veux! Pas vous?

Fenella voulait se marier, elle aussi, et le plus tôt possible. Mais elle voulait d'abord savourer le plaisir des fiançailles, obtenir une sorte de permission officielle de venir s'asseoir ainsi qu'elle le faisait pour le moment, au bord d'un lac éclairé par la lune, dans les bras de Caryl. Elle n'imaginait rien de plus agréable, et elle voulait s'assurer longtemps ce plaisir-là, jusqu'à ce que vînt le moment où être fiancée ne lui suffirait plus, où elle serait prête à se marier.

— Vous le voulez, n'est-ce pas, Fenella?

— Oh! oui, oui, mais...

— Mais quoi?...

— Je suis si heureuse ainsi que je voudrais prolonger ce bonheur pendant quelque temps encore, je ne veux *rien d'autre*.

Il la comprit immédiatement et, une fois de plus, il se reprocha la violence de ses propres sentiments, la véhémence avec laquelle il les montrait. Mais il avait eu tellement faim d'elle, toute la journée, tandis qu'il l'attendait dans les rochers, et il avait eu tellement peur qu'elle ne vînt pas! A présent qu'il était sûr d'elle, il serait infiniment patient. Il irait à Londres, il travaillerait pour elle et l'attendrait pendant des années, pourvu qu'elle consentît un jour à l'épouser.

— Seulement deux ans, — dit Fenella. — J'en ai dix-neuf.

Il se souvint que Gemma elle aussi avait dix-neuf ans.

Le contraste entre les deux jeunes filles le choqua. Il était absurde de penser qu'elles avaient le même âge.

— A quoi pensez-vous? — demanda Fenella.

— A Gemma.

— Dites-moi, je ne comprends pas... Elle et votre frère... sont-ils amants?

— Ou... oui..., — dit Caryl.

Fenella soupira, elle ne savait pas pourquoi.

— Ils doivent être heureux, — dit-elle simplement. — Est-ce qu'ils s'aiment l'un l'autre autant que nous?

— Non.

Elle soupira encore.

— Il vous ressemble, — dit-elle rêveuse.

— Qui?

— Sébastien.

— Il me ressemble? Personne n'a jamais pensé cela encore.

— Il est tel que vous étiez ce soir, vous savez, au cinéma de la jetée.

— Quel imbécile j'ai été d'abandonner cet emploi! — soupira-t-il!

— Oh, Caryl! Comment pouvez-vous! C'était splendide. Vous direz bientôt que vous avez été un imbécile de combattre le marquis.

— Je crois en effet que je l'ai été. Chut! J'entends marcher quelqu'un sur la route.

Des pas retentissaient sur la terrasse au-dessus de leurs têtes, et ils perçurent un frémissement dans les arbres. Caryl poussa Fenella dans l'ombre, là où elle ne pouvait pas être vue, et il se leva, prêt à se défendre, si c'était nécessaire.

— Qui va là? — cria-t-il en allemand.

Une vocifération lui répondit :

— *Siegmund heiss ich!*

Siegmund bin ich.

Et une mince silhouette sauta de la terrasse sur la grève.

— Il m'avait semblé entendre vos voix roucouler, — dit Sébastien. — Je regrette beaucoup de vous déranger, mais la lune est haute, frère Caryl, et nous devons partir tandis qu'il

fait clair. Max et Misha sont déjà en route et je suis venu pour vous chercher et pour chercher Gemma.

Il était comme hors de lui à force d'excitation et de joie.

— Ce soir? — soupira Caryl.

— Le marquis? — dit Fenella, en sortant de l'ombre.

— Le marquis? — dit Sébastien d'un air triomphant, — il est dans cette île. — Il désigna d'un geste de la tête le petit îlot boisé qui se trouvait au milieu du lac.

— Quoi? quoi?

— Comment est-il allé là?

— Dans un bateau, Max, Misha et moi, nous avons ramé pour lui.

Caryl murmura quelque chose qui tenait du grognement et du blasphème.

— C'est donc cela que vous complotiez tout l'après-midi! — fit-il — Qu'est-ce que diable...

— Nous n'avons fait que continuer votre bon travail.

— Vous n'avez pas... — commença Fenella.

— Nous ne l'avons pas battu, parce que j'avais promis à quelqu'un de ne pas le faire. Nous l'avons simplement rencontré sur la grève. Nous lui avons fait un croc en jambes et dit deux mots. Ensuite, nous l'avons emmené dans l'île, dans la barque du bûcheron. Il est proprement attaché et bâillonné, et il fera le pied de grue jusqu'à demain matin, où les amateurs de pique-nique pourront le délivrer. Mais à ce moment-là nous aurons franchi la frontière. Aide-toi, le ciel t'aidera, et quelle lune délicieuse!

— Vous êtes fou, — ragea Caryl, — vous êtes complètement fou.

— Je ne suis pas pire que vous, vous l'avez très sévèrement corrigé, mais vous ne voulez pas admettre que vous l'ayez fait par principe.

— Bien sûr que je ne l'ai pas fait par principe. Il est contre mes principes de battre les gens. Et quel sens cela a-t-il? Quel sens, je vous le demande? Cela ne vaut rien pour personne. Vous ne ferez qu'attirer des représailles aux pauvres gens de cette contrée.

Mais Fenella soutint Sébastien, assurant que le marquis avait mérité son sort. Elle pensait, en secret, que, si Caryl

en avait su davantage sur le marquis, il eût été reconnaissant à Sébastien.

— Je crois bien qu'il méritait ce traitement, — dit Caryl, — mais ce n'est pas à nous à donner aux gens ce qu'ils méritent. A présent, il nous faut à tous traverser de nuit la montagne. Et la pauvre Gemma? Vous n'avez pas pensé à elle, bien entendu.

— Avez-vous une voiture? — dit Sébastien, en se tournant vers Fenella. — Pouvez-vous emmener Gemma dans cette voiture. Sûrement vous pouvez passer Gemma en contrebande?

— Le garage est fermé ce soir. Il ne serait pas très facile d'avoir la voiture. Mais je fais souvent des promenades au delà de la frontière et si demain matin de bonne heure...

— Je ne veux pas que Fenella soit mêlée à cette affaire, — dit Caryl.

— Mais elle y est déjà mêlée — argumenta Sébastien.

Caryl crut que Sébastien parlait des repas qu'elle leur avait procurés. Et cette pensée même l'inquiétait, car il ne pouvait pas supporter l'idée qu'elle s'exposait elle-même à des risques. Et Fenella, qui dans le fond de son cœur avait un peu honte d'avoir entraîné le marquis dans un piège, ne contredit pas Sébastien.

Elle se hâta de faire signe à Sébastien pour qu'il n'ajoutât rien, et elle demanda si Gemma avait un passeport.

— Elle ne peut pas s'en servir ici, — dit Sébastien. — La police a nos signalements.

— Je prendrai le passeport de ma femme de chambre, — répondit vivement Fenella. — Elle est petite et brune comme Gemma. Je serai ici même sur la route, demain matin à six heures et demie. Je ne peux pas avoir la voiture plus tôt. Je dirai à mes parents que je passerai la journée dehors, au delà de la frontière. Dites à Gemma d'être ici.

— Elle y sera, — répondit Sébastien.

Caryl protesta avec colère, mais à la question de savoir comment, par un autre moyen, Gemma pourrait traverser la frontière, il ne répondit pas. Il savait qu'elle ne pouvait pas faire le voyage à pied dans la montagne.

— Il y a un village appelé Steineck, — dit Fenella, — à quatre milles environ de la frontière, en venant de Madda-

lena. Et plus loin, dans un petit bouquet d'arbres, il y a un puits et un calvaire près de la route. Ceux d'entre nous qui y arriveront les premiers attendront les autres. C'est à deux milles environ au delà de Steineck. J'apporterai de quoi manger avec moi.

— Sûr et certain, Fenella, vous ne vous rendez sûrement pas compte, combien ce serait affreux si...

— Mais, Caryl, c'est la seule chance que nous ayons de nous revoir. Ne voulez-vous pas...

— Bien sûr, je veux vous revoir, mais...

— Oh, dépêchez-vous, — dit Sébastien avec impatience. — Ni les uns ni les autres, nous ne traverserons la frontière, si nous ne partons pas tant que la lune brille encore.

— Je ne peux permettre à Fenella...

— Mon cher ami, elle n'est pas encore votre femme. Vous n'avez pas d'ordres à lui donner. Si elle veut emmener Gemma, elle le fera, et vous ne l'en empêcherez pas.

Fenella commença à escalader la terrasse, et Sébastien qui s'y trouvait déjà l'aida. Tous se dirigèrent en hâte à travers le petit bois jusqu'au chemin, argenté sous la lune. Caryl continuait de supplier Fenella de ne pas courir un tel risque. Mais elle se contenta de lui rire au nez.

— Au revoir, — murmura-t-elle. Caryl lui toucha la main. Il savait que Sébastien les regardait.

— Au revoir.

Elle attendit un moment, puis elle dit au revoir à Sébastien et elle s'enfuit sur le chemin. Le seul espoir de Caryl était la pensée qu'il la reverrait le lendemain.

Sébastien, dans la nuit, riait doucement.

— Je ne le lui ai pas dit, — fit-il, — parce qu'elle est une *jeune fille bien élevée*, et que cela aurait pu la choquer, mais nous avons administré au marquis une dose de sa propre médecine.

— Quoi?

— Il en a donné à pas mal de gens par ici. A présent, il en connaît le goût.

— Ce n'est pas de l'huile de ricin?

— Mon Dieu...

— Bon dieu! Et vous vous dites civilisé?

— Je ne dis pas cela, — répondit Sébastien.

XV

LA TROISIÈME RENCONTRE

On connaissait bien sa voiture à la frontière. On l'y avait vue souvent. Et quelquefois le marquis avait accompagné Fenella. Elle savait que le nom du marquis était un talisman. Le jeune douanier hésita. Il dit qu'il allait s'informer, et il entra avec les passeports, dans une petite hutte près de la barrière. Gemma et Fenella restèrent assises, nerveuses, dans la voiture.

— La montagne vaudrait mieux que ceci, — dit Gemma, ce qui de sa part était de l'ingratitude.

Mais enfin le douanier revint, après avoir timbré les passeports. Fenella dissimula son soulagement et sourit gentiment au douanier, tandis que la voiture franchissait la barrière. Mais leurs ennuis n'étaient pas finis. Cinquante mètres plus bas, se trouvait une autre barrière, une autre hutte, qui portait le drapeau autrichien.

Le vieillard qui prit leurs passeports était fatigué. Il avait tant d'enfants chez lui, qu'il les considérait, pour ainsi dire, comme des meubles. Son sens administratif était aussi usé que ses vêtements, ce qui formait un grand contraste avec les jeunes chemises noires et leurs profils romains. Il fouilla dans ses papiers, et rentra dans sa hutte, pour chercher le numéro de leur voiture dans la liste de celles qui étaient temporairement autorisées à faire de petites excursions au delà de la frontière. Les deux jeunes filles eurent beaucoup de peine à rester calmes, car le temps passait, et tous les Italiens, penchés sur leur barrière, regardaient.

— Il met des heures, — soupira Gemma. — Je suis sûre que quelque chose ne va pas.

— Il n'est pas plus lent que d'ordinaire. Ici, ils sont toujours lents. Les fascistes, au moins, sont comme des hommes d'affaires.

— Ils vous reconnaîtront. Que diront-ils, quand ils vous verront revenir sans moi? Ne soupçonneront-ils rien?

— Je ferai un grand détour et je rentrerai par Dudeck. Je peux faire cela dans une journée, et j'ai averti que je ne rentrerais que tard.

— Supposez qu'on nous arrête avant que nous repartions d'ici. Que feraient-ils?

— Au pire, ils ne nous feraient rien de bien grave, — affirma Fenella en confidence.

Gemma fronça les sourcils. Elle comprenait que Fenella venait de résumer, dans une seule phrase, toute la différence qui existait entre elle d'eux. Car elle n'avait jamais connu la sécurité, et Fenella n'avait jamais connu autre chose que la sécurité. L'expérience lui avait enseigné qu'il n'était rien d'affreux qu'on ne put le lui faire si elle n'y prenait pas garde.

Le vieillard revint d'un pas traînant, avec leurs passeports. Tout était en ordre. Elles étaient libres. Elles traversèrent la seconde barrière. Elles étaient en Autriche. Fenella se renfonça dans son siège, et se sourit à elle-même, tandis que la voiture prenait de la vitesse. Mais Gemma était encore émue.

— Vous ne savez pas grand'chose, n'est-ce pas? — dit-elle aigrement.

Fenella en convint. Elle n'ignorait pas que, du point de vue de Gemma, sa science était petite. La maxime sur « la vie dangereuse » l'obsédait encore, et elle pensait que Gemma, qui, sans aucun doute, avait vécu dangereusement, pouvait prétendre à une plus grande sagesse. Elle était avide d'expériences, ce qui était bien naturel à son âge, et, puisque les expériences les plus brutales lui avaient été épargnées, elle pensait que ces mêmes expériences possédaient de grandes puissances de clarté. Mais son humilité exaspéra Gemma. Seule une conviction intime de supériorité pouvait rendre quelqu'un si peu agressif.

— C'est faire preuve d'un esprit très libre, — dit-elle à Fenella, — que d'accepter ma compagnie... n'est-ce pas?

— Ne dites pas de bêtises.

— Ce ne sont pas des bêtises, — répondit Gemma d'un ton désagréable, — vous faites cela uniquement parce que vous ne connaissez rien à rien. Je connais les gens de votre sorte.

— Comme vous êtes pointue, — protesta doucement Fenella.

— Oh, oui! Vous restez calme quand je suis grossière. Vous le voudriez. Vous avez été entourée de gouvernantes, vous, n'est-ce pas? Ah! Ah! je le savais. Très bien.

— Oh, ne soyez pas sotte!

— Voilà qui vaut mieux. A présent, vous êtes fâchée, et je vous préfère ainsi. Vous avez l'air d'une pêche quand vous vous animez. Je ne m'étonne pas que Sébastien vous trouve merveilleuse.

— Vraiment? Oh, vraiment?

— Oh, oui. Il dit que vous êtes beaucoup trop bien pour Caryl. Quel âge avez-vous? Dix-neuf ans! Voyez-moi ça! Et vous a-t-on jamais dit comment naissent les petits bébés, ma chérie?

Fenella éclata de rire. Elle rit presque à chaque parole que dit Gemma, car elle se sentait, sans raison aucune, extrêmement heureuse.

— Ce n'est pas la peine, — dit-elle enfin. — Vous ne me choquez pas le moins du monde, ma chère Gemma. Et je sais que vous essayez de le faire.

Gemma avoua que c'était vrai, et, de nouveau, elle éprouva du ressentiment contre Fenella. Car Fenella aurait dû être choquée.

— Aujourd'hui, les gens ne sont pas... — déclara Fenella. — Je veux dire, on discute les choses librement, et on lit des livres...

— Quelle blague, les livres! ça n'a rien à voir. Vous êtes une jeune fille bien pure, n'est-ce pas? Un vrai lys de madone.

— Oh non, horrible parfum!

— Bon. Mais pure enfin.

Fenella était intimidée par ce mot. Elle insista pour dire qu'on racontait bien des blagues à propos de la pureté.

— Je le pense bien, — admit Gemma. — Mais après tout, il y a une différence entre vous et moi. Vous ne savez rien des hommes, sauf de celui que vous aimez. Les autres hommes ne sont pas plus pour vous que des bornes. Pour moi, c'est entièrement différent. La première chose que je me demande à propos d'un homme, c'est si j'aimerais ou non faire l'amour avec lui. C'est la dernière chose à laquelle vous pensez. La plupart du temps, je ne pense rien, j'en conviens, mais la première chose à laquelle je pense, c'est celle-là. Et à présent, parlons de votre vieux Heinrich. Vous croyez, n'est-ce pas, qu'il n'est qu'un vieux papa Noël? Vous ne l'avez jamais regardé comme un homme. Mais je

pensais : eh bien, je pourrais avoir du plaisir avec cet homme, bien qu'il soit vieux.

Fenella dit quelque chose à propos de Sébastien, d'une voix basse et troublée, car elle commençait vraiment à être un peu choquée.

— Sûrement, depuis que vous avez rencontré Sébastien...

Elle s'était construit au cours de la nuit une image plutôt romantique de Gemma, elle en avait fait une créature contre laquelle on avait péché, beaucoup plus qu'une créature qui avait péché elle-même, pure de cœur quoique malheureuse, et qui avait tout réparé en se dévouant à Sébastien. Mais tout cela ne cadrait pas avec la réalité.

— A présent que vous avez Sébastien?

— Il est très gentil, — répondit vivement et avec défiance Gemma, — mais il n'est pas si différent du reste des hommes.

A personne au monde, elle n'avait encore dit ce qu'elle pensait de Sébastien, et ce n'était pas cette girl qui allait la faire parler.

— Cependant, — demanda enfin Fenella, — comment en êtes-vous venue à vouloir vous faire nonne?

— Ce n'est pas vrai, qui est-ce qui vous fait croire cela?

— Mais... je pensais... une fois, au Palazzo Neroni, n'avez-vous pas dit à mes parents...?

— Oh, oui, je me souviens, cette vieille histoire à propos du couvent et des oranges. La vérité, c'est que cela n'est pas arrivé à moi, mais à une autre fille, en sorte que je n'ai pas tout à fait menti. Elle m'avait raconté que c'était ainsi qu'elle avait commencé à battre les rues, et l'histoire m'avait paru pathétique, c'est pourquoi je l'ai servie ce jour-là à vos parents. Mais je ne pouvais plus me rappeler ce qui était arrivé après qu'elle avait vu les oranges! Non, mais, une fois, je suis allée dans un asile, qui était dirigé par des nonnes, et je pourrais vous dire quelques petites choses à ce sujet.

— N'y avait-il pas de vérité dans tout ce que vous avez raconté à mes parents ce jour-là?

— C'est que j'ai oublié à présent ce que je leur ai raconté. Mais je ne crois pas qu'il y ait eu beaucoup de vérité là-dedans. Cela ne m'aurait pas été profitable de dire la vérité ce jour-là. Est-ce que je leur ai parlé du Rutland, de mon grand-père,

de ma mère qui s'est noyée, de ma sœur qui est devenue catholique? Oui? Eh bien, tout cela est assez vrai.

— Comment se fait-il qu'on vous ait mise dans un asile?

— Je ne pouvais pas rester à la maison, alors on me trouva un emploi comme bonne, chez la femme d'un docteur, et c'est elle qui me fit entrer à l'asile. Mais elle aurait dû y mettre son mari, il en avait plus besoin que moi. C'était comme une prison, et ils n'avaient pas le moindre droit de m'y garder. Je me suis presque cassé le cou en m'évadant. Et c'est ainsi que j'ai fait connaissance avec des conducteurs de camion. Je ne savais où aller, et je craignais que la police ne m'arrêtât et ne me renvoyât chez moi. Je me mis alors en route vers Doncaster. C'était la ville la plus proche. Il était environ deux heures du matin. Un camion passa qui allait vers le nord, et le conducteur stoppa et m'offrit de monter. Bien sûr, je savais à quoi cela engage, que d'accepter ainsi de prendre place, la nuit, dans un camion, mais je me dis que c'était le bon moyen de m'éloigner rapidement. J'acceptai donc, et ils m'emmenèrent jusqu'à Glasgow. Ensuite je trouvai un autre camion qui m'emmena à Londres, et plus tard, j'allais jusqu'à Lands End et retour. J'ai vécu ainsi pendant des mois. Il y a des tas de filles qui en font autant. Le seul ennui, c'est que, lorsqu'ils ont assez de vous, ils vous débarquent du camion à des milles de n'importe où, au milieu de la nuit.

Fenella eût été impressionnée, si elle eût été sûre de la vérité de tout ceci. Mais avant qu'elle ait eu le temps de faire subir à Gemma un contre-interrogatoire, elles arrivèrent à Steineck. Elles achetèrent des provisions, et se dirigèrent doucement vers le calvaire dans les bois.

Deux silhouettes poussiéreuses étaient endormies près de la fontaine. Les Sanger, tirant du clair de lune le meilleur parti possible, avaient accompli leur voyage en dix heures, s'arrêtant seulement entre trois et quatre heures du matin, quand la lune avait disparu.

Les deux jeunes filles retrouvèrent leurs amoureux avec un sentiment délirant de soulagement, et tous s'assirent pour déjeuner ensemble, et parler de leur aventure. Caryl et Sébastien avaient failli tomber dans un précipice, et ils avaient gagné beaucoup de temps en se laissant glisser jus-

qu'en bas d'un petit champ de neige. Ils avaient cru apercevoir Max et Misha sur une crête au-dessus d'eux, mais ensuite, ils avaient complètement perdu la trace des Russes.

Fenella continuait d'être plus heureuse qu'elle ne l'avait jamais été de sa vie. L'excitation la rendait plus bruyante que de coutume; elle riait et parlait sans s'arrêter, éblouissant Caryl par ses bons mots, et, souvent, lançant un regard à Sébastien pour voir si lui aussi était ébloui.

Il lui fallait partir de bonne heure, si elle voulait faire le grand tour qu'elle avait projeté, et rentrer en Italie par l'autre chemin. Elle ne cessait pas de dire qu'elle devait partir, et Caryl, prudent à l'extrême, convenait qu'elle avait raison, tout en lui tenant les mains pour la faire rester.

— Partez! Partez!

— Il le faut, il le faut.

Enfin, il l'emmena énergiquement vers la voiture. Et Gemma, qui avait tout à fait oublié son accès de colère, accourut, tenant un joyeux bouquet qu'elle avait fait, et qu'elle épingla à l'épaule de Fenella en murmurant :

— *Glückliche Reise!*

Fenella, touchée, ne savait pas comment la remercier. Après un moment d'hésitation, les deux jeunes filles s'embrassèrent.

— A présent, embrassez Caryl, — commanda Gemma.

Fenella éclata de rire, et elle embrassa Caryl, comme une sœur embrasse son frère sur le quai d'une gare, un petit coup de bec sur la joue, mais cela même suffit à les embarrasser, et elle se tourna vivement vers Sébastien.

— Lui aussi! — chanta Gemma. Fenella n'embrassa pas Sébastien, et elle se laissa embrasser par lui; ce qu'il fit avec calme, et pas du tout comme un frère embrasse sur le quai de la gare. Caryl était beaucoup trop confus pour se rendre compte de ce qui se passait, tandis que, pour Gemma, un baiser n'était pas plus qu'un éternuement, c'est-à-dire rien du tout. Ils ne virent pas comment Fenella pâlit, ni comment elle repoussa violemment Sébastien, comme s'il avait voulu chasser loin d'elle l'exaltation qui, comme une flamme diabolique, venait de jaillir entre eux.

— Il faut que je parte, — bégaya-t-elle. — Et... Et... Oh, Caryl, venez vite en Angleterre.

Elle sauta dans sa voiture et partit à toute vitesse sans regarder derrière elle. Sébastien immobile regardait le nuage de poussière que la voiture laissait derrière elle. Ses yeux brillaient, et, lui aussi, il était très pâle.

XVI

BALLET ÉCRIT DANS LE MARASME

Les falaises de Douvres, se dressant comme des tours au-dessus d'une masse de brouillard et de pluie, paraissaient évidemment de mauvaise augure. Elles n'offraient la bienvenue à personne, pas même à ceux qui rentraient dans leur patrie. Pour les Sanger, qui n'étaient heureux qu'aux pays de soleil, elles étaient pleines de menaces. Leur visage crayeux disait froidement :

« Vous n'obtiendrez rien de nous. Allez-vous-en. »

Le bateau lui-même, comme découragé par un aspect si peu hospitalier, ralentissait et commençait à reculer. Sébastien regarda les falaises blanchâtres et la ville enfumée, et se demanda pourquoi ils étaient venus.

— Personne ne vous y obligeait, — dit Caryl.

— Quand j'ai quitté l'Angleterre, — dit Sébastien, — je pensais que j'en avais de mes pieds secoué la poussière... Il y a seulement de la craie et elle colle. Nous sommes collés à elle comme des mouches sur du papier gommé.

Gemma leva les yeux au ciel et secoua la tête avec un regard de connivence vers Caryl. Ils savaient tous les deux quelle était la préoccupation de Sébastien. Il était tourmenté par une idée, et ce pessimisme inaccoutumé en était le résultat. Son entrain n'était pas diminué, mais il était tourné vers d'autres buts. Toute l'énergie de sa nature s'écoulait en secret dans les travaux de la création, de telle sorte qu'aucune force ne lui restait pour surmonter les petites incommodités de la vie.

Il avait à peine dit trois mots entre Innsbrück et Paris. Toute la nuit, il était resté assis, recroquevillé dans un coin, comme un homme dangereusement atteint de la maladie du

sommeil, pendant que l'humanité exubérante d'un wagon de troisième classe de l'Orient-Express évoluait autour de lui. Les mères fouillaient parmi des paquets sales, les bébés pleuraient, les pères ronflaient sur les banquettes de bois nu. Mais il ne voyait rien de cela, et son visage à l'aube, en dépit des poussières de charbon, était très pâle. Entre Paris et Calais, il devint très agité. Il ne voulut pas rester assis sur ses paquets dans le couloir, mais déambulait d'un bout à l'autre du train, buttant contre les bagages des autres voyageurs, maugréant et maudit de tous. Et, sur le bateau, il avait eu le mal de mer.

— On devrait appeler cela « Ballet écrit dans le marasme près de Douvres », — chuchota Gemma à Caryl.

— Oh! c'est un ballet, croyez-vous?

— Hum! Il a dit quand nous avons embarqué à Calais : « Comment peut-on écrire un ballet dans un endroit comme celui-ci? »

— Personne ne l'espère. Personne d'autre ne l'essayerait.

— Je pense qu'il ne peut pas attendre.

— Qu'est-ce qui lui a donné l'inspiration, le savez-vous?

— Eh bien, il commença à être drôle, le jour de Steineck, vous rappelez-vous, dès que nous avons eu franchi la frontière. Je pense que c'est parti de là.

— Oh! Cela date de huit jours seulement. Sanger avait l'habitude d'être dans un état lamentable, la première semaine aussi.

— Il sera mieux dès qu'il aura commencé à l'écrire.

— Je sais. Vous ne savez pas quelle sorte de ballet?

— Oh, je pense que c'est sur quelque chose de Milton. Milton?

Caryl ne savait pas grand'chose sur Milton. Mais il avait l'impression vague de somptueux atours, d'anges en longues théories et d'harmonies solennelles, et il ne pensait pas que cette sorte de chose pût être dans la ligne de Sébastien.

— Religieux? — dit-il avec un doute dans la voix.

— Peut-être, je pense que c'est sur Milton, parce que, le jour qui a suivi notre départ de Steineck, vous vous rappelez, il s'est levé de très bonne heure. Et quand je suis allée le chercher, il se promenait en rond dans le bois, récitant un poème qu'il m'a dit être de Milton. Quelque chose sur « Zéphyr

jouant avec l'aurore, quand il la rencontra un matin de mai ». Je ne pense pas que ça ait l'air religieux.

La sirène lança un long sifflement désolé et le bateau entra en reculant dans le port. Sébastien exécuta une sorte de danse de guerre, tandis que le sifflement continuait, mais les autres ne lui accordaient que peu d'attention. Ils étaient en train de rassembler leurs paquets de hardes. Bientôt, ils se mêlèrent à la foule mouillée qui, se bousculant, avançait pouce par pouce vers les passerelles.

— Venez, — criait Caryl avec impatience, quand il vit que Sébastien attendait debout, vraie statue de désespoir, sur le pont lavé par la pluie.

Sébastien arriva, mais il fut le dernier à quitter le bateau, et ils le perdirent de vue à la douane. Quand, après des délais interminables, ils arrivèrent en luttant sur le quai de la gare, ils furent surpris de le voir déjà arrivé et se promenant de long en large.

— Ça a duré des siècles! — grogna-t-il.

Caryl lui demanda comment il avait pu passer si vite.

— Passer? Où?

— A la douane.

Sébastien ne s'expliquait pas comment il avait fait, mais il se rappela qu'il n'y avait pas passé du tout. Il avait simplement marché jusqu'au quai.

— Mais vos paquets? Ne dites pas, au moins, que vous les avez laissés sur le bateau!

Caryl voulut aller lui-même chercher ses paquets, il ne voulait pas confier cette mission à Sébastien. Après des difficultés interminables il parvint au bateau, récupéra les paquets, passa à la douane et sauta dans le train qui démarrait.

Mais il avait dû courir tout le long du chemin comme un lièvre et Sébastien le vexa en lui disant, comme il s'effondrait sur la banquette :

— Vous ressemblez à un cocu de comédie, vous savez une de ces comédies où le mari court toujours, est toujours en nage, et arrive toujours en retard d'une seconde.

Il n'y avait rien là de très insultant, mais Caryl n'était pas d'humeur à supporter de nouvelles taquineries. Il se décida brusquement à se débarrasser de l'inquiétude qui l'avait

tourmenté tout au long du voyage. Il ne voulait pas supporter Sébastien plus longtemps.

— Quand nous arriverons à Victoria, — dit-il, — je vous dirai adieu, je m'en irai seul, de nouveau.

Sébastien et Gemma lui jetèrent un regard de reproche, mais il resta ferme.

— Je suis venu en Angleterre pour chercher du travail et pour épouser Fenella. Et je ne ferai jamais ni l'un ni l'autre si vous êtes toujours pendus à mes trousses. Je ferai beaucoup mieux tout seul.

— Mais nous, — dit Sébastien, — nous n'avons pas d'argent.

— Nous allons partager ce qui nous reste, cela nous suffira pour un jour ou deux.

— Et après un jour ou deux?

— Ce sera votre affaire. Ça allait bien vous deux, avant que je vous rencontre. Je ne peux pas vous entretenir. Sébastien ferait mieux de chercher du travail aussi.

— J'ai du travail, — dit Sébastien avec dédain, — je croyais que vous le saviez.

— Et vous pensiez que vous pourriez vivre tous les deux sur mon salaire? Non, c'est impossible. Vous m'avez chipé la majeure partie de mes économies. Et je ne suis même pas sûr de trouver du travail moi-même.

— Qu'est-ce que vous essaierez de trouver? — demanda Gemma.

— Je ne sais pas. Mais quand nous étions à Innsbruck, j'ai écrit à Jacob Birnbaum, à son adresse à Berlin, et lui ai demandé de m'aider. C'est la première fois que je lui ai jamais demandé quelque chose. Je l'ai prié de m'écrire à Charing Cross, post office. Jusqu'à ce que j'aie sa réponse, je ferai n'importe quelle besogne.

— Il ne vous répondra même pas, — prophétisa Sébastien.

Jacob Birnbaum était leur beau-frère. Il avait épousé Antonia, la beauté de la famille, et il était fabuleusement riche. Mais, durant ces dernières années, il s'était lassé d'entretenir tous les Sanger, et les tirades de Sébastien contre les profiteurs de guerre l'avaient dégoûté à la fin.

— Imaginer d'écrire à Ikey Mo! — dit Sébastien. — Mais évidemment vous ne pourriez pas laisser la pierre la plus sale

sans aller voir ce qu'il y a dessous. Vous avez toujours été un gratteur d'argent.

— Et vous êtes toujours prêts à dépenser l'argent que je gratte...

— Mais ça ne vous servira à rien de lécher ses bottes. S'il n'a pas voulu m'aider, il ne vous aidera certainement pas.

— Je ne l'ai pas insulté.

— Oh! je pense bien que non. Sans doute vous l'admirez beaucoup trop parce qu'il est un des cinq hommes les plus riches d'Europe. Savez-vous que, lorsque j'étais avec eux à Berlin en 1920, ils se gavaient à chaque repas? Et il y avait des gens qui mouraient de faim dans les rues. Toni avait l'habitude de donner de la crème à son petit chat, et, quand nous sortions, nous voyions des enfants qui avaient des têtes aussi grosses que des ballons de foot-ball, à cause de la scrofule, parce qu'ils n'avaient pas de lait.

— Vous avez été bien content de vivre avec eux jusqu'à ce qu'ils vous renvoient.

— Oui, mais je ne me suis jamais gavé, moi. Et je n'ai jamais léché leurs bottes. Je pense que je leur ai montré assez clairement que j'aimerais voir Ikey pendu au bec de gaz le plus proche. J'avais pris l'habitude de demander aux gens pourquoi ils ne le pendaient pas. J'avais aussi l'habitude de chiper la crème du chat, et de la donner aux femmes pour leurs enfants. Mais les pauvres femmes n'avaient aucun bon sens. Elles se lynchaient l'une l'autre seulement.

— Je ne peux pas comprendre pourquoi Ikey vous a entretenu si longtemps.

— Simplement par snobisme — expliqua Sébastien. — Il supporterait beaucoup de quelqu'un qu'il sentirait capable de mettre le feu à la Tamise. C'était la même chose avec Sanger. Est-ce que quelqu'un a pu être plus grossier envers lui que Sanger ne l'a été quelquefois? Mais vous ne le persuaderez jamais qu'il pourrait jouir du reflet de votre gloire.

— Je suis le frère de Tony.

— Elle en a trop, de frères. Savez-vous qu'il ouvre toutes ses lettres, non pas pour dépister les amoureux, mais pour voir si l'un de nous ne lui demande pas d'argent? La dernière fois que j'ai écrit à Tony, c'est lui qui m'a répondu. Une lettre cinglante.

— Tony doit être devenue très douce pour s'accommoder de cela.

— L'argent pourrit n'importe qui. Elle est tellement accablée par l'argent et les maternités qu'elle est à peine humaine. Je pense que cette pauvre fille a des enfants tous les trois mois, comme les chats. Elle ressemble beaucoup à un chat, à un chat de Perse très cher.

— Aussi je suis content de lui avoir écrit à lui, et non à elle, — dit Caryl. — Il a toujours été très gentil pour moi et je ne les ai jamais ennuyés de mes demandes auparavant.

— Oh, je sais. Comme ces vieux soldats tout couverts de médailles qui viennent aux portes.

— Vous alliez dire, je crois, que, s'il m'envoie quelque chose, nous partagerons?

— En effet.

— Eh bien, mettez-vous bien ceci dans la tête : vous n'aurez plus un seul penny de moi quand nous aurons partagé ce qui nous reste.

Sébastien fut si ennuyé de ces paroles qu'il ne dit rien d'un moment. Son regard errait sans but à travers les vitres vers les champs de houblon du Kent.

— J'espère que vous comprenez... — dit-il à la fin... — Cette... cette chose... c'est quelque chose que je dois écrire. Je ne peux faire aucun travail jusqu'à ce que...

— Vous devez faire comme moi. Gagnez votre vie et faites votre travail aussi. Ne croyez-vous pas que je désirerais être parfaitement libre pour faire aussi mon travail?

— Votre travail?

— Oui, mon travail.

— Voulez-vous dire ces élucubrations que vous pondez quand vous êtes en veine de sentimentalité?

— Pourquoi n'écrirait-il pas de la musique tout comme vous? — s'écria Gemma, alarmée par la tempête toute proche qu'elle lisait sur le visage de Caryl.

— Parce qu'il sait que ce n'est pas de la musique.

Gemma se dit qu'il allait y avoir bataille dans le compartiment et elle se leva précipitamment pour se mettre entre les deux frères.

— Il ne sait pas ce qu'il raconte, — dit-elle à Caryl. — Il en sera fâché demain.

— Je me moque qu'il soit fâché ou non, — répondit Caryl, — je n'ai plus de rapports avec lui.

Il alla dans le couloir, étonné que cette rupture se fût faite si aisément. Car il avait été très préoccupé de ce que ferait Sébastien, depuis qu'ils avaient quitté Innsbruck, comprenant combien était urgente l'expression de cette nouvelle composition. Le moment n'était pas très bien choisi pour lui annoncer sa désertion prochaine. Le souvenir de leur confiance dans les Dolomites, les traditions communes de la famille l'avaient troublé.

Mais à présent, il était si fort en colère qu'il ne voulait pas se tourmenter davantage. Sébastien pouvait aller au diable.

— Malgré tout, — dit Gemma se tournant furieuse vers son amant, quand Caryl fut parti, — vous prendrez les deux tiers de son argent, quand nous arriverons à Londres?

— Que puis-je faire d'autre? Nous n'avons pas le sou.

— J'en ai... j'ai vingt livres.

— Vous avez... Où les avez-vous prises?

— C'est mon affaire, nous ne prendrons rien de l'argent de ce pauvre Caryl. Nous n'en avons pas besoin.

— Certainement nous n'en avons pas besoin. Et, si nous en avons tant que cela, je pense que nous devrions partager avec lui. Il en a besoin autant que nous.

— Idiot! Il ne voudra jamais le prendre.

— Pourquoi non? Nous avons bien pris le sien.

— Vous rendez-vous compte que vous l'avez insulté d'une façon dégoûtante?

— Je lui ai simplement dit la vérité.

— Je pense que vous auriez mieux fait de ne rien dire. Mais je ne veux rien donner à Caryl. Non que je le lui donnerais à contre-cœur, mais il pourrait deviner d'où vient l'argent.

— De qui vient-il?

— Fenella. Elle me l'a donné le jour de Steineck. C'était tout ce qu'elle avait, et elle savait que nous étions à sec.

— Fenella!

Sébastien se sourit à lui-même de façon assez singulière et

se tut. Et dans les semaines qui suivirent, pendant qu'ils vivaient sur ces vingt livres, il intrigua plusieurs fois Gemma en appelant cet argent « Le prêt d'Aurore ».

XVII

NE PLUS JAMAIS SE SÉPARER

Il y a une légende, commune à tous les pays de frontière, qui raconte qu'une jeune femme étant allée dans un bosquet en revint métamorphosée. C'est ce qui arriva à Fenella quand elle traversa la frontière pour aller retrouver Caryl. Elle en revint si changée que nul ne l'eût reconnue, si ce n'est à ses yeux bleus et à ses cheveux blonds, à son nez droit et à ses jambes longues, tous signes auxquels ses parents virent bien que c'était là leur fille. Quelque chose d'essentiel dans son ancienne personnalité avait disparu, une ignorance qui ne pouvait pas plus être retrouvée que l'innocence, qui pendant dix-neuf ans lui avait permis de ne rien savoir de son cœur.

Maintenant c'était comme si, se regardant dans une glace, elle avait vu la figure d'une étrangère, plus belle que n'était son ancien visage, mais où transparaissait une connaissance qui l'effrayait. La révélation était venue comme un coup de tonnerre, après l'excitation confuse du matin. Depuis cette rencontre avec Sébastien sur la terrasse du Bénito, elle avait pris conscience d'une fièvre cachée en elle : elle éclata quand il l'eut embrassée avec un feu auquel il était impossible d'échapper. Toutes les possibilités latentes de la passion lui furent révélées à ce moment, et elle sut que ces ardeurs premières qu'elle avait éprouvées auprès de Caryl, avaient été de simples indications, des avertissements donnés en rêve. Toute sa vie, c'est Sébastien qu'elle avait attendu, et dans les autres hommes elle avait simplement reconnu le peu qu'il y avait de commun entre eux et lui.

Cependant elle envisageait cette connaissance avec une circonspection qui était en elle une chose nouvelle. Finies, la sévérité voulue d'autrefois, l'attitude courageuse d'une

jeune fille non avertie, et bientôt elle perdrait cette curiosité naïve, qui avait fait d'elle, dans le passé, un être si anxieux d'embrasser d'un seul coup toute l'expérience. Désormais, elle serait beaucoup plus réservée et secrète, elle s'avancerait avec prudence, dans un monde plein de pièges, consciente que beaucoup de mystères lui restaient encore à découvrir. Des influences cachées, des sous-entendus à demi compris l'entouraient d'embûches de tous côtés, et, au lieu de se jeter en avant pour les reconnaître, elle attendrait en reculant.

Mais tout ceci se produisit quand elle fut revenue de son voyage au delà de la frontière. Le premier jour, comme elle rentrait de Steineck, elle ne savait rien d'autre que sa joie accablante, béatitude pour laquelle elle était née. Aussi se sentait-elle heureuse d'avoir devant elle toute une longue journée à passer au volant, besogne dans laquelle pourraient se déverser ses forces nouvelles. Riant d'elle-même, elle se lança sur les longues routes blanches en zigzags, franchit les cols, et se plongea à nouveau dans la vie luxuriante des vallées.

Les moissonneurs l'acclamaient, interrompaient leur besogne au soleil brûlant pour regarder et rire en essuyant la sueur de leur front. Elle sentait le soleil chaud et l'air frais sur sa peau, et cela l'enivrait. Quelques instants de cette journée restèrent pour toujours gravés dans son esprit, comme le sont les miniatures d'un vieux missel, très petites, de couleurs vives et parfaites.

La nuit arriva brusquement, alors que Fenella attendait à la douane de la frontière. Sur les sommets, il y avait encore une lueur rose, mais des lumières clignotaient déjà dans le fond des gorges où se cachaient les villages. Elle était comme suspendue là au sommet du col entre la nuit et le jour.

Libérée des formalités de la frontière, elle descendit jusqu'au tournant de la route et arrêta sa voiture, fit cesser le bruit du moteur pour participer un moment à la quiétude parfaite du soir. C'était sa première étape, son premier moment de repos, car elle s'était seulement arrêtée pour ses repas, dans des auberges de villages pleines de monde au long de la grande route.

Son bonheur la possédait tout entière, c'était comme une vague qui se brise. Elle poussa un long soupir et se sentit

comme perchée sur le sommet de quelque pic fait de son exaltation, loin au-dessus de la vallée où sa vie se passait. Dans l'air froid et calme d'où la douleur s'effaçait, elle prononça doucement son nom.

— Oh! Sébastien... Sébastien...

L'une après l'autre, les cloches de la vallée se turent.

— Oh! Sébastien...

Chaque fois qu'elle disait son nom c'était comme la première fois. Elle ne savait pas comment elle pouvait supporter tant de bonheur.

La pensée de Caryl se montrait à peine dans le lointain, teintée d'une douce mélancolie. Sombre et émouvant, il l'attendait au fond de la vallée. Un jour, elle devrait bien revenir sur terre et penser à lui et à tout ce qu'il devait souffrir, mais plus tard : maintenant, elle était loin, très bien, au-dessus de tout cela. Elle voulait ignorer que cette béatitude la rendait malheureuse, et qu'aucune plénitude ne pourrait égaler ce moment d'espérance. Aussi sûrement que demain, viendrait le jour où elle devrait faire face aux réalités : sa promesse envers Caryl, ses parents, l'abîme entre elle et Sébastien...

Mais pour un temps, elle pouvait, sachant tout cela, y rester cependant insensible, préservée par un véritable prodige de la force de ses sentiments. Elle ne souhaitait pas plus que cela. Ses pensées ne pouvaient lui donner que de la joie, et elle n'avait pas besoin d'espoir et de projets pour l'avenir. Il était suffisant de murmurer son nom pour soi-même, et de vivre à nouveau leurs rencontres enchantées.

Le changement opéré en elle était plus apparent pour les étrangers que pour son père et sa mère. Elle était comme un patineur qui a soudain découvert le secret de l'équilibre. Dans ses regards, ses paroles, et ses gestes, il y avait plus de science et de mystère. Elle était revenue du bosquet avec un teint éclatant, l'épanouissement d'une fiancée qui vit entièrement dans le présent et répand sympathie et grâce partout où elle va. Les garçons eux-mêmes dressés derrière sa chaise remarquaient avec un plaisir nouveau combien elle était charmante.

Quoique la nouvelle agression contre le marquis fût le sujet de l'indignation générale, les jeunes gens ne pouvaient

pas être affligés de ce qu'il ne fût plus là pour leur couper l'herbe sous le pied.

Il avait été recueilli à midi par les partenaires d'un pique-nique et il était parti aussitôt pour Rome, afin de mettre au courant de toute l'affaire un personnage très influent. Fenella ne le rencontra jamais plus, et ce fut bien ainsi. Elle lui pardonna le mal qu'elle lui avait fait et dansa avec ses amis. La passion de la danse la possédait; tous les soirs, elle tournoyait dans la salle de bal, comme un sylphe, les joues empourprées et les yeux étincelants, et aux lèvres un sourire qui faisait tourner la tête à tous les fascistes importants de la région, si bien qu'ils abandonnèrent herr Hugel à ses procédés déloyaux jusqu'à ce que Fenella eût quitté l'Aldersee. Les petits manuels de sténo étaient abandonnés. Elle passait son temps à se baigner et à jouer au tennis. Ce n'était que par cette activité violente qu'elle arrivait à apaiser ses nerfs.

Ses parents étaient intrigués, mais satisfaits. Il était évident qu'elle s'était brusquement ressaisie au sujet de cette affaire malencontreuse avec le jeune Sanger. Ils ne l'avaient jamais vue si heureuse et si contente. L'Aldersee était bien l'endroit qu'il lui fallait. Elle avait beaucoup de compagnons de son âge et elle avait encore gagné du poids. Aussi, sans aucun souci égoïste, différaient-ils leur départ, bien que tous deux aspirassent au bien-être de leur maison de Londres. Et elle était contente. En effet, elle ne désirait pas repartir du tout, parce que le retour à Londres pourrait briser son rêve heureux.

Au retour, elle ne fit aucune objection à un petit séjour à Paris pour acheter des vêtements et ainsi prolonger, par un nouveau répit, les heures dorées de sa quiétude.

« Oh, pourquoi faut-il habiter Londres? soupira-t-elle, comme ils dépassaient les faubourgs de Paris, en s'installant confortablement pour le voyage. Pourquoi faut-il rentrer? »

Sir Ivor, d'une façon inattendue, dit qu'ils rentraient parce que maintenant elle avait oublié son aventure amoureuse.

Leur maison avait été repeinte pendant l'été et était beaucoup plus couleur de crème fraîche que n'importe quelle autre dans Hyde Park.

— C'est déjà sale, — critiqua Fenella.

Elle s'élança dans le hall empli de chrysanthèmes, fleurs

qu'elle détestait. Elle se sentait tenue en respect par la vieille odeur de suie de Londres, et les mêmes vieux Cotmanes, et les six chaises Heppelwhite sur lesquelles personne ne s'asseyait jamais. Sur le palier, la grande horloge faisait tic tac, comme autrefois à Loch Ardn, avant qu'ils l'eussent amenée à Londres. Toutes les vieilles choses familières l'entouraient et lui rappelaient d'une manière désagréable les gens qu'elle avait oubliés.

Dans son salon, parmi les objets de son choix, régnait une curieuse torpeur. Trop de souvenirs puérils. La moitié de ses livres, elle ne les ouvrirait jamais plus.

Seul le petit tas de lettres, sur son bureau, lui fut un réconfort. Elle se trouva debout au milieu de la pièce disant :

— Je ne peux pas revenir en arrière... Je ne peux pas revenir en arrière...

Mais, le matin, elle avait eu peur de l'avenir. Il ne lui restait plus grand chose de la sécurité de la veille, cette sécurité qui s'était évanouie... comme un rêve. Ce retour l'avait accablée. Les chaises, les tables, les sophas, les horloges, tout cela était plein de questions brusques et pratiques. Toutes ces choses voulaient savoir ce qu'elle avait l'intention de faire.

La lettre de Caryl, écrite sur du papier bon marché, et d'une encre diluée, se trouvait en bas de la pile. Elle ne s'attendait pas à la trouver là et la vue de la petite écriture soignée lui donna un choc aussi vif que si Caryl lui-même fût soudainement entré dans la pièce sans être vu, et qu'il lui eût parlé. Elle déchira l'enveloppe. La lettre comprenait plusieurs pages.

Ma chérie à moi,

J'ai les meilleures nouvelles à vous annoncer. Tout à fait les meilleures. Je suis si heureux que je puis à peine écrire. J'ai un emploi (oh, pourquoi ne puis-je vous dire cela, au lieu de vous l'écrire?) J'ai écrit à mon beau-frère Jacob Birnbaum. Je crois vous avoir parlé de lui, n'est-ce pas? Il a épousé Antonia, ma demi-sœur, celle qui était si jolie. Il est très riche. J'ai reçu de lui ce matin la lettre la plus aimable, bien plus aimable que je ne l'attendais, car, après tout, il n'est

que mon beau-frère, et il a fait beaucoup déjà pour notre famille.

Il paraît qu'il vient d'acheter, affaire de seconde importance pour lui, les éditions de musique Kraut. La maison a une succursale à Londres, et il m'a envoyé une lettre de recommandation pour le Directeur.

Je viens précisément de le voir, et j'entre dans la maison au salaire initial de quatre cents livres par an. J'ai une certaine expérience du travail qui m'est demandé, car je m'occupais de ce travail pour mon père, copyright, etc... Birnbaum m'a fermement promis dans sa lettre que, si je m'en tire bien à Londres, il pourra trouver pour moi un très bon débouché plus tard. Je n'ai pas le sentiment de recevoir une charité. Je pourrai leur être utile, s'ils m'en donnent l'occasion. Je sais bien des choses en fait de musique, mieux que personne chez Kraut; du moins Birnbaum dit qu'ils ne savent rien, et que c'est là leur point faible. Mais, bien entendu, on ne peut pas demander aux éditeurs d'en savoir long là-dessus, c'est impossible.

En tout cas, je devine qu'il veut faire de moi une sorte d'officier de liaison.

Mais tout cela n'est rien. L'important, c'est que, si les choses marchent comme je l'espère, nous pourrons nous marier un jour...

J'imagine que vos parents pourraient ne plus s'opposer au mariage si je pouvais garantir mille livres par an? Alors vous pourriez avoir une bonne et une jolie maison. J'ai été si heureux de penser à tout cela, mais ce n'est plus la même chose quand on écrit. Je ne puis comprendre pourquoi vous avez promis de m'épouser, mais je serais mort si vous ne l'aviez pas fait. Ai-je expliqué tout ceci clairement? Je ne puis encore tout à fait le croire. Vous savez combien je vous aime. Je ne puis parler de cela, encore moins en écrire. Mais je vous aime à toute minute du jour, et si jamais vous me donnez mon congé, je tomberai raide mort. Écrivez-moi bientôt, je vous en prie, si vous le pouvez, et dites-moi que vous trouvez bonnes mes nouvelles. Par « si vous pouvez » je veux dire que j'ignore si vous avez promis à vos parents de ne pas m'écrire, ou quoi que ce soit de semblable. Savez-vous que plus j'y pense et que

plus je comprends leur point de vue? Il est effrayant de penser qu'une jeune fille comme vous, si jeune, qui pourrait épouser qui elle voudrait, puisse se lier à un épouvantail tel que moi. Je ne m'étonne pas de leur frayeur.

Mais si vous ne pouvez écrire, tâchez de me faire connaître des nouvelles par quelque moyen. Je ne sais pas où vous êtes ni si vous êtes rentrée en Angleterre. Est-il un moyen quelconque par lequel je pourrais avoir votre photographie? Je n'en ai pas. Je la chérirais.

J'ai une jolie chambre, dans une rue tranquille, et une propriétaire qui paraît honnête et s'occupe très gentiment de moi. C'est bon marché, mais très confortable, et je pense rester là, même quand je serai chez Kraut, car il me faut faire des économies. Je n'ai trouvé aucun ami depuis mon retour à Londres, mais j'ai fait la connaissance de quelques voisins de palier qui sont très gentils. Sans eux, j'aurais eu le cafard le soir. Mais ils ont un piano, et je descends en jouer chez eux.

L'homme est un aveugle de guerre, et la femme travaille toute la journée pendant qu'il garde l'enfant. Il m'a dit l'autre jour une chose horrible qui m'a fait comprendre un peu ce que doit être la cécité.

Pendant qu'il était à l'hôpital, un certain nombre de malades furent conviés à une représentation d'Othello, et ils y allèrent conduits par une nurse. Il prit place auprès de la nurse, et, comme il était aveugle, la nurse crut nécessaire de lui dire tout ce qui se passait sur la scène « d'une voix chuchotante, comme une eau qui coule ». Elle parla à tort et à travers pendant tout le spectacle et même... quelques voisins protestaient, et elle s'indigna, demandant s'ils voulaient priver un pauvre héros aveugle d'un peu de plaisir, et ce qu'ils avaient fait pendant la grande guerre, si bien que les pauvres gens faillirent être lynchées. Eccles déclara faiblement qu'il connaissait assez bien l'Opéra, et qu'il voulait écouter la musique, mais elle ne voulut rien entendre, et elle ne cessa de répéter : « Il ne faut pas que vous ayez le sentiment de manquer la moindre chose. » Il dit que la cécité serait une chose presque tolérable, sans les attentions excessives dont on est l'objet.

Sa femme est une bonne fille. Il est heureux de l'avoir.
Au revoir, ma toute chérie. Dieu vous bénisse.

CARYL

Fenella lut très rapidement cette lettre du commencement à la fin sautant de phrase en phrase, à la recherche d'un nom qui ne s'y trouvait pas. Quand elle eut terminé, elle demeura longtemps assise, tout à fait immobile, et engourdie de désappointement. Elle avait à peine compris le sens des nouvelles que Caryl lui mandait. Elle ne se demandait pas si elle voulait être la femme d'un éditeur de musique... avec une bonne, une jolie maison, et mille livres par an, bien qu'elle n'eût jamais imaginé un tel sort quand elle s'était engagée envers lui.

Elle ne se demandait jamais ce qu'il était advenu de cette carrière qui, à Venise, avait tant de prix aux yeux de Caryl, et dont il ne faisait plus mention. Elle ne savait qu'une chose, c'est que dans toute la lettre il n'était pas question de Sébastien, et qu'elle ne pouvait pas supporter cela plus longtemps. Elle voulait savoir où il était, comment et où il menait sa vie si différente de celle des autres, quand elle le reverrait. Cette lettre morose, chronique des faits et gestes d'éditeurs et de soldats aveugles, aurait pu être la lettre d'un étranger.

Elle avait tellement cru que les choses s'arrangeraient avec le temps. Mais son imagination se refusait à envisager l'avenir sans Sébastien. D'une manière ou de l'autre, ils se retrouveraient, et leur amour suivrait sa voie, car elle avait toujours espéré qu'un jour viendrait où le passé et les souvenirs ne suffiraient plus, et où elle voudrait le revoir. Elle avait reculé à la pensée que Caryl souffrirait, non pas tant parce qu'il se trouvait entre eux que parce qu'elle avait le cœur bon. Parfois, elle s'était même persuadée qu'il l'oubliait, et qu'elle n'aurait pas à se reprocher le chagrin qu'elle lui ferait. Dans le premier délire de son bonheur, elle avait pu tout croire.

Mais à présent, avec ce retour et cette lettre, venait le temps de l'échéance. C'était Sébastien qui peut-être l'avait oubliée. Le premier frisson du doute pénétra dans son esprit, quand elle se dit qu'après tout elle savait peu de choses sur Sébastien. Elle ne l'avait vu que trois fois. Peut-être, depuis qu'ils s'étaient séparés à Steineck, n'avait-il jamais pensé à

elle, même une seule fois. Cette possibilité l'emplit à la fois de honte et de désespoir, comme si elle avait souffert quelque effrayante humiliation publique. Elle avait la conviction que, d'une manière ou de l'autre, il devait savoir comment Fenella dans son cœur avait été sérieuse, depuis le moment où ils s'étaient embrassés à Steineck.

Le pâle soleil disparut derrière les cheminées, et Sophie entra pour demander à Mademoiselle s'il fallait apporter le thé chez elle. Elle était toujours assise près de la fenêtre, et se sentait aussi fatiguée que si elle avait passé une heure chez le dentiste. Un certain stoïcisme sombre la fit se redresser.

Dans sa peine, elle pensa comme souvent quand elle souffrait des dents :

— Malgré tout je vis.

On apporta le thé. En se levant, elle fit tomber les feuillets de Caryl. Elle les ramassa, les déchira avec rage, et les jeta dans la corbeille.

MARGARET KENNEDY

(Traduction de LOUIS GUILLOUX.)

(*A suivre.*)

LA GLEICHBERECHTIGUNG ET LE NOUVEAU PLAN FRANÇAIS DE DÉSARMEMENT

Le 12 octobre dernier, à Berlin, M. de Bülow, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, m'exposait la conduite de son pays dans l'affaire du désarmement et expliquait pourquoi il avait souhaité avec la France, une négociation particulière. Il parlait avec la franchise nonchalante qui est sa manière et formulait des jugements désenchantés avec une si élégante modération que les côtés acerbes et inquiétants de son réquisitoire contre la politique française s'en trouvaient estompés.

Les relations entre le gouvernement de la France et le gouvernement de l'Allemagne ne sont pas bonnes, disait-il. Furent-elles même jamais plus lourdes d'incertitudes et de dangers? Qu'un an après la visite que MM. Pierre Laval et Aristide Briand firent dans la capitale du Reich, dans le courant de l'automne 1931, on en soit venu là, c'est une chose qui porterait à désespérer de l'avenir! Et, comme je lui demandais, quelle justification donner à une situation pareille, M. de Bülow prononça ces phrases qui me frappèrent : « Du temps de M. Laval et de M. Tardieu, nous avons constamment différé d'avis sur le fond des problèmes, mais nous étions toujours parvenus à nous mettre d'accord sur les méthodes à employer pour les résoudre. Ainsi, nous pouvions éviter des éclats et gagner du temps en préparant les négociations futures. On pensera sans doute que je suis un bureaucrate;

je n'en continue pas moins de croire que plus les conférences internationales sont nombreuses, mieux elles doivent être préparées entre les principaux intéressés. Or, à un geste annoncé, normal, salutaire, on a répondu par une rebuffade. Nous avons donc pris la résolution de ne plus rien tenter. Nous serons absents de Genève jusqu'à ce que l'on ait bien voulu se prononcer sur les questions essentielles que nous avons posées et aux discours nous riposterons par la propagande. Bref, aujourd'hui, entre la France et nous, nous ne savons plus où nous en sommes. »

Au moment où le gouvernement de M. Édouard Herriot offre à la Conférence pour la limitation et la réduction des armements le stimulant d'un nouveau plan, je me demande si M. de Bülow tiendrait le même langage. Estimerait-il que la révision de la partie V du traité de Versailles avec la reconnaissance implicite à l'égalité des droits par l'organisation d'un service militaire de type unique est une satisfaction suffisante pour l'amour-propre national? Jugerait-il que l'Allemagne est en posture de retourner à Genève pour discuter les modalités? Ou bien continuerait-il de poser la question préalable que le le général von Schleicher a toujours déclarée fondamentale : celle des conséquences pratiques du droit à l'égalité de traitement.

Je crois, pour ma part, qu'il persévérerait. Quelles que soient, en effet, les incertitudes sur les conséquences des élections du 6 novembre, on peut affirmer que la politique allemande en matière d'armements ne sera pas changée. Le nouveau plan français si large, si généreux, si audacieux ou si habile qu'il puisse être, ne modifie pas la donnée capitale. L'armée allemande pourra-t-elle posséder en qualité sinon en quantité les engins utilisés par les armées des autres grandes puissances? Les interdictions spéciales de la partie V du traité de Versailles disparaîtront-elles? Voilà le vrai sens de la *Gleichberechtigung*. Voilà le débat. On ne le résoudra pas en le transposant dans les discussions d'un statut commun pour les armées européennes. L'Allemagne prendra ce qui est acquis, c'est-à-dire l'abrogation de la partie V du traité de Versailles. Elle poursuivra en même temps la revendication de ce qu'elle désire : son réarmement, à moins que — hypothèse invraisemblable —

on ne consente à abaisser la dotation matérielle des armées voisines au niveau actuel de sa propre armée.

C'est une illusion d'imaginer que, tout en conférant à l'Allemagne, par un acte solennel, l'égalité de droit théorique, on obtiendra d'elle qu'elle renonce à la consécration pratique. Un tel désintéressement est incompréhensible pour l'Allemagne. Si elle exige la reconnaissance d'un droit, c'est bien pour en faire usage et non pas pour l'inscrire dans quelque déclaration philosophique. Au surplus, l'Allemagne officielle n'a point caché ses intentions. Dans l'interview fameuse qu'il accordait au *Resto del Carlino* dans le même temps où M. de Neurath entretenait l'ambassadeur de France de sa demande de négociation directe, le général von Schleicher disait : « L'armée allemande n'a pas d'aviation de guerre, pas de chars de combat, pas d'artillerie lourde, pas d'artillerie anti-aérienne. Sa marine n'a pas de sous-marins, pas de croiseurs porte-avions, pas de gros croiseurs. Ces armes ont été qualifiées à Genève d'armes défensives. Sans ces armes l'Allemagne ne peut donc pas parvenir à assurer sa sécurité nationale. Ou bien toutes ces restrictions devront être appliquées d'une manière générale, ou bien elles devront être abolies pour l'Allemagne. » Dans un langage plus diplomatique mais non moins évident, l'aide-mémoire rédigé par M. de Neurath à l'usage du gouvernement français exposait : « Dans le domaine du désarmement qualitatif, le gouvernement allemand est prêt à accepter toute interdiction d'armes applicable également à tous les États. Par contre les catégories d'armes qui ne seront pas interdites d'une façon générale par la convention doivent être, en principe, également permises à l'Allemagne. »

Malgré les ménagements que l'on aura pour ses susceptibilités, en dépit des thèmes pacifiques dans lesquels on voudra l'entraîner et, sans égard aux subtilités juridiques et raisonnantes de l'honorable sir John Simon, l'Allemagne ramènera ainsi toujours ses partenaires de Genève à cette considération : qu'ayant prestige et rang de grande puissance et même honneur que les autres, elle attend un traitement identique. Et l'on verra encore nos représentants lutter désespérément au nom du droit écrit, de l'expérience passée ou du souci de sécurité pour freiner les suites d'une égalité théorique qu'ils auront

eux-mêmes consacrées, mais dont les effets pratiques les remplissent de justes craintes. C'est le côté dramatique du débat ouvert à Genève, devant une conférence qui, constatant chaque jour ses difficultés de vivre et d'aboutir, a hâte de parvenir au terme de ses controverses!

Donc, les séances de la Commission générale du désarmement vont reprendre dans la dernière semaine du mois de novembre. Avec ou sans la participation de l'Allemagne elles recommenceront sur les mêmes données fastidieuses : déploiement d'éloquence sur de grands projets que l'on peut appeler projets de propagande; discussions pointilleuses sur des détails, sur les moyens de guerre licites ou illicites ou sur le caractère des armes offensives et défensives, au sujet desquelles M. André Tardieu avait si lumineusement démontré, au mois de mars dernier, que la distinction était factice et inopérante. Et devant ces perspectives de confusion, comme devant le résultat probable où l'on sera conduit, on peut se demander si l'échange d'explications préalables entre la France et l'Allemagne au sujet des applications de la *Gleichberechtigung* n'aurait pas été une méthode plus profitable.

La *Gleichberechtigung* n'est pas une revendication nouvelle. Elle n'est pas, quoiqu'on l'écrive parfois, une invention du « Cabinet des barons ». C'est un des éléments de la politique de redressement national que feu Stresemann inaugura avec Locarno et dont il poursuivit les avantages en s'installant au Conseil de la Ligue des Nations. Elle était en puissance dans toutes les manifestations de la pensée allemande depuis 1918. Elle procédait de cette volonté de libération et de reconquête du rang ancien qui n'a pas cessé de s'affirmer. Elle fut énoncée avec une netteté parfaite à la fin de l'année 1931 par le chancelier Brüning, qui, fixant à son peuple les buts à atteindre pour 1932, citait la fin des tributs de réparations et le rétablissement de la nation dans sa souveraineté. Les réparations sont mortes. La partie V du traité de Versailles est en train d'expirer, et, au moment de conduire cette nouvelle offensive contre le diktat, l'Allemagne comme elle l'avait fait pour les réparations, avant la négociation du plan Dawes et ensuite, avant les discussions des experts du plan Young, se disait prête à s'entendre, au sujet de la Confé-

rence du désarmement avec la France principale intéressée.

Au début de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements, M. le Chancelier Brüning dans des entretiens avec le Chef du Gouvernement français d'alors, M. de Bulöw quelque temps présent à Genève ou bien M. Nadolny dans des conversations avec M. Massigli estimaient que la future convention de désarmement devant normalement remplacer la partie V du traité de Versailles et par là reconnaître l'égalité de droits, pourrait être précédée ou accompagnée d'un accord librement discuté au sujet des prescriptions matérielles du traité de Versailles. Des conversations entre les États-Majors devaient, pensaient-ils, aboutir à une entente élargissant les dispositions militaires. On ne revendiquait pas les mêmes moyens; on voulait seulement, disait-on, une satisfaction matérielle. Ni M. Tardieu, ministre de la Guerre, ni M. Tardieu, président du Conseil, ni les représentants du gouvernement français ne s'étaient engagés dans la voie que l'Allemagne leur ouvrait. Admettant le principe que la future convention générale de désarmement remplacerait automatiquement la partie V du traité de Versailles, ils en avaient écarté la revision préalable. Mais ils ne repoussaient pas la perspective d'une explication franco-allemande déblayant le terrain si encombré d'obstacles de toutes sortes.

Ce faisant ils demeuraient fidèles à une doctrine française. Toute la politique pratiquée par M. Aristide Briand ne procédait-elle pas, à travers ses détours, d'un effort de rapprochement franco-allemand? Celle de M. Pierre Laval, avec les coups de téléphone au chancelier Brüning, la visite faite à Paris par le chancelier et rendue à Berlin par le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères, était-elle autre chose qu'une tentative de ces négociations directes entre les deux anciens ennemis que M. Hoover devait particulièrement recommander au chef du gouvernement français durant les entretiens de Washington? Au demeurant, au moment de rédiger le communiqué officiel qui marqua la fin du voyage des ministres français à Berlin, la Wilhelmstrasse n'avait-elle pas proposé une déclaration par laquelle les deux pays envisageaient l'élaboration d'une entente préalable pour chaque problème capable de les diviser? Mais M. Pierre Laval était

la prudence même. Il jugea prématurée ou audacieuse la formule qui, reprise plus tard à Lausanne par M. von Papen et repoussée par M. Herriot devait finalement être à peu près celle de l'accord dit de confiance entre la France et la Grande-Bretagne. On s'en tint alors à la création de commissions d'études franco-allemandes, dont les travaux, dans le trouble actuel, n'ont pas été éblouissants.

Les discussions sur les réparations, les débats de politique extérieure qui se déroulèrent à ce propos au Palais Bourbon, les progrès impressionnants de l'hitlérisme et les crises ministérielles françaises furent, dans les premiers mois de 1932, autant de motifs d'empêcher les tentatives d'explications directes. On se souvient qu'une information de l'agence Reuter ayant fait connaître que le chancelier Brüning aurait déclaré à sir Horace Rumbold, ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, que l'Allemagne cesserait d'acquitter les obligations du plan Young, M. Flandin, alors ministre des finances, riposta publiquement que si de telles paroles étaient exactes, il n'y aurait pas lieu de réunir la conférence qui devait être la conséquence naturelle du rapport de Bâle. M. Laval, de son côté, éloigna tant qu'il put la négociation sur les réparations dont tout ce qu'il savait de l'attitude britannique lui indiquait qu'elle serait pénible. Cette temporisation fut-elle avantageuse ou nuisible? Nous n'en discutons pas. Le certain, c'est que la conférence de Lausanne amena la suppression totale ou presque des payements de réparations et du solde substantiel représenté par l'annuité inconditionnelle toujours considérée comme intangible dans les discours des hommes politiques. Et, c'est cette conférence qui, après les élections des 1er et 8 mai 1932, permit le nouveau contact entre le gouvernement de l'Allemagne et celui de la France.

A Lausanne, M. von Papen, poursuivant le rêve d'un rapprochement franco-allemand sur des notions spécifiquement allemandes, tenta d'amener M. Édouard Herriot à entrer dans ses vues ou dans ses illusions. « Vous voulez la sécurité, lui dit-il certain jour, je vous l'apporte solide sous les espèces d'une alliance franco-allemande sanctionnée par un accord militaire. » Mais personne n'est moins fait que M. Herriot pour comprendre les impétuosités diplomatiques de

M. von Papen. Son langage qui partait d'un bon naturel lui parut alarmant et hérétique. M. Mac Donald qui eut vent de la chose se montra courroucé et même inquiet. On m'a affirmé qu'il manda M. von Papen pour l'interroger et le gourmander et le chancelier du Reich, presque comme un écolier pris en faute, dut assurer qu'il n'avait pas fait cela. Il se borna donc plus tard à réclamer pour l'Allemagne la déclaration d'une égalité de droits théoriques qu'il considérait comme la contre-partie des abandons que son pays lui reprochait. N'ayant pu l'obtenir, il déclara à M. Herriot, au moment de quitter Lausanne, qu'il lui faudrait bien, dans un proche avenir, poser la question de la *Gleichberechtigung*, et, qu'en conséquence il souhaitait là-dessus une explication avec la France. M. Herriot affirma, paraît-il, qu'il n'y était pas hostile. Mais il dit qu'il ne voulait pas dépouiller Genève de l'affaire du désarmement.

Les jours passèrent. L'explication ne vint pas. Vers le 13 juillet, M. von Papen, en informant l'ambassadeur de France à Berlin qu'il allait nommer un commissaire du Reich pour la Prusse, le priait de répéter à son gouvernement qu'il réclamait son débat sur l'égalité des droits. Dans le même temps, M. de Bulöw avertissait que plus les jours passaient, plus les exigences des milieux militaires risquaient de grandir et il donnait à entendre que, si l'Allemagne n'obtenait pas satisfaction, elle ne reprendrait pas sa place à la Conférence de Genève. Le Quai d'Orsay était dûment averti, mais il paraissait écarter des perspectives non conformes à ses jugements. Le 22 juillet, M. Nadolny lut à Genève la déclaration de son gouvernement, sans qu'on lui prêtât l'attention que sa précision méritait : « Le gouvernement allemand doit toutefois faire remarquer aujourd'hui, disait-elle, qu'il ne peut s'engager à continuer sa collaboration, dans le cas où une solution satisfaisante de ce point décisif pour l'Allemagne ne serait pas intervenue jusqu'à la reprise des travaux de la Conférence. »

Tous les pontifes de Genève n'en continuaient pas moins de croire que l'Allemagne ne commettrait pas le crime de lèse-majesté. Ils le croyaient encore à la veille de la réunion du bureau de la Conférence fixée au 21 septembre 1932!

Pourtant, un mois auparavant, un fait capital s'était pro-

duit. Le 23 ou le 24 août (je tiens ces précisions d'une source allemande très autorisée), M. de Bulöw déjeunait avec M. François-Poncet revenu de congé. Une fois de plus, il mit la conversation sur les travaux de Genève et sur les moyens de sortir de l'impasse. « Il est absolument nécessaire, dit-il, pour des motifs de politique intérieure faciles à concevoir et pour les décisions à prendre que nous sachions à quoi nous en tenir avant la première quinzaine de septembre. Nous allons donc vous proposer une conversation. » Et M. de Bulöw cita les idées de l'État-major sur la réorganisation de la Reichswehr, les prototypes de matériel considérés comme indispensables à l'entraînement de l'armée allemande, etc., bref tous les éléments véritables de la *Gleichberechtigung*. La surprise était donc impossible en ce qui touchait les intentions de l'Allemagne. Le 29 août, l'ambassadeur de France était prié de faire visite au ministre des Affaires étrangères. Il trouva dans son cabinet le général von Schleicher. « J'ai prié le général d'être présent à notre entretien, lui dit M. von Neurath, afin qu'il puisse vous fournir les éclaircissements techniques qui pourraient être utiles à votre gouvernement. » La conversation s'engagea sur un thème depuis longtemps connu, celui du droit de l'Allemagne de revendiquer en matière de défense nationale un traitement pareil à celui des autres nations. M. von Neurath avait un papier préparé. « Ce n'est pas une note écrite, dit-il, mais un aide-mémoire que j'ai fait rédiger pour votre commodité afin de résumer notre point de vue. Il est bien entendu que cette démarche doit être gardée secrète. Quand nous connaîtrons la réponse française à notre suggestion, nous préviendrons les autres puissances que nous ne voulons pas tenir à l'écart. »

On peut admettre que M. François-Poncet acquiesça. Il comprenait la portée et le sens de la démarche. Son habitude de l'Allemagne le portait sans doute à considérer qu'elle commettait une imprudence diplomatique, mais que l'intention ne méritait pas qu'on répondît par un refus brutal. Il pensait que l'affaire valait réflexion et il savait aussi que le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, accomplissant un voyage à Jersey, il n'y avait aucune urgence à transmettre la communication. C'est pourquoi il ne jugea

pas utile de se servir du télégraphe. Le message qu'il rédigea pour accompagner l'aide-mémoire de M. von Neurath et expliquer les conditions dans lesquelles il lui avait été remis, il ne le confia pas au fil, mais l'expédia par l'avion postal du mardi 30 août. Le pli parvint au Quai d'Orsay à la fin de la journée. M. Herriot devant être de retour le lendemain mercredi 31, on pouvait croire qu'il en prendrait connaissance dans son cabinet, loin des regards et des curiosités.

Mais les prévisions pondérées sont parfois démenties par les événements. C'est le fait des puissants d'avoir auprès d'eux des hommes empressés à manifester leur zèle. Le directeur du cabinet de M. Herriot ayant pris connaissance de la proposition allemande jugea qu'elle exigeait la procédure d'extrême urgence. Il manda donc d'abord la nouvelle à son chef par télégramme chiffré, puis, estimant que la précaution était insuffisante, il prit lui-même le train pour Cherbourg. C'est ainsi que le mercredi soir 31 août, *le Temps*, dans sa dernière heure, dernière minute, publiait les informations suivantes données par l'Agence Havas.

Saint-Pierre (Guernesey), 31 août.

M. Herriot aurait été avisé hier soir qu'une note du gouvernement allemand touchant aux revendications relatives à la réorganisation de la Reichswehr serait parvenue au quai d'Orsay durant son absence.

Interrogé par les représentants de la presse à bord du *Minotaure*, le président du Conseil s'est refusé à faire toute déclaration avant d'avoir en mains le texte de la note qui ne pourra lui être communiquée que ce soir à Cherbourg.

On déclare cependant que M. Herriot aurait l'intention d'en saisir le conseil de Cabinet qui doit se réunir demain à Paris.

M. Alphand, directeur du cabinet du président du Conseil, est parti pour Cherbourg afin de mettre M. Herriot au courant des démarches faites par le gouvernement du Reich auprès de notre ambassadeur à Berlin.

Dans la même soirée du mercredi 31 août, l'agence Havas communiquait encore une note plus précise ainsi conçue :

M. François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin, a fait parvenir au ministère des Affaires étrangères, l'aide-mémoire sur la réorganisation de la Reichswehr que lui a remis mardi, au nom du gouvernement allemand, M. de Neurath, ministre allemand des Affaires étrangères.

On sait que la remise de ce document constitue la première démarche officielle effectuée par l'Allemagne pour obtenir un élargissement du statut de la Reichswehr.

M. Alphand, saisi de ce document, s'est rendu aussitôt à Cherbourg, où il le remettra à M. Herriot avant le retour à Paris du président du Conseil.

De ce concours de circonstances est sorti l'éclat qui faisait dire à M. de Bulöw qu'entre la France et l'Allemagne, on ne peut plus savoir où l'on en est. Par là s'expliquent des apparences qui ne sont que des apparences, car il n'est pas douteux que M. Édouard Herriot ne fut pour rien dans les publications prématurées qui firent prétendre au gouvernement allemand que la diplomatie française avait ourdi contre lui un de ces coups montés dont ceux qui les emploient volontiers se hâtent de se plaindre lorsqu'ils croient en découvrir les traces chez les autres. De là viennent les difficultés présentes et de là aussi peut-être cette espèce de hâte mise à présenter un plan français de désarmement qui semble se porter au-devant des revendications allemandes sans aller au cœur du sujet.

Ce nouveau plan français de réduction des armements, je ne le juge pas ici. On affirme que son principal mérite sera d'obliger les peuples de bonne volonté à se compter; on dit aussi qu'il est le plus généreux et le plus ingénieux effort qui ait été jusqu'ici déployé en faveur de la cause de la paix internationale. On voudrait le croire. Mais il faut bien observer que ces mots sonores appliqués à des idées encore bien vagues et dont les interprétations varient avec ceux qui les prononcent n'ont été jusqu'ici que des parures pour les illusions. L'avenir sera-t-il semblable? Gardons-lui le bénéfice du doute et notons simplement deux certitudes : la première est que le plan déposé par la France, en combinant diverses suggestions accueillies avec faveur et sur lesquelles on peut mettre les noms de MM. Hoover, Benès, Politis ou Madariaga tend, avant tout, à gagner les bonnes grâces de Genève et à tirer l'honorable Président Henderson d'une posture peu commode. La seconde, c'est qu'en substituant au projet de M. André Tardieu, auquel il avait donné naguère son adhésion enthousiaste, une proposition nouvelle

qui portera son nom, M. Paul Boncour demeure fidèle aux conceptions jauressiennes de la nation armée reprise par lui le 28 août dernier dans un discours prononcé à Meung-sous-Beuvron. Mais ce sont là explications plutôt que justifications.

Sans entrer dans un débat qui pose de graves problèmes, ne convient-il pas de noter cependant quelques observations évidentes? D'abord, en dépit de la reconnaissance implicite du droit à l'égalité de traitement que M. von Papen portera sûrement à l'actif de sa politique énergique, il n'est nullement certain que le nouveau plan français soit capable de ramener à Genève la délégation allemande. En lui octroyant une armée qui serait bâtie sur le type des autres armées européennes, on se flatte peut-être de satisfaire sa revendication juridique, mais on ne répond nullement à la question pratique qu'elle a posée quant à l'usage de ce droit. Entre la politique de la France et celle de l'Allemagne, il existe en effet cette différence fondamentale que l'une est uniquement défensive et l'autre spécialement offensive. La France ne réclame rien que la tranquillité pour ses fils et l'assurance de leur sécurité. L'Allemagne, au contraire, qui veut retrouver son ancienne puissance doit présenter une suite d'exigences sur lesquelles il ne faut pas se leurrer. Donc, si l'armée est la représentation militaire d'une politique, les forces de notre pays doivent bien être tendues vers la défensive, mais il est impossible que la conception de l'Allemagne soit identique et que la notion de défense nationale ait pour elle le même sens. Ce qu'elle nomme sa défense est d'abord une revendication. C'est pour la satisfaire qu'elle exige les armes des autres puissances. Ce n'est pas pour en faire un pareil usage. Ensuite, parce qu'il assemble des éléments disparates empruntés aux amis ou aux adversaires des thèses françaises, le projet de M. Paul Boncour offre trop de complications, de tiroirs et de conditions. Ses péripéties, avec leurs progressions compensées et leurs arrêts suspensifs nous font songer à un jeu de l'Oie installé sur les tables de la Conférence de Genève. Pour atteindre le pacte de sécurité, il ne faut point tomber dans la case américaine de la liberté des mers; pour faire étape au Locarno de l'Est on doit franchir la résistance

allemande; pour aboutir à la discrimination des engins offensifs et défensifs, on doit stationner dans l'interdépendance des armes, etc. Enfin, tout désarmement raisonnable est commandé par la connaissance des intentions de l'Allemagne.

Or, c'est la faiblesse de l'entreprise du désarmement et, en général, de toutes les entreprises de la Société des Nations depuis que l'Allemagne y a porté ses revendications, qu'elles supposent résolu ce qui est à résoudre. Dans sa générosité, dans son audace ou dans sa candeur, le plan de M. Paul Boncour ne permet pas de poser la question qui troublerait les habitudes génevoises : A quoi l'Allemagne destine-t-elle la force militaire qui lui tient à cœur? Quels sont ses desseins?

C'était sans doute, au contraire, un avantage de la négociation séparée et du tête-à-tête étendu ensuite à d'autres partenaires qu'ils procuraient l'occasion d'interroger et d'exiger une réponse. Cette réponse, le gouvernement du Reich l'aurait d'ailleurs donnée avec une netteté brutale. Il aurait réclamé la révision des frontières de la Prusse Orientale « conforme aux principes wilsoniens », des colonies, de libres débouchés et, pour ce qui est spécialement du domaine France-Allemagne, la prompte liquidation du régime de la Sarre. Ainsi, le gouvernement français, mesurant ses responsabilités aux prochaines exigences, aurait peut-être fondé l'orientation de sa politique extérieure sur des données réelles. Il n'aurait pas entretenu l'espérance que son nouveau plan de désarmement modifie le sens vrai de la *Gleichberechtigung* et qu'en baptisant l'armée allemande milice ou armée défensive, on puisse changer sa mission prochaine. « C'est parce que mon pays veut être fort pour les discussions internationales qu'il nous faut une armée solide et c'est seulement lorsque nous la posséderons que la France trouvera intérêt à s'entendre avec nous, me disait récemment dans son cabinet le major Wagner, Chancelier du Stahlhelm. » Il n'y a pas, il n'y a jamais eu d'autre politique allemande.

FERNAND DE BRINON

ORCHESTRES EN OCTOBRE

Octobre 1932. Allées frissonnantes où les feuilles à chaque jour se décolorent. Ciels à variations subites, mais plus souvent maladifs et nébuleux que souriants et limpides. L'humidité, l'aigre fraîcheur attristent nos retours dans les appartements silencieux où la douce tiédeur du foyer semble à jamais perdue. Après des vacances en plein vent et au soleil, dans l'éblouissante fascination de la nature, quel asservissement que de reprendre la vie close, la vie sédentaire, notre dur régime de prisonniers! Par cette température hostile, par ces journées brèves, adieu les excursions à longue distance! Et néanmoins les citadins étouffent en leurs mesquines cellules sans air, sans horizon. Ecœurés par le spleen, en proie au vague tourment des saisons indécises, ils maudiraient le sinistre mois d'octobre, n'étaient les consolations de la musique.

Celles-ci furent dispensées aux Parisiens pour la première fois le dimanche 2 octobre. Qu'importe si l'« Orchestre Symphonique de Paris » était seul à les leur offrir! Tous ceux qu'un désir mal refoulé de musique harcelait depuis juin trouvèrent aisément à se loger, grâce à l'ampleur de la salle Pleyel. Les premiers accents de Beethoven retentissaient à peine, que déjà l'assistance communiait dans une ferveur religieuse. Et peut-être un profane entrant là par hasard, sans connaître l'objet de la cérémonie, aurait-il pensé de ces adorants en extase : « Ici l'on rêve en commun... »

Revenir aujourd'hui à l'ouverture de *Léonore*, c'est une

entreprise périlleuse depuis cette visite de mai 1928 où Franz Schalk et l'Opéra d'État de Vienne en donnèrent à Paris une audition souverainement belle. M. Pierre Monteux et ses partenaires ont l'honneur d'avoir triomphé où d'autres eussent succombé. Sans doute, l'Orchestre Symphonique de Paris, formé il y a cinq ans à peine, ne dispute nullement la palme à la compagnie fameuse et déjà ancienne dont cette ouverture évoque pour nous le glorieux exploit. Son infériorité apparaît surtout au final, durant les vingt mesures du *presto* vertigineux où les archets préludent par un tourbillon de gammes à l'accord parfait d'*ut majeur*. Ne cherchons pas ici une virtuosité prodigieuse. Mais, pour la plénitude de la compréhension et la souplesse du rendu, le chef-d'œuvre est vraiment servi comme il le mérite. M. Pierre Monteux excelle à mettre en valeur les timbres et les volumes, les mouvements et les nuances. Artiste subtil, il use avec une égale maîtrise de la sonorité et du silence. Nous en attesterons, par exemple, la durée qu'il assigne aux points d'orgue, après le double appel de trompette annonçant l'arrivée providentielle du ministre : l'épisode acquiert ainsi une intensité poignante. M. Monteux prête à l'*adagio* du début les allures les plus nobles, les plus majestueusement rêveuses. On souhaiterait toutefois qu'au *fortissimo* en *la bémol majeur* vers lequel tendent les modulations de cet incomparable avant-propos, les gammes ascendantes des premiers et seconds violons ne fussent pas étouffées par les tenues des bois et des cuivres. A ce détail près, l'Orchestre Symphonique de Paris a pleinement répondu à notre attente.

En l'écoutant, nous étions obsédé par une réminiscence de nos lectures d'automne. Eugène Delacroix, faute d'avoir compris *Léonore*, a griffonné dans son *Journal* ce blasphème incroyable :

> L'ouverture de *Léonore* m'a produit la même sensation confuse : j'en conclus qu'elle est mauvaise, pleine, si l'on veut, de paysages étincelants, mais sans union[1]...

L'ouverture de *Léonore*, mauvaise! Et Delacroix l'ose écrire!... En présence d'un tel aveuglement, on se demande

1. Cf. *Journal d'Eugène Delacroix*, 19 février 1850, Paris, Plon, 1932.

une fois de plus ce que vaut la musique pour ceux qui l'aiment du dehors. Qu'en perçoivent-ils au juste? Quel souvenir en gardent-ils? Les mieux doués parviennent à discerner une mélodie, un dessin caractéristique, après quoi ils tâtonnent dans la pénombre ou dans la nuit. A quoi songent-ils durant ces longs colloques, ces développements minutieux, où la symphonie, loin des passions, tient à l'intelligence le pur langage de l'analyse? Un discours aussi abstrait a-t-il pour eux un sens quelconque? Ou bien, s'ils éprouvent aux endroits les plus obscurs une espèce d'attrait ou de bien-être, comment un bruit dénué de signification parvient-il encore à les séduire? Mystère que la psychologie moderne se doit d'approfondir...

L'injustice du génie envers le génie est chose révoltante. Mais la bévue de Delacroix n'est pas absolument sans excuse. Les grands peintres et les grands musiciens ne sont pas tenus à de mutuels hommages. La faiblesse de nos facultés met entre les arts un abîme. Or, de son propre aveu, Delacroix se comportait fort capricieusement à l'égard de la musique. Ses jugements variaient selon l'humeur du jour et du moment. Passé la cinquantaine, il résistait mal aux somnolences. On le voyait s'endormir, malgré son culte pour l'auteur de *Don Juan*, pendant un trio de Mozart. « La digestion a triomphé », concluait-il ensuite, mélancolique[1]. Une autre fois, il succombait de même en écoutant *Preciosa*, la jolie partition de Weber :

> La chaleur qu'il faisait, ou une brioche que j'avais mangée avant de venir, ont paralysé mon âme immortelle, et j'ai dormi tout le temps[2].

Dieu merci, les hôtes de la salle Pleyel font meilleure contenance. A en juger par leurs acclamations, ils ne mettent pas en doute la valeur de *Léonore*. Nulle brioche ne paralyse leur âme immortelle. Et cependant, parmi eux, combien seraient capables de suivre une ouverture, un trio, une musique de scène, avec plus de compétence qu'Eugène Delacroix? S'imagine-t-on que le public a parachevé son éducation depuis le milieu du XIXe siècle?...

1. *Journal d'Eugène Delacroix*, 27 avril 1853.
2. *Ibid.*, 26 mars 1854.

Soudain, à ce point de nos songeries, notre voisin de droite s'avise de nous consulter :

— Pardon, monsieur, — murmure-t-il poliment et timidement, — pourriez-vous me dire si l'ouverture que l'on vient d'exécuter est *Léonore n°* 2 ou *Léonore n°* 3?

Ce jeune homme d'une vingtaine d'années, l'air sage et enthousiaste, semble avoir pris la parole, afin de nous prouver que les auditeurs de 1932 sont autrement instruits que ceux de 1850.

Mais sa question ne laisse pas de nous imposer un certain effort de mémoire et de réflexion. Il se trouve en effet que nous avons négligé nous-même d'acquérir un programme, à ce concert où ne figurent que des compositions bien connues. Certes, nous sommes bien sûr d'avoir applaudi à l'instant l'ouverture de *Léonore n°* 3, la plus fréquemment jouée et de beaucoup la plus belle. Néanmoins, puisque notre voisin se pique d'exactitude, nous voudrions lui fournir nos raisons. Or, nous n'avions jamais encore cherché le moyen, avouons-le, de distinguer rapidement à l'audition ces deux ouvertures de *Léonore*, si ressemblantes à tant d'égards.

Notre pensée va d'abord aux sonneries de trompette qui proclament l'arrivée du ministre : elles ne sont point les mêmes dans les deux ouvertures. Et d'ailleurs, nous rappelons à notre jeune interrogateur que cette fanfare est suivie, dans *Léonore n°* 3, par un chant d'une suavité admirable qui symbolise le tendre et fidèle amour de Florestan et d'Éléonore. Satisfait de notre réponse, il se confond en remercîments.

Au bout de quelques minutes, nous découvrons bien mieux, un procédé bien plus expéditif pour se renseigner dès les premières mesures. Dans *Léonore n°* 2, la phrase initiale de l'introduction se divise en deux segments et comporte deux *fortissimo*. Dans *Léonore n°* 3, elle se développe largement en une période unique, avec un seul *fortissimo*. Rien de plus facile à retenir.

Mais pour en parler à notre voisin, il n'est plus temps. M. Jacques Thibaud vient d'entrer en scène. L'orchestre attaque le *Concerto en ré majeur* de Mozart (K. 218), et toute conversation expire...

Prenons le morceau initial pour ce qu'il est : l'une des

productions les moins originales de Mozart. On y reconnaît sa facture, mais nulle part son génie. Tout le mérite se réduit ici au métier pur et simple, comme chez certains modèles italiens ou français du XVIIIe siècle. Le souci de la technique empiète sur les jeux de l'imagination et sur les effusions de la sensibilité. Heureusement, M. Jacques Thibaud prête une sonorité caressante, presque sensuelle, aux gammes, aux arpèges, aux trilles, aux mille joyaux de virtuosité brillante dont ses tirades sont enjolivées. Par le prestige de l'archet, on croit voir s'épanouir et s'emmêler toute une flore aux grappes embaumées, aux longues tiges flexibles, et cette illusion n'est pas sans douceur. Après quoi M. Jacques Thibaud nous captive mieux encore par les deux autres parties qui, elles, sont délicieuses. L'*andante* répond à un type de cantilène assez fréquent chez Mozart. M. Jacques Thibaud en fait ressortir sans mièvrerie la grâce voluptueuse et nostalgique. Et pour conclure, quelle espièglerie, quelle gentillesse dans le final! S'il n'a point la verve primesautière du *tempo di minuetto* par lequel se termine son puîné, le *Concerto de violon en la majeur* (K. 219), ce *rondeau* villageois n'en témoigne pas moins de cette riche et subtile invention que Mozart, sur ses vingt ans, prodiguait dans les *concertos* de violon. Un *andante grazioso* alterne à plusieurs reprises, en une antithèse piquante, avec un *allegro ma non troppo* où l'auditeur retrouve soudain le thème principal du second morceau, transformé par diminution, sur un rythme jovial qui en altère bien plaisamment la physionomie. Le cas est assez rare pour qu'il y ait lieu de le citer. Enfin, le dernier intermède figure une mélodie populaire, avec des couplets, un refrain, quelques imitations de musette. Et la bonhomie autrichienne s'unit alors à la malice de ces vieilles chansons françaises dont Mozart s'entendait mieux que personne à tirer pied ou aile. Aile surtout, cela va sans dire...

Ce *Concerto* de Mozart, puis une *Havanaise* de Saint-Saëns, voilà ce qui convient éminemment à l'individualité artistique de M. Jacques Thibaud. Individualité d'une séduction immédiate, irrésistible, mais unie, égale, tempérée, où les contrastes ne sont jamais nombreux. M. Jacques Thibaud s'insinue et ensorcelle, plutôt qu'il n'émeut. Dans le *Poème* pour violon et orchestre d'Ernest Chausson, où sa maîtrise

fein td'ignorer les difficultés dont elle triomphe, il est peut-être moins touchant que d'autres artistes, parce que cette déploration, d'un lyrisme exaspéré, se porte à des violences trop éloignées de son humeur.

En opposition avec l'orchestre un peu naïf d'Ernest Chausson, M. Pierre Monteux avait choisi pour ce concert deux merveilles d'instrumentation : le *Prélude à l'après-midi d'un faune* de Claude Debussy et *Pétrouchka* de M. Strawinsky. Convenons-en : les savoureux commentaires de *Pétrouchka*, si réjouissants au théâtre, nous amusent beaucoup moins en l'absence du spectacle. Leur diversité même les dessert : elle a comme un air d'agitation factice. Peut-être le voisinage du *Prélude à l'après-midi*, baigné d'une atmosphère toujours subtile, à la fois vaporeuse et transparente, renforce-t-il l'impression de bariolage et de turbulence monotones qui s'en dégage, à vingt années d'intervalle.

Nulle œuvre inédite ne figurait au programme de ce jour. Ce n'était qu'une séance de réouverture, simplement. Pourquoi donc une grâce particulière demeure-t-elle attachée à son souvenir? Par ce morne préambule d'octobre, elle était la première, elle était la seule. Ses auditeurs fervents et recueillis nous rappelaient certains publics d'avant guerre. On respirait chez eux un amour sincère de la musique. Et le jeune inconnu qui se préoccupait de savoir s'il avait entendu *Léonore* n° 2 ou *Léonore* n° 3, ressemblait comme un frère, c'est-à-dire comme un fantôme, aux adolescents qui jadis prenaient d'assaut les promenoirs du Nouveau-Théâtre, les hauteurs du Châtelet...

Quinze jours plus tard, le 16 octobre, l'Orchestre Symphonique de Paris attirait derechef une foule innombrable, mais venue, paraissait-il, d'une ville toute différente. Aux places en vue, nos élégantes jouissaient du plaisir de se montrer en leurs plus beaux atours : la vaste salle Pleyel leur servait de salon. Ce n'étaient que saluts, inclinations de têtes, petits signes familiers de la main. Et déjà, de fauteuil à fauteuil, de loge en loge, on échangeait maintes visites, avec cette gaîté frétillante qu'éprouvent les vrais mondains à se retrouver toujours partout.

Sans doute, le retour de M. Alfred Cortot au pupitre direc-

torial justifiait largement cette affluence. Les occasions où il conduit l'Orchestre Symphonique de Paris sont rares, trop rares à notre gré, et nous le déplorons, car l'animateur et le chef valent bien chez M. Cortot le virtuose. Nous ignorons s'il a choisi lui-même les deux ouvrages qui furent présentés par ses soins en première audition. Mais c'est probable : ayant le culte de la musique, M. Cortot en a aussi la curiosité. De toute manière, il a imaginé pour le *Concert dans le goût théâtral* de François Couperin une instrumentation judicieuse et délicate. Ces petites pièces, d'une concision toujours expressive, composent une suite française que Jean-Sébastien Bach eût certainement aimée. Leur discrétion aristocratique, leur retenue douce et fière, s'accommode assez mal de l'énorme salle Pleyel. On souhaiterait pour elles un cadre plus restreint... Quant à la seconde « révélation », c'était la *Mort d'Orphée*, cantate du jeune Berlioz dont tous les biographes déploraient la perte, jusqu'au jour assez récent où le manuscrit fut déposé à la Bibliothèque Nationale. C'est un travail d'école où les gaucheries foisonnent. Peut-être même que certaines idées prêteront à rire, car elles portent l'estampille du concours de Rome et le millésime de 1827. L'introduction n'en est pas moins d'une fraîcheur idyllique, et le candidat Berlioz s'annonce d'emblée grand coloriste. Pour hâtif que soit son devoir, et forcément académique, on s'émeut d'y reconnaître la plupart de ses traits : l'influence de Virgile et de Gluck, son adoration pour la nature, ce merveilleux instinct de l'orchestre grâce auquel il pourrait ébaucher, à la stupeur de ses maîtres, d'admirables paysages sonores. Ces deux partitions si différentes, *Mort d'Orphée* et *Concert dans le goût théâtral*, furent dirigées par M. Cortot avec la sûreté d'un artiste qui s'exprime aussi éloquemment par la baguette que par le clavier.

Cependant, ni Couperin, ni Berlioz n'intéressaient beaucoup le public. S'il comprenait tant de visiteurs indifférents à la musique, c'est qu'un pianiste fameux devait se produire à cette séance, en même temps que M. Cortot. Se souvient-on de ce concert de la *Revue musicale*, le 30 avril 1926, où l'on vit apparaître un étranger inconnu qui s'imposa du premier coup[1]? M. Wladimir Horowitz s'est rendu célèbre depuis lors

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juillet 1926.

sur les deux rives de l'Atlantique. Et puisque le monde entier en parle, chacun désire l'entendre...

Quand sa Muse le boude, M. Horowitz est tout au plus un virtuose supérieurement adroit, le meilleur de sa génération. Mais là-dessus, un coup d'aile, et soudain il se métamorphose. C'est alors un visionnaire, un inspiré, et d'une puissance de rayonnement si intense que ses victoires nombreuses, rapides, éclatantes, s'expliquent d'elles-mêmes. Il n'hésite pas à rompre avec la sobriété maussade que certains doctrinaires affectaient d'opposer aux débordements du romantisme. Que de sottises n'a-t-on pas dites sur le piano, simple instrument à percussion! Avec M. Horowitz, le prétendu « instrument à percussion » se libère. Il revient à la fantaisie, au rêve, à la fougue, à l'enthousiasme. La poésie, voilà bien le don suprême de M. Horowitz. De là, malgré tant de divergences et de contrastes, sa parenté spirituelle avec ces deux autres grands lyriques du piano, M. Francis Planté et M. Paderewski. Lui aussi, il chante plutôt qu'il ne joue. Et puisque les vrais poètes sont magiciens, il accomplit, en chantant, sous nos yeux, une prestidigitation éblouissante. M. Horowitz peut changer tout ce qu'il touche, fût-ce un plomb vil, en or pur.

Peut-être même abuse-t-il de ces transmutations. Ses auditeurs, au plus fort de leurs applaudissements, regrettent parfois qu'il s'épuise à vivifier des musiques moribondes. N'a-t-il pas exhumé jadis l'affreux *Concerto en si bémol mineur* de Tschaïkowsky, cette rhapsodie que sa vulgarité rend à peu près insoutenable? Le *Troisième concerto* de M. Serge Rachmaninow, qu'il interprétait l'autre jour à l'Orchestre Symphonique de Paris, ne tombe jamais aussi bas, heureusement! M. Rachmaninow a de l'imagination et du charme. On le mettrait au rang des meilleurs compositeurs de son pays, s'il voulait bien choisir dans le pêle-mêle de ses idées, tenir en bride sa redoutable faconde. Le premier mouvement de son *Troisième concerto*, solidement construit sur un thème significatif, commence à souhait. Mais la suite, hélas! ne répond guère à ces prémisses. Des hors-d'œuvre indigestes, une improvisation bavarde qui ne sait plus finir, nous rebutent petit à petit. Sur trois morceaux, le premier, seul, reste digne de M. Horowitz. C'est peu. Alors, si l'on

réfléchit aux magnificences dont ce fatras nous a privés, on ressent quelque aigreur. En vérité, le goût est parfois bien en retard sur le talent. Plus d'un virtuose, trop fier de sa technique, néglige de s'élever jusqu'à ce point de maturité, jusqu'à ce degré de raffinement suprême, où les princes des musiciens parviennent seuls à s'établir. Mais la jeunesse de M. Horowitz nous rassure. Assez de jours l'attendent pour qu'il puisse acquérir un discernement mieux assorti à sa générosité lyrique.

Si jeune et si prodigieux qu'il soit, M. Horowitz ne fait pourtant plus figure d'enfant prodige. Tandis qu'à huit ans, mademoiselle Ruth Slenczynski est la plus extraordinaire des petites filles. Certes, nous recherchons fort peu ces fleurs forcées, ces primeurs paradoxales, que les impresarios nous recommandent en termes fastidieux. L'ébahissement n'ajoute rien à notre plaisir. Surprise pour surprise, phénomène pour phénomène, nous aimerions mieux les vieillards prodiges. Un Vincent d'Indy conduisant l'orchestre debout pendant trois heures, malgré ses quatre-vingts ans; un Francis Planté, nonagénaire, toujours prêt à jouer avec une vélocité allègre l'étude en tierces de Chopin : ces exceptions merveilleuses nous toucheraient bien davantage. Quant aux vocations prématurées, méfions-nous-en! Pour un Mozart, une Clara Wieck, que de fausses aurores! Que de levers de soleils postiches! En ce domaine, rares sont les fruits qui passent vraiment la promesse des fleurs...

Voilà qui peut très bien ne point s'appliquer à mademoiselle Ruth Slenczynski. Le 25 octobre, la mignonne soliste s'est distinguée par son doigté agile, son toucher velouté, sa précision indéfectible; mais elle a su plaire également par la justesse du phrasé, la netteté du style, son interprétation vive et expressive. Au service du *Concerto en fa mineur* de Jean-Sébastien Bach, elle a mis un ardent, un émouvant amour de la musique. Et ses gentilles petites mains, bravant dièses et bémols, sont allées effleurer dans les cœurs on ne sait quelles notes mystérieuses. Rappelée à plusieurs reprises, elle a répondu enfin aux ovations par un morceau supplémentaire : et ce fut de nouveau une forte page de Bach, jouée avec verve et sagesse.

La puissante carrure de Bach, sa solidité rythmique, son imagination joviale ou fastueuse ne s'imposèrent pas moins victorieusement en son *Deuxième concerto brandebourgeois* en *fa majeur*, où la trompette de M. Nicolay se couvrit de gloire. Un *andante* exquis s'intercale entre le premier et le dernier morceau. Violon, hautbois et flûte engagent tour à tour, par-dessus les accompagnements du clavecin et du violoncelle, un libre colloque à trois, alors que les autres instruments font silence. Nul sursaut, nul éclat de voix; une sérénité propice au rêve. Et les effusions de ces âmes délivrées de la matière forment un contraste saisissant avec l'animation plus temporelle des deux *allegros* qui les encadrent.

Ce concert réservait la place d'honneur à Jean-Sébastien Bach. Il allait même jusqu'à lui attribuer la paternité d'une *Suite d'orchestre en sol mineur*, mais un peu trop généreusement, à notre sens. Les suites d'orchestre (ou *parties*) de Bach sont au nombre de quatre, et jusqu'ici les savants n'avaient soufflé mot d'une cinquième suite. Voilà donc pourquoi force curieux se tenaient aux aguets. Or, dès l'*ouverture*, il leur apparut que cette trame lâche et incertaine ne pouvait être de la plus ferme de toutes les mains. Bach n'y est sans doute pour rien. Non que cette suite manque d'intérêt : elle peut avoir été écrite vers le milieu du XVIIIe siècle, avant le triomphe définitif du style galant. Mais en présence d'une attribution aussi contestable, on ne saurait trop multiplier les réserves. D'autant plus que les compositions apocryphes tendent à nous envahir. Les faussaires s'en tenaient jadis aux romances, aux berceuses, aux pastorales variées. Maintenant ils nous assènent des concertos, des symphonies. Que nos orchestres ne soient donc pas trop crédules! Libre à eux de reprendre, si le cœur leur en dit, cette aimable *Suite en sol mineur*; mais que le nom de Bach s'accompagne du moins sur l'affiche d'un point d'interrogation. Conçoit-on la stupeur des lettrés si la Comédie-Française ou l'Odéon annonçaient tout à coup, sans autres éclaircissements, un prétendu *Coriolan* de Pierre Corneille, une *Didon* imaginaire de Racine?... Eh bien, les gloires musicales demandent à être ménagées de même.

***

Nos contemporains nous épargnent ces perplexités. A la bonne heure! Avec eux, nulle supercherie à craindre. Avouons que, sans cela, nous serions bien empêchés de distinguer les jeunes compositeurs les uns des autres, car l'évolution qui se dessine aujourd'hui chez eux les rend à peu près méconnaissables. Quel revirement! Quelle volte-face! On est revenu à l'euphonie, à la clarté, aux architectures solides, aux traditions du grand art. Mais ce retour ardemment souhaité du public, et toujours espéré, fût-ce contre tout espoir, on ne le supposait pas aussi proche.

La *Fantaisie romantique* pour piano et orchestre de M. Larmanjat, que les Concerts-Pasdeloup nous ont fait connaître le 9 octobre, se recommande par l'abondance et la spontanéité de ses éléments mélodiques. Eût-elle osé chanter ainsi, il y a encore trois ans? Nous le croyons à peine. La musique en était alors aux sons inarticulés. Un interdit effrayant pesait sur elle. A ceux qui s'en affligeaient, les théoriciens déclaraient imperturbablement que cette aphasie constituait un progrès, une délivrance, le goût de la mélodie étant une survivance de l'époque barbare où la musique tendait à se confondre avec la poésie. Il fallait donc rejeter cette vieille superstition et s'accommoder au bruit pur, au bruit en soi. Voilà tout... Mais oui, « voilà justement ce qui fait que votre fille est muette... ».

Par bonheur, M. Larmanjat ne l'entend pas ainsi. Il n'est évidemment pas un adepte du bruit pur, du bruit en soi, de la musique muette. Il vise à plaire, et les trois morceaux de sa *Fantaisie romantique* y réussissent incontestablement. Mais quelle surprise! Plaire, c'est encore une hardiesse, de nos jours. L'an dernier, on s'apercevait avec un étonnement voisin du scandale que le *Concerto pour piano* de M. Maurice Ravel était plaisant, agréable, délicieux. Les puristes de la cacophonie se voilaient la face. A vrai dire, M. Larmanjat ne va pas encore à la cheville de M. Maurice Ravel. Mais sa *Fantaisie romantique* offre comme un reflet, à moins que ce ne soit un pressentiment, des qualités charmantes qui ont assuré la prompte fortune de ce *Concerto* déjà fameux.

Certains amateurs se sont effarouchés d'une *Suite sympho-*

nique de M. Jacques Ibert, dont les Concerts-Pasdeloup ont donné la première audition le 29 octobre. Les plus mécontents ont cru devoir manifester leur réprobation. Mais quoi! l'ouvrage représente bien moins une suite qu'un badinage, un impromptu, un très amusant pot-pourri. Nos compositeurs, quand ils achèvent une partition pour un ballet ou une pièce de théâtre, en tirent généralement une suite d'orchestre. Usage fort répandu, auquel M. Pierné s'est conformé pour son *Ramuntcho* et sa *Cydalise*, M. Honegger pour son *Impératrice aux rochers*, et M. Jacques Ibert à son tour relativement à la musique dont il avait illustré le *Donogoo* de M. Jules Romains. Mais une suite d'orchestre est quelquefois symphonique, et il faut reconnaître que celle-ci ne se préoccupe aucunement de justifier son titre. De là, pensons-nous, ces « murmures » et ces « mouvements divers ». Quoi qu'il en soit, ne tenons pas rigueur à ces légères estampes parisiennes. L'humour narquois de M. Jacques Ibert, sa mordante fantaisie d'aqua-fortiste, s'y déploient tout à leur aise. Son *Restaurant du Bois de Boulogne* rend à merveille l'atmosphère somptueuse et fade qui se dégageait de certains *dancings*, après la guerre. Sa *Parade foraine* réussit presque à rajeunir ces vieilles facéties de tréteaux, de baraques et de chevaux de bois dont on a follement abusé depuis *Namouna* et *Pétrouchka*. Si l'esthétique brutale et un peu sommaire de ces planches se ressent des formules qui sévissaient entre 1915 et 1930, leur technique doit leur servir d'excuse. Ferme, nerveuse, incisive, elle appartient en propre à M. Jacques Ibert, et celui-ci est trop bon musicien pour qu'on le juge sur ces bluettes.

***

Les Concerts-Lamoureux, négligeant l'inédit, se sont consacrés en octobre 1932 à des exécutions minutieusement surveillées et ciselées avec amour. Nous avons trouvé, salle Gaveau. moins de variété qu'un noble souci de perfection.

Tout ayant été dit sur la *Symphonie écossaise* de Mendelssohn, la critique, épuisée, suspend ses commentaires. Néanmoins, M. Albert Wolff l'interprète de manière si personnelle qu'il faut bien y revenir. Que subsiste-t-il d'une œuvre

dont le XIXe siècle s'exagérait démesurément la valeur? Quelles séductions musicales pouvait bien offrir vers 1840 à la reine Victoria un artiste supérieurement habile? Sa Gracieuse Majesté le tenait en si haute estime qu'elle l'eût peut-être créé lord, comme Disraeli, s'il n'avait commis la sottise d'aller mourir à Leipzig.

Pour notre goût, la *Symphonie écossaise* a le tort de valoir bien moins par ses idées maîtresses que par ses épisodes. Ce qui figure au premier plan est médiocre; ce qui se dissimule à l'arrière-plan a souvent beaucoup d'attrait. En raison de ce vice de construction, une grande partie du bâtiment s'est effondrée. Ses débris jonchent le sol. Devons-nous les relever?... Quoi qu'il en soit, l'introduction conserve toujours son doux parfum agreste et maritime. Le *scherzo*, le meilleur des quatre mouvements, réalise, au même titre que l'ouverture du *Songe d'une nuit d'été*, un miracle; c'est un mariage heureux entre le caprice et la raison, un compromis à la fois satisfaisant et subtil entre la lumière qui éclaire et les feux follets de l'imagination. Mendelssohn a emporté dans la tombe le secret d'un « juste milieu » si rare. Il n'est pas étonnant que la reine Victoria ait raffolé de son éclectisme.

Comme le chemin n'est pas long de Mendelssohn à Brahms, M. Albert Wolff a repris aux abords de la Toussaint le *Requiem allemand*, déjà monté l'année dernière avec grand soin. La tristesse de cet ouvrage s'accorde avec la saison où la nature blessée, meurtrie, semble prête à défaillir, où les vivants les moins sensibles ont une pensée pour ceux qui ne sont plus. Et d'ailleurs, les musiciens se préparent à commémorer bientôt le centenaire de la naissance de Brahms. Ces considérations nous ont valu, le 30 octobre, une magistrale exécution de son *Requiem* à la salle Gaveau.

La veille, par un contraste bien significatif, les Concerts-Lamoureux avaient donné le *Requiem* de Berlioz au Trocadéro. Ces deux vastes fresques, proches par le sujet autant que différentes par leur inspiration, se trouvaient donc solliciter presque simultanément nos suffrages. Nous ne croyons pas être injuste pour Brahms. Son paysage et son climat spirituels nous sont familiers depuis longtemps. Nous honorons sa conscience persévérante, son savoir, son âme loyale et

courageuse; et notre hommage vient du cœur. Mais si des Allemands de bonne foi avaient entendu comme nous, à quelques heures d'intervalle, ces deux *Requiem* si opposés, ils conviendraient peut-être qu'il n'existe pas de commune mesure entre le talent et le génie. Leur orgueil, malgré ses sursauts, ne revendiquerait pas ici une impossible égalité de droits.

Des cérémonies singulièrement nombreuses vont se suivre en l'honneur de Brahms à l'étranger et à Paris. Fort bien. Mais pourquoi dès à présent? Pourquoi cet empressement inexplicable? Pourquoi cette hâte, cette impatience? Brahms est venu au monde le 7 mai 1833. Faut-il donc pavoiser et s'endimancher plus de six mois à l'avance? On n'en avait pas tant fait pour Beethoven lui-même.

***

Sans aucun effort de publicité préalable, sans bruit, d'un élan spontané, les Parisiens auront fêté à la rentrée un compositeur français éminent et bien vivant. Manifestation émouvante où tous les amis de la musique se plaisaient à confondre leurs applaudissements. Elle se produisit au théâtre du Châtelet le 8 octobre; ce jour-là, M. Gabriel Pierné vint diriger en personne sa première suite de *Cydalise et le Chèvre-pied*, comme pour donner une amicale investiture à M. Paul Paray, qui est désormais son successeur au pupitre des Concerts-Colonne.

Cette audition fut un régal. Et de nombreux auditeurs se remémoraient les séances lointaines où M. Pierné, remplaçant d'abord Édouard Colonne à titre temporaire, avait montré lumineusement ce qu'il voulait et ce qu'il s'entendait à obtenir de ses instrumentistes. Quelles couleurs ne rendait-il pas à la *Symphonie pastorale*, à la *Symphonie* de Franck, quelquefois un peu ternes sous la baguette de jour en jour plus fatiguée d'Édouard Colonne! Quelle sûreté, quel goût exquis, dans l'interprétation d'œuvres plus récentes, en ce temps-là presque vierges encore : *Prélude à l'après-midi d'un faune* de Claude Debussy ou bien *Stenka Razine* de M. Glazounow! Nous en conservons une impression ineffaçable.

Il serait impossible de dire ici en quelques mots ce que la musique française doit à un chef de cette valeur. Ce n'est pas

non plus à la hâte que nous tresserons des couronnes au très noble écrivain de la *Croisade des enfants* et de *Saint François d'Assise*. Notre seul désir, à cette place, est de nous associer au témoignage qu'un auditoire vibrant de gratitude lui décernait avec une unanimité chaleureuse dans la salle du Châtelet.

Après une activité si méritoire, M. Pierné aurait certes droit au repos. Il en sera pourtant détourné, espérons-nous, par l'éternelle jeunesse des artistes, cette faculté de concevoir et de réaliser qui demeure jusqu'au bout chez ces privilégiés un besoin, un devoir et le plus haut plaisir. M. Pierné, libre enfin avec ses propres inspirations, retrouve aujourd'hui l'indépendance et le calme dont il nous avait, depuis vingt-cinq ans, si généreusement fait le sacrifice. Mais, ô joie pour ses admirateurs! on assure que M. Gabriel Pierné veut bien reparaître du temps à autre sur cette estrade où le souvenir de ses exploits ne risque point de s'évanouir...

***

Ce tableau de nos orchestres au mois d'octobre serait par trop sommaire s'il passait sous silence la faveur toujours croissante que le public témoigne aux compositions de Mozart. Quelques jours après avoir été applaudi à l'Orchestre Symphonique de Paris, le *Concerto de violon en ré*, faisait une réapparition brillante aux Concerts-Lamoureux, parfaitement exécuté par M. Roland Charmy sous la direction de M. Jacques Thibaud en personne. Chez Colonne, M. Marcel Raynal n'obtenait pas un moindre succès avec son *Concerto de violon en la*. Et les pianistes entrant en scène, M. Iturbi exécutait le *Concerto en mi bémol majeur* à l'Orchestre Symphonique de Paris, tandis que le *Concerto en ré mineur* triomphait au Conservatoire et chez Pasdeloup, grâce à M. Jean Doyen et à M. Paul Loyonnet. Au Théâtre des Champs-Élysées, M. Panzera chantait avec infiniment d'art l'air et le final du premier acte des *Noces de Figaro*. Et M. Bruno Walter, passant à Paris, ne manquait pas non plus de conduire, comme lui seul sait le faire, la *Symphonie en sol mineur*.

C'est là que nous retrouverons le 23 novembre, avec les excel-

lents interprètes de la création, cette *Grande Messe en ut mineur* dont la foule commence à peine d'entrevoir les beautés. On sait que la révélation de cette œuvre incomplète, mais sublime, a frappé de stupeur l'assistance qui se pressait le 25 avril 1932 dans la salle du Conservatoire. La « Société d'études mozartiennes » ne perd vraiment pas son temps. Souhaitons-lui longue vie. Puisse-t-elle surmonter les difficultés d'une époque aussi défavorable! Ce n'est point la première fois, hélas! qu'une poignée d'amateurs enthousiastes s'efforce d'instaurer à Paris le culte de Mozart. Nos « Mozartiens » d'aujourd'hui savent-ils qu'ils eurent des devanciers sous Napoléon III? Ceux-là se réunissaient chez l'élève préférée de Chopin, la princesse Marcelline Czartoryska, tous les premiers vendredis de chaque mois[1]. Et Delacroix tenait à honneur d'être de leurs réunions, quitte à s'y endormir quelquefois. Cependant il reprochait à ce « club de Mozartistes » d'aimer Mozart d'une façon tout autre que lui :

> Les croque-notes de la princesse, qui ne jurent que par Mozart, ne comprennent pas plus Mozart que Rossini. Cette partie vitale, cette force secrète, qui est tout Shakespeare, n'existe pas pour eux. Il leur faut absolument l'alexandrin et le contrepoint : ils n'admirent, dans Mozart, que la régularité [2]...

Voilà bien des exigences, en vérité! Nos « Mozartiens » de 1932 sont-ils pleinement d'accord les uns avec les autres? Sommes-nous bien sûrs, nous-même, d'aimer Mozart à leur manière?... Peu nous chaut. Les nuances infinies de l'amour sont négligeables. L'essentiel est d'aimer.

CONSTANTIN PHOTIADÈS

1. Cf. *Journal d'Eugène Delacroix*, 23 mai 1854.
2. *Ibid.*, 16 juillet 1855.

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

M. Poincaré vient de donner le neuvième volume de ses souvenirs, ceux de 1917, qu'il appelle *l'Année trouble*[1]. On revit jour par jour les épreuves, les dissensions, les espoirs trahis, les heures menaçantes. Les événements militaires tiennent moins de place que dans le cours des années précédentes : le principal est l'échec de l'offensive d'avril. En revanche, on voit mieux les dessous de la machine, les intrigues, l'envers des choses. Fidèle à sa méthode, M. Poincaré nous livre ses notes, ou du moins ce qu'il en peut livrer. Si ce n'est pas l'histoire de l'année 1917, c'en est du moins le reflet quotidien. Et c'est un très beau livre.

Il commence au mois d'octobre 1916. Les premiers mots sont significatifs : « Quoique violemment bombardée encore sur la ville et les forts, la place de Verdun paraît sauvée. Notre vie recommence telle qu'auparavant. La France est toujours aussi belle, aussi héroïque, aussi glorieuse. » Entendez qu'après le drame de Verdun, la situation est calée. Sans plus. L'offensive de la Somme s'éteint. Dans la pensée de Foch elle était moins l'opération décisive que la première phase de cette opération, celle qui consiste, sous des chocs répétés, à amener l'adversaire à un état de faiblesse qui rend la décision possible. Ainsi se comprend la phrase du Président, le 1er octobre : « Haig et Foch sont tous deux résolus à poursuivre au besoin les opérations sur la Somme tout l'hiver. C'est, d'après eux, la vic-

1. *Au service de la France. Neuf années de souvenirs. IX. L'année trouble*, 1917, par Raymond Poincaré (Plon).

toire assurée. Comme ni l'un ni l'autre n'a l'habitude de faire preuve d'un optimisme aveugle, leur opinion mérite d'être retenue. »

Au début d'octobre, cette tactique pouvait paraître au moment de réussir. Le 12 septembre, les Français, ayant enlevé Bouchavesnes, n'avaient plus trouvé devant eux qu'une seule tranchée. Ayant déjà dépassé de beaucoup leurs objectifs, ils avaient remis l'attaque au lendemain. Le lendemain il était trop tard. Le 15, les Britanniques, lançant pour la première fois les tanks sur le champ de bataille, avaient enlevé d'un coup quatre villages. Le 26, à la jonction des armées alliées, Combles avait été enlevé, et à la gauche britannique, le plateau de Thiepval. Sous ces coups de bélier, l'adversaire semblait céder. On comptait avec complaisance ses divisions fatiguées, ses divisions ramenées deux et trois fois au feu. Joffre, qui dîne le 1er avec le Président, est « toujours confiant et, en outre, ce soir, plein d'appétit ». Sir Douglas Haig, commandant des forces britanniques, « bel Écossais, lucide et résolu », très confiant aussi dans la suite des opérations, annonça au Président l'attaque générale pour le 5. C'est l'offensive qui donne aux Britanniques le Sars. Les Français avancèrent jusqu'à la route Bapaume-Péronne et, après de longs combats, enlevèrent Sailly. En réalité, c'étaient les dernières convulsions de la bataille. Seul sir Douglas Haig s'obstina et continua la lutte sur l'Ancre.

Aussitôt après cette visite aux armées, nous retombons dans la politique de Conseil des ministres. Briand ménage visiblement le roi de Grèce. Le 3, il interrompt à plusieurs reprises l'amiral Lacaze, quand celui-ci demande des mesures de sécurité pour l'armée de Salonique, qui a les Grecs dans le dos. Briand répond par des considérations obscures et des diversions. Le Conseil en ressent une impression de malaise. M. Poincaré note sur son journal : « L'heure sonnera bientôt où je serai dans l'obligation de mettre à la tête du gouvernement un homme qui sacrifiera tout à la guerre et qui saura vouloir. Fût-il Clemenceau, fût-il mon pire adversaire, je l'appellerai pour l'action. » — Malgré l'inquiétude que donne la mollesse de Briand dans cette affaire, on est encore tout à l'optimisme. Le 7, pendant un déjeuner qui se prolonge

jusqu'à quatre heures, Bourgeois, Freycinet, Deschanel, Dubost, Briand développent leurs idées sur la paix. Bourgeois a rédigé un travail historique sur les droits de la France à la rive gauche du Rhin. Il est favorable non à une annexion immédiate, mais à une occupation prolongée. Freycinet se méfie de l'effet produit sur nos alliés par une solution ferme, mais la France peut se réserver la question. Dubost a aussi composé un mémoire sur les droits historiques de la France à la rive gauche du Rhin. On pense en outre à prendre des mesures pour empêcher l'Allemagne de s'agrandir des débris de l'Autriche-Hongrie, après la dislocation de celle-ci.

Tout à coup, le 14, vague de pessimisme. Les Allemands ont réagi sur la Somme. Ils déclenchent en Roumanie une offensive foudroyante. A la fin du mois, on commence à constater du mécontentement, et comme on dit, du mauvais esprit chez les soldats français; des imprimés en faveur d'un emprunt sont revenus par dizaines à M. Poincaré avec des injures et des menaces. — Ajoutez les picotements, les intrigues, Charles Humbert ayant des rendez-vous mystérieux en Espagne, Briand se plaisant dans le clair-obscur, Viviani en conflit avec le général Florentin pour la décoration d'un magistrat. Les meilleures journées du Président sont celles qu'il passe aux armées. Il visite le 16, non sans être salué d'obus, l'arrière-front d'Artois, de Béthune à Doullens, remet des décorations. — Mais dès le lendemain, l'affaire grecque revient au premier plan. Joffre est inquiet pour l'armée de Salonique et veut envoyer Castelnau. Mais Briand reste plein de bienveillance pour le roi Constantin. Il prétend que la campagne faite dans la presse française pour Venizelos est dirigée contre lui, Briand. Il prétend que lord Grey est favorable au roi. Ribot et Bourgeois disent le contraire. — D'autre part Briand assure que les Anglais se plaignent de Sarrail, qui commande à Salonique. Mais le ministre Chaumet et le député Surcouf, qui viennent de Salonique, attribuent cette animosité à l'autorité que Sarrail a donnée à la France. Enfin le 28 octobre, le général Roques part en mission : il enquêtera sur Sarrail, il verra Constantin. — C'est au milieu de ces nuages qu'arrive la nouvelle du succès remporté à Verdun, le 24 octobre, par le général Nivelle.

On voit déjà, par le détail de ce mois, comment toutes les données de la situation varient et s'enchevêtrent devant nous dans ces pages émouvantes. En novembre, la Roumanie fait savoir à Rome qu'elle est dans une situation désespérée. En France, les restrictions commencent; le pain unique est décrété. L'alcool est interdit sur tout le territoire. La prolongation de la guerre fait envisager l'incorporation de la classe 1917. La campagne contre Joffre se dessine. Maginot demande le maréchalat pour le vainqueur de la Marne et le commandement pour Nivelle. Cependant, au front, le mécontentement des troupes s'accentue : un jeune poilu, amené par Sembat et Cachin, se plaint que sa division, la 120e, ait été quarante-sept jours en ligne au sud de la Somme, et qu'on l'ait mise au repos dans de mauvais cantonnements. A l'intérieur les grèves commencent. « Il flotte dans l'air des miasmes suspects. » Les aventuriers s'agitent. « Mon ami Henri Cain m'amène de nouveau Bolo pacha. » Celui-ci se flatte que le roi d'Espagne lui ait promis quatre millions d'hommes. Il se vante d'organiser dans la Péninsule la fabrication du matériel d'artillerie. M. Poincaré reste froid : « Je garde de cet entretien rapide une impression trouble. Quel est cet individu? Il se flatte d'être l'ami de Caillaux. Mais comment vit-il? Et que cherche-t-il? » — Enfin les premières inquiétudes se dessinent du côté de la Russie. L'ambassadeur, M. Isvolsky, qui n'avait pas vu M. Poincaré depuis de longs mois, vient lui rendre visite. Il est plus maussade que de coutume, mais c'est le même homme « toujours personnel, toujours ambitieux, toujours porté à présenter les choses comme il lui plaît, sans grand souci de l'exactitude. » Il se dit très inquiet des intrigues de Pétersbourg. Il se plaint de la faiblesse de l'Empereur, qui écarte bien les manœuvres germanophiles, mais qui laisse monter la révolution. — Deux visites au front, le 6 à Verdun, le 20 dans les Vosges.

Le mois de décembre est occupé par la crise du ministère Briand et par le remplacement de Joffre par Nivelle. On sait que, le 1er décembre, des marins français, débarqués à Athènes, ont été massacrés. La France répondit en séquestrant tous les bateaux grecs dans les ports, et en bloquant la vieille Grèce. L'amiral Lacaze, ministre de la Marine, dont

M. Poincaré fait de-ci, de-là, de jolis portraits, — fin, sensible, délicat, parfois ombrageux, — dit au Président : « Nous n'aurions eu à prendre aucune de ces mesures et nous serions maître de la situation, si, par condescendance envers Constantin, nous n'avions aussi longtemps retardé notre débarquement et si, au lieu de débarquer une poignée d'hommes, nous avions fait entrer à Athènes une troupe un peu importante. » La pointe est contre Briand. Pareillement le propos que tient le lendemain M. Romanos : « Le roi est pro-Allemand. Je n'ai pas cessé de le répéter à M. Briand. Je l'ai supplié de ne pas lui faire confiance. Il n'a pas voulu m'écouter... » Mal vu pour ses complaisances à la Grèce, rendu responsable de la durée de la guerre, Briand remporte encore un triomphe à la Chambre le 8 décembre. Il prononce une harangue de *conciones* : « La nation tout entière, unie dans sa volonté de vaincre, donne sans compter son or et son sang. Cette guerre qu'elle fait avec tant de courage, elle ne l'a pas voulue. Elle la continuera jusqu'au bout, parce que, si elle capitulait, elle se livrerait pieds et poings liés à l'Allemagne, qui la dépècerait et la ruinerait à jamais... La justice victorieuse fera seule tomber de nos mains les armes que nous a fait prendre la justice menacée et violée. » Là-dessus, vote unanime. Ses adversaires même demandent qu'il reforme le cabinet. Cependant le lendemain, en réponse à une demande de pouvoirs d'enquête annoncée par la commission des économies, il donne sa démission. M. Poincaré la refuse. Peut-il accepter la retraite d'un ministre qui vient d'avoir une telle majorité? Il est vrai que beaucoup de parlementaires viennent se plaindre individuellement de Briand. Mais quand il s'agit de le remplacer, chacun a son candidat. Faute qu'ils s'entendent, c'est encore Briand qui reconstitue son cabinet le 12, en remplaçant à la guerre Roques par Lyautey. — Albert Thomas prend l'armement, « où il aura comme sous-secrétaire d'état, Louis Loucheur, ancien ingénieur devenu industriel, qui a déjà fait beaucoup pour les fabrications de guerre et qui passe pour intelligent et habile ».

Quant au limogeage de Joffre, il se passe, pour ainsi dire, sous nos yeux. On ne sait trop comment s'y prendre. Enfin le 3 décembre, Briand invite le général en chef à déjeuner. « C'est

à déjeuner, dit M. Poincaré, que Briand est le meilleur négociateur. » Le 13 décembre, un décret nomme le vainqueur de la Marne conseiller technique du gouvernement en ce qui concerne la direction générale de la guerre. Mais les difficultés surgissent aussitôt. Il y a eu des dissentiments entre Joffre et Foch, qui a été privé du commandement de son groupe d'armées. Cependant Joffre a confié à Foch l'étude de la frontière suisse et éventuellement un commandement sur cette frontière, si les Allemands y portaient la guerre. Mais, cette fois, c'est Nivelle qui s'oppose à la désignation de Foch. — Autre problème : Joffre sera-t-il chargé de transmettre les ordres du gouvernement au nouveau commandant en chef? Il a fait de cette ombre de pouvoir la condition sous laquelle il accepte son poste. C'est à peu près promis par Briand. Mais l'amiral Lacaze, qui fait l'intérim de la Guerre, omet cette fonction dans le papier qu'il lit le 18 décembre au comité de guerre. Joffre qui assiste aux séances, triste et silencieux, voit la lacune. « Il rougit, repasse encore sa main dans ses cheveux et dit à Briand : *Dans trois ou quatre jours je me retirerai.* On proteste. Mais le coup est porté et Joffre ne se ressaisit plus avant la fin de la séance. »

C'est cette histoire vivante, avec le geste et le son de voix des hommes qui l'ont faite, qu'on trouvera dans le livre de M. Poincaré. Ajoutez que, comme il n'existe pas de comptes rendus du Conseil des Ministres, ces scènes et ces portraits prennent pour l'historien une valeur singulière. Peu à peu cependant dans cette foule d'événements et de tendances où s'achève 1916, de grands courants se dessinent. Cette année 1916, qui est, comme le dit M. Poincaré, si troublée, tend à s'organiser, pour le bien comme pour le mal. La situation se clarifie, quelquefois tragiquement.

La situation militaire se simplifie la première, et malheureusement par la défaite. Dans le comité de guerre tenu le 6 avril à Compiègne dans le train présidentiel, et où figuraient d'une part les quatre ministres intéressés Ribot, Painlevé, Thomas et Lacaze, — et d'autre part le général en chef et les commandants de groupes d'armées, Nivelle, Franchet d'Esperey, Pétain et Micheler, ainsi que le général de Castelnau, trois questions furent traitées : 1° L'entrée en guerre

des États-Unis doit-elle faire renoncer à une offensive immédiate? Réponse : non. 2° Quel sera le caractère de cette offensive? Le général Micheler, qui commande le groupe d'armées chargé de l'exécuter « est à peu près sûr de percer les premières et deuxièmes lignes en vingt-quatre heures. Il est moins sûr pour les troisièmes, qui demanderont, pense-t-il, trois ou quatre jours. » Si on ne rompt point ces troisièmes lignes, on ne s'obstinera pas. On ne recommencera pas la bataille de la Somme. 3° En cas de rupture, cherchera-t-on l'exploitation en rase campagne? Oui, dit Nivelle. Non, disent plusieurs de ses subordonnés. Là-dessus, Nivelle offre sa démission. On proteste et il n'en parle plus. L'offensive a lieu le 16 avril. Dès le 17, M. Poincaré écrit : « Malheureusement, il est certain qu'une grande partie des espérances conçues au G. Q. G. ont avorté. »

Neuf jours après l'offensive, le 25, le général Nivelle en expose les résultats au gouvernement, c'est-à-dire au Président et aux ministres intéressés, Ribot, Painlevé, Lacaze et Maginot (Thomas est en Russie). Il avoue 91 684 évacuations de blessés, ce qui est énorme. Il répète les lieux communs avec lesquels on a accoutumé de masquer les échecs : on a forcé l'ennemi à abandonner ses plans, à subir notre loi et à engager ses réserves. Sir Douglas Haig est imperturbablement content. Nivelle compte attaquer maintenant par sa droite sur Brimont, et par sa gauche au contact des Anglais. Mais dès qu'il est sorti, on ne parle plus que de son remplacement. On hésite, pour ne pas donner aux Allemands le sentiment de leur victoire. D'ailleurs le général Pétain, pressenti, refuse le commandement en chef. Le 29, il est nommé chef d'état-major général au ministère, — c'est-à-dire conseiller du gouvernement, sans pouvoir personnel; il lui est même recommandé d'aller le moins possible aux armées sans le ministre ou sans le général en chef.

On entrevoit alors une période de tension entre Nivelle et Pétain. Sur la demande de Pétain, Nivelle a réduit l'opération contre Brimont à une attaque très limitée contre Sapigneul. Cette attaque échoue. C'est justement parce qu'elle était trop limitée, dit le grand quartier. — Mais Nivelle a d'autres difficultés : avec Mangin, à qui il a enlevé la VIe armée, et

qui remplit Paris de ses plaintes; avec Micheler à qui il a enlevé son groupe d'armées, et qui veut démissionner, et dont les griefs sont énergiquement soutenus par Antonin Dubost. Le 7 mai, Ribot confie à M. Poincaré que le remplacement de Nivelle par Pétain est inévitable. Nivelle sent venir l'événement. Il paraît triste et abattu. Aux dernières conférences militaires il n'a point parlé. Le Président écrit le 13 : « Le général Nivelle, déprimé et agacé, ne se sentant pas soutenu, ne commande plus. Les opérations sont interrompues. » Le 15, la nomination de Pétain est décidée en conseil des ministres.

La première mention des mutineries est du 29 mai. Le Président note ce jour-là que des soldats ont crié à Dormans : « Vive la Révolution! » Une compagnie a refusé de sortir des tranchées. Le 30, on apprend que deux régiments, le 36e et le 129e ont, après entente, décidé de marcher sur Paris. Pétain s'explique là-dessus, en comité de guerre, le lendemain. Le 2 juin, le 4 juin, mention d'autres incidents. Et aussitôt la question des exécutions. Un des premiers condamnés à mort est un instituteur syndicaliste, originaire des régions libérées et qui vient de retrouver sa femme évacuée. Dramatique conseil des ministres le 5, où Painlevé essaie d'arracher la grâce. Il l'obtient enfin de Pétain, dans la nuit qui précède l'exécution, et la peine de mort est commuée en travaux forcés à perpétuité. Mais le 8, le colonel Herbillon rapporte que de nouvelles unités ont voulu marcher sur Paris. Le 11, en Comité de guerre, Pétain expose l'état de l'armée. Cinq corps presque entiers ont été contaminés. « Le mal est profond, dit le général, il n'est cependant pas sans remède; j'espère en triompher en quelques semaines; mais il faut faire des exemples dans tous les régiments qui se sont mutinés, et il faut renoncer au droit de grâce dans tous les cas de désobéissance collective et d'abandon de poste concerté. » C'est ce qui fut fait. La dernière manifestation citée est du 28 juin.

A un autre degré de l'échelle sociale, le pays était menacé par une campagne pacifiste, allant de la croyance sincère à la nécessité de la paix immédiate jusqu'aux intelligences rémunérées avec l'ennemi. Nous avons vu Bolo soupçonné le premier. Le 1er janvier 1917, les soupçons se précisent : « Ecce

iterum Bolo! M. Hudelo, directeur de la Sûreté, m'apprend que cet étrange personnage a reçu vingt-cinq millions d'Amérique. » Le 3, M. Poincaré raconte cet entretien à Ribot et l'engage à saisir du dossier le Comité de guerre. Le 16, ce dossier est communiqué au Conseil des ministres : l'ancien Khédive d'Égypte aurait servi d'intermédiaire au gouvernement allemand pour financer une campagne pacifiste : celui-ci à son tour aurait choisi Bolo pour agent. Là-dessus se greffe l'affaire Caillaux : Bolo aurait facilité l'entrée en relations de madame Caillaux avec le Khédive. Le 6 février, l'appartement de Bolo est mis sous les scellés, mais « une force inconnue » s'oppose à ce qu'on l'arrête. Puis, le 13 février, c'est une visite de Charles Humbert à l'Élysée. Il a acheté le *Journal* avec l'argent de Bolo. Mais c'était pour ne pas l'acheter avec celui de Desouches et de Lenoir, qu'il accuse d'être des traîtres. Le 5 juillet, c'est l'administrateur du *Bonnet rouge*, Duval, qui est arrêté après perquisition, pour avoir touché de l'argent allemand.

Dans le gouvernement enfin, on peut dire que l'année 1917 est une longue crise. Le 19 mars, le cabinet Briand est remplacé par le cabinet Ribot. Le 10 septembre, Ribot est, comme on dit, usé. Il veut remanier son cabinet; Painlevé fait échouer la combinaison en se retirant, puis forme lui-même un nouveau cabinet, où il garde Ribot. A la fin d'octobre ce cabinet est usé à son tour. Le 22, Painlevé débarque Ribot et le remplace au Quai d'Orsay par Barthou. Mais Painlevé est lui-même renversé le 13 novembre, après une séance très confuse. Le tableau de ces complications est une des meilleures parties du livre. Il y a là des croquis qui sont des portraits, des mots qui dévoilent les âmes, des scènes étonnantes, rapidement décrites, mais choisies et saisies avec une sûreté qu'en d'autres temps on appellerait une âpre malice, mais qui est peut-être une indignation contenue. Quoi qu'il en soit, jamais on n'a peint plus vivants des hommes que nous voyons encore sur la scène politique.

Ayant ainsi expérimenté tour à tour les obscurités savantes de Briand, les finesses séniles de Ribot, les incertitudes et les revirements de Painlevé, après avoir résisté aux illusions et aux flatteuses chimères, après avoir subi avec un dégoût qu'il

ne cache pas, le spectacle de la trahison des uns et de l'intrigue des autres, écœuré de tant de ménagements, de calculs égoïstes, de combinaisons et de faiblesses dans un camp, et voyant dans l'autre les loups se manger entre eux, — le 14 novembre, M. Poincaré fait appeler Clemenceau. C'est un vieil ennemi, et le Président le juge sans tendresse. « Le Tigre arrive. Il est engraissé. Sa surdité a augmenté. L'intelligence est intacte. Mais sa santé? Sa volonté? J'ai peur que l'une et l'autre ne soient altérées et je sens de plus en plus le péril de l'aventure. Mais le diable d'homme a pour lui l'opinion des patriotes et si je ne l'appelle pas, sa force légendaire fera la faiblesse d'un autre cabinet. » Et il ajoute le 16 : « Je vois les défauts terribles de Clemenceau, son orgueil immense, sa mobilité, sa légèreté; mais ai-je le droit de l'écarter, alors que, en dehors de lui, je ne puis trouver personne qui réponde aux nécessités de la situation. » Le tableau des premiers jours du ministère est étonnant de pittoresque et de naturel : « Mercredi 21 novembre : vers 11 heures, le Tigre. Il a l'œil rayonnant; il fait patte de velours. Il reste près d'une heure avec moi et me fait, comme il dit, son rapport. C'est à peine s'il me laisse placer un mot. Il m'indique une multitude de décisions qu'il a déjà prises, ne me consulte pas et n'écoute aucune de mes objections. » Il est absolu, fantasque et variable. Pour être mieux maître de ses décisions, il a décidé qu'il ne tiendrait qu'un Conseil des ministres par semaine et qu'on y dirait le moins de choses possible, à cause des indiscrétions. Mais il viendra conférer tête à tête avec le Président, comme au temps de Fallières. « Vous me verrez arriver à toute heure », a-t-il dit. Mais le 26 il ne paraît pas. Le 27 il ne vient que pour le Conseil. Le 28, le 29, aucun signe de vie. « Je suis de plus en plus tenu à l'écart », songe M. Poincaré.

HENRY BIDOU

TABLEAUX DE PARIS

La personnalité du marquis de Castellane fit si longtemps partie de la vie de Paris, il lui ajouta, pendant tant d'années, tant de lustre, il fit, — sans le vouloir même — tant parler de lui; ses détracteurs furent si nombreux, mais ses amis si fidèles, il fut si entouré et si solitaire dans l'âme, il dépensa tant de goût et d'argent, sema tant d'idées et garda si passionnément toutes les prérogatives de la race à laquelle il appartenait, que sa place doit être marquée ici, — d'ailleurs, malheureusement, sans les nombreux développements qu'elle mériterait. Peut-être ces trois paragraphes d'une existence brillante et qui peut servir d'exemple, entre beaucoup d'autres, serviront-ils la mémoire d'un homme qui fut, en un temps, le plus répandu qu'on pût citer sans être jamais bien deviné ou connu de personne.

I

LE COMTE BONI DE CASTELLANE

Le jeune homme élégant, éclaboussé de rose, blond comme le vermeil, cravaté de clair, l'œil de pervenche, vêtu de gris, la jaquette moulant le torse et bordée, la fleur à la boutonnière, « pourri de chic », selon une expression de ce temps-là, tel est, sur une grande photographie toujours voisine de la marquise de Castellane, l'aîné de ses trois fils, Boni, vers la vingtième année. Il est alors le compagnon du jeune duc de Luynes, son ami, Honoré. Toutes les femmes après soi, celles

du monde où l'on s'amuse, puis une radieuse comédienne du Théâtre-Français, qui vient de faire des débuts éclatants, qui a des dents éblouissantes, un regard de feu, un corps... de femme, une âme peut-être de démon et qui voit — comme le jeune homme qui lui sourit et qui a toutes les femmes pour lui, — tous les hommes pour elle!

Rencontre faite pour impressionner l'un et l'autre, la ravissante comédienne débute par les hommes les plus élégants de son temps, qui sont ceux, précisément, du milieu dans lequel a été élevé le jeune homme. Il aime le luxe. Mais assez différemment de la manière dont on l'aime à vingt ans. Il ne se laisse pas influencer par la mode, mais bien plutôt par une classe, la sienne : la meilleure de ce qu'on nomme encore la société. Ce qu'il respire dans le *luxe*, — (un mot qui lui est désagréable à prononcer et qu'il trouve vulgaire, non sans quelque raison) — c'est la tradition de goût, d'éclat, de mesure que le luxe est censé représenter, et qui ne l'attire que parce qu'il prolonge des racines du passé.

La princesse de Léon donne un bal, le jeune Castellane y paraît en Maurice de Saxe : vêtements de satin, dentelle, poudre, diamants. Ces diamants, quelques instants avant de partir pour le bal, une partie lui en a été prêtée par la brillante comédienne. L'entrée du jeune homme fait sensation, et, racontée le lendemain, prendra plus d'importance qu'elle n'en eut, que ne devrait en avoir une *entrée* dans un bal costumé. Celui de la princesse de Léon, née Verteillac, qui n'était pas encore duchesse de Rohan ni poète, fut, d'ailleurs, l'un de ceux dont on parlait dans le monde, longtemps après que les bougies en furent consumées.

La belle comédienne se montrait en compagnie du jeune homme. Il doit y avoir, je pense, quarante-cinq ans, les mœurs n'avaient point pris les libertés que nous leur trouvons, dont nous profitons. Les entraves étaient plus serrées, les gens d'un même milieu, moins nombreux, moins dispersés, se retrouvaient plus fréquemment, se heurtaient les uns aux autres, à toute heure.

Liberté ne veut pas dire *dévergondage*. Je suppose même que *les mœurs* sont moins coupables, aujourd'hui que naguère, d'atteintes à la véritable morale. Ou bien, disons qu'entre

aujourd'hui et naguère, la différence n'existe pas et n'a jamais existé. Mais, aux yeux des observateurs, des barrières séparaient des mondes qui se côtoyaient sans se pénétrer. Le jeune Castellane se présente, comme ses camarades du même âge, au *Jockey*. Il recueille une dégelée de boules noires.

Son physique, ses succès, son insouciance du qu'en dira-t-on, avaient causé ce qu'on appelle ce blackboulage. Mais jamais, jamais il ne devait, par la suite, quelles que fussent les instances, s'y représenter.

Le goût pour le plaisir, pour la vie, qui est si naturel chez un jeune Français, s'accompagnait, cependant, d'un penchant certain pour une existence, brillante, certes, mondaine, dans un cadre fastueux, mais qui reprit des traditions auxquelles l'aristocratie, cantonnée dans ses salons et dans ses terres, renonçait un peu plus chaque jour.

***

A Rochecotte, domaine des Castellane, à flanc des collines qui dominent la Loire, entre Tours et Saumur, *régnait*, c'est le mot, la grand'mère : la marquise de Castellane, née Pauline de Périgord, la petite-nièce, l'égérie du prince de Talleyrand, qu'elle avait accompagné, très jeune, à l'Ambassade de Londres, en 1832. Chez elle, se réunissaient des hommes éminents, Montalembert, M. de Falloux, Mgr Dupanloup. Il y flottait et pesait, selon les heures, le souvenir et la présence du merveilleux diplomate qui, à travers tant de révolutions et de régimes, maintint, avec force et souplesse, une politique à laquelle les Français furent longtemps sans rendre justice. Que n'avons-nous eu un Talleyrand, à Versailles, en 1919!

Les séjours à Rochecotte, la personne de sa grand'mère âgée, cette Pauline qui avait reçu le dernier soupir de l'ancien évêque d'Autun, reconcilié avec l'église, cette aïeule frileuse, enveloppée d'écharpes, armée d'un grand éventail qu'elle brandissait fermé et dont l'intelligence reflétait les années passées auprès de son grand-oncle, avaient gravé dans la mémoire de M. de Castellane, des souvenirs qu'il évoquait fréquemment. Lui-même ignorait le charme avec lequel il évoquait

cette maison souriante, à balustres, sur des terrasses dans le genre italien, et le contraste avec les personnages austères qui la fréquentaient, entre un grand portrait du roi Louis XVIII et un lourd chapelet de lapis-lazuli et d'or, présent du pape Grégoire XVI, à la nièce du prince de Talleyrand, après la mort de celui-ci et placé dans la chapelle de Rochecotte, qui appartient aujourd'hui au comte Stanislas de Castellane, — l'année dernière encore Vice-Président de la Chambre et frère cadet de Boni.

Dans la conversation, plus tard, M. de Castellane peignait dans toute sa grâce vivante et surannée et sa raideur, sa mélancolie, ses nuances, ce monde de Rochecotte qui avait survécu. Ces protestataires imposaient par la dignité de leur existence et leur foi, ils représentaient, après tout, des siècles de raison, d'intelligence, de fureur même ou de noble mesure et de rayonnement de la France. Cette partie si importante de la personnalité de M. de Castellane, cette première étape de sa vie, trop de ceux qui ont parlé de lui — et quel de ses contemporains n'en a pas parlé? — l'ont négligée. L'attachement si absolu, si profond pour la Papauté, la fidélité à la Religion, dans les moments où furent plus acharnés ceux qui le portaient au pinacle ou le déchiraient, jamais M. de Castellane ne montra quelque tiédeur ou quelque attiédissement sur ce point.

***

Mais il avait vingt ans, il était beau, il était lumineux, il était voyant, et c'est une de ces qualités physiques inexplicables qui causent le plus de mal à ceux qu'elles paraissent vouloir combler. Ils prennent pour une sympathie universelle, l'impitoyable curiosité que déchaîne leur passage. La rumeur que crée à leurs oreilles ceux qui approchent, les empêche d'entendre les insanités de ceux qu'ils ont déjà dépassés.

Pour réaliser ses rêves de la vingtième année, le jeune homme que M. de Castellane était, devait compter sur l'appoint que lui fournirait un mariage. De ces rêves naît souvent, on pourrait dire presque toujours, le malheur de l'existence. La jeunesse construit sur des nuages. Il faut les premières épreuves de la vie d'un homme pour lui faire transporter du

nuage sur la terre ferme les édifices conçus pendant l'adolescence.

Au temps des équipages, l'esprit sportif existait dans le public, presque autant qu'aujourd'hui. Mais il s'exerçait sur des sujets différents. La réussite des fiançailles esquissées à Paris entre miss Anna Gould et le comte Boni de Castellane, entrait dans le domaine des occasions offertes aux Parisiens de *faire du sport*. Mais, comme M. de Castellane était à l'âge où, homme ou femme, croyant agir sagement, nous commettons les pires folies ou bien, nous croyant fous, sommes raisonnables (et même machiavéliques), le jeune Castellane, au lieu de rester à Paris chez miss Read à faire sa cour à miss Anna Gould, qui était descendue chez elle, partit pour l'Angleterre et les États-Unis. Il a écrit ces souvenirs. Il les racontait mieux.

Miss Gould était restée à Paris, au milieu de ses adorateurs. Pourtant, celui qui n'était plus là devait l'emporter et l'Américaine regagna son propre pays, pour y retrouver le séduisant Français qui l'avait fuie et qu'elle n'avait pas oublié. C'est parmi les Peaux-Rouges que M. de Castellane reçut le télégramme qu'en débarquant à New-York lui expédiait miss Anna Gould, pour lui annoncer son arrivée et son désir de le revoir, au plus tôt.

II

« BONI »

De retour à Paris, marié, c'est le déchaînement de la convoitise, de l'envie. Pour Paris et pour le monde entier, bientôt M. de Castellane, c'est *Boni*. Ceux qui mesurent une popularité qu'ils ont mis longtemps à conquérir, la ménagent. Ils en comptent les pulsations. *Boni* ayant ses vues personnelles et jugeant comme qualité négligeable ceux auxquels ne le rattachaient ni les liens du cœur ni ceux de l'esprit, se moquait de l'opinion des cochers de fiacres ou des concierges et même de la presse. Que ses mots, vrais ou faux, fussent colportés, reproduits, altérés, il n'en avait cure. Il gardait pour lui ses buts, qui, d'ailleurs, n'étaient guère compris et dépassaient un trop grand nombre de ses contemporains.

Et puis, le monde, comme tous les mondes, aime fixer des étiquettes sur les gens. Qu'un individu prenne plaisir à offrir une fête et s'occupe en même temps de politique extérieure, qu'il soit profondément croyant, mais qu'il ait des maîtresses, il estime que *tout ça ne va pas ensemble*, et se refuse à considérer le personnage dans sa diversité (qui est intéressante, précisément), pour ne retenir qu'un seul de ses aspects. Les uns ne virent donc dans le comte Boni de Castellane que celui qui construisait avenue du Bois-de-Boulogne un palais à la manière du Grand Trianon et qui achetait les plus magnifiques objets, sans marchander suffisamment. Les autres en firent une manière de Don Juan de carte postale, d'homme du monde qui portait des gilets blancs ou des gilets de velours et des souliers excessivement vernis.

C'est l'ensemble, cependant, l'ensemble dans la conduite, la continuité dans les vues, la préoccupation quotidienne de l'avenir, non pas seulement le sien, mais celui de son pays, qui était intéressant chez celui dont le nom courait par-dessus les tables dans tous les dîners de Paris et que les bourgeoises, les courtisanes, les dames du commerce et celles de l'aristocratie qui, celles-là, avaient au moins quelque raison de le faire, appelaient de ce diminutif devenu officiel, national : *Boni*.

Il y prenait, bien entendu, tout de même, quelque plaisir.

Pourtant, il entrait trop de familiarité et presque toujours trop d'allusions au libertinage dans cette rumeur universelle, dans les propos des hommes qui soucieux d'être tenus au courant de ses faits et gestes inventaient parfois, n'ayant rien à répéter. Mais *Boni* n'était pas *libertin*. S'il était trop sollicité et finissait par céder quelquefois, c'est qu'il jugeait que « faire plaisir » en cédant à beaucoup d'instances n'avait guère plus d'importance que n'importe quelle autre forme de politesse. Il ne s'en cachait point. Sans doute, ne s'en cachait-il point suffisamment. Il le regretta sincèrement, plus tard.

***

Et il donnait un bal pour les vingt et un ans de sa femme, au Tir aux Pigeons du Bois de Boulogne. L'inévitable averse

de juin étant tombée dans l'après-midi, il avait fait venir, à la fin de la journée, pour soixante mille francs de tapis, (disait-on), afin d'en couvrir les molles pelouses et les chemins transformés en ruisseaux.

La maison surgissait de l'avenue du Bois-de-Boulogne. Que ne racontait-on? Chacun voulait y avoir pénétré avant les autres. Les murs n'en étaient pas secs, les toits inachevés, Boni y projetait de petits bals, dont celui des Fleurs, — mais la première fête, à qui est-elle donnée? A ceux qui ont collaboré avec lui, dont l'avenir, — qui demeure à tous fermé — sera si mesuré là, — à tous les ouvriers, les peintres, les décorateurs, ceux qui dorent ou qui laquent, ceux qui travaillent aux dallages de marbres et aux rampes du fameux escalier et jusqu'au décorateur, M. Despouy, qui en exécute le plafond, d'après un carton de Lebrun, qui n'a jamais été réalisé.

Pourtant, comment est la chambre de ce fastueux *Boni*? Cette chambre, c'est une pièce de travail, une sorte de bibliothèque. Des livres couvrent les murs; un lit canné, la simplicité même et le désordre savoureux d'un homme qui construit à Paris, qui restaure le château du *Marais* en Seine-et-Oise, qu'il a racheté aux Noailles, et qui veut créer aussi, au château de Grignan, dans la Drôme, une sorte de palais des arts de la Provence.

Grignan est un titre des Castellane, la fille de madame de Sévigné et la célèbre marquise elle-même, marquent dans leur correspondance, l'honneur qu'elles connaissent du mariage avec M. de Grignan. *Boni* restaurera Grignan.

Pendant qu'il discute avec les architectes et les entrepreneurs, les plans des plus beaux jardins italiens traînent sur les sièges. Les antiquaires attendent dans l'escalier. On apporte de Londres le *Blue Boy*, de Gainsborough. Un Van Dyck vient d'être accroché dans la chambre à coucher de madame de Castellane. D'autres toiles encore. Mais *Boni* ne peut tolérer un tableau magnifique que s'il est à sa place, à celle *qu'il lui veut*, à celle pour laquelle il semblera avoir été peint, jadis, par Gainsborough ou Van Dyck. Il renverra le Van Dyck, si sa couleur ne le satisfait pas, sans discussion possible avec soi-même.

Pour la couleur, d'ailleurs, que ne fait-il pas! Son œil est insatiable. Sa plus grande sensualité est dans ses yeux. Il fait peindre sur le marbre de ses pilastres des veines qu'il ne trouve ni assez marquées ni assez solides. Il fait tout peindre, repeindre encore, les plafonds et les murs. Il fait colorer jusqu'aux bougies mêmes, couleur de miel. Il fait teindre et déteindre les étoffes. Et ne trouve de détente et d'apaisement, enfin, que lorsque cet œil qui souffre ou qui s'enthousiasme est satisfait.

Malheureusement, ce qu'il crée n'est pas à la taille de ce qu'il possédait déjà. Le cadre est si brillant, si au-dessus de la mesure habituelle que tout y semble insuffisant. Il est difficile et périlleux d'improviser au-dessus des forces et en deçà des formes habituelles ou de celles qui sont réservées à une certaine classe d'individus. En allant trop vite et en menant trop de choses à la fois, l'homme s'épuise. Ce qu'il construit, décore, remplit, vient à l'écraser. Le principal intéressé était peut-être seul à ne pas le pressentir. Louis XIV, lorsqu'il créait Versailles, ne faisait d'abord qu'agrandir un château que son père avait élevé pour la chasse. Et puis, il avait la France et tout un peuple autour de lui.

Celui qu'on désigne de son prénom, comme un souverain, se sent tout seul, lui. Il l'est, en réalité, pour faire face à tout. Et c'est tout ce qu'il a créé, voulu, mis debout qui lui fait front. C'est un cas pathétique. Paris assiste à ce drame qu'il prend pour une comédie et qu'il entremêle de duos dont l'héroïne change chaque semaine. Ce qui est faux, bien entendu.

Pourtant, dans cette solitude bruyante, dorée, *Boni* reçoit tous les jours Syveton qui le prépare aux séances de la Chambre, qui vient renforcer de ses connaissances professorales les vues de cet « élève », qui est un tel maître par ailleurs. Maurice Barrès passe fréquemment, le matin, pour s'entretenir avec celui dont l'existence est une sorte de divertissement et d'enseignement unique, sous ses yeux.

Chez madame de Loynes, pour laquelle il éprouve une vive sympathie, il rencontre Jules Lemaître et les dirigeants de la *Patrie Française*, de Léon Daudet, qui improvise avec une verve unique, à Henry Houssaye, qui est froid. Pour affronter les périodes électorales, il offrira toujours, le premier, une part des subsides indispensables. Mais on ne saurait

exiger de lui qu'il se cantonne, à l'instant, dans une forme d'existence, qui ne lui conviendrait pas plus qu'à un oiseau des tropiques de vivre dans les glaces du Pôle.

***

Je le revois, le soir d'un dîner offert au roi don Carlos de Portugal, qui dépassa ce qui avait été fait jusqu'alors dans le palais de l'avenue du Bois-de-Boulogne, je le revois se sauvant, pour ainsi dire de chez lui, un quart d'heure avant le moment prévu pour l'arrivée des invités, afin d'aller regarder, derrière les badauds, l'effet produit par l'éclairage de la rampe de gaz dont il avait fait surmonter le palais et qui, dans la soirée de printemps, ondulait sous un ciel encore verdâtre.

Cette rampe lumineuse, pas plus que l'épée portée par le maître d'hôtel chargé du service du roi, n'étaient destinées à surprendre la galerie, pas plus que les cuivres de l'orchestre dissimulé qui accueillait les arrivants et les vapeurs de l'encens brûlé. *Boni* réalisait, *pour lui d'abord*, et presque pour lui seul, il continuait de réaliser ses songes, — sans se préoccuper jamais des sommes nouvelles jetées dans le gouffre, au-dessus duquel il demeurait dressé.

Pour venir faire un tour sur les planches de Trouville, à onze heures et demie du matin, de Bénerville, où il avait loué une villa pour quelques semaines, la voiture était attelée en poste. Et, pour se rendre au grand steeple d'Auteuil, la calèche attelée à la Daumont, avec valets poudrés, postillon, quatre chevaux, etc... Nous avons vu cela. Lui-même s'en amusait, peut-être un peu comme un défi jeté à un temps dans lequel il se sentait exilé et pour se flatter de pouvoir ressusciter, à sa guise celui auquel il aurait dû vivre.

***

L'exagération des dettes rendait les arrangements avec les créanciers de plus en plus difficiles. La catastrophe se produisit. Maréchal de Richelieu ou duc de Lauzun, le plus élégant, le plus brillant des Parisiens, qui inspirait autour de lui les

manières, les hôtels particuliers que l'on édifiait (et dans lesquels un escalier reprenait sa place d'autrefois), qui alimentait la fable et servait de modèle, tomba.

La bibliothèque voisine du grand salon, dont les murs étaient marbrés d'un pinceau qu'il avait maintes fois pris des mains de l'artisan pour marquer d'un ocre plus doux la veine du portor ou d'un rose plus vivant les taches du sarrancolin, la bibliothèque aux reliures royales, au tapis de velours merveilleux, dans laquelle il avait placé une toile de Franz Hals, blonde et d'un métier, d'un brio splendides, la bibliothèque lui fut fermée, comme l'escalier fameux, la salle à manger à la vaisselle de vermeil, le château du *Marais*, aux appartements entresolés.

Il se retrouva chez ses parents, rue de Constantine, dans le petit hôtel blanc qui regardait l'esplanade des Invalides, avec sa garde-robe, ses gilets de velours, ses vêtements gris, ses chemises fines, jetés, un matin, sur le trottoir, renvoyés en bloc de l'avenue du Bois-de-Boulogne, du palais qui venait de se fermer et qui allait le demeurer pour un temps qui, après plus de vingt ans, n'a pas pris fin.

Les « échos » des journaux du monde entier retentirent de cette chute. Mais, autour du gentilhomme qui revenait vivre dans la maison familiale et qui n'avait gardé de sa fortune passée ni un centime, ni une perle, le gouffre n'était pas plus profond ni plus noir qu'en dépit de toutes les apparences il ne l'avait été depuis plusieurs années. *Boni* fit l'admiration de ceux qui ne le quittèrent point pendant la tourmente, se représentant aux élections dans les Basses-Alpes, s'occupant de ses trois fils, au sujet desquels il répondit à un avocat — qui offrait une rente importante, à condition qu'il renonçât à ses droits sur leur éducation, — que « les enfants ne sont pas une marchandise ».

***

Il ne lui restait plus, à son nom, que le petit château d'Acosta, qui avait appartenu au maréchal de Castellane et qui lui venait de sa tante madame de Baulaincourt. Il lui restait aussi la ruine de Grignan, ruine magnifique dont il avait rêvé de faire le musée de la Provence.

Il vendit Acosta. Il vendit la ruine hautaine et sonore de Grignan, pour une somme dérisoire. Je l'accompagnai dans le voyage qu'il dut entreprendre pour rencontrer un homme d'affaires et signer quelques papiers. C'était au printemps. De Montélimar, nous prîmes une auto de louage jusqu'à Grignan. Le gardien ne connaissait pas son maître, le maître qu'il voyait pour la première et la dernière fois.

Sur l'immense terrasse de Grignan, jadis, le maréchal de Castellane, qui *gouvernait* Lyon, avait passé une revue dont Boni, sans doute, exagérait la magnificence, mais qu'il racontait avec cet enthousiasme qu'il avait apporté à l'exécution de tous ses rêves. La chapelle du château contient les restes de quelques Grignan, je crois, ou bien Boni avait conçu de les y ramener et d'y placer même les cendres de madame de Sévigné. Il évoquait, à ce sujet, la comtesse de Grignan, tendant la main à sa mère, par une ouverture creusée dans la muraille, au-dessus de l'autel. Il l'évoqua si parfaitement, qu'une dizaine d'années plus tard, faisant visiter à des amis le château, restauré depuis lors, par un nouvel acquéreur, je leur dis de venir voir dans la chapelle, la tombe de madame de Sévigné! Bien entendu, je ne l'y trouvai point. Mais je ne suis pas encore très certain, aujourd'hui, de ne pas l'y avoir vue, le jour que je visitai cette chapelle en compagnie de Boni. Avant de partir, il demanda au gardien la permission de cueillir une poignée de fleurs poussée entre les pierres. Et il descendit la côte rude pour regagner l'auto, sans un mot amer, sans un regret. Au contraire, il magnifia, avec un lyrisme réel les oliviers qu'il aimait et qui « ont l'air d'avoir tant souffert pour vivre ».

***

Un peu plus tard, je le rencontrai à Biarritz. Pierre Loti se trouvait à Hendaye, dans la petite maison qui dominait la Bidassoa et où j'avais été le voir quelques jours plus tôt. M. de Castellane me dit son désir de connaître Loti. Je fais la commission. Loti nous invite à dîner. Le rez-de-chaussée seul, avec sa terrasse sur la rivière, était accessible, la chambre à coucher du premier étage ne communiquait avec le reste de la maison que par une échelle de corde.

Nos trois couverts étaient disposés dans une salle à manger qui ressemblait à quelques-unes de celles que l'on peut voir, alentour de Toulon, chez les maritimes et qui n'ont de *salle à manger* que le nom. Des souvenirs de voyage la meublaient, des étoffes arabes; un rideau de perles séparait la première de la seconde pièce. Loti s'était mis en frais et traitait M. de Castellane avec autant de grâce et d'attentions que s'il eût été l'un de ces princes que l'auteur d'*Azyadé* avait été si naïvement heureux de rencontrer au cours de ses voyages.

M. de Castellane, lui, avec mille amabilités, regardait Loti. Il le regardait un peu comme s'il eût été quelque personnage descendu de la lune. Le maquillage par lequel Loti croyait éloigner l'approche de la décrépitude, la teinture de la moustache et des cheveux, l'absence de mouvements qui eussent causé quelque ride, rien n'avait échappé au premier coup d'œil, à l'observateur que j'amenais.

Le dîner fut charmant. Deux serpents naturalisés décoraient la table, parmi des porte-cigarettes en or, enrichis de brillants, offerts par le prince Ferdinand de Bulgarie, Carmen Sylva, le Sultan, etc... Ils étaient posés là, inutiles et somptueux, à la place des salières. La simplicité du repas, du service, mais l'élégance de ces deux rêveurs que j'avais mis en présence, l'un qui avait écrit ses rêves, l'autre qui les avait dressés avec des pierres, du bronze et des gerbes d'artifices, donnait à ce repas une saveur exceptionnelle. L'un tombé du socle qu'il s'était dressé, mais vivant encore comme un jeune homme. L'autre glorieux et qui avait promené à travers le monde un spleen dont il ne cessait de se repaître, avec le désespoir de n'être plus un lieutenant de la Marine Française se perdant sur le pont de Galata dans la foule et gagnant le vieux quartier d'Eyoub, où quelque douce nuit secrète l'attendait.

Au milieu du repas, la porte s'ouvrit. Un homme fut introduit par celui qui servait et vint dire quelques mots à Loti, qui se leva en nous demandant de l'excuser pendant quelques secondes. Nous demeurâmes seuls pendant dix bonnes minutes à la lueur des bougies, devant le serpent et les porte-cigarettes enrichis de brillants, dans le grand silence de la nuit de prin-

temps qu'animait la rumeur du flot remontant la Bidassoa.

M. de Castellane me parlait à lèvres muettes, indiquant sa surprise et sa joie. Le souffle de l'Atlantique revenant avec la marée, fit bruire la rivière qui nous séparait de l'Espagne. Enfin Loti reparut. Il me parut plus clair de teint, comme après un séjour devant un miroir et une table de toilette. Il nous raconta avec humour et mystère que des contrebandiers arrivant d'Espagne avaient demandé à passer par sa maison et à déposer, pour quelques heures, des ballots dans le sous-sol.

Puis Loti parla de la mer et Boni du yacht qu'il avait possédé, le *Walhalla*, où il avait reçu Édouard VII. Il évoquait les guirlandes de roses suspendues après les cordages, tandis que l'autre croyait respirer encore celles d'Ispahan. Ces deux personnalités si opposées et si distantes s'étaient accommodées et ralliées.

Pourtant, au retour vers Biarritz, Boni qui se déclarait enchanté de son hôte, m'avoua qu'il n'avait pas cru un mot de l'histoire des contrebandiers, mais que Loti avait tout simplement pensé à nous offrir un intermède qui lui permît d'aller réparer des ans...

***

Boni était allé vivre à l'angle de la place du Palais-Bourbon et de la rue de l'Université, au premier étage. Il donna là des dîners, des fêtes encore, dans un décor qui semblait une réduction de l'avenue du Bois-de-Boulogne, mais où Tiepolo se trouvait remplacé par de simples toiles italiennes décoratives. Pourtant, que d'ingéniosité dépensée dans cet appartement, que de lustres, de girandoles, de draperies, et quel parfum d'élégance s'y respirait! On s'y écrasa. Grands-ducs, personnages de tous les pays d'Europe, qui répondaient tous plus ou moins à des buts que se proposaient celui qui recevait, qui ne cessait de croire à sa politique et que le souci des «Affaires » Étrangères préoccupait toujours pour le moins autant que les siennes, qui n'étaient pas peu compliquées. Quelle vivacité, quelle animation, quelle grâce! C'est dans des transformations analogues que se retrouve une personnalité, qu'elle s'impose. Celle-ci était si marquée que les invités ne pensaient guère,

tout au moins pendant la soirée, que rien fût changé à ce qui avait existé, autrefois.

La guerre éclata, l'appartement fut fermé, Boni partit. Il se déclarait prêt à remplir à l'armée tous les postes. Mais il serait difficile de croire qu'on lui eût accordé tout de go celui qu'il méritait.

III

LE MARQUIS DE CASTELLANE

Le marquis de Castellane étant mort, *Boni* avait pris le titre, à son tour.

La période de quinze ou dix-huit ans qui précède la fin de sa vie, marque dans le caractère de M. de Castellane, une grandeur d'âme dont le public ne se souciait plus guère, car il oublie de plus en plus vite, et sa curiosité n'était plus sollicitée par le faste ou l'écho des dissentiments conjugaux.

Il était venu vivre dans un charmant hôtel du XVIIIe siècle, entre cour et jardin, situé rue de Lille, derrière la gare d'Orsay. La Melba y chanta l'une des dernières fois, épaissie, mais la voix légère. Les valets étaient nombreux, les appliques et les lustres brillant des feux des bougies, comme si l'électricité n'eût point existé, et, tandis que le palais de l'avenue du Bois-de-Boulogne demeurait désert, la société européenne la plus brillante se pressait là.

Pour le seul arrangement du jardin, des sommes importantes avaient été dépensées, et le marquis de Castellane, toujours croyant à son étoile, vivait là, comme le seigneur en apparence le plus assuré de ses revenus. Il s'intéressait à de grandes affaires et même à de petites, généreux, magnifique, ayant des amis dévoués, que sa simplicité, son plaisir à vivre, son courage à vouloir triompher des embûches, son esprit, sa gaieté imperturbable, son goût pour tout ce qui était du domaine des arts et de la vie, récompensaient amplement d'une fidélité qui ne leur causait que des joies.

Le mal ne fut pas foudroyant. La migraine, les étourdissements. Il s'alita. Il était atteint d'encéphalite léthargique. Sa mère, la marquise de Castellane, s'était installée à son

chevet, ses frères, ses fils venaient constamment. Je le vis chaque jour. Il se faisait raser. *Il ne dormait pas.* Après plusieurs semaines, il put se lever, puis reprendre la vie. Mais déjà la mort, elle, le tenait. Pendant dix ans, ce fut un combat atroce. La vie était si forte que la mort était battue en brèche. Mais la personne physique, l'homme qui gardait son sourire, son goût pour les choses rares, pour les idées et pour le monde, lentement perdait sa liberté de mouvements et sa grâce. Jusqu'à la fin, en dépit des douleurs atroces, des nuits sans sommeil, l'intelligence veilla. Il se préoccupait de la politique. Il montrait une résignation admirable. Jamais il ne se plaignait.

Il fit encore l'effort de se faire transporter à Lourdes, à la fin de l'été. La délivrance qu'il appelait, lui a été accordée. Tout ce qu'un chrétien de grande race peut exprimer pendant des mois d'agonie, le regret des erreurs passées, le désir de recevoir des lèvres de celle qui avait été sa femme, le pardon des peines anciennes, il ne négligea rien. Pas plus qu'il n'eût rien négligé dans sa jeunesse pour un bal ou, plus tard, pour fêter un souverain.

Prêtons-lui un instant le cadre de l'Escurial ou de Versailles, ce mourant qui agonise pendant plusieurs années, prend aussitôt le relief d'une grande figure.

Son temps l'a trahi. C'est peut-être pourquoi il aimait si vivement l'oublier et dès qu'un instant de répit lui était donné, il se faisait conduire à Versailles, dont il expliquait et chantait toutes les pierres, comme un poète, qui eût été prince.

ALBERT FLAMENT

PARMI LES LIVRES

Socialismes français, par **C. Bouglé** (*Colin*).

Chargé depuis près de vingt-cinq ans d'enseigner l'histoire de l'économie sociale à la Sorbonne, M. Bouglé a condensé dans ce petit livre le résultat de ses recherches et l'essentiel de ses leçons sur « les doctrines qui préparent, pour résoudre la question sociale, une transformation des institutions ». Les doctrines socialistes ou socialisantes, qui inspirent plus ou moins complètement, en France, le programme des partis de gauche et d'extrême gauche, relèvent d'une double tradition : la première, c'est celle des grands théoriciens qui, entre 1800 et 1848, méditent de transformer le mode de production et de répartition des richesses, et qui pensent qu'avant une égalité toute théorique et juridique des droits, il importe de créer d'abord une égalité des biens et des existences matérielles : et ce sont avant tout Saint-Simon, Fourier et Proudhon. Mais la deuxième tradition, c'est celle des philosophes du XVIIIe siècle, celle des révolutionnaires de 1789 à 1793 : au lieu de l'organisation collective de la vie économique et sociale, elle enseigne l'émancipation de l'individu, et, en dehors des contingences historiques et des circonstances du moment, les droits imprescriptibles de l'homme et du citoyen. C'est cette double tradition, dosée différemment d'un système à l'autre, qui caractérise les « socialismes français », et les oppose aux doctrines marxistes qui sont l'essentiel des socialismes allemands et russes.

M. Bouglé, avec une science avertie et une grande sûreté d'analyse, isole et définit ces éléments constitutifs qui souvent s'opposent les uns aux autres, et suit leur action et leur persistance jusque dans la pensée contemporaine.

Voici d'abord le legs du XVIIIe siècle : les philosophes, qui n'ont pas tous été, comme il était de mode de le répéter, il y a trente ans, avec Brunetière, des rationalistes aprioristes, mais qui ont mené à bien un immense travail de critique et d'enquête, dégagent, à une époque où n'existent que l'artisanat et les petits ateliers, les notions de travail, de profit, de salaire, et s'étonnent que le peuple soit à la fois la partie la plus misérable et la plus utile de la nation; certains

rêvent de cités idéales et ascétiques où tous les biens seraient en commun. Rousseau charge de passion tous ces concepts, et fait apparaître sous l'écorce des conventions sociales le sentiment de l'égalité native des personnes humaines. — Mais au même moment, les physiocrates, qui mettent au premier plan dans l'État l'agriculture, et qui montrent qu'elle ne peut prospérer que par la liberté intégrale des transactions, sont anti-industriels et anti-socialistes, et dans l'agriculture même ne s'intéressent qu'au grand propriétaire foncier et non au journalier. Or l'importance donnée aux choses de l'agriculture par les physiocrates s'est en France partiellement justifiée : la grande industrie n'a rien pu contre la propriété paysanne, et la France, comme l'ont montré encore les plus récents de ses observateurs, de M. Siegfried à M. Sieburg, est restée un pays de ruraux : ce fait a pesé et il pèse lourdement sur la nature et les chances d'avenir du socialisme.

Dans le legs de la Révolution, individualisme et socialisme trouvent des justifications. Pour les Constituants et les Législateurs, il s'agit de changer moins le régime de la propriété, que l'on consacre au contraire, que les modes de l'autorité; pour Siéyès, le Tiers-État est un bloc indivis : paysans, ouvriers, marchands, avocats, fonctionnaires. Les non-possédants sont exclus de la vie civique. Mais bientôt, après le 10 août, avec la guerre et la Terreur, les divisions apparaissent, et la notion de peuple s'oppose à celle de classes possédantes. Marat dit : « C'est le petit peuple qui a fait la révolution »; le quatrième État apparaît.

Du reste les Constituants, en même temps qu'ils consacraient la propriété, en ébranlaient le principe : la suppression des charges féodales, la saisie des biens nobles et ecclésiastiques, opéraient un « colossal transfert de propriétés », expropriaient une classe au profit d'une autre. Toute mesure de socialisation trouvera là un précédent.

Bientôt, la France étant bloquée, le Comité de salut public prend des mesures exceptionnelles, des mesures d'état de siège, mais qui atteignent aussi le droit de propriété : Robespierre déjà ne le regarde plus comme absolu, mais comme consenti, et à la merci de la nation. Tout ce mouvement aboutit à l'insurrection proprement communiste de Gracchus Babeuf, qui voulait l'égalité économique intégrale. L'idéal de Robespierre, celui même de Babeuf, animera la mystique républicaine de 1815 à 1848.

A côté de ces influences historiques, il y a l'action des penseurs socialistes de la première moitié du XIXe siècle : et Saint-Simon comme Fourier écrivent en réaction contre la Révolution; ils n'attachent de prix ni à la liberté politique, ni à la démocratie; ils

voient dans la révolution surtout ses convulsions destructives, la dispersion qu'elle engendre, les fictions juridiques auxquelles elle s'attache. Ce qui les intéresse seulement, c'est l'organisation économique. Quant à Proudhon, s'il regarde la liberté et l'égalité comme deux valeurs morales irremplaçables, il met la démocratie en garde contre le parlementarisme, et montre que des moyens politiques sont impuissants à résoudre les problèmes économiques et sociaux. Et faisant le bilan de leur action, M. Bouglé nous mène du Saint-Simonisme à la grande industrie, du fouriérisme aux coopératives, du proudhonisme au syndicalisme.

Mais les forces économiques sont-elles la seule chose qui importe, et les facteurs matériels agissant invinciblement sont-ils les seuls éléments à considérer? D'autre part doit-on regarder comme inconciliables les doctrines de la Révolution, préoccupée seulement de l'individu, et le socialisme, soucieux seulement de la collectivité? Les systèmes socialistes français ont voulu mettre en harmonie cette double influence, et le meilleur exemple de cet effort de synthèse se trouve chez Jean Jaurès : pour lui l'esprit n'est pas dans la dépendance étroite des forces matérielles. « C'est le socialisme seul, dit-il, qui donnera à la déclaration des droits de l'homme tout son sens et réalisera le droit humain », et ailleurs, cette phrase typique : « Le socialisme, c'est l'individualisme, mais logique et complet. »

On lira avec fruit ce livre à qui il ne manque, pour mieux faire apparaître par opposition ce qu'il y a de spécifiquement français dans les doctrines étudiées, que quelques pages sur les aspects présents des socialismes allemand et russe.

Œuvres de Jean Jaurès.

Textes classés, annotés et présentés par **Max Bonnafous** (*Rieder*). *Pour la paix* : I. Les alliances européennes (1887-1903); II. La paix menacée (1903-1906). — *Études socialistes* : I. 1887-1897. — *L'armée nouvelle* (1912).

Le nom de Jean Jaurès figure sous le titre du journal l'*Humanité*, « organe central du parti communiste, section française de l'internationale communiste ». Mais dans le comité de publication de ses œuvres ne figure le nom d'aucune personnalité « bolcheviste », mais seulement ceux des membres les plus éminents de la « Deuxième Internationale », ceux de MM. Bracke, Léon Blum, Jouhaux, J. Longuet, Renaudel, Vandervelde, Kautsky, Mac Donald, mêlés à des syndicalistes comme M. Jouhaux, à des coopérateurs comme M. Poisson, mais aussi à un nombre considérable d'intellectuels,

d'universitaires, d'historiens, de philosophes, les amis politiques du grand tribun — ou tout simplement ses amis, — car il était très aimé : et ce sont côte à côte MM. Joseph Bédier, Victor Basch, Bouglé, le recteur S. Charléty, Pfister, recteur honoraire de l'université de Strasbourg, Langevin, Mauss, Meillet et Steeg. Sollicité d'un côté et de l'autre, on peut imaginer où Jaurès serait allé s'il avait vécu. Sa bonté, sa tolérance, sa compréhension philosophique de la pensée de l'adversaire l'auraient sans doute éloigné de la politique implacable des rudes révolutionnaires russes, durcis par leur lutte contre l'Okhrana, par la prison, par la Sibérie. Du reste il n'était pas l'ennemi systématique du pouvoir « bourgeois »; toutes les règles du jeu parlementaire, il en usait admirablement. N'avait-il pas, lors de la « défense républicaine », soutenu les ministres Waldeck-Rousseau et Combes? C'est que, pour lui, tout républicain est un socialiste en puissance, car « la Révolution contient le socialisme tout entier ». « Notre but doit être, disait-il dès 1890, non pas de fonder des sectes socialistes en dehors de la majorité républicaine, mais d'amener le parti de la Révolution à reconnaître, hardiment et explicitement, ce qu'il est, c'est-à-dire un parti socialiste. Avant peu, il y sera contraint. »

Dans tous ses articles, en effet, jusqu'au moment où la guerre menace, on sent une immense espérance, comme le souffle avant-coureur et chargé de parfums d'une terre promise, de la « cité future », qui s'édifiera sans violence, par l'adhésion spontanée de tous les cœurs et de tous les esprits. C'est un peu la même atmosphère que celle des derniers romans de Zola, du *Docteur Pascal*, des *Quatre Évangiles*, *Fécondité*, *Travail*, *Vérité*, *Justice*, une atmosphère d'aube et de sérénité, analogue aux fresques d'alors, celles de Puvis de Chavannes, d'Henri Martin, à certains tableaux de Steinlen. Les majorités républicaines s'accroissaient de législature en législature; la mystique « dreyfusarde » se mêlait à la mystique socialiste, et les « temps » étaient si proches que les cuirassés eux-mêmes s'appelaient *Liberté* et *Démocratie*, *Voltaire* et *Diderot*.

Cette impression de sérénité provient aussi de la clarté magnifique du développement, aussi aisé dans sa démarche et aussi solide dans sa structure qu'un discours de Cicéron, une oratio de Tite-Live ou de Tacite; mais de plus, portant en lui une merveilleuse richesse d'informations rendues immédiatement intelligibles, s'étant assimilé les résultats des plus récentes études d'histoire diplomatique, les conclusions philosophiques de la théologie chrétienne, l'analyse des plus récents débats du Reichstag, ou les ouvrages classiques de Hegel, de Marx ou de Lassalle. Et en le lisant l'on se croit transporté sous des oliviers devant la lumière éclatante et la mer

bleue, ou, tout simplement, sous une lumière spirituelle plus intense, à la bibliothèque de l'École Normale, devant Lévy-Bruhl, Seignobos, Andler, Lucien Herr qu'entourent leurs élèves fidèles, tous fiévreux de la préparation du diplôme d'études ou de l'agrégation, et mêlant à l'audace intellectuelle l'affection la plus confiante et le respect des disciples.

Une publication intégrale de l'œuvre de Jaurès aurait demandé de 80 à 90 in-octavo de 400 pages. Les éditeurs ont reculé devant les impossibilités matérielles, et ont décidé de n'éditer que l'essentiel de l'œuvre, et en vingt volumes. Ce travail considérable de choix et de classement a été fait non dans un esprit de sectarisme politique, mais avec l'objectivité qui convient devant des textes représentatifs d'un moment et d'un aspect de la pensée française. Les textes choisis sont et seront édités non dans leur ordre chronologique, mais d'après leur nature et sous un certain nombre de grandes rubriques : socialisme, action pour la paix, laïcité, grandes batailles politiques, questions économiques, le monde et les hommes.

Jusqu'à présent n'ont paru que les articles de politique extérieure, de 1887 à 1906, de la formation du double système d'alliance et de la période de calme européen empoisonnés par la question d'Alsace-Lorraine, aux prodromes de la crise qui devait aboutir à la guerre mondiale; — des études socialistes, écrites de 1888 à 1897, et où se trouve la traduction de sa thèse latine sur les origines du socialisme allemand, et enfin l'*Armée nouvelle*, le premier volume d'une série que la mort arrêta, qui fut écrit en pleine crise internationale, au moment d'Agadir, et où est prévue une organisation des réserves que le parti socialiste repousse actuellement.

L'*Histoire de la Révolution*, récemment rééditée, ne figurera pas dans cette édition.

La présentation des volumes est parfaite, la lecture agréable. Les textes sont judicieusement choisis. Chaque volume se termine par l'index alphabétique des noms cités, seul moyen de rendre des ouvrages de cette nature utilisables. On aurait souhaité seulement des notes plus abondantes et un commentaire de chaque ensemble de textes. Mais ces lacunes seront sans doute comblées au cours de la publication.

Vie de Lucien Herr, par **Charles Andler** (*Rieder*).
Choix d'Écrits, par **Lucien Herr** (*Rieder*).

Ce milieu de l'École Normale, qui eut sur Jaurès une si grande influence et sur lequel Jaurès agit profondément, est évoqué dans

la magistrale étude biographique que Charles Andler vient de consacrer à Lucien Herr.

En décembre 1887, Lucien Herr, « le plus puissant esprit de notre génération », dit son biographe, désirait obtenir, comme une situation définitive, le poste de bibliothécaire de l'École Normale, qui rapportait 4 000 francs par an. Grâce à l'appui de Liard, il l'obtint et le conserva toute sa vie. Là il mena une vie d'une simplicité totale, déjeunant au réfectoire avec les anciens élèves, voyageant aux vacances, trouvant son délassement dans les livres et la musique; mais une vie d'une singulière richesse et d'un immense rayonnement par la profonde influence scientifique intellectuelle et morale qu'il eut sur toutes les générations de l'École; la photographie placée en tête du livre l'évoque bien exactement, à la fois viril, tendre et sûr. Charles Andler dit tout ce qu'il fut, très exactement, avec chaleur et émotion; il dit notamment son passage à la *Revue de Paris*, où l'appela, dès 1895, Ernest Lavisse et dont il fut pendant dix ans le premier secrétaire général. Il raconte, avec la dureté et les précisions nécessaires, ce que furent les rapports de Lucien Herr et de Péguy, comment Herr sauva Péguy de la faillite lors de la fondation des *Cahiers de la Quinzaine*, et ce qui s'ensuivit. Il montre enfin les désillusions de la fin de sa vie, la guerre, « ruine soudaine et brutale de ses espérances les plus sacrées », et cette Alsace qu'il retrouve après la paix si différente de ce qu'il avait rêvé. Nulle part encore des observations aussi justes et d'une franchise aussi vraie que celles de Ch. Andler n'ont été écrites sur l'état des esprits en pays désannexé : ces observations faites en 1919 sont toujours vraies en 1932 et devraient être lues et méditées par nos administrateurs.

Ce beau livre, qui a une importance considérable pour l'histoire politique et intellectuelle de la troisième république, est complété par un *Choix d'écrits* de Lucien Herr, publié également chez Rieder, et qui illustre les chapitres principaux de la biographie.

J. POIRIER

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.